Le Moniteur

Paraissant du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

Directeur Général
Ronald Saint Jean

179e Année — Spécial N° 50 | PORT-AU-PRINCE | *Mardi 1er Octobre 2024*

SOMMAIRE

**DÉCRET ÉTABLISSANT
LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
EXERCICE FISCAL 2024-2025**

NUMÉRO SPÉCIAL

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

DÉCRET ÉTABLISSANT LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI EXERCICE FISCAL 2024-2025

LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE TRANSITION (CPT) :
RÉGINE ABRAHAM
SMITH AUGUSTIN
LOUIS GÉRALD GILLES
FRITZ ALPHONSE JEAN
FRINEL JOSEPH
EDGARD LEBLANC FILS
LAURENT SAINT-CYR
EMMANUEL VERTILAIRE
LESLIE VOLTAIRE

- Vu les articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 159, 161,163, 200, 200-4, 222, 227-2, 227-4, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987 ;
- Vu les articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-3, 228, 234-1 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution du 29 mars 1987 ;

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la dette interne et externe de l'État ;
- Vu la Loi du 3 septembre 1971 concernant les droits d'accises, sur les cigarettes et les boissons alcoolisées, modifiée par les Décrets du 6 mars 1985, du 31 août 1988 et du 28 septembre 1990 ;
- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : la Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- Vu la Loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier ;
- Vu la Loi du 10 juin 1996 relative à la taxe pour l'obtention du droit de passeport ;
- Vu la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches ;
- Vu la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements ;
- Vu la Loi du 18 décembre 2002 relative au Fonds d'Entretien Routier (FER) ;
- Vu la Loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics ;
- Vu la Loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires ;
- Vu la Loi du 17 juillet 2012 portant sur les banques et autres institutions financières;
- Vu les articles 11 à 15 de la Loi du 7 mai 2014 portant prévention et répression de la corruption, amendant les articles 137, 138, 139, 140 et 144 du Code Pénal ;
- Vu la Loi du 4 mai 2016 remplaçant le Décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des Lois de Finances ;
- Vu la Loi du 18 juin 2017 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds National de l'Education (FNE) ;
- Vu le Décret du 05 mai 1987 réorganisant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu le Décret du 22 septembre 1964 relatif au fermage et au loyer des biens du domaine privé de l'État ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1977 portant sur la conservation foncière et l'enregistrement ;
- Vu le Décret du 5 avril 1979 modifié par celui du 23 décembre 1981 sur la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB) ;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 organisant, sur de nouvelles bases, l'Office du Budget, Service techniquement déconcentré du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 modifiant celui du 31 octobre 1983 et portant réorganisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu le Décret du 5 mai 1987 réorganisant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- Vu le Décret du 14 octobre 1988 relatif à la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) ;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du Statut général de la Fonction publique ;
- Vu le Décret du 1er juin 2005 modifiant celui du 4 avril 1979 relatif au permis de conduire;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu ;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la Carte d'Identité Fiscale ;

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

- Vu le Décret du 23 novembre 2005 établissant l'organisation et le fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif désigné sous le sigle : « CSCCA » ;
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) ;
- Vu le Décret du 26 mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules ;
- Vu le Décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février, révisant celui du 6 octobre 2004 sur la Pension Civile de Retraite, améliorant les conditions de vie des Agents de l'Administration Publique ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 fixant les missions et attributions des organes et services de la Présidence de la République ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 portant amendement du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 établissant les procédures et les modalités nécessaires pour la formulation et la gestion du Programme d'Investissements Publics (PIP) ;
- Vu le Décret du 6 janvier 2016 organisant le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe ;
- Vu le Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les Finances Publiques ainsi que sur les projets de contrat, accords et conventions ;
- Vu le Décret du 21 janvier 2021 modifiant l'article 1er de la Loi du 10 juin 1996 relatif à la taxe pour l'obtention de passeport ;
- Vu le Décret du 13 septembre 2022 modifiant l'article 6 de la Loi du 18 décembre 2002 portant création d'un organisme à caractère financier dénommé : « Fonds d'Entretien Routier » ayant pour sigle : « FER » ;
- Vu le Décret du 23 janvier 2022 relatif au Code des Douanes ;
- Vu le Décret du 23 décembre 2022 suspendant l'application du deuxième alinéa de l'article 4 du Décret 11 mars 2020 sur le Numéro d'Identification Nationale Unique et la Carte d'Identification Nationale jusqu'au 1er octobre 2024 et en complétant certaines dispositions ;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la comptabilité publique ;
- Vu l'Arrêté du 25 mai 2012 révisant les seuils de passation de marchés publics et les seuils d'intervention de la Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) ;
- Vu l'Arrêté du 6 janvier 2016 fixant les modalités d'inscription d'un projet dans le Programme d'Investissements Publics ;
- Vu l'Arrêté du 11 novembre 2020 déterminant les modalités d'application du Décret du 9 septembre 2020 fixant les conditions dans lesquelles la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif donne un avis consultatif sollicité sur les questions relatives à la législation sur les Finances Publiques ainsi que sur les projets de contrats, accords et conventions ;
- Vu l'Arrêté du 21 octobre 2021 révisant les seuils de passation des marchés publics en dessous des seuils d'intervention de la Commission Nationale des Marchés Publics ;
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures conformes aux programmes économique et financier établis ;
- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les voies et moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, le service de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations pour dommage, les prêts et avances et les interventions de l'État sur les plans économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2025 ;
- Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décret sur les objets d'intérêt public ;
- Sur le rapport des Ministres de l'Economie et des Finances, de la Planification et de la Coopération Externe ;
- Et après délibération en Conseil des Ministres ;

ANE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Le Pouvoir Exécutif décrète le Budget Général suivant :

CHAPITRE I

Dispositions relatives aux Ressources

Article 1- Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au compte « Trésor Public».

Elles comprennent aussi les recettes, les dividendes et autres provenant des entreprises publiques.

Article 2- Les institutions de l'Administration d'État, fournissant des services rémunérés, doivent faire approuver leurs barèmes et tarifs par leurs autorités de tutelle.

Article 3- Les impôts, droits et taxes perçus, au 30 septembre 2024, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales, sont prorogés pour l'exercice fiscal 2024-2025 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-Lois et Décrets régissant la matière.

Article 4- Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi regroupés :

Art. 1.-Recettes Fiscales ;

Art. 2.-Recettes non Fiscales ;

Art. 3.-Recettes en Capital ;

Art. 5.-Dons ;

Art. 6.-Remboursements de prêts et avances, et ventes de participation ou restitution de capital ;

Art. 8.-Emprunts ;

Art. 9.-Recettes perçues pour le compte de tiers.

Article 5- Tout agent public, qui aura empêché ou perturbé le déroulement de la procédure d'établissement et de perception des droits, des impôts et des taxes, détruit, détourné, soustrait ou contrefait des justifications de recettes, encourra des sanctions disciplinaires, sans préjudice des poursuites pénales qui pourront être engagées contre lui, ni de la réparation personnelle et pécuniaire du dommage subi par l'État.

Article 6- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir, en vertu du Budget Général de l'exercice fiscal 2024-2025, sont estimés à **deux cent quinze milliards six cent quatre-vingt-neuf millions deux cent mille et 00/100 de gourdes (HTG 215 689 200 000,00),** répartis dans les tableaux présentés à l'article 61 du présent Budget.

Article 7- Les dons en appui budgétaire et en aide projet sont estimés à **soixante-quinze milliards cent vingt millions sept cent six mille sept cent quarante-quatre et 00/100 de gourdes (HTG 75 120 706 744,00),** répartis dans les tableaux présentés à l'article 61 du présent Budget.

Article 8- Les produits du financement interne et externe sont estimés à **trente-deux milliards six cent trente-cinq millions quatre-vingt-treize mille deux cent cinquante-cinq et 00/100 de gourdes (HTG 32 635 093 255,00),** répartis dans les tableaux présentés à l'article 61 du présent Budget.

Article 9- L'article 154 du Décret du 26 Mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules est ainsi modifié : *Les pare-brises doivent être faits d'une matière inaltérable parfaitement transparente et non susceptible de produire des éclats en cas de bris. Tout propriétaire de véhicule qui, en raison de son activité professionnelle, souhaite circuler dans un véhicule à vitres et pare-brise teintés, est astreint au paiement d'un droit fixe dénommé : « Droit de Teinte de Véhicules (DTV) » dans un office de la Direction Générale des Impôts (DGI).*

La demande d'autorisation est formulée pour tout véhicule, régulièrement assuré et immatriculé.

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Le montant de ce droit est de dix mille gourdes (HTG 10,000.00) payable entre le 1er octobre et le 31 décembre de chaque année. Il est valide pour un exercice fiscal et n'est pas divisible.

Sont exonérés du droit de teinte, les véhicules appartenant aux corps diplomatiques et consulaires, aux institutions internationales et aux institutions publiques.

Les modalités d'application de ces dispositions sont définies conjointement par des mesures administratives du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et de la Police Nationale d'Haïti (PNH).

Article 10- Il est ajouté à l'article 279 du Décret du 26 Mai 2006 relatif à l'Immatriculation et la Circulation des véhicules, la contravention suivante :

Circuler sans autorisation de teinte ou avec une autorisation de teinte périmée est passible d'une amende de vingt mille gourdes (HTG 20 000,00).

Article 11- L'article 1er de la Loi du 11 juin 1996 créant un droit d'accise sur certaines catégories de véhicules est ainsi modifié : *Il est établi sur les véhicules dont la puissance est supérieure ou égale à 2200 cc un droit d'accise de 15% sur le prix des véhicules achetés en Haïti et sur la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.*

Article 12- L'article 11 du Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 relatif à la carte d'identité fiscale se lit désormais ainsi :

L'émission de la Carte d'Immatriculation Fiscale se fait moyennant le paiement annuel d'un droit de :

- *Deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500,00) pour les entreprises et personnes morales ;*
- *Mille gourdes (HTG 1 000,00) pour les personnes physiques en situation d'emploi ;*
- *Deux cent cinquante gourdes (HTG 250,00) pour les journaliers, le personnel vacataire et les personnes en quête d'emploi.*

Le prélèvement se fera à la source sur les personnes physiques en situation d'emploi par les soins de l'employeur au 31 décembre de chaque exercice pour être versé à la DGI entre 1er et 15 janvier. Après cette date, le montant du droit à acquitter sera doublé.

Article 13- Il est établi un droit pour les services liés à l'émission de passeport en urgence et extrême urgence et de l'obtention d'un nouveau permis de séjour. Ces droits sont fixés respectivement à deux mille gourdes (HTG 2 000.00) et deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500.00). S'agissant du renouvellement du permis de séjour, le montant est fixé à mille cinq cents gourdes (HTG 1 500.00).

Article 14- L'article 23 de la Loi du 9 juillet 2002 relative aux zones franches se lit désormais comme suit :

Les investisseurs des zones franches ou d'entreprises franches jouissent des avantages suivants :

a. *Déduction des valeurs investies dans une zone franche, mais interdiction de vendre le titre pendant cinq (5) ans à compter de la date de l'investissement ;*
b. *Exonération totale d'impôts sur les revenus (personnes morales) générés par les investissements dans les zones franches industrielles pendant sept (7) ans.*

Article 15- L'article 23 du Décret du 14 septembre 1989 relatif aux Organisations Non Gouvernementales d'Aide au Développement se lit comme suit :

Les ONG autorisées à fonctionner en Haïti bénéficieront des avantages suivants :

- *l'exonération d'impôts pour l'Organisation;*
- *la franchise douanière à l'importation de tous biens, dons et équipements nécessaires à la réalisation exclusive de leurs objectifs et des « effets personnels » du personnel de l'Organisation autorisé à travailler dans le pays, moyennant le paiement des frais de vérification et la redevance informatique.*

Article 16- L'article 27, alinéa 3 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant des taxes communales, est rapporté.

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 17- L'article 29, alinéa 4 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.

Article 18- L'article 31, alinéa 2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.

Article 19- L'article 33, alinéa 2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.

Article 20- L'article 35, alinéa 2 de la Loi du 9 septembre 2002 portant sur le Code des Investissements traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.

Article 21- L'article 3, alinéa 4 de l'Arrêté du 20 août 2013 relatif au secteur logement et traitant de l'exonération de la Taxe sur la Masse Salariale (TMS) et d'autres taxes internes directes, est rapporté.

Article 22- L'article 26 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :

Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis tels que cigarettes et cigares, de la position tarifaire 2401 et 2402, sont calculés au taux de 60% de la valeur en douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.

Les droits d'accises sur le tabac, les produits de tabac bruts et finis fabriqués localement sont calculés au taux de 25%.

Article 23- L'article 27 du Budget Général 2020-2021 est ainsi modifié :

Les droits d'accises établis sur les alcools et toutes les autres boissons alcoolisées, des positions tarifaires suivantes, 22030000, 22040000, 22060000, 22083000, 22084000, 22085000, 22087000, 22089010, sont calculés au taux de 30% sur la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts et taxes pour les produits importés.

Les droits d'accises sur les alcools et toutes autres boissons alcoolisées fabriquées localement sont calculés au taux de 15% sur le prix ex-usine.

Les droits d'accises sur les boissons énergisantes, de la position tarifaire 22021011, sont calculés au taux de 30% de la valeur en Douane (CIF) additionnée des autres impôts, droits et taxes pour les produits importés.

Les droits d'accises sur les boissons énergisantes fabriquées localement sont calculés au taux de 15% sur le prix ex-usine.

Article 24- Les droits d'accises sur la pâte concentrée de tomate conditionnée ou non pour la vente au détail, le ketchup et autres sauces de tomate, des positions tarifaires 20029011, 20029019, 2103200, sont fixés au taux de 15%.

Article 25- Les articles 124, 125 et 126 du Décret du 1er juin 2005 relatifs à l'Inspection de Véhicules se lisent respectivement comme suit :

a) Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules suivants : les véhicules qui appartiennent en propre à l'État (Officiel, Service de l'État), les véhicules des Missions Diplomatiques et Consulaires et des Organisations Internationales (CD, CC, OI), et ceux d'Immatriculation Temporaire (IT) admis dans un régime de franchise;

b) Sont astreints à l'inspection trimestrielle les véhicules suivants dont les droits d'inspection sont fixés à cinq cents gourdes (HTG 500,00) par trimestre :

Les véhicules de transport en commun, les véhicules de location, les véhicules lourds et ceux affectés au transport de marchandises de toutes sortes ainsi que les véhicules de génie civil sur pneumatique ;

c) Sont astreints à l'inspection semestrielle les véhicules privés dont les droits d'inspection sont fixés à mille gourdes (HTG 1 000,00) par semestre.

Article 26- L'article 6 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la Loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

La patente comporte un droit fixe et un droit proportionnel :

a. le droit fixe est déterminé en fonction du groupe auquel appartient la Commune du lieu de l'établissement du contribuable ;

b. le montant du droit fixe est établi à :

- *cinq mille gourdes (HTG 5 000,00) pour un établissement situé dans une Commune du premier groupe ;*
- *deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500,00) pour un établissement situé dans une Commune du deuxième groupe ;*
- *mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1 250,00) pour un établissement situé dans une Commune du troisième groupe.*

L'assiette du droit proportionnel est égale à la différence entre le chiffre d'affaires réalisé et la masse salariale, au cours de la période de référence précédant la date d'exigibilité de la patente. Cette base est arrondie au millier de gourdes inférieur. Le taux du droit proportionnel est de quatre pour mille (4‰).

Article 27- L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :

Les Communes de la République d'Haïti sont divisées en trois groupes :

a. 1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Port-au-Prince et Tabarre ;

b. 2ème groupe : Aquin, Camp-Perrin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Léogane, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit- Goâve, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord et Saint-Marc ;

c. 3ème groupe : les autres Communes.

Article 28- Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu :

Les propriétaires et/ou conducteurs de véhicules se livrant dans le transport en commun des passagers, dans un cadre individuel ou personnel, sont assujettis à un impôt forfaitaire libératoire de quatre mille gourdes (HTG 4 000,00) pour l'obtention de la plaque d'immatriculation ou de la vignette.

Cet impôt forfaitaire libératoire ne dispense pas le concerné à souscrire sa déclaration définitive d'impôt sur le revenu dans les formes et le délai prévus à l'article 127 dudit Décret.

Article 29- L'article 27 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

1.- Les entreprises s'adonnant aux activités prévues à l'article 19 et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements bénéficient de l'exonération totale de l'impôt sur le revenu pour une période ne dépassant pas cinq (5) années consécutives. Après cette période d'exonération, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu.

2.- L'entreprise ne peut bénéficier d'un renouvellement ou d'une prolongation de la période d'exonération qu'en cas de force majeure ; ce, conformément à l'article 26 dudit Code.

Article 30- L'Article 28 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit comme suit :

1-Les entreprises visées à l'article 19 du présent Code ne peuvent bénéficier des incitations fiscales et douanières qu'une seule fois au titre d'une même activité.

2-Par dérogation au 1., une entreprise ayant bénéficié, au titre d'une activité, des incitations fiscales et douanières prévues au présent Code, peut, au terme de la période d'exonération et au titre de cette même activité, bénéficier sur décision de la Commission Interministérielle des Investissements, des avantages suivants pour une période ne dépassant pas trois (3) années supplémentaires :

a- l'exonération des droits de douane sur les matières premières exclusivement utilisées pour cette activité à condition que des marchandises similaires de qualité comparable ne puissent être achetées en Haïti en même quantité et au même prix ;

3-L'avantage prévu à a. du 2. est limité à une seule opération de modernisation et est conditionné au fait que l'activité soit agréée par la Commission Interministérielle des Investissements.

4-La dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les mêmes importations en admission temporaire.

ANE-ASSI REPRODUITE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 31- L'Article 29 de la Loi du 9 septembre 2002 sur le Code des Investissements se lit désormais comme suit:

Toute entreprise, dont les services ou la production sont tournés vers l'exportation ou la réexportation, bénéficie, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du présent Code modifié par l'article 30 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2024-2025, des avantages suivants :

1.- La franchise douanière et fiscale pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives sur les importations de biens d'équipements et de matériels lorsqu'ils sont affectés exclusivement à l'installation, au fonctionnement et à la production de l'entreprise, incluant :

i. Les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;

ii. Les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel, des fournitures et produits manufacturés de l'entreprise ;

iii. Les autobus uniquement affectés au transport du personnel ;

iv. Les outils et pièces de rechange nécessaires à l'installation de l'entreprise ;

v. Les produits destinés aux opérations de production ;

vi. Les produits consomptibles (catalyseurs, accélérateurs chimiques, etc.).

2.- Admission temporaire pour perfectionnement actif pour les matières premières et les matériels d'emballage.

3.- Dispense générale de caution ou de dépôt de garantie dans le cadre de l'admission temporaire des matières premières et des matériels d'emballage.

4.- Exemption des frais de vérification.

Article 32- L'article 31 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises agricoles, les sociétés de développement agricoles, les coopératives agricoles, s'adonnant aux activités définies à l'article 30 du Code, bénéficient, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 dudit Code modifié par l'article 37 du Décret établissant le Budget Général de la République 2022-2023 et les Lois sur l'Agriculture, des avantages suivants :

1.- La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :

- *Les tracteurs, motoculteurs, bateaux de pêche et moteurs hors-bord et tous autres matériels roulants de transport nécessaires à l'exploitation ;*
- *Les semences, alevins, engrais, pesticides, plantes, fongicides et tout autre intrant pour l'agriculture, l'élevage et la pêche ;*
- *Les filets, nasses et autres matériels pour la pêche ;*
- *Les appareils et matériels pour construction de serre, incubateur pour production de volaille ;*
- *Les pièces de rechange et outils nécessaires à l'entretien des équipements ;*
- *Les machines, outillages et équipements de traitement après récolte tels qu'égreneuses, dépulpeuses, batteuses à grain ;*
- *Les matériels d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise pour sa production.*

2.- La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.

Article 33- L'article 33 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises et coopératives artisanales, s'adonnant aux activités définies à l'article 32 du Code, bénéficient, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du Code modifié par l'article 32 du Décret établissant le Budget Général de la République 2024-2025 et les lois sur l'artisanat, des avantages suivants :

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1- L'exonération des droits de douane pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs sur les fournitures et le matériel d'emballage ;

2- L'exonération douanière et fiscale, à l'exception des frais de vérification, pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans consécutifs, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et à l'exploitation de l'entreprise, incluant :

- *L'équipement, le matériel, les articles et accessoires nécessaires à l'entreprise ;*
- *Les pièces de rechange et outils nécessaires à la réparation desdits équipements et matériels.*

3- La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.

Article 34- L'article 35 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de l'industrie nationale, s'adonnant aux activités définies à l'article 34 dudit Code et agréées par la Commission Interministérielle des Investissements, bénéficient, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, outre les avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du Code modifié par l'article 33 du Décret établissant le Budget Général de la République 2024-2025, des avantages suivants :

1.- La franchise douanière et fiscale, à l'exception des frais de vérification, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à l'implantation et l'exploitation de l'entreprise, incluant :

- *les machines et appareils destinés aux travaux de prospection et de recherche ;*
- *les moyens de transport exclusivement destinés au transport du matériel, des fournitures et produits finis de l'entreprise ;*
- *les autobus uniquement affectés au transport du personnel selon le Code du Travail ;*
- *les outils et pièces de rechange nécessaires à la réparation des machines, équipement et matériels ;*
- *les matériels électriques et sanitaires à l'installation de l'entreprise ;*
- *les appareils et équipements destinés à la sécurité et à la surveillance de l'entreprise ;*
- *le matériel d'emballage, de conservation, de production et de conditionnement et tous autres matériels jugés nécessaires à l'entreprise pour sa production.*

2.- l'éxonération pour une période ne dépassant pas cinq (5) ans des droits de douane sur les matières premières destinées à la transformation. S'il s'agit de modernisation, de réhabilitation, d'agrandissement d'entreprise déjà existante ou ayant bénéficié d'avantages incitatifs, elle bénéficiera trois (3) ans d'exonération des mêmes droits sur les matières premières et ne peut produire qu'une seule demande d'exemption fiscale et douanière sur les importations de biens d'équipements et de matériels.

3.- la dispense du dépôt de garantie prévue au Code Douanier pour les importations en admission temporaire.

Article 35- L'article 38 de la Loi du 9 septembre 2002 relative au Code des Investissements se lit désormais comme suit :

Les entreprises de développement touristique, les entreprises de service à caractère touristique, œuvrant dans les champs d'activités définies à l'article 37 du présent Code et les Lois sur le tourisme, bénéficient, outre des avantages fiscaux définis à l'article 27, alinéa 1 du Code modifié par l'article 34 du présent Décret établissant le Budget Général de la République 2024-2025, des avantages suivants :

1.- La franchise douanière et fiscale, pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives, sur les importations de biens d'équipements et de matériels nécessaires à la prospection, l'implantation, l'aménagement ou au réaménagement, quand ces matériels ou ces équipements ne peuvent pas être trouvés localement dans les mêmes conditions de qualité et de prix :

- *Les matériaux de construction;*
- *Les matériels électriques ;*
- *Les systèmes de production ou de compensation d'énergie électrique ;*
- *Les systèmes ou équipements pour la sécurité et la surveillance ;*
- *Les systèmes de communication et de télécommunication ;*

ANE EXEMPLAIRE NON REPRODUCTIBLE

- *Les systèmes et équipements de conservation au froid ;*
- *Les appareils ménagers, la lingerie, les ustensiles de service et de cuisine ;*
- *Les systèmes et équipements de traitement de l'eau ;*
- *Les systèmes et équipements sanitaires ;*
- *Les espèces animales et végétales rares ;*
- *Les chaloupes et remorques ;*
- *Les petits avions, bateaux et hélicoptères de plaisance ;*
- *Les véhicules utilitaires affectés à l'exploitation ;*
- *Les matériels et équipements nécessaires à l'aménagement et au fonctionnement de l'activité touristique ;*
- *Les pièces de rechange pour les matériels et équipements.*

2- *La dispense du dépôt de garantie prévue au Code douanier pour les importations en admission temporaire.*

Article 36- L'Article 21 de la Loi du 24 juillet 2002 relative aux zones franches se lit désormais comme suit :

Les promoteurs et/ou opérateurs de zones franches (personnes morales) bénéficient des avantages douaniers et fiscaux suivants pour les besoins de leurs projets d'investissements :

1- *L'exonération totale de l'impôt sur le revenu des personnes morales pour une période ne dépassant pas sept (7) années consécutives. Après la période d'exonération totale, le revenu de l'entreprise est taxé dans sa totalité, conformément au Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu. Cette exonération ne peut être renouvelée ou prolongée qu'une seule fois ; ce, en cas de force majeure. La décision de renouveler ou de prolonger la période d'exonération est prise par le Conseil National des Zones Franches.*

2.- *La franchise douanière et fiscale, y compris les taxes d'immatriculation pour les biens d'équipements et matériels nécessaires à l'aménagement des espaces, à l'exclusion des véhicules de tourisme.*

3.- *L'enregistrement et la transcription du débet de tous actes contenant acquisition, hypothèque et nantissement.*

4- *L'exonération pour une période de sept (7) années consécutives de la Contribution Foncière des Propriétés Bâties (CFPB). A l'expiration de la septième année, le montant de la CFPB est calculé sur la base de la valeur locative qui est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales.*

Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué conformément aux Lois régissant la matière. Cette valeur locative doit être évaluée chaque trois (3) ans.

Article 37- L'article 1er du Décret du 5 avril 1979 relatif à la Contribution Foncière des Propriétés Bâties modifié par celui du 23 décembre 1981 et par l'article 21 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

La contribution foncière des propriétés bâties est un impôt réel local basé sur la valeur locative de tout immeuble. La valeur locative est le loyer annuel théorique que pourrait produire l'immeuble s'il était loué dans des conditions normales. Autrement dit, le prix auquel l'immeuble est loué ou celui auquel il peut être loué.

Article 38- L'article 74 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

1. Entre le 1er et le 31 octobre de chaque exercice fiscal, les tenanciers des jeux de hasard paieront par établissement un impôt libératoire équivalant à 25% de la valeur locative annuelle. En aucun cas, cet impôt ne sera inférieur à vingt-cinq mille gourdes (HTG 25 000,00). La quittance afférente au paiement de cet impôt doit être affichée dans chaque établissement de jeux de hasard. En cas de non-paiement de l'impôt pour un établissement, le contribuable est responsable sur tous ses biens meubles et immeubles du paiement dudit impôt, conformément aux dispositions légales en matière de recouvrement forcé des créances de l'Etat.

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

- *Les produits perçus par les inventeurs, au titre de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, de la cession ou concession de marques de fabrique, de procédés ou formules de fabrication, feront l'objet d'une retenue à la source de 20% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts (DGI) entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement. Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués.*
- *Les produits de toute nature, perçus par les professionnels dont le domicile fiscal est situé hors d'Haïti et qui, au cours d'un séjour temporaire dans le pays, travaillent pour leur compte ou pour le compte de sociétés étrangères, feront l'objet d'une retenue à la source de 15% libératoire. Cette retenue sera versée à la Direction Générale des Impôts (DGI) entre le 1er et le 15 du mois qui suit celui du paiement. Passé ce délai, des intérêts de retard prévus à l'article 162 du présent Décret seront appliqués.*

Article 39- L'article 113 du Décret du 29 septembre 2005 relatif à l'Impôt sur le Revenu se lit désormais comme suit :

1.- Les revenus distribués ou dividendes font l'objet de la part de la société distributrice d'une retenue libératoire de 20%.

2.- Par dérogation au 1., les dividendes versés par une filiale située en Haïti à sa société mère également située en Haïti ou à une autre société anonyme également située en Haïti sont exonérés de la retenue à la source libératoire de 20% lorsqu'aucune d'entre elles ne bénéficie des avantages du Code des Investissements ou d'autres régimes spéciaux. Ces dividendes doivent être incorporés dans les bénéfices de la société bénéficiaire qui doit pratiquer la retenue libératoire de 20% au moment de la redistribution desdits dividendes à des personnes physiques ou à des sociétés anonymes situées hors d'Haïti ou à des sociétés anonymes situées en Haïti bénéficiant des avantages incitatifs du Code des Investissements ou d'autres régimes spéciaux.

3.- Les rémunérations et avantages occultes font l'objet d'une imposition de 45%.

Article 40- L'article 7 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 5 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

1.- Le Chiffre d'Affaires à retenir pour le calcul du droit proportionnel est représenté par le montant des ventes hors TCA réalisées et des rémunérations et commissions acquises comme prix des services rendus, sous déduction des commissions payées, rabais, rendus et frais sur vente.

2.- Par dérogation au 1., s'agissant des distributeurs de produits pétroliers, le Chiffre d'Affaires sera constitué de la marge brute sur la vente de produits pétroliers augmentée de la valeur provenant de la vente d'autres produits ou la prestation d'autres services, au cours de l'exercice précédent.

Article 41- L'article 8 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente modifié par l'article 6 du Décret 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016 se lit désormais comme suit :

La masse salariale déductible à retenir pour le calcul du droit variable comprend les sommes payées pendant la période de référence au titre de :

a. *rémunérations, y compris la valeur des avantages en nature ou en espèces, ainsi que toutes les indemnités, remboursements et allocations forfaitaires pour frais versés aux dirigeants de sociétés, à l'exclusion de la rémunération que s'octroie l'entrepreneur individuel ou accordée à l'associé d'une société de personnes ;*

b. *cotisations obligatoires aux régimes d'assurances sociales (accidents du travail, maladie, maternité, retraite) payées par l'employeur.*

Article 42- L'article 15 du Décret du 28 septembre 1987 modifié par la Loi du 10 juin 1996 relative à la patente se lit désormais comme suit :

1.- Les contribuables sont tenus de souscrire une déclaration de patente au bureau de la Direction Générale des Impôts dont dépend chacun de leurs établissements. Cette déclaration faite, sur un imprimé délivré gratuitement par l'Administration fiscale, contient les renseignements suivants :

- *identification complète du contribuable y compris son numéro de carte d'identité fiscale ;*
- *description de l'établissement concerné : non commercial, adresse, activités exercées ;*
- *éléments de calcul de la patente : chiffre d'affaires et masse salariale.*

AVIS PUBLIC

2.- La déclaration de la patente doit être effectuée entre le 1er octobre et le 31 janvier de l'année d'imposition.

3.- À l'expiration de ce délai, l'Administration fiscale peut taxer d'office tout contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration.

Article 43- L'article 25 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente se lit désormais comme suit :

1.Le retard de déclaration de la patente entraine l'application d'un intérêt de retard de 5% par mois ou fraction de mois jusqu'à concurrence de 40%.

2.Les erreurs ou les insuffisances de déclaration, ayant eu pour effet de réduire le montant de la patente due, entrainent une majoration de 50% du montant redressé.

3.Par dérogation au 2., lorsque le contribuable dépose à la Direction Générale des Impôts des déclarations rectifiées à la hausse dans un délai ne dépassant pas douze (12) mois après la date d'échéance mais avant l'ouverture du contrôle fiscal, les intérêts de retard prévus au 1. et la majoration visée au 2. ne sont pas applicables.

Article 44- L'article 28 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente, modifié par l'article 32 du Décret du 12 mai 2022 établissant le Budget Général de la République 2021-2022, se lit désormais comme suit :

1.- Pour l'application du présent Décret, les Communes de la République sont divisées en trois groupes :

a.- 1er groupe : Cap-Haïtien, Carrefour, Cayes, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Delmas, Gonaïves, Jacmel, Kenscoff, Pétion-Ville, Port-au-Prince et Tabarre ;

b.- 2ème groupe : Aquin, Fort-liberté, Gressier, Hinche, Jérémie, Miragoâne, Mirebalais, Ouanaminthe, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Saint-Louis du Nord et Saint-Marc ;

c.- 3ème groupe : les autres Communes.

2.- Le montant du droit fixe est établi :

a.- à cinq mille gourdes (HTG 5 000,00) pour un établissement situé dans une Commune du premier groupe ;

b.- deux mille cinq cents gourdes (HTG 2 500,00) pour un établissement situé dans une Commune du deuxième groupe ;

c.- mille deux cent cinquante gourdes (HTG 1 250,00) pour un établissement situé dans une Commune du troisième groupe.

3.- L'administration fiscale exige du contribuable, comme préalable à l'émission du certificat de la patente, des autorisations émanant des organes régulateurs du secteur de l'activité.

Article 45- L'article 29 du Décret du 28 septembre 1987 relatif à la patente, modifié par l'article 9 du Décret du 28 septembre 2015 établissant le Budget Général de la République 2015-2016, se lit désormais comme suit :

1.- Sont soumis à une patente comportant uniquement un droit fixe :

a- de cent mille gourdes (HTG 100 000,00) pour les partis politiques ;

b.- de cinquante mille gourdes (HTG 50 000,00) pour :

i.- les associations sans but lucratif ;

ii.- les mutuelles ;

iii.- les fondations et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;

iv.- les chambres de commerce ;

v.- les syndicats ;

vi.- les fédérations.

2.- Le droit fixe visé au 1, est divisé par deux (2) lorsque les entités prévues au b. du 1. se trouvent dans une Commune de deuxième groupe et par quatre (4) lorsqu'elles sont établies dans une Commune de troisième groupe.

A NE PAS REPRODUIRE

3.- Par dérogation au 2., le montant du droit fixe de la patente pour les partis politiques est de cent mille gourdes (HTG 100 000,00) quelque soit le lieu de leur établissement.

4.- Les entreprises travaillant sous l'égide du Code des Investissements et celles établies dans une zone franche ou dans un parc industriel sont soumises à la patente selon les règles établies aux articles 6, 7 et 8 du Décret du 28 septembre 1987.

Article 46- L'Article 37 du Décret du 25 novembre 2005 relatif à la TCA est ainsi modifié :

Faute par le contribuable susvisé de se conformer aux dispositions des articles 34 et 35, il sera frappé d'une amende de mille gourdes (HTG 1 000,00) gourdes par mois ou fraction de mois de retard jusqu'à concurrence de dix mille gourdes (HTG 10 000,00).

Article 47- Il est créé un fonds spécial dénommé : « Fonds de Soutien à la Sécurité Nationale (FSSN) » dont les modalités de financement et de gestion seront définies par un Décret.

Article 48- Le Fonds de Soutien à la Sécurité Nationale (FSSN) sert à financer les dépenses d'investissement en matière d'édification de bâtiments, d'acquisition d'équipements et de matériels, de recrutement et de la formation du personnel des Corps de la Force publique établis par la Constitution ainsi que la couverture sociale correspondant aux risques qu'il encourt.

CHAPITRE II

Dispositions relatives aux charges

Article 49- Les crédits budgétaires de l'exercice 2024-2025 destinés aux dépenses de fonctionnement, incluant les dépenses courantes des institutions de l'Administration d'État, les dépenses d'immobilisation et l'amortissement de la dette publique, sont fixés à **deux cent deux milliards trois cent vingt-six millions et 00/100 de gourdes (HTG 202 326 000 000,00)** distribués selon les tableaux présentés à l'article 62 du présent Budget.

Article 50- Les crédits budgétaires de l'exercice 2024-2025 pour les dépenses de programmes et projets sont fixés **à cent vingt et un milliards cent dix-neuf millions et 00/100 de gourdes (HTG 121 119 000 000,00)** répartis selon les tableaux présentés à l'article 62 du présent Budget.

Article 51- Les crédits budgétaires sont adoptés par entité administrative et par titre de dépenses. Ils sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs ou limitatifs.

Article 52- Les crédits évaluatifs s'appliquent aux dépenses relatives à la dette publique, aux décisions et frais de justice, aux réparations civiles, aux dégrèvements et restitutions et à la mise en jeu des garanties accordées par l'État.

Les dépenses sur crédits évaluatifs peuvent, au besoin, s'imputer au-delà de l'allocation prévue initialement. Elles ne sauraient, en aucun cas, être supérieures à 10% des crédits initialement prévus.

Le Ministre chargé des Finances informe régulièrement le Parlement des motifs du dépassement budgétaire. Les allocations révisées doivent être régularisées dans la plus prochaine Loi de Finances afférente à l'année fiscale concernée.

Tous les autres crédits sont limitatifs. Les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées ni ordonnancées au-delà des dotations budgétaires et les crédits limitatifs ne peuvent être augmentés que par une Loi de Finances. Cependant, des crédits supplémentaires aux crédits limitatifs peuvent être ouverts par décision du Pouvoir Exécutif arrêtée en Conseil des Ministres et publiée au Journal Officiel de la République et après information circonstanciée des Commissions chargées des Finances du Parlement. Les crédits limitatifs décidés par le Pouvoir Exécutif ne sauraient, en aucune façon, affecter l'équilibre budgétaire et leur montant ne peut dépasser 10% du total des crédits ouverts dans la Loi de Finances initiale.

Ils ne peuvent être pris que dans les cas suivants :

1.- pour faire face à des calamités ;

2.- pour répondre à une urgence quand il y a nécessité impérieuse d'intérêt national ;

3.- pour utiliser des ressources excédentaires imprévues.

A NE PAS REPRODUIRE

Les plafonds des autorisations d'emplois ouvrant la voie au recrutement, pour le fonctionnement de l'État, sont limitatifs. Un projet de Loi portant ratification de ces crédits est, dans les trente (30) jours qui suivent leur ouverture, déposé au Parlement qui doit, en toute urgence, se prononcer sur la question.

Article 53- Les crédits budgétaires ne peuvent être utilisés que pour l'objet pour lequel ils ont été prévus, sauf disposition (s) contraire (s).

Article 54- L'entité administrative correspond aux organes des trois Pouvoirs et à ceux des Institutions Indépendantes conformément aux articles 3 et 14 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration centrale d'État. On considère comme entité administrative de premier rang : la Présidence, la Primature, les Ministères, le Sénat de la République, la Chambre des Députés, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Conseil Electoral, l'Office de la Protection du Citoyen, l'Université d'État d'Haïti et l'Académie du Créole Haïtien.

Article 55- Est désigné entité administrative de second rang, le premier niveau de subdivision administrative de l'entité administrative de premier rang. Elle correspond aux structures administratives placées sous le contrôle hiérarchique de la plus haute autorité de l'entité administrative de premier rang correspondante.

Article 56- Les crédits de l'entité administrative de premier rang comprennent ceux des Services Territorialement Déconcentrés, conformément aux prescrits de l'article 85 du Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration centrale d'État.

Article 57- Les titulaires des entités administratives de premier rang sont ordonnateurs principaux. Ils détiennent l'entière responsabilité quant à la gestion des ressources affectées à leurs entités administratives, y compris la gestion assurée par les ordonnateurs qui bénéficient de leurs délégations. Ils sont co-responsables de la gestion assurée par les ordonnateurs secondaires placés sous leurs responsabilités hiérarchiques.

Article 58- Les crédits budgétaires de chaque entité administrative sont regroupés sous les titres ci-dessous mentionnés.

Titres de Dépenses	Articles de Dépenses
Titre I. Dépenses de personnel	Article 1. Dépenses de personnel
Titre II. Dépenses de biens et Services	Article 2. Dépenses de services et charges diverses
	Article 3. Achats de biens de consommation et petit matériel
Titre III. Dépenses d'immobilisations	Article 4. Immobilisations corporelles
	Article 5. Immobilisations incorporelles
Titre IV. Dépenses de transferts	Article 7. Subventions, quote-parts, contributions,allocations,indemnisations
Titre V. Service de la Dette Publique	Article 8. Amortissement de la dette publique
	Paragraphe 26 de l'Article 2: Charges Financières
Titre VI. Autres dépenses publiques	Article 9. Autres dépenses publiques
Titre VII. Dépenses d'opérations financières	Article 6. Prêts, avances, prises de participation et placements

Article 59- **Les crédits du titre VI : Autres dépenses publiques** peuvent être redistribués, au besoin, entre ceux des titres II et III. Toutefois, les mouvements de crédits des titres II et III vers le titre VI ne sont pas autorisés.

CHAPITRE III

Dispositions relatives à l'équilibre économique et financier

Article 60- Les conditions d'équilibre du budget de l'exercice fiscal 2024-2025 sont assurées par les recettes fiscales et non fiscales, les dons, les emprunts et les dispositions relatives au financement des charges publiques.

Article 61- Les opérations du Budget de l'exercice fiscal débutant le 1er octobre 2024 pour s'achever le 30 septembre 2025 sont ainsi réparties :

AVANT PAS EPREUVE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Tableau des opérations financières de l'Etat
(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET RECTIFICATIF 2023-2024	BUDGET INITIAL 2024-2025	VARIATION absolue	VARIATION relative
ENVELOPPE GLOBALE	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**68,624,400,000**	**25.7%**
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	**172,678,000,000**	**215,689,200,000**	**43,011,200,000**	**26.2%**
A1. Impot direct	40,278,972,826	50,110,259,114	9,831,286,288	23.0%
A2. Impot indirect	121,944,604,790	150,273,997,288	28,329,392,498	25.5%
A2.1. sur production locale	20,369,998,114	25,617,234,961	5,247,236,847	24.4%
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	81,094,606,676	100,808,762,327	19,714,155,651	28.9%
A2.3. sur produits pétroliers	20,480,000,000	23,848,000,000	3,368,000,000	15.8%
A3. Autres recettes domestiques	10,454,422,384	15,304,943,598	4,850,521,214	47.5%
B- Dépenses totales (B1+D1)	**232,913,257,240**	**301,065,232,734**	**68,151,975,495**	**28.8%**
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	**141,024,892,588**	**175,498,279,467**	**34,473,386,880**	**22.2%**
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	**138,373,474,601**	**168,550,156,550**	**30,176,681,949**	**21.0%**
Salaires et traitements	80,565,005,740	92,529,595,609	11,964,589,869	15.2%
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	44,692,419,828	51,911,691,204	7,219,271,376	16.1%
Transferts et subventions	13,116,049,033	24,108,869,736	10,992,820,703	54.3%
B1.2. Intérêts	**1,701,417,987**	**1,228,122,918**	**(473,295,069)**	**-7.7%**
Dette interne	593,593,891	431,240,857	(162,353,034)	-5.4%
Dette externe	1,107,824,095	796,882,060	(310,942,035)	-9.8%
B1.3. Dépenses exceptionnelles	**950,000,000**	**5,720,000,000**	**4,770,000,000**	**93.9%**
activités électorales	700,000,000	4,970,000,000	4,270,000,000	95.3%
Support aux partis politiques	250,000,000	750,000,000	500,000,000	83.3%
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	**34,304,525,399**	**47,139,043,450**	**12,834,518,051**	**63.2%**
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	**31,653,107,412**	**40,190,920,533**	**8,537,813,120**	**94.4%**
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	**91,888,364,652**	**125,566,953,267**	**33,678,588,615**	**41.1%**
D1.1 Immobilisations	**2,895,764,652**	**4,447,953,267**	**1,552,188,615**	**58.4%**
D1.2 Investissements publics (financement interne)	**13,872,400,000**	**41,617,000,000**	**27,744,600,000**	**86.6%**
Trésor Public	6,850,000,000	29,567,000,000	22,717,000,000	86.2%
Annulation dette FMI	1,462,218,458	1,282,800,000	(179,418,458)	-13.8%
Autres Financements	5,560,181,542	10,767,200,000	5,207,018,458	119.2%
D1.3 Investissements publics (financement externe)	**75,120,200,000**	**79,502,000,000**	**4,381,800,000**	**9.3%**
Sur Dons	65,969,161,861	75,120,706,744	9,151,544,883	29.3%
Sur Emprunt	9,151,038,139	4,381,293,256	(4,769,744,883)	-29.8%
y/c FMI	9,151,038,139	845,293,256	(8,305,744,883)	-52.7%
TAIWAN	-	3,536,000,000	3,536,000,000	1282.1%
E-Solde global (hors dons) (A-B)	**(60,235,257,240)**	**(85,376,032,734)**	**(25,140,775,495)**	**34.5%**
F-Dons (F1+F2)	**65,969,161,861**	**75,120,706,744**	**9,151,544,883**	**22.7%**
F1. Appui budgétaire global	**-**	**-**	**-**	**0.0%**
F2. Aide projets	**65,969,161,861**	**75,120,706,744**	**9,151,544,883**	**29.3%**
G-Solde global incluant dons (E+F)	**5,733,904,621**	**(10,255,325,990)**	**(15,989,230,612)**	**49.2%**
H- Financement (H1+H2)	**(5,733,904,621)**	**10,255,325,991**	**15,989,230,612**	**49.2%**
H1. Financement externe net	**2,256,894,119**	**1,011,263,299**	**(1,245,630,820)**	**-29.8%**
H1.1. Tirages sur emprunt	9,151,038,139	4,381,293,256	(4,769,744,883)	-29.8%
H1.2. Amortissement de la dette externe	(6,894,144,020)	(3,370,029,957)	3,524,114,063	-29.7%
H2. Financement interne net	**(7,990,798,740)**	**9,244,062,692**	**17,234,861,432**	**60.8%**
H2.1. Bons du Trésor	-	16,203,800,000	16,203,800,000	193.9%
H2.2. Autres financements internes des projets	7,022,400,000	12,050,000,000	5,027,600,000	88.6%
H2.3. Amortissement de la dette interne	(15,013,198,740)	(19,009,737,308)	(3,996,538,568)	21.4%
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	-	-	-	0.0%
H2.5. Emprunt bancaire	-	-	-	0.0%
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	**0**	**0**	**(0)**	

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Tableau d'équilibre du Budget Général
Exercice 2024-2025

VOIES ET MOYENS	323,444,999,999	DEPENSES TOTALES	323,445,000,000
Ressources Domestiques	**215,689,200,000**	**Dépenses courantes**	**175,498,279,467**
Recettes Internes	156,040,171,341	Salaires et traitements	92,529,595,609
Recettes douanières	57,149,028,659	Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	56,881,691,204
Autres ressources domestiques	2,500,000,000	Transferts et subventions	24,858,869,736
		Intérêts	1,228,122,917
Solde Budgétaire de base			**40,190,920,533**
Dons	**75,120,706,744**		
Appui budgétaire global	0	**Dépenses de Capital**	**147,946,720,533**
Aide projets	75,120,706,744	**Immobilisations**	**4,447,953,267**
		Programmes et Projets	**121,119,000,000**
Financement	**32,635,093,255**	Trésor Public	29,567,000,000
Tirages sur emprunt	4,381,293,256	Annulation dette FMI	1,282,800,000
Bons du Trésor	16,203,800,000	Autres Financements	10,767,200,000
Autres financements internes des projets	12,049,999,999	Dons et emprunts	79,502,000,000
Emprunt BRH	0		
Emprunt Bancaire	0	Amortissement de la Dette	22,379,767,265

Détails des Opérations

Article 62- Les crédits du budget de l'exercice fiscal 2024-2025 sont répartis par entité administrative et par titre de dépenses tels qu'indiqués dans le tableau ci-après :

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 24-25	Pond.	Crédits d'investissement 24-25	Pond.	Total des crédits 24-25	Pond.
	TOTAL	202,326,000,000	100.0%	121,119,000,000	100.0%	323,445,000,000	100.0%
1	POUVOIR EXECUTIF	190,074,553,569	93.9%	120,986,719,692	99.9%	311,061,273,262	96.2%
11	SECTEUR ECONOMIQUE	24,271,580,158	12.0%	66,258,117,115	54.7%	90,529,697,274	28.0%
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2,291,231,461	1.1%	3,988,350,000	3.3%	6,279,581,461	1.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,509,231,675	0.7%	-	0.0%	1,509,231,675	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	495,643,705	0.2%	25,000,000	0.0%	520,643,705	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	33,092,692	0.0%	2,356,350,000	1.9%	2,389,442,692	0.7%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	219,595,024	0.1%	70,000,000	0.1%	289,595,024	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	33,668,365	0.0%	1,537,000,000	1.3%	1,570,668,365	0.5%
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	13,355,137,242	6.6%	7,698,209,770	6.4%	21,053,347,012	6.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	7,969,548,768	3.9%	-	0.0%	7,969,548,768	2.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3,651,290,896	1.8%	100,000,000	0.1%	3,751,290,896	1.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	728,340,324	0.4%	2,030,600,000	1.7%	2,758,940,324	0.9%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	244,010	0.0%	-	0.0%	244,010	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,005,713,244	0.5%	5,567,609,770	4.6%	6,573,323,014	2.0%
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,338,897,954	1.2%	12,280,266,864	10.1%	14,619,164,818	4.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,481,415,254	0.7%	-	0.0%	1,481,415,254	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	527,795,509	0.3%	7,444,149,519	6.1%	7,971,945,028	2.5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	68,057,704	0.0%	50,000,000	0.0%	118,057,704	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	261,629,487	0.1%	4,786,117,345	4.0%	5,047,746,832	1.6%
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,111,498,327	1.0%	37,390,399,035	30.9%	39,501,897,361	12.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,599,549,899	0.8%	-	0.0%	1,599,549,899	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	404,222,967	0.2%	105,053,000	0.1%	509,275,967	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	77,505,717	0.0%	25,486,009,690	21.0%	25,563,515,407	7.9%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	30,219,743	0.0%	11,799,336,345	9.7%	11,829,556,088	3.7%
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,491,872,857	0.7%	1,391,543,301	1.1%	2,883,416,158	0.9%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,071,528,412	0.5%	-	0.0%	1,071,528,412	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	341,131,464	0.2%	86,379,400	0.1%	427,510,864	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	39,729,056	0.0%	76,508,112	0.1%	116,237,168	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	0.0%	1,154,655,789	1.0%	1,154,655,789	0.4%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	39,483,925	0.0%	74,000,000	0.1%	113,483,925	0.0%
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,188,325,424	1.1%	3,229,348,146	2.7%	5,417,673,570	1.7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,599,892,535	0.8%	-	0.0%	1,599,892,535	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	504,217,002	0.2%	991,097,000	0.8%	1,495,314,002	0.5%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	60,000,000	0.0%	840,971,146	0.7%	900,971,146	0.3%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	24,215,887	0.0%	1,397,280,000	1.2%	1,421,495,887	0.4%
1117	MINISTERE DU TOURISME	494,616,893	0.2%	280,000,000	0.2%	774,616,893	0.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	287,169,418	0.1%	-	0.0%	287,169,418	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	117,253,422	0.1%	172,000,000	0.1%	289,253,422	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	53,121,015	0.0%	23,000,000	0.0%	76,121,015	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,500,000	0.0%	-	0.0%	2,500,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	34,573,038	0.0%	85,000,000	0.1%	119,573,038	0.0%
12	SECTEUR POLITIQUE	52,187,063,311	25.8%	17,515,096,329	14.5%	69,702,159,640	21.5%
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	28,166,677,395	13.9%	8,818,369,910	7.3%	36,985,047,305	11.4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	20,793,946,495	10.3%	-	0.0%	20,793,946,495	6.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,227,267,324	3.1%	300,000,000	0.2%	6,527,267,324	2.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	227,293,362	0.1%	8,393,369,910	6.9%	8,620,663,272	2.7%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	143,850,316	0.1%	-	0.0%	143,850,316	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	774,319,898	0.4%	125,000,000	0.1%	899,319,898	0.3%
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	253,589,319	0.1%	15,000,000	0.0%	268,589,319	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	138,423,716	0.1%	-	0.0%	138,423,716	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67,019,000	0.0%	15,000,000	0.0%	82,019,000	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	37,912,501	0.0%	-	0.0%	37,912,501	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,234,102	0.0%	-	0.0%	10,234,102	0.0%
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	8,394,857,866	4.1%	-	0.0%	8,394,857,866	2.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	771,840,112	0.4%	-	0.0%	771,840,112	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	345,515,983	0.2%	-	0.0%	345,515,983	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	95,404,556	0.0%	-	0.0%	95,404,556	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,182,097,214	3.5%	-	0.0%	7,182,097,214	2.2%
1214	LA PRESIDENCE	3,213,667,080	1.6%	-	0.0%	3,213,667,080	1.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	920,194,364	0.5%	-	0.0%	920,194,364	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	694,099,891	0.3%	-	0.0%	694,099,891	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	370,132,896	0.2%	-	0.0%	370,132,896	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	15,287,568	0.0%	-	0.0%	15,287,568	0.0%

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 24-25	Pond.	Crédits d'investissement 24-25	Pond.	Total des crédits 24-25	Pond.
	TOTAL	**202,326,000,000**	**100.0%**	**121,119,000,000**	**100.0%**	**323,445,000,000**	**100.0%**
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,213,952,361	0.6%	-	0.0%	1,213,952,361	0.4%
1215	**LA PRIMATURE**	**3,319,966,998**	**1.6%**	**-**	**0.0%**	**3,319,966,998**	**1.0%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,365,361,658	0.7%	-	0.0%	1,365,361,658	0.4%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	894,821,039	0.4%	-	0.0%	894,821,039	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	22,053,774	0.0%	-	0.0%	22,053,774	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	46,966,658	0.0%	-	0.0%	46,966,658	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	990,763,869	0.5%	-	0.0%	990,763,869	0.3%
1216	**MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**	**5,104,266,087**	**2.5%**	**4,501,726,419**	**3.7%**	**9,605,992,506**	**3.0%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,761,115,508	1.4%	-	0.0%	2,761,115,508	0.9%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	877,089,261	0.4%	105,000,000	0.1%	982,089,261	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	351,097,624	0.2%	4,342,726,419	3.6%	4,693,824,043	1.5%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	84,543,780	0.0%	-	0.0%	84,543,780	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,030,419,914	0.5%	54,000,000	0.0%	1,084,419,914	0.3%
1217	**MINISTERE DE LA DEFENSE**	**3,734,038,566**	**1.8%**	**4,180,000,000**	**3.5%**	**7,914,038,566**	**2.4%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,378,042,214	1.2%	-	0.0%	2,378,042,214	0.7%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	501,755,410	0.2%	50,000,000	0.0%	551,755,410	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	202,872,233	0.1%	4,130,000,000	3.4%	4,332,872,233	1.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	16,479,205	0.0%	-	0.0%	16,479,205	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	634,889,504	0.3%	-	0.0%	634,889,504	0.2%
13	**SECTEUR SOCIAL**	**46,751,589,254**	**23.1%**	**36,373,506,248**	**30.0%**	**83,125,095,502**	**25.7%**
1311	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.**	**29,632,670,720**	**14.6%**	**12,992,601,993**	**10.7%**	**42,625,272,713**	**13.2%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	24,098,006,522	11.9%	-	0.0%	24,098,006,522	7.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,966,094,197	1.5%	6,062,782,216	5.0%	9,028,876,413	2.8%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	336,570,002	0.2%	3,836,042,952	3.2%	4,172,612,954	1.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	150,000,000	0.1%	690,567,345	0.6%	840,567,345	0.3%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2,081,999,999	1.0%	2,403,209,480	2.0%	4,485,209,479	1.4%
1312	**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**	**2,233,376,479**	**1.1%**	**13,177,893,256**	**10.9%**	**15,411,269,735**	**4.8%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,731,930,124	0.9%	-	0.0%	1,731,930,124	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	398,498,738	0.2%	65,000,000	0.1%	463,498,738	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	29,565,250	0.0%	110,000,000	0.1%	139,565,250	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	38,500,000	0.0%	12,952,893,256	10.7%	12,991,393,256	4.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	34,882,367	0.0%	50,000,000	0.0%	84,882,367	0.0%
1313	**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**	**13,238,489,419**	**6.5%**	**9,724,398,999**	**8.0%**	**22,962,888,418**	**7.1%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	9,600,915,945	4.7%	-	0.0%	9,600,915,945	3.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,292,052,114	1.1%	-	0.0%	2,292,052,114	0.7%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	886,599,313	0.4%	3,076,908,765	2.5%	3,963,508,078	1.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	320,000,000	0.2%	-	0.0%	320,000,000	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	138,922,047	0.1%	6,647,490,234	5.5%	6,786,412,281	2.1%
1314	**MINISTERE A LA CONDITION FEMININE**	**379,790,271**	**0.2%**	**165,000,000**	**0.1%**	**544,790,271**	**0.2%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	279,849,230	0.1%	-	0.0%	279,849,230	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	69,276,692	0.0%	25,000,000	0.0%	94,276,692	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,046,884	0.0%	-	0.0%	23,046,884	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,617,464	0.0%	140,000,000	0.1%	147,617,464	0.0%
1315	**MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE**	**1,267,262,364**	**0.6%**	**313,612,000**	**0.3%**	**1,580,874,364**	**0.5%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	832,729,024	0.4%	-	0.0%	832,729,024	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	132,376,920	0.1%	-	0.0%	132,376,920	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	25,186,503	0.0%	200,052,000	0.2%	225,238,503	0.1%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	63,250,000	0.0%	-	0.0%	63,250,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	213,719,918	0.1%	113,560,000	0.1%	327,279,918	0.1%
14	**SECTEUR CULTUREL**	**3,546,253,247**	**1.8%**	**840,000,000**	**0.7%**	**4,386,253,247**	**1.4%**
1411	**MINISTERE DES CULTES**	**436,350,594**	**0.2%**	**-**	**0.0%**	**436,350,594**	**0.1%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	231,655,511	0.1%	-	0.0%	231,655,511	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	53,975,432	0.0%	-	0.0%	53,975,432	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	17,499,650	0.0%	-	0.0%	17,499,650	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	130,620,000	0.1%	-	0.0%	130,620,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2,600,000	0.0%	-	0.0%	2,600,000	0.0%
1412	**MINISTERE DE LA CULTURE**	**2,409,933,494**	**1.2%**	**840,000,000**	**0.7%**	**3,249,933,494**	**1.0%**
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,096,133,616	0.5%	-	0.0%	1,096,133,616	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,107,191,896	0.5%	-	0.0%	1,107,191,896	0.3%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	17,527,128	0.0%	760,000,000	0.6%	777,527,128	0.2%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	75,866,901	0.0%	-	0.0%	75,866,901	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	113,214,153	0.1%	80,000,000	0.1%	193,214,153	0.1%

LE MONITEUR NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CODE	INSTITUTION	Crédits de fonctionnement 24-25	Pond.	Crédits d'investissement 24-25	Pond.	Total des crédits 24-25	Pond.
	TOTAL	202,326,000,000	100.0%	121,119,000,000	100.0%	323,445,000,000	100.0%
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	699,969,159	0.3%	-	0.0%	699,969,159	0.2%
TITRE I	Dépenses de Personnel	441,629,485	0.2%	-	0.0%	441,629,485	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	212,948,656	0.1%	-	0.0%	212,948,656	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	29,601,403	0.0%	-	0.0%	29,601,403	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	15,789,615	0.0%	-	0.0%	15,789,615	0.0%
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	63,318,067,599	31.3%	-	0.0%	63,318,067,599	19.6%
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	32,149,521,141	15.9%	-	0.0%	32,149,521,141	9.9%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	100,000,000	0.0%	-	0.0%	100,000,000	0.0%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	15,303,010,000	7.6%	-	0.0%	15,303,010,000	4.7%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16,746,511,141	8.3%	-	0.0%	16,746,511,141	5.2%
1512	DETTE PUBLIQUE	23,607,890,183	11.7%	-	0.0%	23,607,890,183	7.3%
TITRE V	Service de la Dette Publique	23,607,890,183	11.7%	-	0.0%	23,607,890,183	7.3%
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	7,560,656,275	3.7%	-	0.0%	7,560,656,275	2.3%
TITRE IV	Dépenses de Transferts	7,560,656,275	3.7%	-	0.0%	7,560,656,275	2.3%
2	POUVOIR LEGISLATIF	3,591,058,174	1.8%	-	0.0%	3,591,058,174	1.1%
22	SECTEUR POLITIQUE	3,591,058,174	1.8%	-	0.0%	3,591,058,174	1.1%
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,723,227,967	0.9%	-	0.0%	1,723,227,967	0.5%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,661,267,268	0.8%	-	0.0%	1,661,267,268	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	48,020,513	0.0%	-	0.0%	48,020,513	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,292,250	0.0%	-	0.0%	7,292,250	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6,647,936	0.0%	-	0.0%	6,647,936	0.0%
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,867,830,207	0.9%	-	0.0%	1,867,830,207	0.6%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,819,002,459	0.9%	-	0.0%	1,819,002,459	0.6%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	47,202,753	0.0%	-	0.0%	47,202,753	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,624,995	0.0%	-	0.0%	1,624,995	0.0%
3	POUVOIR JUDICIAIRE	3,151,479,996	1.6%	46,000,000	0.0%	3,197,479,996	1.0%
32	SECTEUR POLITIQUE	3,151,479,996	1.6%	46,000,000	0.0%	3,197,479,996	1.0%
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	3,151,479,996	1.6%	46,000,000	0.0%	3,197,479,996	1.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,436,085,515	1.2%	-	0.0%	2,436,085,515	0.8%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	505,106,017	0.2%	-	0.0%	505,106,017	0.2%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	158,178,372	0.1%	46,000,000	0.0%	204,178,372	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	52,110,092	0.0%	-	0.0%	52,110,092	0.0%
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	5,508,908,260	2.7%	86,280,308	0.1%	5,595,188,568	1.7%
41	SECTEUR ECONOMIQUE	1,394,251,371	0.7%	50,000,000	0.0%	1,444,251,371	0.4%
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,394,251,371	0.7%	50,000,000	0.0%	1,444,251,371	0.4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	719,859,496	0.4%	-	0.0%	719,859,496	0.2%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	259,732,188	0.1%	-	0.0%	259,732,188	0.1%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	101,125,392	0.0%	50,000,000	0.0%	151,125,392	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	313,534,295	0.2%	-	0.0%	313,534,295	0.1%
42	SECTEUR POLITIQUE	1,742,426,943	0.9%	-	0.0%	1,742,426,943	0.5%
4211	CONSEIL ELECTORAL	1,443,704,622	0.7%	-	0.0%	1,443,704,622	0.4%
TITRE I	Dépenses de Personnel	991,396,559	0.5%	-	0.0%	991,396,559	0.3%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	114,283,063	0.1%	-	0.0%	114,283,063	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	325,025,000	0.2%	-	0.0%	325,025,000	0.1%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	13,000,000	0.0%	-	0.0%	13,000,000	0.0%
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	298,722,321	0.1%	-	0.0%	298,722,321	0.1%
TITRE I	Dépenses de Personnel	197,369,850	0.1%	-	0.0%	197,369,850	0.1%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	75,854,414	0.0%	-	0.0%	75,854,414	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	22,497,671	0.0%	-	0.0%	22,497,671	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3,000,386	0.0%	-	0.0%	3,000,386	0.0%
43	SECTEUR SOCIAL	2,286,808,832	1.1%	-	0.0%	2,286,808,832	0.7%
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2,286,808,832	1.1%	-	0.0%	2,286,808,832	0.7%
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,700,817,750	0.8%	-	0.0%	1,700,817,750	0.5%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	585,991,082	0.3%	-	0.0%	585,991,082	0.2%
44	SECTEUR CULTUREL	85,421,115	0.0%	36,280,308	0.0%	121,701,422	0.0%
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,421,115	0.0%	36,280,308	0.0%	121,701,422	0.0%
TITRE I	Dépenses de Personnel	43,687,227	0.0%	-	0.0%	43,687,227	0.0%
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	41,733,888	0.0%	16,280,308	0.0%	58,014,195	0.0%
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	0.0%	10,000,000	0.0%	10,000,000	0.0%
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	0.0%	10,000,000	0.0%	10,000,000	0.0%

NE PAS REPRODUIRE

DETAIL DES CREDITS PAR SECTION ET PAR TITRE

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
1	POUVOIR EXECUTIF	155,440,821,648	190,074,553,569	34,633,731,921	88,915,006,629	120,986,719,692	32,071,713,063	244,355,828,277	311,061,273,262	66,705,444,984
11	SECTEUR ECONOMIQUE	21,173,536,389	24,271,580,158	3,098,043,769	44,950,875,928	66,258,117,115	21,307,241,188	66,124,412,317	90,529,697,274	24,405,284,957
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2,047,179,056	2,291,231,461	244,052,405	867,804,755	3,988,350,000	3,120,545,245	2,914,983,812	6,279,581,461	3,364,597,650
1111-1	SERVICES INTERNES	2,047,179,056	2,291,231,461	244,052,405	867,804,755	3,988,350,000	3,120,545,245	2,914,983,812	6,279,581,461	3,364,597,650
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	64,545,532	80,269,864	15,724,332	-	-	-	64,545,532	80,269,864	15,724,332
		60,269,969	49,864,272	(10,405,697)	-	-	-	60,269,969	49,864,272	(10,405,697)
TITRE I	Dépenses de Personnel	4,251,906	25,405,592	21,153,686	-	-	-	4,251,906	25,405,592	21,153,686
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	23,657	5,000,000	4,976,344	-	-	-	23,657	5,000,000	4,976,344
TITRE VI	Autres dépenses publiques									
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,572,794,533	1,751,605,266	178,710,733	867,804,755	3,744,350,000	2,876,545,245	2,440,599,288	5,495,855,266	3,055,255,978
TITRE I	Dépenses de Personnel	630,020,743	1,149,849,448	519,828,705	-	-	-	630,020,743	1,149,849,448	519,828,705
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	225,837,645	320,299,737	94,462,092	4,226,102	25,000,000	20,773,899	230,063,746	345,299,737	115,235,991
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	20,943,456	33,092,692	12,149,237	293,929,652	2,139,350,000	1,845,420,348	314,873,108	2,172,442,692	1,857,569,584
TITRE IV	Dépenses de Transferts	218,595,068	219,595,024	999,956	50,000,000	70,000,000	20,000,000	268,595,068	289,595,024	20,999,956
TITRE VI	Autres dépenses publiques	477,397,621	28,668,365	(448,729,257)	519,649,002	1,510,000,000	990,350,999	997,046,623	1,538,668,365	541,621,742
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	146,567,419	165,866,519	19,299,100	-	192,000,000	192,000,000	146,567,419	357,866,519	211,299,100
TITRE I	Dépenses de Personnel	122,246,725	130,961,825	8,715,100	-	-	-	122,246,725	130,961,825	8,715,100
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24,320,694	34,904,694	10,584,000	-	-	-	24,320,694	34,904,694	10,584,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	192,000,000	192,000,000	-	192,000,000	192,000,000
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	83,611,682	93,160,732	9,549,050	-	2,000,000	2,000,000	83,611,682	95,160,732	11,549,050
TITRE I	Dépenses de Personnel	50,025,739	56,214,789	6,189,050	-	-	-	50,025,739	56,214,789	6,189,050
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	33,585,943	36,945,943	3,360,000	-	-	-	33,585,943	36,945,943	3,360,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	2,000,000	2,000,000	-	2,000,000	2,000,000
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	179,659,891	200,429,080	20,769,189	-	50,000,000	50,000,000	179,659,891	250,429,080	70,769,189
TITRE I	Dépenses de Personnel	108,671,038	122,341,341	13,670,304	-	-	-	108,671,038	122,341,341	13,670,304
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	70,988,854	78,087,739	7,098,885	-	-	-	70,988,854	78,087,739	7,098,885
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	25,000,000	25,000,000	-	25,000,000	25,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	25,000,000	25,000,000	-	25,000,000	25,000,000
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	10,895,260,027	13,355,137,242	2,459,877,215	5,463,552,874	7,698,209,770	2,234,656,896	16,358,812,901	21,053,347,012	4,694,534,111
11121	SERVICES INTERNES	2,864,255,238	3,371,291,788	507,036,550	5,407,201,148	7,132,677,643	1,725,476,495	8,271,456,386	10,503,969,431	2,232,513,044
1112-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	53,188,946	87,709,667	34,520,720	-	-	-	53,188,946	87,709,667	34,520,720
TITRE I	Dépenses de Personnel	35,775,746	38,989,667	3,213,920	-	-	-	35,775,746	38,989,667	3,213,920
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,202,692	36,720,000	34,517,308	-	-	-	2,202,692	36,720,000	34,517,308
TITRE VI	Autres dépenses publiques	15,210,508	12,000,000	(3,210,508)	-	-	-	15,210,508	12,000,000	(3,210,508)
1112-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,162,998,610	2,388,936,989	225,938,379	5,407,201,148	7,095,077,643	1,687,876,495	7,570,199,758	9,484,014,632	1,913,814,874
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,050,214,195	1,212,286,752	162,072,557	-	-	-	1,050,214,195	1,212,286,752	162,072,557
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	593,099,184	753,549,941	160,450,757	75,143,839	100,000,000	24,856,161	668,243,023	853,549,941	185,306,918
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	164,141,944	29,552,715	(134,589,229)	1,284,658,708	1,907,000,000	622,341,292	1,448,800,652	1,936,552,715	487,752,063
TITRE IV	Dépenses de Transferts	297,412	244,010	(53,402)	-	-	-	297,412	244,010	(53,402)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	355,245,875	393,303,572	38,057,697	4,047,398,601	5,088,077,643	1,040,679,042	4,402,644,476	5,481,381,215	1,078,736,739
1112-1-19-	FAES	194,002,095	216,002,095	22,000,000	-	-	-	194,002,095	216,002,095	22,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	82,140,693	90,140,693	8,000,000	-	-	-	82,140,693	90,140,693	8,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	111,861,402	125,861,402	14,000,000	-	-	-	111,861,402	125,861,402	14,000,000
1112-1-21-	UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	337,791,445	537,791,445	200,000,000	-	-	-	337,791,445	537,791,445	200,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	193,367,150	293,367,150	100,000,000	-	-	-	193,367,150	293,367,150	100,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	144,424,295	244,424,295	100,000,000	-	-	-	144,424,295	244,424,295	100,000,000
1112-1-22-	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	116,274,142	140,851,592	24,577,450	-	37,600,000	37,600,000	116,274,142	178,451,592	62,177,450

EXEMPLAIRE PROVISOIRE

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	54,118,098	57,141,712	3,023,614	-	-	-	54,118,098	57,141,712	3,023,614
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	62,156,044	83,709,880	21,553,836	-	-	-	62,156,044	83,709,880	21,553,836
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	37,600,000	37,600,000	-	37,600,000	37,600,000
11122	SERVICES EXTERNES	8,031,004,789	9,983,845,454	1,952,840,665	56,351,726	565,532,127	509,180,401	8,087,356,514	10,549,377,581	2,462,021,067
1112-2-13-	INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	208,056,361	258,416,911	50,360,550	-	-	-	208,056,361	258,416,911	50,360,550
TITRE I	Dépenses de Personnel	135,721,192	154,281,742	18,560,550	-	-	-	135,721,192	154,281,742	18,560,550
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	55,559,317	75,559,317	20,000,000	-	-	-	55,559,317	75,559,317	20,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	16,775,852	28,575,852	11,800,000	-	-	-	16,775,852	28,575,852	11,800,000
1112-2-14-	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	431,996,169	546,567,514	114,571,345	22,000,000	-	(22,000,000)	453,996,169	546,567,514	92,571,345
TITRE I	Dépenses de Personnel	238,171,403	278,542,750	40,371,347	-	-	-	238,171,403	278,542,750	40,371,347
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	69,584,159	97,784,159	28,200,000	-	-	-	69,584,159	97,784,159	28,200,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15,349,017	33,349,016	17,999,999	-	-	-	15,349,017	33,349,016	17,999,999
TITRE VI	Autres dépenses publiques	108,891,589	136,891,589	28,000,000	22,000,000	-	(22,000,000)	130,891,589	136,891,589	6,000,000
1112-2-15-	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	3,389,303,913	4,229,879,532	840,575,619	-	161,000,000	161,000,000	3,389,303,913	4,390,879,532	1,001,575,619
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,080,193,418	2,430,769,068	350,575,650	-	-	-	2,080,193,418	2,430,769,068	350,575,650
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,062,779,761	1,207,779,761	145,000,000	-	-	-	1,062,779,761	1,207,779,761	145,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	246,101,583	221,101,583	(25,000,000)	-	86,000,000	86,000,000	246,101,583	307,101,583	61,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	229,150	370,229,120	369,999,970	-	75,000,000	75,000,000	229,150	445,229,120	444,999,970
1112-2-16-	ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	3,791,329,633	4,678,421,583	887,091,950	34,351,726	-	(34,351,726)	3,825,681,358	4,678,421,583	852,740,225
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,379,251,925	3,266,343,875	887,091,950	-	-	-	2,379,251,925	3,266,343,875	887,091,950
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	913,513,072	963,513,073	50,000,001	-	-	-	913,513,072	963,513,073	50,000,001
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	435,447,025	385,447,025	(50,000,000)	-	-	-	435,447,025	385,447,025	(50,000,000)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	63,117,610	63,117,610	(0)	34,351,726	-	(34,351,726)	97,469,336	63,117,610	(34,351,726)
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	210,318,714	270,559,914	60,241,200	-	404,532,127	404,532,127	210,318,714	675,092,041	464,773,327
TITRE I	Dépenses de Personnel	113,144,160	147,685,360	34,541,200	-	-	-	113,144,160	147,685,360	34,541,200
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44,364,068	62,389,068	18,025,000	-	-	-	44,364,068	62,389,068	18,025,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	18,639,133	30,314,133	11,675,000	-	-	-	18,639,133	30,314,133	11,675,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	34,171,353	30,171,353	(4,000,000)	-	404,532,127	404,532,127	34,171,353	434,703,480	400,532,127
1113	MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,109,658,379	2,338,897,954	229,239,575	13,700,365,606	12,280,266,864	(1,420,098,742)	15,810,023,984	14,619,164,818	(1,190,859,166)
11131	SERVICES INTERNES	2,109,658,379	2,338,897,954	229,239,575	13,700,365,606	12,280,266,864	(1,420,098,742)	15,810,023,984	14,619,164,818	(1,190,859,166)
1113-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	193,990,396	202,454,380	8,463,983	-	-	-	193,990,396	202,454,380	8,463,983
TITRE I	Dépenses de Personnel	84,853,767	87,476,314	2,622,547	-	-	-	84,853,767	87,476,314	2,622,547
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,093,763	6,231,885	138,122	-	-	-	6,093,763	6,231,885	138,122
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	62,171,278	62,866,816	695,538	-	-	-	62,171,278	62,866,816	695,538
TITRE VI	Autres dépenses publiques	40,871,588	45,879,364	5,007,776	-	-	-	40,871,588	45,879,364	5,007,776
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,587,182,267	1,589,843,859	102,661,592	13,700,365,606	12,280,266,864	(1,420,098,742)	15,287,547,873	13,970,110,723	(1,317,437,150)
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,022,530,597	1,078,801,795	56,271,198	-	-	-	1,022,530,597	1,078,801,795	56,271,198
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	336,464,670	390,101,053	53,636,383	9,185,502,616	7,444,149,519	(1,741,353,097)	9,521,967,286	7,834,250,572	(1,687,716,714)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13,401,718	5,190,888	(8,210,830)	-	50,000,000	50,000,000	13,401,718	55,190,888	41,789,170
TITRE VI	Autres dépenses publiques	214,785,282	215,750,123	964,841	4,514,862,989	4,786,117,345	271,254,356	4,729,648,271	5,001,867,468	272,219,197
1113-1-13-	ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	184,463,822	242,295,072	57,831,250	-	-	-	184,463,822	242,295,072	57,831,250
TITRE I	Dépenses de Personnel	157,139,196	192,970,446	35,831,250	-	-	-	157,139,196	192,970,446	35,831,250
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27,324,626	49,324,626	22,000,000	-	-	-	27,324,626	49,324,626	22,000,000
1113-1-14-	INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	113,824,628	136,107,378	22,282,750	-	-	-	113,824,628	136,107,378	22,282,750
TITRE I	Dépenses de Personnel	76,140,875	93,642,400	17,501,525	-	-	-	76,140,875	93,642,400	17,501,525
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	37,683,753	42,464,978	4,781,225	-	-	-	37,683,753	42,464,978	4,781,225
1113-1-17-	INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	30,197,266	68,197,266	38,000,000	-	-	-	30,197,266	68,197,266	38,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	12,524,299	28,524,299	16,000,000	-	-	-	12,524,299	28,524,299	16,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	17,672,967	39,672,967	22,000,000	-	-	-	17,672,967	39,672,967	22,000,000

ANEP-PROJET REPRODUIT

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,340,178,717	2,111,498,327	(228,680,391)	23,184,115,734	37,390,399,035	14,206,283,301	25,524,294,451	39,501,897,361	13,977,602,910
11141	SERVICES INTERNES	2,340,178,717	2,111,498,327	(228,680,391)	23,184,115,734	37,390,399,035	14,206,283,301	25,524,294,451	39,501,897,361	13,977,602,910
1114-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	73,523,130	74,733,880	1,210,750	-	-	-	73,523,130	74,733,880	1,210,750
TITRE I	Dépenses de Personnel	54,823,190	56,033,940	1,210,750	-	-	-	54,823,190	56,033,940	1,210,750
1114-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,146,422,257	1,458,284,713	311,862,456	19,667,460,661	30,243,113,608	10,575,652,947	20,813,882,918	31,701,398,321	10,887,515,403
TITRE I	Dépenses de Personnel	930,109,200	1,121,001,913	190,892,713	-	-	-	930,109,200	1,121,001,913	190,892,713
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	205,688,057	233,688,057	28,000,000	-	-	-	205,688,057	233,688,057	28,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	75,000,000	75,000,000	13,670,304,831	21,558,457,608	7,888,152,778	13,670,304,831	21,633,457,608	7,963,152,778
TITRE VI	Autres dépenses publiques	10,625,000	28,594,743	17,969,743	5,997,155,830	8,684,656,000	2,687,500,170	6,007,780,830	8,713,250,743	2,705,469,913
1114-1-15-	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	44,828,849	46,289,307	1,460,458	-	96,000,000	96,000,000	44,828,849	142,289,307	97,460,458
TITRE I	Dépenses de Personnel	27,542,841	28,903,372	1,360,531	-	-	-	27,542,841	28,903,372	1,360,531
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	17,286,007	17,385,935	99,928	-	-	-	17,286,007	17,385,935	99,928
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	96,000,000	96,000,000	-	96,000,000	96,000,000
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	119,946,597	144,146,548	24,199,951	-	15,000,000	15,000,000	119,946,597	159,146,548	39,199,951
TITRE I	Dépenses de Personnel	91,508,915	103,708,865	12,199,950	-	-	-	91,508,915	103,708,865	12,199,950
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	28,437,683	40,437,683	12,000,000	-	-	-	28,437,683	40,437,683	12,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	15,000,000	15,000,000	-	15,000,000	15,000,000
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	43,335,436	65,595,785	22,260,349	-	204,563,333	204,563,333	43,335,436	270,159,118	226,823,683
TITRE I	Dépenses de Personnel	27,450,641	34,710,991	7,260,350	-	-	-	27,450,641	34,710,991	7,260,350
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	15,884,794	30,884,794	15,000,000	-	50,000,000	50,000,000	15,884,794	80,884,794	65,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	94,563,333	94,563,333	-	94,563,333	94,563,333
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	60,000,000	60,000,000	-	60,000,000	60,000,000
1114-1-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	14,180,450	14,223,800	43,350	-	-	-	14,180,450	14,223,800	43,350
TITRE I	Dépenses de Personnel	14,180,450	14,223,800	43,350	-	-	-	14,180,450	14,223,800	43,350
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	93,929,193	111,998,494	18,069,300	-	162,253,000	162,253,000	93,929,193	274,251,494	180,322,300
TITRE I	Dépenses de Personnel	69,693,118	72,762,418	3,069,300	-	-	-	69,693,118	72,762,418	3,069,300
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24,236,076	39,236,076	15,000,000	-	55,053,000	55,053,000	24,236,076	94,289,076	70,053,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	107,200,000	107,200,000	-	107,200,000	107,200,000
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	617,269,356	0	(617,269,356)	-	-	-	617,269,356	0	(617,269,356)
TITRE I	Dépenses de Personnel	559,299,613	-	(559,299,613)	-	-	-	559,299,613	-	(559,299,613)
1114-1-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	138,892,123	142,374,473	3,482,350	3,516,655,073	6,669,469,093	3,152,814,020	3,655,547,195	6,811,843,566	3,156,296,370
TITRE I	Dépenses de Personnel	127,219,334	127,701,684	482,350	-	-	-	127,219,334	127,701,684	482,350
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	11,672,789	14,672,789	3,000,000	-	-	-	11,672,789	14,672,789	3,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	879,846,234	3,629,788,748	2,749,942,514	879,846,234	3,629,788,748	2,749,942,514
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	2,636,808,839	3,039,680,345	402,871,506	2,636,808,839	3,039,680,345	402,871,506
1114-1-23-	AGENCE NATIONALE DE LA REGULATION ET DE LA SECURITE ENERGETIQUE	46,085,228	52,085,228	6,000,000	-	-	-	46,085,228	52,085,228	6,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	34,383,187	40,383,187	6,000,000	-	-	-	34,383,187	40,383,187	6,000,000
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,352,175,750	1,491,872,857	139,697,107	501,904,588	1,391,543,301	889,638,713	1,854,080,338	2,883,416,158	1,029,335,820
11151	SERVICES INTERNES	1,352,175,750	1,491,872,857	139,697,107	501,904,588	1,391,543,301	889,638,713	1,854,080,338	2,883,416,158	1,029,335,820
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	137,798,126	123,900,871	(13,897,255)	-	-	-	137,798,126	123,900,871	(13,897,255)
TITRE I	Dépenses de Personnel	67,229,649	64,800,871	(2,428,778)	-	-	-	67,229,649	64,800,871	(2,428,778)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	68,080,531	53,100,000	(14,980,531)	-	-	-	68,080,531	53,100,000	(14,980,531)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,487,946	6,000,000	3,512,054	-	-	-	2,487,946	6,000,000	3,512,054
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	763,660,004	855,845,167	92,185,163	501,904,588	1,391,543,301	889,638,713	1,265,564,592	2,247,388,468	981,823,876
TITRE I	Dépenses de Personnel	662,228,411	698,523,250	36,294,839	-	-	-	662,228,411	698,523,250	36,294,839
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	60,218,611	84,108,936	23,890,325	10,000,000	86,379,400	76,379,400	70,218,611	170,488,336	100,269,725
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	21,729,056	33,729,056	12,000,000	15,000,000	76,508,112	61,508,112	36,729,056	110,237,168	73,508,112
TITRE IV	Dépenses de Transferts	-	-	-	476,904,588	1,154,655,789	677,751,201	476,904,588	1,154,655,789	677,751,201

PUBLICATION

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	19,483,925	39,483,925	20,000,000	-	74,000,000	74,000,000	19,483,925	113,483,925	94,000,000
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	197,812,416	204,914,316	7,101,900	-	-	-	197,812,416	204,914,316	7,101,900
TITRE I	Dépenses de Personnel	166,513,600	165,615,500	(898,100)	-	-	-	166,513,600	165,615,500	(898,100)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	31,298,816	39,298,816	8,000,000	-	-	-	31,298,816	39,298,816	8,000,000
1115-1-16-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	76,430,460	89,737,760	13,307,300	-	-	-	76,430,460	89,737,760	13,307,300
TITRE I	Dépenses de Personnel	37,367,971	32,762,151	(4,605,820)	-	-	-	37,367,971	32,762,151	(4,605,820)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	39,062,489	56,975,609	17,913,120	-	-	-	39,062,489	56,975,609	17,913,120
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	176,474,744	217,474,743	40,999,999	-	-	-	176,474,744	217,474,743	40,999,999
TITRE I	Dépenses de Personnel	89,826,640	109,826,640	20,000,000	-	-	-	89,826,640	109,826,640	20,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	86,648,103	107,648,103	21,000,000	-	-	-	86,648,103	107,648,103	21,000,000
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,028,350,529	2,188,325,424	159,974,895	1,098,300,500	3,229,348,146	2,131,047,646	3,126,651,029	5,417,673,570	2,291,022,541
11161	SERVICES INTERNES	2,028,350,529	2,188,325,424	159,974,895	1,098,300,500	3,229,348,146	2,131,047,646	3,126,651,029	5,417,673,570	2,291,022,541
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	247,645,285	196,576,150	(51,069,135)	-	-	-	247,645,285	196,576,150	(51,069,135)
TITRE I	Dépenses de Personnel	96,148,034	126,576,150	30,428,116	-	-	-	96,148,034	126,576,150	30,428,116
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	151,497,250	70,000,000	(81,497,250)	-	-	-	151,497,250	70,000,000	(81,497,250)
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	736,001,647	866,199,732	130,198,085	1,098,300,500	3,229,348,146	2,131,047,646	1,834,302,147	4,095,547,878	2,261,245,731
TITRE I	Dépenses de Personnel	659,373,195	675,608,395	16,235,200	-	-	-	659,373,195	675,608,395	16,235,200
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	35,447,565	106,375,450	70,927,885	161,100,000	991,097,000	829,997,000	196,547,565	1,097,472,450	900,924,885
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	16,965,000	60,000,000	43,035,000	507,738,000	840,971,146	333,233,146	524,703,000	900,971,146	376,268,146
TITRE VI	Autres dépenses publiques	24,215,887	24,215,887	(0)	429,462,500	1,397,280,000	967,817,500	453,678,387	1,421,495,887	967,817,500
1116-1-13-	AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	206,646,968	214,096,112	7,449,144	-	-	-	206,646,968	214,096,112	7,449,144
TITRE I	Dépenses de Personnel	110,619,675	138,760,175	28,140,500	-	-	-	110,619,675	138,760,175	28,140,500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	96,027,294	75,335,937	(20,691,357)	-	-	-	96,027,294	75,335,937	(20,691,357)
1116-1-14-	SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	838,056,629	911,453,430	73,396,801	-	-	-	838,056,629	911,453,430	73,396,801
TITRE I	Dépenses de Personnel	615,551,015	658,947,815	43,396,800	-	-	-	615,551,015	658,947,815	43,396,800
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	222,505,615	252,505,615	30,000,000	-	-	-	222,505,615	252,505,615	30,000,000
1117	MINISTERE DU TOURISME	400,733,930	494,616,893	93,882,963	134,831,871	280,000,000	145,168,129	535,565,801	774,616,893	239,051,092
11171	SERVICES INTERNES	400,733,930	494,616,893	93,882,963	134,831,871	280,000,000	145,168,129	535,565,801	774,616,893	239,051,092
1117-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	41,660,559	46,746,959	5,086,400	-	-	-	41,660,559	46,746,959	5,086,400
TITRE I	Dépenses de Personnel	33,781,725	33,868,125	86,400	-	-	-	33,781,725	33,868,125	86,400
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	7,140,421	12,140,421	5,000,000	-	-	-	7,140,421	12,140,421	5,000,000
1117-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	296,203,903	363,724,053	67,520,150	134,831,871	280,000,000	145,168,129	431,035,774	643,724,053	212,688,279
TITRE I	Dépenses de Personnel	169,498,975	204,519,125	35,020,150	-	-	-	169,498,975	204,519,125	35,020,150
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44,749,288	69,749,288	25,000,000	39,431,871	172,000,000	132,568,129	84,181,159	241,749,288	157,568,129
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	54,223,372	52,382,602	(1,840,770)	20,000,000	23,000,000	3,000,000	74,223,372	75,382,602	1,159,230
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,929,890	2,500,000	570,110	-	-	-	1,929,890	2,500,000	570,110
TITRE VI	Autres dépenses publiques	25,802,378	34,573,038	8,770,660	75,400,000	85,000,000	9,600,000	101,202,378	119,573,038	18,370,660
1117-1-13-	ECOLE HOTELIERE	62,869,469	84,145,881	21,276,412	-	-	-	62,869,469	84,145,881	21,276,412
TITRE I	Dépenses de Personnel	41,513,368	48,782,168	7,268,800	-	-	-	41,513,368	48,782,168	7,268,800
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21,356,101	35,363,713	14,007,612	-	-	-	21,356,101	35,363,713	14,007,612
12	SECTEUR POLITIQUE	43,470,169,899	52,187,063,311	8,716,893,412	7,377,667,106	17,515,096,329	10,137,429,223	50,847,837,005	69,702,159,640	18,854,322,635
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	24,443,668,445	28,166,677,395	3,723,008,950	2,740,165,782	8,818,369,910	6,078,204,128	27,183,834,227	36,985,047,305	9,801,213,079
12111	SERVICES INTERNES	4,629,398,817	6,084,921,968	1,455,523,150	-	915,500,000	915,500,000	4,629,398,817	7,000,421,968	2,371,023,150
1211-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	81,616,422	82,098,322	481,900	-	-	-	81,616,422	82,098,322	481,900
TITRE I	Dépenses de Personnel	40,538,777	41,020,677	481,900	-	-	-	40,538,777	41,020,677	481,900
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3,252,614,027	4,443,144,715	1,190,530,688	-	915,500,000	915,500,000	3,252,614,027	5,358,644,715	2,106,030,688
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,486,483,110	3,737,421,010	1,250,937,900	-	-	-	2,486,483,110	3,737,421,010	1,250,937,900
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	331,575,574	343,975,574	12,400,000	-	50,000,000	50,000,000	331,575,574	393,975,574	62,400,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	310,355,347	214,955,347	(95,400,000)	-	740,500,000	740,500,000	310,355,347	955,455,347	645,100,000

APERÇU NON EXPOSÉ

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative investissement 2023-2024	Projection initiale investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	121,700,000	144,292,788	22,592,788	-	125,000,000	125,000,000	121,700,000	269,292,788	147,592,788
1211-1-17-	UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	214,093,203	233,365,283	19,272,080	-	-	-	214,093,203	233,365,283	19,272,080
TITRE I	Dépenses de Personnel	127,051,971	133,462,322	6,410,351	-	-	-	127,051,971	133,462,322	6,410,351
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	87,041,232	99,902,961	12,861,729	-	-	-	87,041,232	99,902,961	12,861,729
1211-1-18-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	128,353,196	159,353,196	31,000,000	-	-	-	128,353,196	159,353,196	31,000,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	66,858,400	82,858,400	16,000,000	-	-	-	66,858,400	82,858,400	16,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	61,494,796	76,494,796	15,000,000	-	-	-	61,494,796	76,494,796	15,000,000
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	735,461,171	925,711,171	190,250,000	-	-	-	735,461,171	925,711,171	190,250,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	485,613,167	565,613,167	80,000,000	-	-	-	485,613,167	565,613,167	80,000,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	249,848,004	360,098,004	110,250,000	-	-	-	249,848,004	360,098,004	110,250,000
1211-1-21-	ECOLE DE LA MAGISTRATURE	106,967,211	117,449,061	10,481,850	-	-	-	106,967,211	117,449,061	10,481,850
TITRE I	Dépenses de Personnel	53,561,500	64,043,350	10,481,850	-	-	-	53,561,500	64,043,350	10,481,850
1211-1-22-	COMMISSION NATIONAL D'ASSITANCE LEGALE	110,293,588	123,800,220	13,506,632	-	-	-	110,293,588	123,800,220	13,506,632
TITRE I	Dépenses de Personnel	82,493,368	93,000,000	10,506,632	-	-	-	82,493,368	93,000,000	10,506,632
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27,800,220	30,800,220	3,000,000	-	-	-	27,800,220	30,800,220	3,000,000
12112	SERVICES EXTERNES	19,814,269,628	22,081,755,428	2,267,485,800	2,740,165,782	7,902,869,910	5,162,704,128	22,554,435,409	29,984,625,338	7,430,189,928
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	19,814,269,628	22,081,755,428	2,267,485,800	2,740,165,782	7,902,869,910	5,162,704,128	22,554,435,409	29,984,625,338	7,430,189,928
TITRE I	Dépenses de Personnel	14,774,041,769	16,076,527,569	1,302,485,800	-	-	-	14,774,041,769	16,076,527,569	1,302,485,800
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4,442,619,965	5,332,619,965	890,000,000	250,000,000	250,000,000	-	4,692,619,965	5,582,619,965	890,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,760,090	11,760,090	-	2,490,165,782	7,652,869,910	5,162,704,128	2,501,925,872	7,664,630,000	5,162,704,128
TITRE VI	Autres dépenses publiques	444,497,483	519,497,483	75,000,000	-	-	-	444,497,483	519,497,483	75,000,000
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	214,878,333	253,589,319	38,710,986	-	15,000,000	15,000,000	214,878,333	268,589,319	53,710,986
12121	SERVICES INTERNES	214,878,333	253,589,319	38,710,986	-	15,000,000	15,000,000	214,878,333	268,589,319	53,710,986
1212-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	83,752,747	114,534,053	30,781,306	-	-	-	83,752,747	114,534,053	30,781,306
TITRE I	Dépenses de Personnel	30,254,219	33,902,552	3,648,333	-	-	-	30,254,219	33,902,552	3,648,333
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	30,484,552	44,219,000	13,734,448	-	-	-	30,484,552	44,219,000	13,734,448
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,013,976	36,412,501	13,398,525	-	-	-	23,013,976	36,412,501	13,398,525
1212-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	131,125,686	139,055,266	7,929,680	-	15,000,000	15,000,000	131,125,686	154,055,266	22,929,680
TITRE I	Dépenses de Personnel	109,870,234	104,521,164	(5,349,070)	-	-	-	109,870,234	104,521,164	(5,349,070)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3,136,699	22,800,000	19,663,301	-	15,000,000	15,000,000	3,136,699	37,800,000	34,663,301
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,218,653	1,500,000	281,347	-	-	-	1,218,653	1,500,000	281,347
TITRE VI	Autres dépenses publiques	16,900,000	10,234,102	(6,665,898)	-	-	-	16,900,000	10,234,102	(6,665,898)
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	7,770,403,717	8,394,857,866	624,454,148	-	-	-	7,770,403,717	8,394,857,866	624,454,148
12131	SERVICES INTERNES	7,770,403,717	8,394,857,866	624,454,148	-	-	-	7,770,403,717	8,394,857,866	624,454,148
1213-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	209,787,741	13,659,450	(196,128,291)	-	-	-	209,787,741	13,659,450	(196,128,291)
TITRE I	Dépenses de Personnel	209,787,741	13,659,450	(196,128,291)	-	-	-	209,787,741	13,659,450	(196,128,291)
1213-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	7,560,615,976	8,381,198,416	820,582,439	-	-	-	7,560,615,976	8,381,198,416	820,582,439
TITRE I	Dépenses de Personnel	675,861,420	758,180,662	82,319,242	-	-	-	675,861,420	758,180,662	82,319,242
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	312,234,153	345,515,983	33,281,830	-	-	-	312,234,153	345,515,983	33,281,830
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	52,362,429	95,404,556	43,042,127	-	-	-	52,362,429	95,404,556	43,042,127
TITRE VI	Autres dépenses publiques	6,520,157,975	7,182,097,214	661,939,240	-	-	-	6,520,157,975	7,182,097,214	661,939,240
1214	LA PRESIDENCE	2,182,811,978	3,213,667,080	1,030,855,102	-	-	-	2,182,811,978	3,213,667,080	1,030,855,102
12141	SERVICES INTERNES	2,182,811,978	3,213,667,080	1,030,855,102	-	-	-	2,182,811,978	3,213,667,080	1,030,855,102
1214-1-11-	BUREAU DU PRESIDENT	151,934,755	1,540,103,055	1,388,168,300	-	-	-	151,934,755	1,540,103,055	1,388,168,300
TITRE I	Dépenses de Personnel	99,957,922	543,126,222	443,168,300	-	-	-	99,957,922	543,126,222	443,168,300
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	-	134,000,000	134,000,000	-	-	-	-	134,000,000	134,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,976,826	112,976,826	111,000,000	-	-	-	1,976,826	112,976,826	111,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	50,000,007	750,000,007	700,000,000	-	-	-	50,000,007	750,000,007	700,000,000
1214-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	1,316,168,777	1,319,462,777	3,294,000	-	-	-	1,316,168,777	1,319,462,777	3,294,000

LE MONITEUR

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	373,774,142	377,068,142	3,294,000	-	-	-	373,774,142	377,068,142	3,294,000
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	714,708,446	354,101,248	(360,607,198)	-	-	-	714,708,446	354,101,248	(360,607,198)
TITRE I	Dépenses de Personnel	360,607,198	0	(360,607,198)	-	-	-	360,607,198	0	(360,607,198)
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	2,855,254,172	3,319,966,998	464,712,826	-	-	-	2,855,254,172	3,319,966,998	464,712,826
12151	SERVICES INTERNES	2,798,444,985	3,253,447,833	455,002,848	-	-	-	2,798,444,985	3,253,447,833	455,002,848
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	173,699,588	201,690,427	27,990,838	-	-	-	173,699,588	201,690,427	27,990,838
TITRE I	Dépenses de Personnel	133,624,236	155,603,771	21,979,535	-	-	-	133,624,236	155,603,771	21,979,535
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	25,701,317	29,556,514	3,855,198	-	-	-	25,701,317	29,556,514	3,855,198
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	11,774,036	13,540,141	1,766,105	-	-	-	11,774,036	13,540,141	1,766,105
TITRE VI	Autres dépenses publiques	2,600,000	2,990,000	390,000	-	-	-	2,600,000	2,990,000	390,000
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	1,918,513,140	2,228,987,661	310,474,521	-	-	-	1,918,513,140	2,228,987,661	310,474,521
TITRE I	Dépenses de Personnel	611,222,269	725,603,159	114,380,890	-	-	-	611,222,269	725,603,159	114,380,890
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	454,376,147	522,532,569	68,156,422	-	-	-	454,376,147	522,532,569	68,156,422
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,403,159	8,513,633	1,110,474	-	-	-	7,403,159	8,513,633	1,110,474
TITRE IV	Dépenses de Transferts	38,600,000	44,390,000	5,790,000	-	-	-	38,600,000	44,390,000	5,790,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	806,911,566	927,948,301	121,036,735	-	-	-	806,911,566	927,948,301	121,036,735
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	52,022,234	59,825,569	7,803,335	-	-	-	52,022,234	59,825,569	7,803,335
TITRE VI	Autres dépenses publiques	52,022,234	59,825,569	7,803,335	-	-	-	52,022,234	59,825,569	7,803,335
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	82,690,860	96,540,939	13,850,079	-	-	-	82,690,860	96,540,939	13,850,079
TITRE I	Dépenses de Personnel	46,944,879	55,433,061	8,488,182	-	-	-	46,944,879	55,433,061	8,488,182
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	35,745,981	41,107,878	5,361,897	-	-	-	35,745,981	41,107,878	5,361,897
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	104,722,012	123,046,164	18,324,152	-	-	-	104,722,012	123,046,164	18,324,152
TITRE I	Dépenses de Personnel	69,640,237	82,702,123	13,061,886	-	-	-	69,640,237	82,702,123	13,061,886
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	35,081,774	40,344,041	5,262,266	-	-	-	35,081,774	40,344,041	5,262,266
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	76,138,739	87,950,799	11,812,061	-	-	-	76,138,739	87,950,799	11,812,061
TITRE I	Dépenses de Personnel	54,562,922	63,138,610	8,575,688	-	-	-	54,562,922	63,138,610	8,575,688
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	21,575,817	24,812,189	3,236,373	-	-	-	21,575,817	24,812,189	3,236,373
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	300,806,750	351,849,411	51,042,661	-	-	-	300,806,750	351,849,411	51,042,661
TITRE I	Dépenses de Personnel	194,195,284	213,821,427	19,626,144	-	-	-	194,195,284	213,821,427	19,626,144
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	106,611,466	138,027,984	31,416,518	-	-	-	106,611,466	138,027,984	31,416,518
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	54,100,000	62,215,000	8,115,000	-	-	-	54,100,000	62,215,000	8,115,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	54,100,000	62,215,000	8,115,000	-	-	-	54,100,000	62,215,000	8,115,000
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	33,175,005	38,765,206	5,590,201	-	-	-	33,175,005	38,765,206	5,590,201
TITRE I	Dépenses de Personnel	22,216,783	26,163,250	3,946,467	-	-	-	22,216,783	26,163,250	3,946,467
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	10,958,222	12,601,956	1,643,733	-	-	-	10,958,222	12,601,956	1,643,733
12152	SERVICES EXTERNES	56,809,187	66,519,165	9,709,978	-	-	-	56,809,187	66,519,165	9,709,978
1215-2-14-	CEFOPAFOP	39,033,410	45,382,371	6,348,961	-	-	-	39,033,410	45,382,371	6,348,961
TITRE I	Dépenses de Personnel	22,980,260	26,921,249	3,940,989	-	-	-	22,980,260	26,921,249	3,940,989
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	16,053,149	18,461,122	2,407,972	-	-	-	16,053,149	18,461,122	2,407,972
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	17,775,777	21,136,794	3,361,017	-	-	-	17,775,777	21,136,794	3,361,017
TITRE I	Dépenses de Personnel	13,287,267	15,975,007	2,687,740	-	-	-	13,287,267	15,975,007	2,687,740
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	4,488,510	5,161,787	673,277	-	-	-	4,488,510	5,161,787	673,277
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4,141,413,487	5,104,266,087	962,852,600	4,277,165,942	4,501,726,419	224,560,477	8,418,579,429	9,605,992,506	1,187,413,077
12161	SERVICES INTERNES	4,141,413,487	5,104,266,087	962,852,600	4,277,165,942	4,501,726,419	224,560,477	8,418,579,429	9,605,992,506	1,187,413,077
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	638,068,080	706,832,144	68,764,064	-	-	-	638,068,080	706,832,144	68,764,064
TITRE I	Dépenses de Personnel	199,776,009	237,486,004	37,709,995	-	-	-	199,776,009	237,486,004	37,709,995
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	41,196,785	163,194,440	121,997,655	-	-	-	41,196,785	163,194,440	121,997,655

NON REPRODUIT

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	**165,828,000,000**	**202,326,000,000**	**36,498,000,000**	**88,992,600,000**	**121,119,000,000**	**32,126,400,000**	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**68,624,400,000**
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	9,347,004	97,346,992	87,999,988	-	-	-	9,347,004	97,346,992	87,999,988
TITRE IV	Dépenses de Transferts	9,898,412	58,804,708	48,906,296	-	-	-	9,898,412	58,804,708	48,906,296
TITRE VI	Autres dépenses publiques	377,849,870	150,000,000	(227,849,870)	-	-	-	377,849,870	150,000,000	(227,849,870)
1216-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**3,388,342,608**	**4,271,658,773**	**883,316,165**	**4,277,165,942**	**4,501,726,419**	**224,560,477**	**7,666,508,550**	**8,773,385,192**	**1,107,876,642**
TITRE I	Dépenses de Personnel	2,533,465,317	2,455,163,538	(78,301,779)	-	-	-	2,533,465,317	2,455,163,538	(78,301,779)
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	322,618,137	656,585,617	333,967,480	-	105,000,000	105,000,000	322,618,137	761,585,617	438,967,480
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	101,989,765	253,750,632	151,760,867	3,650,402,942	4,342,726,419	692,323,477	3,752,392,707	4,596,477,051	844,084,344
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	25,739,072	25,739,072	-	-	-	0	25,739,072	25,739,072
TITRE VI	Autres dépenses publiques	430,269,389	880,419,914	450,150,525	626,763,000	54,000,000	(572,763,000)	1,057,032,389	934,419,914	(122,612,475)
1216-1-15-	**ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL**	**15,619,291**	**24,619,260**	**8,999,969**	**-**	**-**	**-**	**15,619,291**	**24,619,260**	**8,999,969**
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	390,000	9,390,000	9,000,000	-	-	-	390,000	9,390,000	9,000,000
1216-1-18-	**DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE**	**99,383,509**	**101,155,910**	**1,772,401**	**-**	**-**	**-**	**99,383,509**	**101,155,910**	**1,772,401**
TITRE I	Dépenses de Personnel	51,464,296	53,236,706	1,772,410	-	-	-	51,464,296	53,236,706	1,772,410
1217	**MINISTERE DE LA DEFENSE**	**1,861,739,767**	**3,734,038,566**	**1,872,298,800**	**360,335,382**	**4,180,000,000**	**3,819,664,618**	**2,222,075,149**	**7,914,038,566**	**5,691,963,417**
12171	**SERVICES INTERNES**	**1,861,739,767**	**3,734,038,566**	**1,872,298,800**	**360,335,382**	**4,180,000,000**	**3,819,664,618**	**2,222,075,149**	**7,914,038,566**	**5,691,963,417**
1217-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**126,709,592**	**129,478,392**	**2,768,800**	**-**	**-**	**-**	**126,709,592**	**129,478,392**	**2,768,800**
TITRE I	Dépenses de Personnel	111,023,039	113,791,839	2,768,800	-	-	-	111,023,039	113,791,839	2,768,800
1217-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**513,328,284**	**608,453,134**	**95,124,850**	**360,335,382**	**200,000,000**	**(160,335,382)**	**873,663,666**	**808,453,134**	**(65,210,532)**
TITRE I	Dépenses de Personnel	256,015,147	278,139,997	22,124,850	-	-	-	256,015,147	278,139,997	22,124,850
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	69,194,300	61,194,299	(8,000,001)	-	50,000,000	50,000,000	69,194,300	111,194,299	41,999,999
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	2,018,407	77,018,407	75,000,000	360,335,382	150,000,000	(210,335,382)	362,353,789	227,018,407	(135,335,382)
TITRE IV	Dépenses de Transferts	6,259,166	12,259,166	6,000,000	-	-	-	6,259,166	12,259,166	6,000,000
1217-1-13-	**FORCES ARMEES D'HAITI**	**1,221,701,891**	**2,996,107,040**	**1,774,405,150**	**-**	**3,980,000,000**	**3,980,000,000**	**1,221,701,891**	**6,976,107,040**	**5,754,405,150**
TITRE I	Dépenses de Personnel	864,705,228	1,986,110,378	1,121,405,150	-	-	-	864,705,228	1,986,110,378	1,121,405,150
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	87,094,597	429,094,597	342,000,000	-	-	-	87,094,597	429,094,597	342,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14,853,826	125,853,826	111,000,000	-	3,980,000,000	3,980,000,000	14,853,826	4,105,853,826	4,091,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	255,048,239	455,048,239	200,000,000	-	-	-	255,048,239	455,048,239	200,000,000
13	**SECTEUR SOCIAL**	**38,886,698,132**	**46,751,689,254**	**7,864,891,122**	**36,612,031,725**	**36,373,506,248**	**(138,525,477)**	**75,398,729,856**	**83,126,095,502**	**7,726,365,646**
1311	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.**	**26,251,933,072**	**29,632,670,720**	**3,380,737,648**	**8,068,659,378**	**12,992,601,993**	**4,923,942,615**	**34,320,692,450**	**42,625,272,713**	**8,304,680,263**
13111	**SERVICES INTERNES**	**26,251,933,072**	**29,632,670,720**	**3,380,737,648**	**8,068,659,378**	**12,992,601,993**	**4,923,942,615**	**34,320,692,450**	**42,625,272,713**	**8,304,680,263**
1311-1-11-	**BUREAU DU MINISTRE**	**366,388,090**	**308,656,881**	**(57,731,209)**	**-**	**-**	**-**	**366,388,090**	**308,656,881**	**(57,731,209)**
TITRE I	Dépenses de Personnel	292,745,249	235,014,040	(57,731,209)	-	-	-	292,745,249	235,014,040	(57,731,209)
1311-1-12-	**DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES**	**24,616,356,369**	**27,855,794,175**	**3,239,438,806**	**7,964,409,378**	**12,053,319,777**	**4,088,910,399**	**32,580,764,746**	**39,909,113,952**	**7,328,349,206**
TITRE I	Dépenses de Personnel	20,858,494,726	22,697,933,532	1,839,438,806	-	-	-	20,858,494,726	22,697,933,532	1,839,438,806
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	2,196,251,163	2,596,251,163	400,000,000	3,838,079,532	5,168,000,000	1,329,920,468	6,034,330,695	7,764,251,163	1,729,920,468
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	309,609,481	329,609,481	20,000,000	3,256,185,534	3,791,542,952	535,357,418	3,565,795,015	4,121,152,433	555,357,418
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,000,000	150,000,000	148,000,000	1,266,938	690,567,345	689,300,407	3,266,937	840,567,345	837,300,408
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,249,999,999	2,081,999,999	832,000,000	868,877,374	2,403,209,480	1,534,332,106	2,118,877,373	4,485,209,479	2,366,332,106
1311-1-15-	**COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO**	**42,983,241**	**52,192,841**	**9,209,600**	**-**	**-**	**-**	**42,983,241**	**52,192,841**	**9,209,600**
TITRE I	Dépenses de Personnel	30,041,649	36,251,249	6,209,600	-	-	-	30,041,649	36,251,249	6,209,600
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	12,941,592	15,941,592	3,000,000	-	-	-	12,941,592	15,941,592	3,000,000
1311-1-17-	**INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	**1,076,484,466**	**1,255,677,116**	**179,092,650**	**104,250,000**	**939,282,216**	**835,032,216**	**1,180,734,466**	**2,194,859,332**	**1,014,124,866**
TITRE I	Dépenses de Personnel	941,918,875	1,081,011,525	139,092,650	-	-	-	941,918,875	1,081,011,525	139,092,650
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	134,565,591	174,565,591	40,000,000	104,250,000	894,782,216	790,532,216	238,815,591	1,069,347,807	830,532,216
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	44,500,000	44,500,000	-	44,500,000	44,500,000
1311-1-18-	**OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT**	**149,721,907**	**160,449,707**	**10,727,800**	**-**	**-**	**-**	**149,721,907**	**160,449,707**	**10,727,800**

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	166,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	40,068,376	47,796,176	7,727,800	-	-	-	40,068,376	47,796,176	7,727,800
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	109,653,531	112,653,531	3,000,000	-	-	-	109,653,531	112,653,531	3,000,000
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1,959,861,434	2,233,376,479	273,515,045	21,231,886,760	13,177,893,266	(8,053,993,494)	23,191,748,185	15,411,269,735	(7,780,478,449)
13121	SERVICES INTERNES	1,959,861,434	2,233,376,479	273,515,045	21,231,886,760	13,177,893,266	(8,053,993,494)	23,191,748,185	15,411,269,735	(7,780,478,449)
1312-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	148,421,598	171,641,708	23,220,110	-	-	-	148,421,598	171,641,708	23,220,110
TITRE I	Dépenses de Personnel	144,800,129	167,658,092	22,857,963	-	-	-	144,800,129	167,658,092	22,857,963
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	3,621,468	3,983,616	362,148	-	-	-	3,621,468	3,983,616	362,148
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,166,497,994	1,321,634,043	166,136,049	21,231,886,760	13,177,893,266	(8,053,993,494)	22,387,384,744	14,499,527,299	(7,887,857,445)
TITRE I	Dépenses de Personnel	934,555,820	1,078,597,652	144,041,832	-	-	-	934,555,820	1,078,597,652	144,041,832
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	150,614,674	165,676,141	15,061,467	-	65,000,000	65,000,000	150,614,674	230,676,141	80,061,467
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26,877,500	29,565,250	2,687,750	-	110,000,000	110,000,000	26,877,500	139,565,250	112,687,750
TITRE IV	Dépenses de Transferts	35,000,000	38,500,000	3,500,000	21,216,886,750	12,952,893,256	(8,263,993,494)	21,251,886,750	12,991,393,256	(8,260,493,494)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8,450,000	9,295,000	845,000	15,000,000	50,000,000	35,000,000	23,450,000	59,295,000	35,845,000
1312-1-13-	INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	159,251,835	180,472,868	21,221,034	-	-	-	159,251,835	180,472,868	21,221,034
TITRE I	Dépenses de Personnel	106,650,510	122,611,411	15,960,901	-	-	-	106,650,510	122,611,411	15,960,901
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	52,601,325	57,861,458	5,260,133	-	-	-	52,601,325	57,861,458	5,260,133
1312-1-14-	E.P.P.L.S	127,447,810	144,675,542	17,227,732	-	-	-	127,447,810	144,675,542	17,227,732
TITRE I	Dépenses de Personnel	91,253,577	104,861,885	13,608,308	-	-	-	91,253,577	104,861,885	13,608,308
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	36,194,234	39,813,657	3,619,424	-	-	-	36,194,234	39,813,657	3,619,424
1312-1-15-	OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	280,056,403	314,499,893	34,443,490	-	-	-	280,056,403	314,499,893	34,443,490
TITRE I	Dépenses de Personnel	171,071,961	183,336,027	12,264,066	-	-	-	171,071,961	183,336,027	12,264,066
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	108,984,442	131,163,866	22,179,424	-	-	-	108,984,442	131,163,866	22,179,424
1312-1-17-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	89,185,795	100,452,425	11,266,630	-	-	-	89,185,795	100,452,425	11,266,630
TITRE I	Dépenses de Personnel	51,151,825	74,865,058	23,713,233	-	-	-	51,151,825	74,865,058	23,713,233
TITRE VI	Autres dépenses publiques	38,033,970	25,587,367	(12,446,603)	-	-	-	38,033,970	25,587,367	(12,446,603)
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	9,269,486,532	13,238,489,419	3,969,002,887	7,081,485,596	9,724,398,999	2,642,913,403	16,350,972,129	22,962,888,418	6,611,916,290
13131	SERVICES INTERNES	9,269,486,532	13,238,489,419	3,969,002,887	7,081,485,596	9,724,398,999	2,642,913,403	16,350,972,129	22,962,888,418	6,611,916,290
1313-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	128,268,415	146,842,270	18,573,855	-	-	-	128,268,415	146,842,270	18,573,855
TITRE I	Dépenses de Personnel	104,391,998	117,965,854	13,573,856	-	-	-	104,391,998	117,965,854	13,573,856
TITRE VI	Autres dépenses publiques	1,950,003	6,950,003	5,000,000	-	-	-	1,950,003	6,950,003	5,000,000
1313-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	8,718,671,921	12,403,706,878	3,685,034,957	7,081,485,596	9,724,398,999	2,642,913,403	15,800,157,518	22,128,105,877	6,327,948,359
TITRE I	Dépenses de Personnel	6,937,198,060	9,042,233,016	2,105,034,956	-	-	-	6,937,198,060	9,042,233,016	2,105,034,956
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	1,222,902,505	2,022,902,505	800,000,000	-	-	-	1,222,902,505	2,022,902,505	800,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	106,599,313	886,599,313	780,000,000	1,079,962,875	3,076,908,765	1,996,945,890	1,186,562,188	3,963,508,078	2,776,945,890
TITRE VI	Autres dépenses publiques	131,972,044	131,972,044	(0)	6,001,522,721	6,647,490,234	645,967,513	6,133,494,766	6,779,462,278	645,967,512
1313-1-15-	CENTRE AMBULANCIER NATIONAL	422,546,196	687,940,271	265,394,075	-	-	-	422,546,196	687,940,271	265,394,075
TITRE I	Dépenses de Personnel	300,323,000	440,717,075	140,394,075	-	-	-	300,323,000	440,717,075	140,394,075
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	97,387,696	247,223,196	149,835,500	-	-	-	97,387,696	247,223,196	149,835,500
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	24,835,500	0	(24,835,500)	-	-	-	24,835,500	0	(24,835,500)
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	334,855,792	379,790,271	44,934,479	80,000,000	165,000,000	85,000,000	414,855,792	544,790,271	129,934,479
13141	SERVICES INTERNES	334,855,792	379,790,271	44,934,479	80,000,000	165,000,000	85,000,000	414,855,792	544,790,271	129,934,479
1314-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	94,079,977	106,578,775	12,498,798	-	-	-	94,079,977	106,578,775	12,498,798
TITRE I	Dépenses de Personnel	72,700,269	83,061,096	10,360,827	-	-	-	72,700,269	83,061,096	10,360,827
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	6,714,917	7,607,905	892,988	-	-	-	6,714,917	7,607,905	892,988
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,612,876	8,374,163	761,288	-	-	-	7,612,876	8,374,163	761,288
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,051,916	7,535,611	483,695	-	-	-	7,051,916	7,535,611	483,695
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE	240,775,814	273,211,496	32,435,682	80,000,000	165,000,000	85,000,000	320,775,814	438,211,496	117,435,682
TITRE I	Dépenses de Personnel	171,109,122	196,788,134	25,679,012	-	-	-	171,109,122	196,788,134	25,679,012
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	56,062,534	61,668,788	5,606,253	-	25,000,000	25,000,000	56,062,534	86,668,788	30,606,253

EXEMPLAIRE PRESIDENTIEL

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection initiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13,338,837	14,672,721	1,333,884	-	-	-	13,338,837	14,672,721	1,333,884
TITRE VI	Autres dépenses publiques	265,321	81,853	(183,468)	80,000,000	140,000,000	60,000,000	80,265,321	140,081,853	59,816,532
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,070,561,301	1,267,262,364	196,701,063	50,000,000	313,612,000	263,612,000	1,120,561,301	1,580,874,364	460,313,063
13151	SERVICES INTERNES	1,070,561,301	1,267,262,364	196,701,063	50,000,000	313,612,000	263,612,000	1,120,561,301	1,580,874,364	460,313,063
1315-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	790,973,291	942,140,985	151,167,694	-	-	-	790,973,291	942,140,985	151,167,694
TITRE I	Dépenses de Personnel	576,286,880	686,951,812	110,664,932	-	-	-	576,286,880	686,951,812	110,664,932
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	13,003,176	16,253,452	3,250,276	-	-	-	13,003,176	16,253,452	3,250,276
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	1,950,000	9,242,500	7,292,500	-	-	-	1,950,000	9,242,500	7,292,500
TITRE IV	Dépenses de Transferts	32,621,100	37,514,265	4,893,165	-	-	-	32,621,100	37,514,265	4,893,165
TITRE VI	Autres dépenses publiques	167,112,135	192,178,955	25,066,820	-	-	-	167,112,135	192,178,955	25,066,820
1315-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	279,588,010	325,121,380	45,533,370	50,000,000	313,612,000	263,612,000	329,588,010	638,733,380	309,145,370
TITRE I	Dépenses de Personnel	123,678,967	145,777,212	22,098,245	-	-	-	123,678,967	145,777,212	22,098,245
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	100,976,929	116,123,468	15,146,539	25,000,000	-	(25,000,000)	125,976,929	116,123,468	(9,853,461)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	13,864,350	15,944,003	2,079,653	25,000,000	200,052,000	175,052,000	38,864,350	215,996,003	177,131,653
TITRE IV	Dépenses de Transferts	22,378,900	25,735,735	3,356,835	-	-	-	22,378,900	25,735,735	3,356,835
TITRE VI	Autres dépenses publiques	18,688,865	21,540,963	2,852,098	-	113,560,000	113,560,000	18,688,865	135,100,963	116,412,098
14	SECTEUR CULTUREL	3,038,429,643	3,546,253,247	507,823,604	74,431,871	840,000,000	765,568,129	3,112,861,515	4,386,253,247	1,273,391,733
1411	MINISTERE DES CULTES	358,688,444	436,350,594	77,662,150	-	-	-	358,688,444	436,350,594	77,662,150
14111	SERVICES INTERNES	358,688,444	436,350,594	77,662,150	-	-	-	358,688,444	436,350,594	77,662,150
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	358,688,444	436,350,594	77,662,150	-	-	-	358,688,444	436,350,594	77,662,150
TITRE I	Dépenses de Personnel	225,993,361	231,655,511	5,662,150	-	-	-	225,993,361	231,655,511	5,662,150
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	49,975,432	53,975,432	4,000,000	-	-	-	49,975,432	53,975,432	4,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	14,499,650	17,499,650	3,000,000	-	-	-	14,499,650	17,499,650	3,000,000
TITRE IV	Dépenses de Transferts	65,620,000	130,620,000	65,000,000	-	-	-	65,620,000	130,620,000	65,000,000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	2,058,892,691	2,409,933,494	351,040,803	74,431,871	840,000,000	765,568,129	2,133,324,562	3,249,933,494	1,116,608,932
14121	SERVICES INTERNES	2,058,892,691	2,409,933,494	351,040,803	74,431,871	840,000,000	765,568,129	2,133,324,562	3,249,933,494	1,116,608,932
1412-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	255,624,835	295,600,910	39,976,075	-	-	-	255,624,835	295,600,910	39,976,075
TITRE I	Dépenses de Personnel	90,835,690	106,093,394	15,257,704	-	-	-	90,835,690	106,093,394	15,257,704
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	88,625,088	101,918,852	13,293,763	-	-	-	88,625,088	101,918,852	13,293,763
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	15,240,981	17,527,128	2,286,147	-	-	-	15,240,981	17,527,128	2,286,147
TITRE IV	Dépenses de Transferts	25,511,000	29,337,650	3,826,650	-	-	-	25,511,000	29,337,650	3,826,650
TITRE VI	Autres dépenses publiques	35,412,075	40,723,886	5,311,811	-	-	-	35,412,075	40,723,886	5,311,811
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	306,706,188	407,153,917	100,447,729	-	70,000,000	70,000,000	306,706,188	477,153,917	170,447,729
TITRE I	Dépenses de Personnel	154,146,308	185,180,804	31,034,496	-	-	-	154,146,308	185,180,804	31,034,496
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	89,524,866	102,953,596	13,428,730	-	-	-	89,524,866	102,953,596	13,428,730
TITRE IV	Dépenses de Transferts	0	46,529,251	46,529,251	-	-	-	0	46,529,251	46,529,251
TITRE VI	Autres dépenses publiques	63,035,014	72,490,266	9,455,252	-	70,000,000	70,000,000	63,035,014	142,490,266	79,455,252
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS	110,057,777	129,465,376	19,407,600	-	-	-	110,057,777	129,465,376	19,407,600
TITRE I	Dépenses de Personnel	65,806,368	78,564,923	12,758,555	-	-	-	65,806,368	78,564,923	12,758,555
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	44,251,409	50,900,454	6,649,044	-	-	-	44,251,409	50,900,454	6,649,044
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	108,173,747	127,312,897	19,139,150	74,431,871	675,000,000	600,568,129	182,605,618	802,312,897	619,707,279
TITRE I	Dépenses de Personnel	69,897,235	83,270,970	13,373,735	-	-	-	69,897,235	83,270,970	13,373,735
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	38,276,512	44,041,927	5,765,415	-	-	-	38,276,512	44,041,927	5,765,415
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	50,000,000	675,000,000	625,000,000	50,000,000	675,000,000	625,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	24,431,871	-	(24,431,871)	24,431,871	-	(24,431,871)
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL	107,451,576	127,924,326	20,472,750	-	-	-	107,451,576	127,924,326	20,472,750
TITRE I	Dépenses de Personnel	83,337,500	100,110,875	16,773,375	-	-	-	83,337,500	100,110,875	16,773,375
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	24,114,076	27,813,451	3,699,375	-	-	-	24,114,076	27,813,451	3,699,375
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	72,515,144	84,974,493	12,459,349	-	45,000,000	45,000,000	72,515,144	129,974,493	57,459,349

LE MONITEUR PROJET

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE I	Dépenses de Personnel	45,199,550	45,927,700	728,150	-	-	-	45,199,550	45,927,700	728,150
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	27,315,594	39,046,793	11,731,199	-	-	-	27,315,594	39,046,793	11,731,199
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	45,000,000	45,000,000	-	45,000,000	45,000,000
1412-1-17-	BUREAU D ETHNOLOGIE	88,024,213	102,477,313	14,453,100	-	-	-	88,024,213	102,477,313	14,453,100
TITRE I	Dépenses de Personnel	39,254,477	46,370,749	7,116,272	-	-	-	39,254,477	46,370,749	7,116,272
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	48,769,735	56,106,564	7,336,828	-	-	-	48,769,735	56,106,564	7,336,828
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE	111,690,653	132,027,903	20,337,250	-	-	-	111,690,653	132,027,903	20,337,250
TITRE I	Dépenses de Personnel	74,018,765	88,698,829	14,680,065	-	-	-	74,018,765	88,698,829	14,680,065
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	37,671,888	43,329,073	5,657,185	-	-	-	37,671,888	43,329,073	5,657,185
1412-1-19-	ARCHIVES NATIONALES	373,790,234	443,520,684	69,730,450	-	-	-	373,790,234	443,520,684	69,730,450
TITRE I	Dépenses de Personnel	237,171,389	250,648,666	13,477,277	-	-	-	237,171,389	250,648,666	13,477,277
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	136,618,845	192,872,017	56,253,173	-	-	-	136,618,845	192,872,017	56,253,173
1412-1-24-	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	111,962,952	130,549,452	18,586,500	-	40,000,000	40,000,000	111,962,952	170,549,452	58,586,500
TITRE I	Dépenses de Personnel	54,570,200	64,342,230	9,772,030	-	-	-	54,570,200	64,342,230	9,772,030
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	57,392,752	66,207,222	8,814,470	-	-	-	57,392,752	66,207,222	8,814,470
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	-	-	-	-	40,000,000	40,000,000	-	40,000,000	40,000,000
1412-1-25-	BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	94,737,973	110,768,823	16,030,850	-	10,000,000	10,000,000	94,737,973	120,768,823	26,030,850
TITRE I	Dépenses de Personnel	39,907,500	46,924,475	7,016,975	-	-	-	39,907,500	46,924,475	7,016,975
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	54,830,472	63,844,347	9,013,875	-	-	-	54,830,472	63,844,347	9,013,875
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-	10,000,000	10,000,000
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	620,848,509	699,969,159	79,120,651	-	-	-	620,848,509	699,969,159	79,120,651
14131	SERVICES INTERNES	620,848,509	699,969,159	79,120,651	-	-	-	620,848,509	699,969,159	79,120,651
1413-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	67,627,457	74,390,203	6,762,746	-	-	-	67,627,457	74,390,203	6,762,746
TITRE I	Dépenses de Personnel	19,423,287	19,873,287	450,000	-	-	-	19,423,287	19,873,287	450,000
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	40,375,625	46,688,371	6,312,746	-	-	-	40,375,625	46,688,371	6,312,746
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,828,545	7,828,545	(0)	-	-	-	7,828,545	7,828,545	(0)
1413-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	161,388,811	181,214,541	19,825,731	-	-	-	161,388,811	181,214,541	19,825,731
TITRE I	Dépenses de Personnel	101,003,129	107,790,292	6,787,163	-	-	-	101,003,129	107,790,292	6,787,163
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	29,874,343	35,861,776	5,987,434	-	-	-	29,874,343	35,861,776	5,987,434
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	23,274,003	29,601,403	6,327,400	-	-	-	23,274,003	29,601,403	6,327,400
TITRE VI	Autres dépenses publiques	7,237,336	7,961,070	723,734	-	-	-	7,237,336	7,961,070	723,734
1413-1-13-	TELEVISION NATIONALE D HAITI	247,938,294	282,014,223	34,075,929	-	-	-	247,938,294	282,014,223	34,075,929
TITRE I	Dépenses de Personnel	180,915,131	208,288,744	27,373,613	-	-	-	180,915,131	208,288,744	27,373,613
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	67,023,163	73,725,479	6,702,316	-	-	-	67,023,163	73,725,479	6,702,316
1413-1-14-	RADIO NATIONALE D'HAITI	143,893,947	162,350,192	18,456,245	-	-	-	143,893,947	162,350,192	18,456,245
TITRE I	Dépenses de Personnel	98,736,648	105,677,162	6,940,515	-	-	-	98,736,648	105,677,162	6,940,515
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	45,157,300	56,673,030	11,515,730	-	-	-	45,157,300	56,673,030	11,515,730
15	AUTRES ADMINISTRATIONS	48,871,987,585	63,318,067,599	14,446,080,014	-	-	-	48,871,987,585	63,318,067,599	14,446,080,014
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	22,263,226,838	32,149,521,141	9,886,294,303	-	-	-	22,263,226,838	32,149,521,141	9,886,294,303
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	2,719,709,415	7,230,009,999	4,510,300,584	-	-	-	2,719,709,415	7,230,009,999	4,510,300,584
TITRE IV	Dépenses de Transferts	2,719,709,415	7,230,009,999	4,510,300,584	-	-	-	2,719,709,415	7,230,009,999	4,510,300,584
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578	-	-	-	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578
TITRE IV	Dépenses de Transferts	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578	-	-	-	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	17,793,990,001	22,759,511,142	4,965,521,141	-	-	-	17,793,990,001	22,759,511,142	4,965,521,141
TITRE IV	Dépenses de Transferts	4,723,000,001	5,913,000,001	1,190,000,000	-	-	-	4,723,000,001	5,913,000,001	1,190,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	12,970,990,000	16,746,511,141	3,775,521,141	-	-	-	12,970,990,000	16,746,511,141	3,775,521,141
1512	DETTE PUBLIQUE	23,608,760,747	23,607,890,183	(870,564)	-	-	-	23,608,760,747	23,607,890,183	(870,564)
15121	DETTE INTERNE	15,606,792,631	19,440,978,165	3,834,185,534	-	-	-	15,606,792,631	19,440,978,165	3,834,185,534
1512-1-11-	INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	820,495,483	806,236,330	(14,259,153)	-	-	-	820,495,483	806,236,330	(14,259,153)

AVEC PROPRIÉTÉ

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection intiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
TITRE V	Service de la Dette Publique	820,495,483	806,236,330	(14,259,153)	-	-	-	820,495,483	806,236,330	(14,259,153)
1512-1-12-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	6,323,762,817	10,169,398,968	3,845,636,151	-	-	-	6,323,762,817	10,169,398,968	3,845,636,151
TITRE V	Service de la Dette Publique	6,323,762,817	10,169,398,968	3,845,636,151	-	-	-	6,323,762,817	10,169,398,968	3,845,636,151
1512-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	8,462,534,332	8,465,342,868	2,808,536	-	-	-	8,462,534,332	8,465,342,868	2,808,536
TITRE V	Service de la Dette Publique	8,462,534,332	8,465,342,868	2,808,536	-	-	-	8,462,534,332	8,465,342,868	2,808,536
15122	DETTE EXTERNE	8,001,968,116	4,166,912,018	(3,835,056,098)	-	-	-	8,001,968,116	4,166,912,018	(3,835,056,098)
1512-2-11-	DETTE MULTILATERALE	1,421,590,018	480,224,558	(941,365,460)	-	-	-	1,421,590,018	480,224,558	(941,365,460)
TITRE V	Service de la Dette Publique	1,421,590,018	480,224,558	(941,365,460)	-	-	-	1,421,590,018	480,224,558	(941,365,460)
1512-2-12-	DETTE BILATERALE	5,569,451,160	3,686,687,459	(1,882,763,701)	-	-	-	5,569,451,160	3,686,687,459	(1,882,763,701)
TITRE V	Service de la Dette Publique	5,569,451,160	3,686,687,459	(1,882,763,701)	-	-	-	5,569,451,160	3,686,687,459	(1,882,763,701)
1512-2-13-	AUTRES DETTES EXTERNES	1,010,926,937	0	(1,010,926,937)	-	-	-	1,010,926,937	0	(1,010,926,937)
TITRE V	Service de la Dette Publique	1,010,926,937	0	(1,010,926,937)	-	-	-	1,010,926,937	0	(1,010,926,937)
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275	-	-	-	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275
1513-1-11-	SUBVENTION A l'EDH	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275	-	-	-	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275
TITRE IV	Dépenses de Transferts	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275	-	-	-	3,000,000,000	7,560,656,275	4,560,656,275
2	POUVOIR LESGISLATIF	3,487,682,825	3,591,058,174	103,375,349	9,077,912	-	(9,077,912)	3,496,760,736	3,591,058,174	94,297,438
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,691,414,718	1,723,227,967	31,813,249	9,077,912	-	(9,077,912)	1,700,492,629	1,723,227,967	22,735,338
22111	SERVICES INTERNES	1,691,414,718	1,723,227,967	31,813,249	9,077,912	-	(9,077,912)	1,700,492,629	1,723,227,967	22,735,338
2211-1-11-	ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,691,414,718	1,723,227,967	31,813,249	9,077,912	-	(9,077,912)	1,700,492,629	1,723,227,967	22,735,338
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,584,454,018	1,661,267,268	76,813,250	-	-	-	1,584,454,018	1,661,267,268	76,813,250
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	93,020,513	48,020,513	(45,000,000)	-	-	-	93,020,513	48,020,513	(45,000,000)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	7,292,250	7,292,250	(0)	9,077,912	-	(9,077,912)	16,370,162	7,292,250	(9,077,912)
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,796,268,107	1,867,830,207	71,562,100	-	-	-	1,796,268,107	1,867,830,207	71,562,100
22121	SERVICES INTERNES	1,796,268,107	1,867,830,207	71,562,100	-	-	-	1,796,268,107	1,867,830,207	71,562,100
2212-1-11-	CHAMBRE DES DEPUTES	154,171,597	165,820,447	11,648,850	-	-	-	154,171,597	165,820,447	11,648,850
TITRE I	Dépenses de Personnel	154,171,597	165,820,447	11,648,850	-	-	-	154,171,597	165,820,447	11,648,850
2212-2-11-	SECRETARIAT GENERAL	1,642,096,510	1,702,009,760	59,913,250	-	-	-	1,642,096,510	1,702,009,760	59,913,250
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,563,268,762	1,653,182,012	89,913,250	-	-	-	1,563,268,762	1,653,182,012	89,913,250
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	77,202,754	47,202,753	(30,000,001)	-	-	-	77,202,754	47,202,753	(30,000,001)
3	POUVOIR JUDICIAIRE	2,808,877,926	3,151,479,996	342,602,070	-	46,000,000	46,000,000	2,808,877,926	3,197,479,996	388,602,070
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	2,808,877,926	3,151,479,996	342,602,070	-	46,000,000	46,000,000	2,808,877,926	3,197,479,996	388,602,070
32111	SERVICES INTERNES	2,808,877,926	3,151,479,996	342,602,070	-	46,000,000	46,000,000	2,808,877,926	3,197,479,996	388,602,070
3211-1-11-	ADMINISTRATION GENERALE	511,777,585	506,380,234	(5,397,351)	-	46,000,000	46,000,000	511,777,585	552,380,234	40,602,649
TITRE I	Dépenses de Personnel	290,698,019	332,173,659	41,475,640	-	-	-	290,698,019	332,173,659	41,475,640
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	96,499,903	89,964,526	(6,535,377)	-	-	-	96,499,903	89,964,526	(6,535,377)
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	103,205,697	63,205,697	(40,000,000)	-	46,000,000	46,000,000	103,205,697	109,205,697	6,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	21,373,966	21,036,352	(337,614)	-	-	-	21,373,966	21,036,352	(337,614)
3211-2-12-	COUR DE CASSATION	421,324,675	610,501,847	189,177,172	-	-	-	421,324,675	610,501,847	189,177,172
TITRE I	Dépenses de Personnel	289,698,611	429,589,850	139,891,239	-	-	-	289,698,611	429,589,850	139,891,239
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	102,297,385	135,911,997	33,614,612	-	-	-	102,297,385	135,911,997	33,614,612
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	26,030,477	40,000,000	13,969,523	-	-	-	26,030,477	40,000,000	13,969,523
TITRE VI	Autres dépenses publiques	3,298,201	5,000,000	1,701,799	-	-	-	3,298,201	5,000,000	1,701,799
3211-2-13-	COUR D'APPEL	262,363,469	261,553,842	(809,627)	-	-	-	262,363,469	261,553,842	(809,627)
TITRE I	Dépenses de Personnel	186,840,204	186,030,576	(809,628)	-	-	-	186,840,204	186,030,576	(809,628)
3211-2-14-	TRIBUNAUX	1,613,412,196	1,773,044,073	159,631,877	-	-	-	1,613,412,196	1,773,044,073	159,631,877
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,365,194,930	1,488,291,430	123,096,500	-	-	-	1,365,194,930	1,488,291,430	123,096,500
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	172,352,074	212,886,915	40,534,841	-	-	-	172,352,074	212,886,915	40,534,841
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	67,455,697	46,456,233	(20,999,464)	-	-	-	67,455,697	46,456,233	(20,999,464)
TITRE VI	Autres dépenses publiques	8,409,495	25,409,495	17,000,000	-	-	-	8,409,495	25,409,495	17,000,000
4	ORGANISMES INDEPENDANTS	4,090,617,601	5,508,908,260	1,418,290,659	68,515,459	86,280,308	17,764,849	4,159,133,061	5,596,188,568	1,436,055,508
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,207,303,821	1,394,251,371	186,947,550	68,515,459	50,000,000	(18,515,459)	1,275,819,280	1,444,251,371	168,432,091

REPRODUCTION INTERDITE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CODE	INSTITUTION	Projection rectificative fonctionnement 2023-2024	Projection initiale fonctionnement 2024-2025	Variation	Projection rectificative Investissement 2023-2024	Projection initiale Investissement 2024-2025	Variation	Projection rectificative totale 2023-2024	Projection initiale totale 2024-2025	Variation
	TOTAL	165,828,000,000	202,326,000,000	36,498,000,000	88,992,600,000	121,119,000,000	32,126,400,000	254,820,600,000	323,445,000,000	68,624,400,000
41111	SERVICES INTERNES	1,207,303,821	1,394,251,371	186,947,550	68,515,459	50,000,000	(18,515,459)	1,275,819,280	1,444,251,371	168,432,091
4111-1-11-	CONSEIL DE LA COUR	1,207,303,821	1,394,251,371	186,947,550	68,515,459	50,000,000	(18,515,459)	1,275,819,280	1,444,251,371	168,432,091
TITRE I	Dépenses de Personnel	638,911,946	719,859,496	80,947,550	-	-	-	638,911,946	719,859,496	80,947,550
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	219,732,188	259,732,188	40,000,000	-	-	-	219,732,188	259,732,188	40,000,000
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	78,125,392	101,125,392	25,000,000	68,515,459	50,000,000	(18,515,459)	144,640,851	151,125,392	6,484,541
TITRE VI	Autres dépenses publiques	272,534,295	313,534,295	41,000,000	-	-	-	272,534,295	313,534,295	41,000,000
4211	CONSEIL ELECTORAL	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500	-	-	-	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500
42111	SERVICES INTERNES	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500	-	-	-	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500
4211-1-11-	CONSEIL ELECTORAL	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500	-	-	-	768,515,122	1,443,704,622	675,189,500
TITRE I	Dépenses de Personnel	665,883,692	991,396,559	325,512,867	-	-	-	665,883,692	991,396,559	325,512,867
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	64,606,430	114,283,063	49,676,633	-	-	-	64,606,430	114,283,063	49,676,633
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	25,025,000	325,025,000	300,000,000	-	-	-	25,025,000	325,025,000	300,000,000
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	256,202,471	298,722,321	42,519,850	-	-	-	256,202,471	298,722,321	42,519,850
42121	SERVICES INTERNES	256,202,471	298,722,321	42,519,850	-	-	-	256,202,471	298,722,321	42,519,850
4212-1-12-	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	256,202,471	298,722,321	42,519,850	-	-	-	256,202,471	298,722,321	42,519,850
TITRE I	Dépenses de Personnel	172,950,386	197,369,850	24,419,464	-	-	-	172,950,386	197,369,850	24,419,464
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	64,854,414	75,854,414	11,000,000	-	-	-	64,854,414	75,854,414	11,000,000
TITRE III	Dépenses d'Immobilisations	18,397,671	22,497,671	4,100,000	-	-	-	18,397,671	22,497,671	4,100,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	3,000,386	3,000,386	-	-	-	-	3,000,386	3,000,386
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521	-	-	-	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521
43111	SERVICES INTERNES	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521	-	-	-	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521
4311-1-11-	RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521	-	-	-	1,781,957,311	2,286,808,832	504,851,521
TITRE I	Dépenses de Personnel	1,545,966,229	1,700,817,750	154,851,521	-	-	-	1,545,966,229	1,700,817,750	154,851,521
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	235,991,082	585,991,082	350,000,000	-	-	-	235,991,082	585,991,082	350,000,000
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	76,638,877	85,421,115	8,782,238	-	36,280,308	36,280,308	76,638,877	121,701,422	45,062,546
44111	SERVICES INTERNES	76,638,877	85,421,115	8,782,238	-	36,280,308	36,280,308	76,638,877	121,701,422	45,062,546
4411-1-11-	SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	76,638,877	85,421,115	8,782,238	-	36,280,308	36,280,308	76,638,877	121,701,422	45,062,546
TITRE I	Dépenses de Personnel	38,698,979	43,687,227	4,988,248	-	-	-	38,698,979	43,687,227	4,988,248
TITRE II	Dépenses de Biens et Services	37,939,898	41,733,888	3,793,990	-	16,280,308	16,280,308	37,939,898	58,014,195	20,074,298
TITRE III	Dépenses d'immobilisations	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-	10,000,000	10,000,000
TITRE VI	Autres dépenses publiques	-	-	-	-	10,000,000	10,000,000	-	10,000,000	10,000,000

A VENDRE REPRODUIRE

PRÉSENTATION DU CADRE BUDGETAIRE À MOYEN TERME

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Tableau des opérations financières de l'Etat

(En Gourdes)

OPERATIONS	BUDGET RECTIFICATIF 2023-2024	PROJECTION		
		BUDGET INITIAL 2024-2025	EXERCICE 2025-2026	EXERCICE 2026-2027
ENVELOPPE GLOBALE	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
A- Recettes totales (A1+A2+A3)	172,678,000,000	215,689,200,000	264,292,800,000	322,042,000,000
A1. Impot direct	40,278,972,826	50,110,259,114	62,853,178,254	77,993,042,042
A2. Impot indirect	121,944,604,790	150,273,997,288	182,876,997,215	221,835,265,928
A2 1. sur production locale	20,369,998,114	25,617,234,961	32,131,636,592	40,323,800,069
A2.2. sur le commerce extérieur (y/c autres droits et taxes perçus à l'entrée)	81,094,606,676	100,808,762,327	126,231,360,623	156,997,465,859
A2 3 sur produits pétroliers	20,480,000,000	23,848,000,000	24,514,000,000	24,514,000,000
A3. Autres recettes domestiques	10,454,422,384	15,304,943,598	18,562,624,531	22,213,692,030
B- Dépenses totales (B1+D1)	232,913,257,240	301,065,232,734	325,888,032,734	359,425,932,736
B1. Dépenses courantes (B1.1.+B1.2.+B1.3.)	141,024,892,588	175,498,279,467	210,151,462,505	224,451,828,292
B1.1. Fonctionnement de l'Administration	138,373,474,601	168,550,156,550	202,423,339,587	220,223,705,375
Salaires et traitements	80,565,005,740	92,529,595,609	120,769,727,899	129,428,263,163
Biens et services (y/c autres dépenses publiques)	44,692,419,828	51,911,691,204	57,032,110,756	63,974,602,825
Transferts et subventions	13,116,049,033	24,108,869,736	24,621,500,932	26,820,839,387
B1.2. Intérêts	1,701,417,987	1,228,122,918	1,228,122,918	1,228,122,918
Dette interne	593,593,891	431,240,857	431,240,857	431,240,857
Dette externe	1,107,824,095	796,882,060	796,882,060	796,882,060
B1.3. Dépenses exceptionnelles	950,000,000	5,720,000,000	6,500,000,000	3,000,000,000
activités électorales	700,000,000	4,970,000,000	5,600,000,000	2,500,000,000
Support aux partis politiques	250,000,000	750,000,000	900,000,000	500,000,000
C-Solde primaire courant (hors intérêts s/dette) (A-B1.1)	34,304,525,399	47,139,043,450	61,869,460,413	101,818,294,625
D- Solde Budgétaire de base (A-B1 ou C-B1.2.)	31,653,107,412	40,190,920,533	54,141,337,495	97,590,171,708
D1. Dépenses en capital (D1.1+D1.2+D1.3)	91,888,364,652	125,566,953,267	115,736,570,230	134,974,104,444
D1.1 Immobilisations	2,895,764,652	4,447,953,267	4,770,570,229	5,078,404,443
D1.2 Investissements publics (financement interne)	13,872,400,000	41,617,000,000	44,945,000,000	79,064,700,000
Trésor Public	6,850,000,000	29,567,000,000	35,066,000,000	70,132,000,000
Annulation dette FMI	1,462,218,458	1,282,800,000	-	-
Autres Financements	5,560,181,542	10,767,200,000	9,879,000,000	8,932,700,000
D1.3 Investissements publics (financement externe)	75,120,200,000	79,502,000,000	66,021,000,000	50,831,000,000
Sur Dons	65,969,161,861	75,120,706,744	64,411,000,000	49,340,600,000
Sur Emprunt	9,151,038,139	4,381,293,256	1,610,000,000	1,490,400,000
y/c FMI	9,151,038,139	845,293,256	-	-
TAIWAN	-	3,536,000,000	1,610,000,000	1,490,400,000
E-Solde global (hors dons) (A-B)	(60,235,267,240)	(85,376,032,734)	(61,595,232,734)	(37,383,932,736)
F-Dons (F1+F2)	65,969,161,861	75,120,706,744	64,411,000,000	49,340,600,000
F1. Appui budgétaire global	-	-	-	-
F2. Aide projets	65,969,161,861	75,120,706,744	64,411,000,000	49,340,600,000
	-			
G-Solde global incluant dons (E+F)	5,733,904,621	(10,255,325,990)	2,815,767,266	11,956,667,264
H- Financement (H1+H2)	(5,733,904,621)	10,255,325,991	(2,815,767,265)	(11,956,667,265)
H1. Financement externe net	2,256,894,119	1,011,263,299	(1,760,029,957)	(1,879,629,957)
H1.1. Tirages sur emprunt	9,151,038,139	4,381,293,256	1,610,000,000	1,490,400,000
H1.2. Amortissement de la dette externe	(6,894,144,020)	(3,370,029,957)	(3,370,029,957)	(3,370,029,957)
H2. Financement interne net	(7,990,798,740)	9,244,062,692	(1,055,737,308)	(10,077,037,308)
H2.1. Bons du Trésor	-	16,203,800,000	8,075,000,000	-
H2.2. Autres financements internes des projets	7,022,400,000	12,050,000,000	9,879,000,000	8,932,700,000
H2.3. Amortissement de la dette interne	(15,013,198,740)	(19,009,737,308)	(19,009,737,308)	(19,009,737,308)
H2.4. Institution financière/emprunt BRH	-	-	-	-
H2.5. Emprunt bancaire	-	-	-	-
CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT	0	0	0	(0)

NE PAS DISTRIBUER

PRÉSENTATION DU CADRE DE DÉPENSES À MOYEN TERME

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
POUVOIR EXECUTIF	**244,355,828,277**	**311,061,273,262**	**331,468,671,281**	**363,534,829,850**
SECTEUR ECONOMIQUE	**66,124,412,317**	**90,529,697,274**	**90,797,802,922**	**96,822,950,247**
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	**2,914,983,812**	**6,279,581,462**	**9,586,212,626**	**16,575,435,591**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	971,234,213	1,509,231,676	1,960,763,347	2,097,313,309
BIENS ET SERVICES	857,349,775	562,404,762	617,486,994	657,447,430
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	218,595,068	219,595,024	202,962,285	210,674,852
INVESTISSEMENTS	867,804,755	3,988,350,000	6,805,000,000	13,610,000,000
TRESOR PUBLIC	*867,804,755*	*3,988,350,000*	*6,805,000,000*	*13,610,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**16,358,812,901**	**21,053,347,012**	**22,316,053,693**	**23,203,006,999**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,362,097,980	7,969,548,768	10,435,413,386	11,165,892,323
BIENS ET SERVICES	4,532,864,635	5,385,344,464	5,998,387,000	6,384,403,742
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	297,412	244,010	253,308	262,933
INVESTISSEMENTS	5,463,552,874	7,698,209,770	5,882,000,000	5,652,448,000
TRESOR PUBLIC	*1,416,154,273*	*2,611,809,770*	*800,000,000*	*1,600,000,000*
DONS	*4,047,398,601*	*5,086,400,000*	*5,082,000,000*	*4,052,448,000*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	**15,810,023,984**	**14,619,164,818**	**14,770,173,758**	**15,964,836,813**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,353,188,734	1,481,415,254	1,925,839,830	2,060,648,619
BIENS ET SERVICES	756,469,644	857,482,700	940,848,950	1,001,641,725
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	13,700,365,606	12,280,266,864	11,903,484,978	12,902,546,469
TRESOR PUBLIC	*300,000,000*	*2,085,000,000*	*2,430,000,000*	*4,860,000,000*
DONS	*13,400,365,606*	*10,195,266,864*	*9,473,484,978*	*8,042,546,469*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**25,524,294,451**	**39,501,897,361**	**34,362,467,623**	**29,427,539,910**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,936,330,219	1,599,549,899	2,079,414,869	2,224,973,910
BIENS ET SERVICES	403,848,499	511,948,427	560,430,570	596,445,839
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	23,184,115,734	37,390,399,035	31,722,622,184	26,606,120,160
TRESOR PUBLIC	*2,874,385,464*	*6,073,430,414*	*6,554,000,000*	*10,111,700,000*
DONS	*20,309,730,270*	*27,780,968,621*	*23,558,622,184*	*15,004,020,160*
EMRUNTS	-	*3,536,000,000*	*1,610,000,000*	*1,490,400,000*
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**1,854,080,338**	**2,883,416,158**	**3,252,565,518**	**3,850,377,732**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,023,166,272	1,071,528,412	1,392,986,936	1,490,496,021
BIENS ET SERVICES	329,009,478	420,344,445	460,988,373	490,741,060
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	501,904,588	1,391,543,301	1,398,590,210	1,869,140,652
TRESOR PUBLIC	*75,000,000*	*738,887,512*	*776,000,000*	*1,552,000,000*
DONS	*426,904,588*	*652,655,789*	*622,590,210*	*317,140,652*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**3,126,651,029**	**5,417,673,570**	**5,413,426,473**	**6,423,467,531**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,481,691,919	1,599,892,535	2,099,860,296	2,246,850,516
BIENS ET SERVICES	546,658,610	588,432,889	645,176,178	686,793,129
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	1,098,300,500	3,229,348,146	2,668,390,000	3,489,823,886
TRESOR PUBLIC	*470,000,000*	*987,151,146*	*1,110,000,000*	*2,220,000,000*
DONS	*628,300,500*	*2,242,197,000*	*1,558,390,000*	*1,269,823,886*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DU TOURISME	**535,565,801**	**774,616,893**	**1,096,903,230**	**1,378,285,672**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	244,794,068	287,169,418	373,320,243	399,452,660
BIENS ET SERVICES	154,009,972	204,947,475	223,582,987	237,833,012

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1,929,890	2,500,000	-	-
INVESTISSEMENTS	134,831,871	280,000,000	500,000,000	741,000,000
TRESOR PUBLIC	*110,400,000*	*280,000,000*	*500,000,000*	*741,000,000*
DONS	*24,431,871*	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
SECTEUR POLITIQUE	**50,847,837,005**	**69,702,159,640**	**78,879,983,986**	**91,223,937,104**
MINISTERE DE LA JUSTICE	**27,183,834,227**	**36,985,047,305**	**43,752,271,252**	**51,501,600,904**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	18,116,642,061	20,793,946,495	27,244,130,443	29,373,219,574
BIENS ET SERVICES	6,183,176,068	7,228,880,585	7,943,813,375	8,458,950,908
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	143,850,316	143,850,316	101,744,515	105,610,806
INVESTISSEMENTS	2,740,165,782	8,818,369,910	8,462,582,919	13,563,819,616
TRESOR PUBLIC	*2,643,935,782*	*7,565,500,000*	*7,335,000,000*	*12,520,000,000*
DONS	*96,230,000*	*1,252,869,910*	*1,127,582,919*	*1,043,819,616*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**214,878,333**	**268,589,319**	**330,306,056**	**375,848,820**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	140,124,453	138,423,716	179,950,830	192,547,388
BIENS ET SERVICES	74,753,880	115,165,603	125,355,226	133,301,431
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	15,000,000	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*15,000,000*	*25,000,000*	*50,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	**7,770,403,717**	**8,394,857,866**	**9,385,372,515**	**9,999,930,660**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	885,649,161	771,840,112	1,003,392,146	1,073,629,596
BIENS ET SERVICES	6,884,754,556	7,623,017,754	8,381,980,370	8,926,301,064
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
LA PRESIDENCE	**2,182,811,978**	**3,213,667,080**	**3,724,992,321**	**3,952,083,400**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	834,339,262	920,194,364	1,196,252,673	1,279,990,360
BIENS ET SERVICES	1,333,185,148	2,278,185,148	2,512,840,585	2,655,589,813
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	15,287,568	15,287,568	15,899,063	16,503,227
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
LA PRIMATURE	**2,855,254,172**	**3,319,966,998**	**3,920,614,144**	**4,182,915,118**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,168,674,137	1,365,361,658	1,774,970,156	1,899,218,067
BIENS ET SERVICES	1,645,403,378	1,907,638,682	2,097,630,668	2,233,859,226
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	41,176,658	46,966,658	48,013,319	49,837,825
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	**8,418,579,429**	**9,605,992,506**	**9,191,466,119**	**9,825,309,876**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,799,934,913	2,761,115,508	3,589,450,160	3,840,711,672
BIENS ET SERVICES	1,331,580,162	2,258,606,799	2,472,179,062	2,631,001,106
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	9,898,412	84,543,780	60,636,896	62,941,098
INVESTISSEMENTS	4,277,165,942	4,501,726,419	3,069,200,000	3,290,656,000
TRESOR PUBLIC	*571,000,000*	*1,564,126,419*	*650,000,000*	*1,300,000,000*
DONS	*3,706,165,942*	*2,937,600,000*	*2,419,200,000*	*1,990,656,000*
EMRUNTS	-	-	-	-

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
MINISTERE DE LA DEFENSE	**2,222,075,149**	**7,914,038,566**	**8,574,961,579**	**11,386,248,325**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,231,743,414	2,378,042,214	3,091,454,878	3,307,856,719
BIENS ET SERVICES	619,517,148	1,339,517,148	1,466,368,334	1,560,601,981
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	10,479,205	16,479,205	17,138,367	17,789,625
INVESTISSEMENTS	360,335,382	4,180,000,000	4,000,000,000	6,500,000,000
TRESOR PUBLIC	*360,335,382*	*4,180,000,000*	*4,000,000,000*	*6,500,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
SECTEUR SOCIAL	**74,976,183,661**	**82,437,155,231**	**90,401,661,339**	**100,330,227,672**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	**34,320,592,450**	**42,625,272,713**	**48,870,269,813**	**52,501,264,607**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	22,163,268,875	24,098,006,522	31,027,408,479	33,199,327,072
BIENS ET SERVICES	4,086,664,197	5,384,664,198	5,911,350,668	6,293,796,226
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	2,000,000	150,000,000	56	58
INVESTISSEMENTS	8,068,659,378	12,992,601,993	11,931,510,611	13,008,141,251
TRESOR PUBLIC	*3,250,396,078*	*5,151,252,432*	*6,200,000,000*	*8,480,000,000*
DONS	*4,818,263,300*	*7,841,349,561*	*5,731,510,611*	*4,528,141,251*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	**23,191,748,185**	**15,411,269,735**	**14,720,915,369**	**18,082,720,978**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,499,483,822	1,731,930,124	2,251,509,162	2,409,114,803
BIENS ET SERVICES	425,377,613	462,946,355	508,206,207	541,082,175
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	35,000,000	38,500,000	26,000,000	26,988,000
INVESTISSEMENTS	21,231,886,750	13,177,893,256	11,935,200,000	15,105,536,000
TRESOR PUBLIC	*215,000,000*	*3,275,000,000*	*4,000,000,000*	*8,000,000,000*
DONS	*11,865,848,611*	*9,057,600,000*	*7,935,200,000*	*7,105,536,000*
EMRUNTS	*9,151,038,139*	*845,293,256*	-	-
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**15,928,425,933**	**22,274,948,147**	**24,187,031,960**	**26,347,450,814**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	7,041,590,058	9,160,198,870	11,908,258,531	12,741,836,628
BIENS ET SERVICES	1,485,350,278	3,070,350,278	3,346,354,330	3,559,146,220
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	320,000,000	320,000,000	-	-
INVESTISSEMENTS	7,081,485,596	9,724,398,999	8,932,419,099	10,046,467,966
TRESOR PUBLIC	*460,394,895*	*1,650,600,000*	*2,030,000,000*	*4,060,000,000*
DONS	*6,621,090,701*	*8,073,798,999*	*6,902,419,099*	*5,986,467,966*
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	**414,855,792**	**544,790,271**	**662,932,503**	**885,369,411**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	243,809,391	279,849,230	363,803,999	389,270,279
BIENS ET SERVICES	91,046,401	99,941,041	109,128,504	116,099,132
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	80,000,000	165,000,000	190,000,000	380,000,000
TRESOR PUBLIC	*80,000,000*	*165,000,000*	*190,000,000*	*380,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	**1,120,561,301**	**1,580,874,364**	**1,960,511,694**	**2,513,421,861**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	699,965,847	832,729,024	1,082,547,731	1,158,326,072
BIENS ET SERVICES	315,595,454	371,283,341	407,530,147	433,885,488
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	55,000,000	63,250,000	20,433,816	21,210,301
INVESTISSEMENTS	50,000,000	313,612,000	450,000,000	900,000,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*313,612,000*	*450,000,000*	*900,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
SECTEUR CULTUREL	**3,535,407,710**	**5,074,193,518**	**5,622,514,666**	**6,549,268,506**
MINISTERE DES CULTES	**358,688,444**	**436,350,594**	**517,867,063**	**549,273,188**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	225,993,361	231,655,511	301,152,165	322,232,816

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
BIENS ET SERVICES	67,075,082	74,075,082	80,870,103	86,033,474
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	65,620,000	130,620,000	135,844,796	141,006,898
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE LA CULTURE	**2,133,324,562**	**3,249,933,494**	**3,402,513,966**	**4,181,645,369**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	954,144,982	1,096,133,616	1,424,973,700	1,524,721,860
BIENS ET SERVICES	1,079,236,709	1,237,932,977	1,361,112,825	1,449,491,827
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	25,511,000	75,866,901	26,427,440	27,431,683
INVESTISSEMENTS	74,431,871	840,000,000	590,000,000	1,180,000,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*840,000,000*	*590,000,000*	*1,180,000,000*
DONS	*24,431,871*	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**1,043,394,705**	**1,387,909,430**	**1,702,133,636**	**1,818,349,948**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	700,401,194	882,346,560	1,147,050,528	1,227,344,065
BIENS ET SERVICES	342,993,510	505,562,870	555,083,108	591,005,883
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
AUTRES ADMINISTRATIONS	**48,871,987,585**	**63,318,067,599**	**65,766,708,368**	**68,608,446,321**
INTERVENTIONS PUBLIQUES	**22,263,226,838**	**32,149,521,141**	**32,158,818,185**	**32,400,556,138**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	13,070,990,000	16,846,511,141	17,636,671,113	18,593,974,058
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	9,192,236,838	15,303,010,000	14,522,147,072	13,806,582,080
Opérations financières	-	-	-	-
DETTE PUBLIQUE	**23,608,760,747**	**23,607,890,183**	**23,607,890,183**	**23,607,890,183**
INTERETS DE LA DETTE	1,701,417,987	1,228,122,918	1,228,122,918	1,228,122,918
AMORTISSEMENT	21,907,342,760	22,379,767,265	22,379,767,265	22,379,767,265
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	**3,000,000,000**	**7,560,656,275**	**10,000,000,000**	**12,600,000,000**
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	3,000,000,000	7,560,656,275	10,000,000,000	12,600,000,000
POUVOIR LEGISLATIF	**3,496,760,736**	**3,591,058,174**	**5,576,097,283**	**5,814,493,116**
SENAT DE LA REPUBLIQUE	**1,700,492,629**	**1,723,227,967**	**2,604,094,939**	**2,885,517,029**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,584,454,018	1,661,267,268	2,397,393,398	2,548,568,720
BIENS ET SERVICES	106,960,699	61,960,699	96,701,540	102,948,309
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	0	(0)	110,000,000	234,000,000
INVESTISSEMENTS	9,077,912	-	-	-
TRESOR PUBLIC	*9,077,912*	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
CHAMBRE DES DEPUTES	**1,796,268,107**	**1,867,830,207**	**2,972,002,345**	**2,928,976,087**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,717,440,359	1,819,002,459	2,602,448,697	2,784,620,105
BIENS ET SERVICES	78,827,748	48,827,748	135,553,648	144,355,982
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	234,000,000	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
POUVOIR JUDICIAIRE	**2,808,877,926**	**3,197,479,996**	**4,048,308,856**	**4,419,941,187**
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**2,808,877,926**	**3,197,479,996**	**4,048,308,856**	**4,419,941,187**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,132,431,764	2,436,085,515	3,166,911,170	3,388,594,951

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
BIENS ET SERVICES	676,446,162	715,394,481	781,397,686	831,346,236
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	46,000,000	100,000,000	200,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*46,000,000*	*100,000,000*	*200,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
ORGANISMES INDEPENDANTS	**4,159,133,061**	**5,595,188,568**	**7,174,722,581**	**8,036,435,848**
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	**1,275,819,280**	**1,444,251,371**	**1,799,109,019**	**2,037,066,699**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	638,911,946	719,859,496	935,817,345	1,001,324,559
BIENS ET SERVICES	568,391,875	674,391,875	738,291,674	785,742,140
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	68,515,459	50,000,000	125,000,000	250,000,000
TRESOR PUBLIC	*68,515,459*	*50,000,000*	*125,000,000*	*250,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
CONSEIL ELECTORAL	**768,515,122**	**1,443,704,622**	**1,774,978,521**	**1,895,065,444**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	665,883,692	991,396,559	1,288,815,527	1,379,032,613
BIENS ET SERVICES	102,631,430	452,308,063	486,162,994	516,032,831
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**256,202,471**	**298,722,321**	**367,281,105**	**392,317,480**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	172,950,386	197,369,850	256,580,805	274,541,461
BIENS ET SERVICES	83,252,085	101,352,471	110,700,300	117,776,019
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	**1,781,957,311**	**2,286,808,832**	**3,105,653,265**	**3,552,326,042**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,545,966,229	1,700,817,750	2,211,063,075	2,365,837,490
BIENS ET SERVICES	235,991,082	585,991,082	644,590,190	686,488,553
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	250,000,000	500,000,000
TRESOR PUBLIC	-	-	*250,000,000*	*500,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMRUNTS	-	-	-	-
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	**76,638,877**	**121,701,422**	**127,700,672**	**159,660,182**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	38,698,979	43,687,227	56,793,395	60,768,933
BIENS ET SERVICES	37,939,898	41,733,888	45,907,276	48,891,249
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	36,280,308	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*36,280,308*	*25,000,000*	*50,000,000*

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
POUVOIR EXECUTIF	**244,355,828,277**	**311,061,273,262**	**331,468,671,281**	**363,534,829,850**
SECTEUR ECONOMIQUE	**66,124,412,317**	**90,529,697,274**	**90,797,802,922**	**96,822,950,247**
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	**2,914,983,812**	**6,279,581,461**	**9,586,212,626**	**16,575,435,591**
SERVICES INTERNES	**2,914,983,812**	**6,279,581,461**	**9,586,212,626**	**16,575,435,591**
BUREAU DU MINISTRE	**64,545,532**	**80,269,864**	**97,938,794**	**104,172,929**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	60,269,969	49,864,272	64,492,642	68,552,778
BIENS ET SERVICES	4,275,563	30,405,592	33,446,152	35,620,151
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**2,440,599,288**	**5,495,855,266**	**8,480,968,276**	**14,985,070,378**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	630,020,743	1,149,849,448	1,493,897,363	1,598,221,055
BIENS ET SERVICES	724,178,722	382,060,794	419,108,629	446,174,471
TRANSFERTS ET SUBVENTION	218,595,068	219,595,024	202,962,285	210,674,852
INVESTISSEMENTS	867,804,755	3,744,350,000	6,365,000,000	12,730,000,000
TRESOR PUBLIC	*867,804,755*	*3,744,350,000*	*6,365,000,000*	*12,730,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	**146,567,419**	**357,866,519**	**608,645,536**	**1,023,058,748**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	122,246,725	130,961,825	170,250,373	182,167,899
BIENS ET SERVICES	24,320,694	34,904,694	38,395,163	40,890,849
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	192,000,000	400,000,000	800,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*192,000,000*	*400,000,000*	*800,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	**83,611,682**	**95,160,732**	**113,719,763**	**121,476,944**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	50,025,739	56,214,789	73,079,226	78,194,771
BIENS ET SERVICES	33,585,943	36,945,943	40,640,537	43,282,172
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	2,000,000	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRESOR PUBLIC	-	*2,000,000*	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	**179,659,891**	**250,429,080**	**284,940,257**	**341,656,592**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	108,671,038	122,341,341	159,043,744	170,176,806
BIENS ET SERVICES	70,988,854	78,087,739	85,896,513	91,479,786
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	50,000,000	40,000,000	80,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*50,000,000*	*40,000,000*	*80,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**16,358,812,901**	**21,053,347,012**	**22,316,053,693**	**23,203,006,999**
SERVICES INTERNES	**8,271,456,386**	**10,503,969,431**	**9,652,756,701**	**9,258,762,198**
BUREAU DU MINISTRE	**53,188,946**	**87,709,667**	**104,278,566**	**111,310,106**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	35,775,746	38,989,667	50,686,566	54,234,626
BIENS ET SERVICES	17,413,200	48,720,000	53,592,000	57,075,480
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**7,570,199,758**	**9,484,014,632**	**8,442,838,578**	**7,952,652,742**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,050,214,195	1,212,286,752	1,650,972,765	1,766,540,858
BIENS ET SERVICES	1,112,487,003	1,176,406,228	1,393,012,506	1,483,400,951
TRANSFERTS ET SUBVENTION	297,412	244,010	253,308	262,933
INVESTISSEMENTS	5,407,201,148	7,095,077,643	5,398,600,000	4,702,448,000
TRESOR PUBLIC	*1,359,802,547*	*2,022,277,643*	*325,000,000*	*650,000,000*
DONS	*4,047,398,601*	*5,072,800,000*	*5,073,600,000*	*4,052,448,000*
EMPRUNT	-	-	-	-
FAES	**194,002,095**	**216,002,095**	**255,630,443**	**272,832,336**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	82,140,693	90,140,693	117,182,901	125,385,704
BIENS ET SERVICES	111,861,402	125,861,402	138,447,542	147,446,632
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	**337,791,445**	**537,791,445**	**675,244,020**	**744,416,767**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	193,367,150	293,367,150	381,377,295	408,073,706
BIENS ET SERVICES	144,424,295	244,424,295	268,866,725	286,343,062
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	-	*25,000,000*	*50,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	**116,274,142**	**178,451,592**	**174,765,094**	**177,550,246**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,118,098	57,141,712	74,284,226	79,484,121
BIENS ET SERVICES	62,156,044	83,709,880	92,080,868	98,066,124
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	37,600,000	8,400,000	-
TRESOR PUBLIC	-	*24,000,000*	-	-
DONS	-	*13,600,000*	*8,400,000*	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	-	-	-	-
DEPENSES DE PERSONNEL	-	-	-	-
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	-	-	-	-
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	-
SERVICES EXTERNES	**8,087,356,514**	**10,549,377,581**	**12,663,296,992**	**13,944,244,801**
INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	**208,056,361**	**258,416,911**	**314,114,796**	**335,382,922**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	135,721,192	154,281,742	200,566,265	214,605,903
BIENS ET SERVICES	72,335,169	104,135,169	113,548,531	120,777,019
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DIRECTION GENERALE DU BUDGET	**453,996,169**	**546,567,514**	**655,765,600**	**700,023,308**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	238,171,403	278,542,750	362,105,575	387,452,965
BIENS ET SERVICES	193,824,765	268,024,764	293,660,025	312,570,343
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	22,000,000	-	-	-
TRESOR PUBLIC	*22,000,000*	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	**3,389,303,913**	**4,390,879,532**	**5,581,282,743**	**6,379,438,755**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,080,193,418	2,430,769,068	3,159,999,788	3,381,199,774
BIENS ET SERVICES	1,309,110,495	1,799,110,464	1,971,282,955	2,098,238,981
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	161,000,000	450,000,000	900,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*161,000,000*	*450,000,000*	*900,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	**3,825,681,358**	**4,678,421,583**	**5,786,041,870**	**6,181,313,322**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,379,251,925	3,266,343,875	4,246,247,038	4,543,484,330
BIENS ET SERVICES	1,412,077,707	1,412,077,708	1,539,794,833	1,637,828,992
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	34,351,726	-	-	-
TRESOR PUBLIC	*34,351,726*	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
INSPECTION GENERALE DES FINANCES	**210,318,714**	**675,092,041**	**326,091,983**	**348,086,494**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	113,144,160	147,685,360	191,990,968	205,430,336
BIENS ET SERVICES	97,174,555	122,874,554	134,101,015	142,656,158
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	404,532,127	-	-
TRESOR PUBLIC	-	*404,532,127*	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	**15,810,023,984**	**14,619,164,818**	**14,770,173,758**	**15,964,836,813**

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
SERVICES INTERNES	15,810,023,984	14,619,164,818	14,770,173,758	15,964,836,813
BUREAU DU MINISTRE	**193,990,396**	**202,454,380**	**237,994,742**	**253,698,230**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	84,853,767	87,476,314	113,719,209	121,679,553
BIENS ET SERVICES	109,136,629	114,978,065	124,275,533	132,018,677
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**15,287,547,873**	**13,970,110,723**	**13,977,891,900**	**15,118,774,412**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,022,530,597	1,078,801,795	1,402,442,334	1,500,613,297
BIENS ET SERVICES	564,651,670	611,042,064	671,964,589	715,614,646
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	13,700,365,606	12,280,266,864	11,903,484,978	12,902,546,469
TRESOR PUBLIC	*300,000,000*	*2,085,000,000*	*2,430,000,000*	*4,860,000,000*
DONS	*13,400,365,606*	*10,195,266,864*	*9,473,484,978*	*8,042,546,469*
EMPRUNT	-	-	-	-
ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	**184,463,822**	**242,295,072**	**305,118,668**	**326,205,689**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	157,139,196	192,970,446	250,861,579	268,421,890
BIENS ET SERVICES	27,324,626	49,324,626	54,257,089	57,783,799
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	**113,824,628**	**136,107,378**	**168,446,596**	**180,004,300**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	76,140,875	93,642,400	121,735,120	130,256,579
BIENS ET SERVICES	37,683,753	42,464,978	46,711,476	49,747,722
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	-	-	-	-
SALAIRES ET TRAITEMENTS	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	**30,197,266**	**68,197,266**	**80,721,852**	**86,154,180**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12,524,299	28,524,299	37,081,589	39,677,300
BIENS ET SERVICES	17,672,967	39,672,967	43,640,263	46,476,880
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**25,524,294,451**	**39,501,897,361**	**34,362,467,623**	**29,427,539,910**
SERVICES INTERNES	**25,524,294,451**	**39,501,897,361**	**34,362,467,623**	**29,427,539,910**
BUREAU DU MINISTRE	**73,523,130**	**74,733,880**	**93,326,356**	**99,743,447**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,823,190	56,033,940	72,844,122	77,943,211
BIENS ET SERVICES	18,699,940	18,699,940	20,482,234	21,800,236
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**20,813,882,918**	**31,701,398,321**	**26,831,288,567**	**23,399,795,462**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	930,109,200	1,121,001,913	1,457,302,487	1,559,313,661
BIENS ET SERVICES	216,313,057	337,282,800	368,386,080	391,931,800
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	19,667,460,661	30,243,113,608	25,005,600,000	21,448,550,001
TRESOR PUBLIC	*2,874,385,464*	*5,595,614,080*	*6,209,000,000*	*9,421,700,000*
DONS	*16,793,075,197*	*21,111,499,528*	*17,186,600,000*	*10,536,450,000*

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
EMPRUNT	-	*3,536,000,000*	*1,610,000,000*	*1,490,400,000*
LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	**44,828,849**	**142,289,307**	**76,698,912**	**100,572,213**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	27,542,841	28,903,372	37,574,384	40,204,590
BIENS ET SERVICES	17,286,007	17,385,935	19,124,529	20,367,623
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	96,000,000	20,000,000	40,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*96,000,000*	*20,000,000*	*40,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	**119,946,597**	**159,146,548**	**179,302,976**	**191,631,777**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	91,508,915	103,708,865	134,821,525	144,259,031
BIENS ET SERVICES	28,437,683	40,437,683	44,481,451	47,372,746
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	15,000,000	-	-
TRESOR PUBLIC	-	*15,000,000*	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	**43,335,436**	**270,159,118**	**254,097,562**	**434,464,525**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	27,450,641	34,710,991	45,124,288	48,282,988
BIENS ET SERVICES	15,884,794	30,884,794	33,973,273	36,181,536
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	204,563,333	175,000,000	350,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*204,563,333*	*175,000,000*	*350,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	**14,180,450**	**14,223,800**	**18,490,941**	**19,785,306**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	14,180,450	14,223,800	18,490,941	19,785,306
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,806,700,001
BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	**93,929,193**	**274,251,494**	**287,750,827**	**447,177,586**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	69,693,118	72,762,418	94,591,143	101,212,523
BIENS ET SERVICES	24,236,076	39,236,076	43,159,684	45,965,063
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	162,253,000	150,000,000	300,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*162,253,000*	*150,000,000*	*300,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	**1,766,099**	**1,766,099**	**1,966,655**	**2,095,266**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	119,730	119,730	155,649	166,544
BIENS ET SERVICES	1,646,369	1,646,369	1,811,006	1,928,721
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	**617,269,356**	**0**	**0**	**0**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	559,299,613	-	-	-
BIENS ET SERVICES	57,969,743	0	0	0
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	**3,655,547,195**	**6,811,843,566**	**6,554,174,440**	**4,662,392,374**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	127,219,334	127,701,684	166,012,189	177,633,042
BIENS ET SERVICES	11,672,789	14,672,789	16,140,068	17,189,172
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	3,516,655,073	6,669,469,093	6,372,022,184	4,467,570,160
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	*3,516,655,073*	*6,669,469,093*	*6,372,022,184*	*4,467,570,160*
EMPRUNT	-	-	-	-
AGENCE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	**46,085,228**	**52,085,228**	**65,370,388**	**69,881,954**

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	34,383,187	40,383,187	52,498,143	56,173,013
BIENS ET SERVICES	11,702,041	11,702,041	12,872,245	13,708,941
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**1,854,080,338**	**2,883,416,158**	**3,252,565,518**	**3,850,377,732**
SERVICES INTERNES	**1,854,080,338**	**2,883,416,158**	**3,252,565,518**	**3,850,377,732**
BUREAU DU MINISTRE	**137,798,126**	**123,900,871**	**149,041,132**	**159,118,062**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	67,229,649	64,800,871	84,241,132	90,138,012
BIENS ET SERVICES	70,568,477	59,100,000	64,800,000	68,980,050
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**1,265,564,592**	**2,247,388,468**	**2,478,544,027**	**3,023,652,260**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	662,228,411	698,523,250	908,080,225	971,645,841
BIENS ET SERVICES	101,431,593	157,321,917	171,873,592	182,865,768
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	501,904,588	1,391,543,301	1,398,590,210	1,869,140,652
TRESOR PUBLIC	*75,000,000*	*738,887,512*	*776,000,000*	*1,552,000,000*
DONS	*426,904,588*	*652,655,789*	*622,590,210*	*317,140,652*
EMPRUNT	-	-	-	-
OFFICE DES POSTES	**197,812,416**	**204,914,316**	**258,528,848**	**276,409,723**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	166,513,600	165,615,500	215,300,150	230,371,161
BIENS ET SERVICES	31,298,816	39,298,816	43,228,698	46,038,563
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	**76,430,460**	**89,737,760**	**105,263,966**	**112,319,078**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	37,367,971	32,762,151	42,590,796	45,572,152
BIENS ET SERVICES	39,062,489	56,975,609	62,673,170	66,746,926
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	**176,474,744**	**217,474,743**	**261,187,545**	**278,878,609**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	89,826,640	109,826,640	142,774,632	152,768,856
BIENS ET SERVICES	86,648,103	107,648,103	118,412,913	126,109,753
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**3,126,651,029**	**5,417,673,570**	**5,413,426,473**	**6,423,467,531**
SERVICES INTERNES	**3,126,651,029**	**5,417,673,570**	**5,413,426,473**	**6,423,467,531**
BUREAU DU MINISTRE	**247,645,285**	**196,576,150**	**241,548,995**	**258,072,425**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	96,148,034	126,576,150	164,548,995	176,067,425
BIENS ET SERVICES	151,497,250	70,000,000	77,000,000	82,005,000
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**1,834,302,147**	**4,095,547,878**	**3,774,231,384**	**4,671,716,914**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	659,373,195	675,608,395	898,290,914	961,171,277
BIENS ET SERVICES	76,628,452	190,591,337	207,550,471	220,721,751
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	1,098,300,500	3,229,348,146	2,668,390,000	3,489,823,886
TRESOR PUBLIC	*470,000,000*	*987,151,146*	*1,110,000,000*	*2,220,000,000*
DONS	*628,300,500*	*2,242,197,000*	*1,558,390,000*	*1,269,823,886*

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
EMPRUNT	-	-	-	-
AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	**206,646,968**	**214,096,112**	**263,257,758**	**281,271,454**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	110,619,675	138,760,175	180,388,228	193,015,403
BIENS ET SERVICES	96,027,294	75,335,937	82,869,531	88,256,050
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	**838,056,629**	**911,453,430**	**1,134,388,336**	**1,212,406,739**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	615,551,015	658,947,815	856,632,160	916,596,411
BIENS ET SERVICES	222,505,615	252,505,615	277,756,177	295,810,328
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DU TOURISME	**535,565,801**	**774,616,893**	**1,096,903,230**	**1,378,285,672**
SERVICES INTERNES	**535,565,801**	**774,616,893**	**1,096,903,230**	**1,378,285,672**
BUREAU DU MINISTRE	**41,660,559**	**46,746,959**	**58,169,435**	**62,166,660**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	33,781,725	33,868,125	44,028,563	47,110,562
BIENS ET SERVICES	7,878,834	12,878,834	14,140,873	15,056,098
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**431,035,774**	**643,724,053**	**936,416,892**	**1,206,834,427**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	169,498,975	204,519,125	265,874,863	284,486,103
BIENS ET SERVICES	124,775,038	156,704,928	170,542,030	181,348,324
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,929,890	2,500,000	-	-
INVESTISSEMENTS	134,831,871	280,000,000	500,000,000	741,000,000
TRESOR PUBLIC	*110,400,000*	*280,000,000*	*500,000,000*	*741,000,000*

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	*24,431,871*	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ECOLE HOTELIERE	**62,869,469**	**84,145,881**	**102,316,903**	**109,284,585**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	41,513,368	48,782,168	63,416,818	67,855,996
BIENS ET SERVICES	21,356,101	35,363,713	38,900,084	41,428,590
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SECTEUR POLITIQUE	**50,847,837,005**	**69,702,159,640**	**78,879,983,986**	**91,223,937,104**
MINISTERE DE LA JUSTICE	**27,183,834,227**	**36,985,047,305**	**43,752,271,252**	**51,501,600,904**
SERVICES INTERNES	**4,629,398,817**	**7,000,421,968**	**8,806,204,285**	**10,441,587,872**
BUREAU DU MINISTRE	**81,616,422**	**82,098,322**	**98,492,062**	**105,157,603**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	40,538,777	41,020,677	53,326,880	57,059,762
BIENS ET SERVICES	41,077,645	41,077,645	45,165,182	48,097,842
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**3,252,614,027**	**5,358,644,715**	**6,804,269,951**	**8,303,160,897**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,486,483,110	3,737,421,010	4,930,647,312	5,275,792,624
BIENS ET SERVICES	763,630,921	703,223,709	766,022,643	814,669,477
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,499,996	2,499,996	2,599,996	2,698,796
INVESTISSEMENTS	-	915,500,000	1,105,000,000	2,210,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*915,500,000*	*1,105,000,000*	*2,210,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	**214,093,203**	**233,365,283**	**283,394,276**	**302,682,409**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	127,051,971	133,462,322	173,501,019	185,646,090
BIENS ET SERVICES	87,041,232	99,902,961	109,893,257	117,036,319
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	**128,353,196**	**159,353,196**	**191,860,196**	**204,869,688**
DEPENSES DE PERSONNEL	66,858,400	82,858,400	107,715,920	115,256,034
BIENS ET SERVICES	61,494,796	76,494,796	84,144,276	89,613,654
OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	**735,461,171**	**925,711,171**	**1,131,404,922**	**1,208,622,727**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	485,613,167	565,613,167	735,297,117	786,767,915
BIENS ET SERVICES	249,848,004	360,098,004	396,107,804	421,854,812
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	**-**	**-**	**-**	**-**
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
ECOLE DE LA MAGISTRATURE	**106,967,211**	**117,449,061**	**142,002,637**	**151,649,090**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	53,561,500	64,043,350	83,256,355	89,084,300
BIENS ET SERVICES	53,405,711	53,405,711	58,746,282	62,564,790
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
COMMISSION NATIONALE D'ASSISTANCE LEGALE	**110,293,588**	**123,800,220**	**154,780,242**	**165,445,458**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	82,493,368	93,000,000	120,900,000	129,363,000
BIENS ET SERVICES	27,800,220	30,800,220	33,880,242	36,082,458
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
SERVICES EXTERNES	**22,554,435,409**	**29,984,625,338**	**34,946,066,967**	**41,060,013,032**
POLICE NATIONALE D'HAITI	**22,554,435,409**	**29,984,625,338**	**34,946,066,967**	**41,060,013,032**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	14,774,041,769	16,076,527,569	21,039,485,840	22,734,249,849
BIENS ET SERVICES	4,898,877,538	5,863,877,538	6,449,853,689	6,869,031,557
TRANSFERTS ET SUBVENTION	141,350,320	141,350,320	99,144,519	102,912,010
INVESTISSEMENTS	2,740,165,782	7,902,869,910	7,357,582,919	11,353,819,616
TRESOR PUBLIC	*2,643,935,782*	*6,650,000,000*	*6,230,000,000*	*10,310,000,000*
DONS	*96,230,000*	*1,252,869,910*	*1,127,582,919*	*1,043,819,616*
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**214,878,333**	**268,589,319**	**330,306,056**	**375,848,820**
SERVICES INTERNES	**214,878,333**	**268,589,319**	**330,306,056**	**375,848,820**
BUREAU DU MINISTRE	**83,752,747**	**114,534,053**	**131,493,531**	**140,067,081**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,254,219	33,902,552	44,073,318	47,158,450
BIENS ET SERVICES	53,498,528	80,631,501	87,420,214	92,908,631
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**131,125,586**	**154,055,266**	**198,812,525**	**235,781,739**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	109,870,234	104,521,164	135,877,513	145,388,939
BIENS ET SERVICES	21,255,352	34,534,102	37,935,012	40,392,800
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	15,000,000	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*15,000,000*	*25,000,000*	*50,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	**7,770,403,717**	**8,394,857,866**	**9,385,372,515**	**9,999,930,660**
SERVICES INTERNES	**7,770,403,717**	**8,394,857,866**	**9,385,372,515**	**9,999,930,660**
BUREAU DU MINISTRE	**209,787,741**	**13,659,450**	**17,757,285**	**19,000,295**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	209,787,741	13,659,450	17,757,285	19,000,295
BIENS ET SERVICES	(0)	-	-	0
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**7,560,615,976**	**8,381,198,416**	**9,367,615,230**	**9,980,930,365**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	675,861,420	758,180,662	985,634,861	1,054,629,301
BIENS ET SERVICES	6,884,754,556	7,623,017,754	8,381,980,370	8,926,301,064
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
LA PRESIDENCE	**2,182,811,978**	**3,213,667,080**	**3,724,992,321**	**3,952,083,400**
SERVICES INTERNES	**2,182,811,978**	**3,213,667,080**	**3,724,992,321**	**3,952,083,400**
BUREAU DU PRESIDENT	**151,934,755**	**1,540,103,055**	**1,798,784,416**	**1,918,634,121**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	99,957,922	543,126,222	706,064,088	755,488,575
BIENS ET SERVICES	51,976,833	996,976,833	1,092,720,327	1,163,145,547
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	**1,316,168,777**	**1,319,462,777**	**1,537,527,472**	**1,619,893,492**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	373,774,142	377,068,142	490,188,585	524,501,786
BIENS ET SERVICES	940,955,919	940,955,919	1,045,842,622	1,093,838,584
TRANSFERTS ET SUBVENTION	1,438,716	1,438,716	1,496,265	1,553,123
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	**714,708,446**	**354,101,248**	**388,680,434**	**413,555,787**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	360,607,198	0	(0)	(0)
BIENS ET SERVICES	340,252,396	340,252,396	374,277,636	398,605,682

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRANSFERTS ET SUBVENTION	13,848,852	13,848,852	14,402,798	14,950,104
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	**0**	**-**	**-**	**-**
BIENS ET SERVICES	0	-	-	-
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**2,855,254,172**	**3,319,966,998**	**3,920,614,144**	**4,182,915,118**
SERVICES INTERNES	**2,798,444,985**	**3,253,447,833**	**3,838,863,811**	**4,095,572,188**
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**173,699,588**	**201,690,427**	**252,506,319**	**269,858,553**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	133,624,236	155,603,771	202,284,903	216,444,846
BIENS ET SERVICES	40,075,353	46,086,656	50,221,416	53,413,707
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ADMINISTRATION GENERALE	**1,918,513,140**	**2,228,987,661**	**2,593,213,678**	**2,765,219,645**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	611,222,269	725,603,159	943,284,107	1,009,313,994
BIENS ET SERVICES	1,268,690,871	1,458,994,502	1,604,595,975	1,708,849,379
TRANSFERTS ET SUBVENTION	38,600,000	44,390,000	45,333,595	47,056,272
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	**52,022,234**	**59,825,569**	**65,808,126**	**70,085,654**
BIENS ET SERVICES	52,022,234	59,825,569	65,808,126	70,085,654
CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**82,690,860**	**96,540,939**	**117,281,645**	**125,265,267**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	46,944,879	55,433,061	72,062,979	77,107,388
BIENS ET SERVICES	35,745,981	41,107,878	45,218,666	48,157,879
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	**104,722,012**	**123,046,164**	**151,891,204**	**162,301,697**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	69,640,237	82,702,123	107,512,760	115,038,653
BIENS ET SERVICES	35,081,774	40,344,041	44,378,445	47,263,044
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	**76,138,739**	**87,950,799**	**109,373,601**	**116,893,287**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,562,922	63,138,610	82,080,193	87,825,807
BIENS ET SERVICES	21,575,817	24,812,189	27,293,408	29,067,480
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	**300,806,750**	**351,849,411**	**429,798,638**	**459,125,389**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	194,195,284	213,821,427	277,967,855	297,425,605
BIENS ET SERVICES	106,611,466	138,027,984	151,830,783	161,699,784
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	**54,100,000**	**62,215,000**	**68,436,500**	**72,884,873**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	54,100,000	62,215,000	68,436,500	72,884,873
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	**33,175,005**	**38,765,206**	**47,874,376**	**51,156,272**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	22,216,783	26,163,250	34,012,225	36,393,081
BIENS ET SERVICES	10,958,222	12,601,956	13,862,151	14,763,191
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
APPUI A LA FORMATION	**2,576,658**	**2,576,658**	**2,679,724**	**2,781,553**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,576,658	2,576,658	2,679,724	2,781,553
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SERVICES EXTERNES	**56,809,187**	**66,519,165**	**81,750,333**	**87,342,930**
CEFOPAFOP	**39,033,410**	**45,382,371**	**55,304,858**	**59,074,662**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	22,980,260	26,921,249	34,997,624	37,447,458
BIENS ET SERVICES	16,053,149	18,461,122	20,307,234	21,627,204
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	**17,775,777**	**21,136,794**	**26,445,475**	**28,268,268**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	13,287,267	15,975,007	20,767,510	22,221,235
BIENS ET SERVICES	4,488,510	5,161,787	5,677,965	6,047,033
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	**8,418,579,429**	**9,605,992,506**	**9,191,466,119**	**9,825,309,876**
SERVICES INTERNES	**8,418,579,429**	**9,605,992,506**	**9,191,466,119**	**9,825,309,876**
BUREAU DU MINISTRE	**638,068,080**	**706,832,144**	**817,557,132**	**870,086,436**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	199,776,009	237,486,004	308,731,805	330,343,032
BIENS ET SERVICES	428,393,659	410,541,432	448,188,430	476,802,306
TRANSFERTS ET SUBVENTION	9,898,412	58,804,708	60,636,896	62,941,098
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**7,665,508,550**	**8,773,385,192**	**8,221,863,107**	**8,792,849,549**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2,533,465,317	2,455,163,538	3,191,712,599	3,415,132,481
BIENS ET SERVICES	854,877,291	1,790,756,163	1,960,950,507	2,087,061,068
TRANSFERTS ET SUBVENTION	0	25,739,072	0	0
INVESTISSEMENTS	4,277,165,942	4,501,726,419	3,069,200,000	3,290,656,000
TRESOR PUBLIC	*571,000,000*	*1,564,126,419*	*650,000,000*	*1,300,000,000*
DONS	*3,706,165,942*	*2,937,600,000*	*2,419,200,000*	*1,990,656,000*
EMPRUNT	-	-	-	-
ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	**15,619,291**	**24,619,260**	**30,127,038**	**32,184,286**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	15,229,291	15,229,260	19,798,038	21,183,901
BIENS ET SERVICES	390,000	9,390,000	10,329,000	11,000,385
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SMCRS	**-**	**-**	**-**	**-**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	-	-	-	-
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	**99,383,509**	**101,155,910**	**121,918,842**	**130,189,606**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	51,464,296	53,236,706	69,207,718	74,052,258
BIENS ET SERVICES	47,919,212	47,919,204	52,711,124	56,137,347
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE LA DEFENSE	**2,222,075,149**	**7,914,038,566**	**8,574,961,579**	**11,386,248,325**
SERVICES INTERNES	**2,222,075,149**	**7,914,038,566**	**8,574,961,579**	**11,386,248,325**
BUREAU DU MINISTRE	**126,709,592**	**129,478,392**	**164,931,391**	**176,273,080**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	111,023,039	113,791,839	147,929,391	158,284,448
BIENS ET SERVICES	11,466,514	11,466,514	12,613,165	13,433,021
TRANSFERTS ET SUBVENTION	4,220,039	4,220,039	4,388,835	4,555,611
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**873,663,666**	**808,453,134**	**1,471,495,252**	**2,269,445,993**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	256,015,147	278,139,997	361,581,996	386,892,736
BIENS ET SERVICES	251,053,971	318,053,971	347,163,724	369,319,243
TRANSFERTS ET SUBVENTION	6,259,166	12,259,166	12,749,532	13,234,014
INVESTISSEMENTS	360,335,382	200,000,000	750,000,000	1,500,000,000
TRESOR PUBLIC	*360,335,382*	*200,000,000*	*750,000,000*	*1,500,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
FORCES ARMEES D'HAITI	**1,221,701,891**	**6,976,107,040**	**6,938,534,936**	**8,940,529,253**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	864,705,228	1,986,110,378	2,581,943,491	2,762,679,535
BIENS ET SERVICES	356,996,663	1,009,996,663	1,106,591,445	1,177,849,717
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	3,980,000,000	3,250,000,000	5,000,000,000

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRESOR PUBLIC	-	*3,980,000,000*	*3,250,000,000*	*5,000,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SECTEUR SOCIAL	**75,398,729,856**	**83,125,095,502**	**91,246,539,052**	**101,232,887,098**
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	**34,320,592,450**	**42,625,272,713**	**48,870,269,813**	**52,501,264,607**
SERVICES INTERNES	**34,320,592,450**	**42,625,272,713**	**48,870,269,813**	**52,501,264,607**
BUREAU DU MINISTRE	**366,388,090**	**308,656,881**	**386,281,759**	**412,880,600**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	292,745,249	235,014,040	305,518,252	326,904,530
BIENS ET SERVICES	73,642,841	73,642,841	80,763,507	85,976,070
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**32,580,764,746**	**39,909,113,952**	**46,485,934,633**	**49,812,634,231**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	20,858,494,726	22,697,933,532	29,207,313,592	31,251,825,543
BIENS ET SERVICES	3,755,860,643	5,007,860,643	5,497,110,375	5,852,667,379
TRANSFERTS ET SUBVENTION	2,000,000	150,000,000	56	58
INVESTISSEMENTS	7,964,409,378	12,053,319,777	11,781,510,611	12,708,141,251
TRESOR PUBLIC	*3,250,396,078*	*5,106,752,432*	*6,050,000,000*	*8,180,000,000*
DONS	*4,714,013,300*	*6,946,567,345*	*5,731,510,611*	*4,528,141,251*
EMPRUNT	-	-	-	-
COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	**42,983,241**	**52,192,841**	**64,662,375**	**69,101,062**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	30,041,649	36,251,249	47,126,624	50,425,487
BIENS ET SERVICES	12,941,592	15,941,592	17,535,751	18,675,575
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	**1,180,734,466**	**2,194,859,332**	**1,747,337,133**	**2,008,190,621**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	941,918,875	1,081,011,525	1,405,314,983	1,503,687,031
BIENS ET SERVICES	134,565,591	174,565,591	192,022,150	204,503,590

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	104,250,000	939,282,216	150,000,000	300,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*44,500,000*	*150,000,000*	*300,000,000*
DONS	*104,250,000*	*894,782,216*	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	**149,721,907**	**160,449,707**	**186,053,913**	**198,458,092**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	40,068,376	47,796,176	62,135,029	66,484,481
BIENS ET SERVICES	109,653,531	112,653,531	123,918,884	131,973,612
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	**23,191,748,185**	**15,411,269,735**	**14,720,915,369**	**18,082,720,978**
SERVICES INTERNES	**23,191,748,185**	**15,411,269,735**	**14,720,915,369**	**18,082,720,978**
BUREAU DU MINISTRE	**148,421,598**	**171,641,708**	**222,337,497**	**237,879,212**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	144,800,129	167,658,092	217,955,519	233,212,406
BIENS ET SERVICES	3,621,469	3,983,616	4,381,977	4,666,806
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**22,387,384,744**	**14,499,527,299**	**13,587,332,194**	**16,871,208,236**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	934,555,820	1,078,597,652	1,402,176,948	1,500,329,334
BIENS ET SERVICES	185,942,174	204,536,391	223,955,246	238,354,902
TRANSFERTS ET SUBVENTION	35,000,000	38,500,000	26,000,000	26,988,000
INVESTISSEMENTS	21,231,886,750	13,177,893,256	11,935,200,000	15,105,536,000
TRESOR PUBLIC	*215,000,000*	*3,275,000,000*	*4,000,000,000*	*8,000,000,000*
DONS	*11,865,848,611*	*9,057,600,000*	*7,935,200,000*	*7,105,536,000*
EMPRUNT	*9,151,038,139*	*845,293,256*	-	-
INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	**159,251,835**	**180,472,868**	**223,042,437**	**238,337,170**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	106,650,510	122,611,411	159,394,834	170,552,472

A NE PAS REPRODURE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
BIENS ET SERVICES	52,601,325	57,861,458	63,647,603	67,784,698
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
E.P.P.L.S	**127,447,810**	**144,675,542**	**180,115,473**	**192,504,581**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	91,253,577	104,861,885	136,320,450	145,862,882
BIENS ET SERVICES	36,194,234	39,813,657	43,795,023	46,641,700
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	**280,056,403**	**314,499,893**	**382,617,088**	**408,678,883**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	171,071,961	183,336,027	238,336,835	255,020,414
BIENS ET SERVICES	108,984,442	131,163,866	144,280,253	153,658,469
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	**89,185,795**	**100,452,425**	**125,470,679**	**134,112,896**
DEPENSES DE PERSONNEL	51,151,825	74,865,058	97,324,575	104,137,296
BIENS ET SERVICES	38,033,970	25,587,367	28,146,104	29,975,600
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**16,350,972,129**	**22,962,888,418**	**25,031,909,673**	**27,250,110,240**
SERVICES INTERNES	**16,350,972,129**	**22,962,888,418**	**25,031,909,673**	**27,250,110,240**
BUREAU DU MINISTRE	**128,268,415**	**146,842,270**	**185,119,668**	**197,919,225**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	104,391,998	117,965,854	153,355,610	164,090,503
BIENS ET SERVICES	23,876,417	28,876,416	31,764,058	33,828,722
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**15,800,157,518**	**22,128,105,877**	**24,001,912,292**	**26,149,531,590**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6,937,198,060	9,042,233,016	11,754,902,921	12,577,746,125
BIENS ET SERVICES	1,461,473,861	3,041,473,862	3,314,590,272	3,525,317,499
TRANSFERTS ET SUBVENTION	320,000,000	320,000,000	-	-
INVESTISSEMENTS	7,081,485,596	9,724,398,999	8,932,419,099	10,046,467,966
TRESOR PUBLIC	*460,394,895*	*1,650,600,000*	*2,030,000,000*	*4,060,000,000*
DONS	*6,621,090,701*	*8,073,798,999*	*6,902,419,099*	*5,986,467,966*
EMPRUNT	-	-	-	-
SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	**-**	**-**	**-**	**-**
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC. INDEMNISATIONS	-	-	-	-
CENTRE AMBULANCIER NATIONAL	**422,546,196**	**687,940,271**	**844,877,713**	**902,659,425**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	300,323,000	440,717,075	572,932,198	613,037,451
BIENS ET SERVICES	122,223,196	247,223,196	271,945,516	289,621,974
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	**414,855,792**	**544,790,271**	**662,932,503**	**885,369,411**
SERVICES INTERNES	**414,855,792**	**544,790,271**	**662,932,503**	**885,369,411**
BUREAU DU MINISTRE	**94,079,977**	**106,578,775**	**133,555,776**	**142,732,206**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	72,700,269	83,061,096	107,979,425	115,537,985
BIENS ET SERVICES	21,379,709	23,517,679	25,576,351	27,194,222
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE	**320,775,814**	**438,211,496**	**529,376,727**	**742,637,205**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	171,109,122	196,788,134	255,824,574	273,732,294
BIENS ET SERVICES	69,666,693	76,423,362	83,552,153	88,904,911

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	80,000,000	165,000,000	190,000,000	380,000,000
TRESOR PUBLIC	*80,000,000*	*165,000,000*	*190,000,000*	*380,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	**1,120,561,301**	**1,580,874,364**	**1,960,511,694**	**2,513,421,861**
SERVICES INTERNES	**1,120,561,301**	**1,580,874,364**	**1,960,511,694**	**2,513,421,861**
BUREAU DU MINISTRE	**790,973,291**	**942,140,985**	**1,152,562,210**	**1,231,343,764**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	576,286,880	686,951,812	893,037,356	955,549,971
BIENS ET SERVICES	182,065,311	217,674,908	239,118,911	254,612,424
TRANSFERTS ET SUBVENTION	32,621,100	37,514,265	20,405,944	21,181,370
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**329,588,010**	**638,733,380**	**807,949,483**	**1,282,078,097**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	123,678,967	145,777,212	189,510,375	202,776,101
BIENS ET SERVICES	133,530,144	153,608,433	168,411,236	179,273,065
TRANSFERTS ET SUBVENTION	22,378,900	25,735,735	27,872	28,931
INVESTISSEMENTS	50,000,000	313,612,000	450,000,000	900,000,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*313,612,000*	*450,000,000*	*900,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SECTEUR CULTUREL	**3,112,861,515**	**4,386,253,247**	**4,777,636,953**	**5,646,609,080**
MINISTERE DES CULTES	**358,688,444**	**436,350,594**	**517,867,063**	**549,273,188**
SERVICES INTERNES	**358,688,444**	**436,350,594**	**517,867,063**	**549,273,188**
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**358,688,444**	**436,350,594**	**517,867,063**	**549,273,188**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	225,993,361	231,655,511	301,152,165	322,232,816
BIENS ET SERVICES	67,075,082	74,075,082	80,870,103	86,033,474
TRANSFERTS ET SUBVENTION	65,620,000	130,620,000	135,844,796	141,006,898
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE LA CULTURE	**2,133,324,562**	**3,249,933,494**	**3,402,513,966**	**4,181,645,369**
SERVICES INTERNES	**2,133,324,562**	**3,249,933,494**	**3,402,513,966**	**4,181,645,369**
BUREAU DU MINISTRE	**255,624,835**	**295,600,910**	**339,922,255**	**361,899,936**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	90,835,690	106,093,394	137,921,412	147,575,911
BIENS ET SERVICES	139,278,144	160,169,866	175,573,403	186,892,342
TRANSFERTS ET SUBVENTION	25,511,000	29,337,650	26,427,440	27,431,683
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**306,706,188**	**477,153,917**	**433,723,294**	**463,118,983**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	154,146,308	185,180,804	240,735,045	257,586,498
BIENS ET SERVICES	152,559,880	175,443,862	192,988,249	205,532,485
TRANSFERTS ET SUBVENTION	0	46,529,251	-	-
INVESTISSEMENTS	-	70,000,000	-	-
TRESOR PUBLIC	-	*70,000,000*	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ECOLE NATIONALE DES ARTS	**110,057,777**	**129,465,376**	**158,124,899**	**168,913,689**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	65,806,368	78,564,923	102,134,399	109,283,807
BIENS ET SERVICES	44,251,409	50,900,454	55,990,499	59,629,882
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	**182,605,618**	**802,312,897**	**556,698,381**	**967,425,037**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	69,897,235	83,270,970	108,252,261	115,829,920
BIENS ET SERVICES	38,276,512	44,041,927	48,446,120	51,595,118
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	74,431,871	675,000,000	400,000,000	800,000,000
TRESOR PUBLIC	*50,000,000*	*675,000,000*	*400,000,000*	*800,000,000*

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	*24,431,871*	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
THEATRE NATIONAL	**107,451,576**	**127,924,326**	**160,738,934**	**171,837,685**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	83,337,500	100,110,875	130,144,138	139,254,228
BIENS ET SERVICES	24,114,076	27,813,451	30,594,796	32,583,458
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	**72,515,144**	**129,974,493**	**152,657,482**	**209,628,749**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	45,199,550	45,927,700	59,706,010	63,885,431
BIENS ET SERVICES	27,315,594	39,046,793	42,951,472	45,743,318
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	45,000,000	50,000,000	100,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*45,000,000*	*50,000,000*	*100,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU D ETHNOLOGIE	**88,024,213**	**102,477,313**	**146,999,194**	**180,230,551**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	39,254,477	46,370,749	60,281,974	64,501,712
BIENS ET SERVICES	48,769,735	56,106,564	61,717,220	65,728,839
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	-	*25,000,000*	*50,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	**111,690,653**	**132,027,903**	**187,970,459**	**224,140,081**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	74,018,765	88,698,829	115,308,478	123,380,072
BIENS ET SERVICES	37,671,888	43,329,073	47,661,981	50,760,009
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	-	*25,000,000*	*50,000,000*
DONS	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
EMPRUNT	-	-	-	-
ARCHIVES NATIONALES	**373,790,234**	**443,520,684**	**538,002,485**	**574,601,863**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	237,171,389	250,648,666	325,843,266	348,652,295
BIENS ET SERVICES	136,618,845	192,872,017	212,159,219	225,949,568
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ACTIVITES CULTURELLES	**318,157,400**	**318,157,400**	**349,973,140**	**372,721,394**
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	318,157,400	318,157,400	349,973,140	372,721,394
DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	**111,962,952**	**170,549,452**	**206,472,843**	**267,061,803**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	54,570,200	64,342,230	83,644,899	89,500,042
BIENS ET SERVICES	57,392,752	66,207,222	72,827,944	77,561,761
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	40,000,000	50,000,000	100,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*40,000,000*	*50,000,000*	*100,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
BUREAU HAITIEN DU DROIT D AUTEUR	**94,737,973**	**120,768,823**	**171,230,600**	**220,065,598**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	39,907,500	46,924,475	61,001,818	65,271,945
BIENS ET SERVICES	54,830,472	63,844,347	70,228,782	74,793,653
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	10,000,000	40,000,000	80,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*10,000,000*	*40,000,000*	*80,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**620,848,509**	**699,969,159**	**857,255,923**	**915,690,522**
SERVICES INTERNES	**620,848,509**	**699,969,159**	**857,255,923**	**915,690,522**
BUREAU DU MINISTRE	**67,627,457**	**74,390,203**	**85,803,881**	**91,510,309**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	19,423,287	19,873,287	25,835,273	27,643,742
BIENS ET SERVICES	48,204,170	54,516,916	59,968,608	63,866,567
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**161,388,811**	**181,214,541**	**219,858,005**	**234,691,785**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	101,003,129	107,790,292	140,127,380	149,936,296
BIENS ET SERVICES	60,385,682	73,424,249	79,730,625	84,755,488
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
TELEVISION NATIONALE D HAITI	**247,938,294**	**282,014,223**	**351,873,394**	**376,099,042**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	180,915,131	208,288,744	270,775,367	289,729,643
BIENS ET SERVICES	67,023,163	73,725,479	81,098,027	86,369,399
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
RADIO NATIONALE D'HAITI	**143,893,947**	**162,350,192**	**199,720,643**	**213,389,387**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	98,736,648	105,677,162	137,380,311	146,996,933
BIENS ET SERVICES	45,157,300	56,673,030	62,340,333	66,392,454
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
AUTRES ADMINISTRATIONS	**48,871,987,585**	**63,318,067,599**	**65,766,708,368**	**68,608,446,321**
INTERVENTIONS PUBLIQUES	**22,263,226,838**	**32,149,521,141**	**32,158,818,185**	**32,400,556,138**
SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	**2,719,709,415**	**7,230,009,999**	**4,563,146,186**	**4,761,434,186**
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,719,709,415	7,230,009,999	4,563,146,186	4,761,434,186
AUTRES INSTITUTIONS	**1,749,527,422**	**2,160,000,000**	**2,727,000,886**	**3,136,747,894**

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,749,527,422	2,160,000,000	2,727,000,886	3,136,747,894
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	17,793,990,001	22,759,511,142	24,868,671,113	24,502,374,058
BIENS ET SERVICES	13,070,990,000	16,846,511,141	17,636,671,113	18,593,974,058
TRANSFERTS ET SUBVENTION	4,723,000,001	5,913,000,001	7,232,000,000	5,908,400,000
DETTE PUBLIQUE	23,608,760,747	23,607,890,183	23,607,890,183	23,607,890,183
DETTE INTERNE	15,606,792,631	19,440,978,165	19,440,978,165	19,440,978,165
INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	820,495,483	806,236,330	806,236,330	806,236,330
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	250,129,325	235,870,172	235,870,172	235,870,172
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	570,366,158	570,366,158	570,366,158	570,366,158
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	6,323,762,817	10,169,398,968	10,169,398,968	10,169,398,968
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	343,464,566	195,370,685	195,370,685	195,370,685
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	5,980,298,250	9,974,028,282	9,974,028,282	9,974,028,282
AUTRES CREANCIERS INTERNES	8,462,534,332	8,465,342,868	8,465,342,868	8,465,342,868
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	(0)	(0)	(0)	(0)
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	8,462,534,332	8,465,342,868	8,465,342,868	8,465,342,868
DETTE EXTERNE	8,001,968,116	4,166,912,018	4,166,912,018	4,166,912,018
DETTE MULTILATERALE	1,134,016,141	480,224,558	480,224,558	480,224,558
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	231,407,981	62,974,690	62,974,690	62,974,690
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	902,608,160	417,249,868	417,249,868	417,249,868
DETTE BILATERALE	5,569,451,160	3,686,687,459	3,686,687,459	3,686,687,459
DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	876,416,114	733,907,370	733,907,370	733,907,370
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	4,693,035,046	2,952,780,089	2,952,780,089	2,952,780,089
AUTRES DETTES EXTERNES	1,298,500,814	-	-	-
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	1,298,500,814	-	-	-
DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	3,000,000,000	7,560,656,275	10,000,000,000	12,600,000,000
SUBVENTION A l'EDH	3,000,000,000	7,560,656,275	10,000,000,000	12,600,000,000
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,000,000,000	7,560,656,275	10,000,000,000	12,600,000,000
SUBVENTION PRODUITS PRETOLIERS	-	-	-	-
SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	-
POUVOIR LEGISLATIF	3,496,760,736	3,591,058,174	5,576,097,283	5,814,493,116
SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,700,492,629	1,723,227,967	2,604,094,939	2,885,517,029
SERVICES INTERNES	1,700,492,629	1,723,227,967	2,604,094,939	2,885,517,029
ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,700,492,629	1,723,227,967	2,604,094,939	2,885,517,029

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,584,454,018	1,661,267,268	2,397,393,398	2,548,568,720
BIENS ET SERVICES	106,960,699	61,960,699	96,701,540	102,948,309
TRANSFERTS ET SUBVENTION	0	(0)	110,000,000	234,000,000
INVESTISSEMENTS	9,077,912	-	-	-
TRESOR PUBLIC	*9,077,912*	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CHAMBRE DES DEPUTES	**1,796,268,107**	**1,867,830,207**	**2,972,002,345**	**2,928,976,087**
SERVICES INTERNES	**1,796,268,107**	**1,867,830,207**	**2,972,002,345**	**2,928,976,087**
CHAMBRE DES DEPUTES	**154,171,597**	**165,820,447**	**769,212,081**	**572,267,427**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	154,171,597	165,820,447	453,312,081	485,043,927
BIENS ET SERVICES	0	(0)	81,900,000	87,223,500
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	234,000,000	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	**0**	**(0)**	**(0)**	**(0)**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	0	(0)	(0)	(0)
BIENS ET SERVICES	-	-	-	-
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
SECRETARIAT GENERAL	**1,642,096,510**	**1,702,009,760**	**2,202,790,264**	**2,356,708,661**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,563,268,762	1,653,182,012	2,149,136,616	2,299,576,179
BIENS ET SERVICES	78,827,748	48,827,748	53,653,648	57,132,482
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
POUVOIR JUDICIAIRE	**2,808,877,926**	**3,197,479,996**	**4,048,308,856**	**4,419,941,187**
CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**2,808,877,926**	**3,197,479,996**	**4,048,308,856**	**4,419,941,187**
SERVICES INTERNES	**2,808,877,926**	**3,197,479,996**	**4,048,308,856**	**4,419,941,187**
ADMINISTRATION GENERALE	**511,777,585**	**552,380,234**	**721,240,790**	**863,444,000**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	290,698,019	332,173,659	431,825,757	462,053,560
BIENS ET SERVICES	221,079,567	174,206,575	189,415,033	201,390,440
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	46,000,000	100,000,000	200,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*46,000,000*	*100,000,000*	*200,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
COUR DE CASSATION	**421,324,675**	**610,501,847**	**756,070,002**	**807,793,886**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	289,698,611	429,589,850	558,466,805	597,559,481
BIENS ET SERVICES	131,626,064	180,911,997	197,603,197	210,234,404
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
COUR D'APPEL	**262,363,469**	**261,553,842**	**324,617,266**	**346,881,237**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	186,840,204	186,030,576	241,839,749	258,768,531
BIENS ET SERVICES	75,523,265	75,523,266	82,777,517	88,112,706
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
TRIBUNAUX	**1,613,412,196**	**1,773,044,073**	**2,246,380,798**	**2,401,822,065**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,365,194,930	1,488,291,430	1,934,778,859	2,070,213,379
BIENS ET SERVICES	248,217,266	284,752,643	311,601,939	331,608,686
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	**254,820,600,000**	**323,445,000,000**	**348,267,800,000**	**381,805,700,001**
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ORGANISMES INDEPENDANTS	**4,159,133,061**	**5,595,188,568**	**7,174,722,581**	**8,036,435,848**
COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	**1,275,819,280**	**1,444,251,371**	**1,799,109,019**	**2,037,066,699**
SERVICES INTERNES	**1,275,819,280**	**1,444,251,371**	**1,799,109,019**	**2,037,066,699**
CONSEIL DE LA COUR	**1,275,819,280**	**1,444,251,371**	**1,799,109,019**	**2,037,066,699**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	638,911,946	719,859,496	935,817,345	1,001,324,559
BIENS ET SERVICES	568,391,875	674,391,875	738,291,674	785,742,140
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	68,515,459	50,000,000	125,000,000	250,000,000
TRESOR PUBLIC	*68,515,459*	*50,000,000*	*125,000,000*	*250,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
CONSEIL ELECTORAL	**768,515,122**	**1,443,704,622**	**1,774,978,521**	**1,895,065,444**
SERVICES INTERNES	**768,515,122**	**1,443,704,622**	**1,774,978,521**	**1,895,065,444**
CONSEIL ELECTORAL	**768,515,122**	**1,443,704,622**	**1,774,978,521**	**1,895,065,444**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	665,883,692	991,396,559	1,288,815,527	1,379,032,613
BIENS ET SERVICES	102,631,430	452,308,063	486,162,994	516,032,831
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**256,202,471**	**298,722,321**	**367,281,105**	**392,317,480**
SERVICES INTERNES	**256,202,471**	**298,722,321**	**367,281,105**	**392,317,480**
OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**256,202,471**	**298,722,321**	**367,281,105**	**392,317,480**
SALAIRES ET TRAITEMENTS	172,950,386	197,369,850	256,580,805	274,541,461
BIENS ET SERVICES	83,252,085	101,352,471	110,700,300	117,776,019
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	-	-
TRESOR PUBLIC	-	-	-	-
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

INSTITUTION	CREDIT RECTIFICATIF 2023-2024	CREDIT 2024-2025	Projection 2025-2026	Projection 2026-2027
TOTAL	254,820,600,000	323,445,000,000	348,267,800,000	381,805,700,001
UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1,781,957,311	2,286,808,832	3,105,653,265	3,552,326,042
SERVICES INTERNES	1,781,957,311	2,286,808,832	3,105,653,265	3,552,326,042
RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1,781,957,311	2,286,808,832	3,105,653,265	3,552,326,042
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1,545,966,229	1,700,817,750	2,211,063,075	2,365,837,490
BIENS ET SERVICES	235,991,082	585,991,082	644,590,190	686,488,553
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	-	250,000,000	500,000,000
TRESOR PUBLIC	-	-	*250,000,000*	*500,000,000*
DONS	-	-	-	-
EMPRUNT	-	-	-	-
ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	76,638,877	121,701,422	127,700,672	159,660,182
SERVICES INTERNES	76,638,877	121,701,422	127,700,672	159,660,182
SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	76,638,877	121,701,422	127,700,672	159,660,182
SALAIRES ET TRAITEMENTS	38,698,979	43,687,227	56,793,395	60,768,933
BIENS ET SERVICES	37,939,898	41,733,888	45,907,276	48,891,249
TRANSFERTS ET SUBVENTION	-	-	-	-
INVESTISSEMENTS	-	36,280,308	25,000,000	50,000,000
TRESOR PUBLIC	-	*36,280,308*	*25,000,000*	*50,000,000*

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 63- Les crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, pour l'exercice fiscal 2024-2025, s'élèvent à **Vingt-trois milliards six cent sept millions huit cent quatre-vingt-dix mille cent quatre-vingt trois de gourdes (HTG 23 607 890 183,00),** répartis suivant le tableau ci-dessous :

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**1,228,122,918**	**22,379,767,265**	**23,607,890,183**
1512-1-DETTE INTERNE	**431,240,857**	**19,009,737,308**	**19,440,978,166**
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	235,870,172	570,366,158	806,236,330
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	195,370,685	9,974,028,282	10,169,398,968
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS		8,465,342,868	8,465,342,868
1512-2-DETTE EXTERNE	**796,882,060**	**3,370,029,957**	**4,166,912,018**
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	62,974,690	417,249,868	480,224,558
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	733,907,370	2,952,780,089	3,686,687,459

CHAPITRE IV

Dispositions relatives au contrôle des opérations budgétaires

Article 64- Tout chèque émis à l'ordre d'un ministère ou service public, bénéficiant d'une allocation budgétaire, ne peut être endossé que pour dépôt au compte «Trésor Public» ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux Lois en vigueur, aux sous comptes courants de fonctionnement ou d'investissement de l'institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 65- Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de la date d'émission. Tout chèque non valide peut être réémis suivant une analyse au cas par cas et selon les procédures et modalités définies par le Ministère de l'Economie et des Finances, sur requête motivée du bénéficiaire ou de l'institution pour le compte duquel le chèque a été émis.

Article 66- Les entreprises individuelles, les sociétés anonymes et les sociétés de personnes doivent adopter la période allant d'octobre de l'année N à septembre de l'année N+1 comme période financière.

Article 67- Les chèques émis par le «Trésor Public», à l'exception de ceux des pensionnaires, ne sont pas négociables. Ils ne peuvent être encaissés que par le bénéficiaire. L'agent public ou tout autre bénéficiaire, se trouvant en incapacité temporaire, peut solliciter de son institution soit un virement sur son compte en banque, soit la remise de son chèque à son mandataire.

Article 68- Les chèques, devenus sans objet, doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure régissant la matière.

Article 69- Les restitutions, au compte « Trésor Public », de sommes payées pour un service non rendu ou fourni partiellement, une avance sur dépense réglée par un tiers en cours d'exercice, donnent lieu à un rétablissement de crédit.

Article 70- Le rétablissement de crédit a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a indûment ou provisoirement consommés, à concurrence des remboursements obtenus.

Article 71- Le rétablissement de crédits est initié par l'Ordonnateur sur la base de la preuve du remboursement de la dépense.

ANE PA SA REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 72- Les frais réguliers de soutien, à partir de l'alimentation des cartes de débit, doivent être soumis au visa préalable du contrôleur financier accompagné d'une liste en annexe mentionnant, entre autres, les nom et prénom (s), le NIF, le salaire brut, le montant accordé et le pourcentage du frais de soutien par rapport au salaire brut.

Article 73- L'utilisation régulière de recharge par cartes téléphoniques et l'abonnement mensuel au profit d'un agent public sont mutuellement exclusifs.

Article 74- Il est fait injonction aux compagnies de téléphonie fournissant les services post-payés d'indiquer le NIF ou le NINU rattaché au numéro de téléphone dans la facture soumise à l'Administration Publique pour paiement.

Article 75- Tous les contrats à titre onéreux conclus par l'État haïtien avec des tiers sont libellés et payés en Gourde.

Article 76- Il est institué, depuis l'exercice fiscal 2015-2016, le Compte Unique du Trésor (CUT), en vertu du principe de l'unité de caisse et de trésorerie, afin de déterminer à tout moment la position consolidée des disponibilités des comptes du Trésor Public domiciliés à la Banque de la République d'Haïti.

Article 76-1 Le CUT est constitué d'un compte courant central, de comptes secondaires de recettes et de sous-comptes courants de dépenses.

Tous les comptes courants de fonctionnement et d'investissement sont transformés en sous-comptes courants de dépenses du compte courant central.

Des comptes secondaires sont tenus pour les recettes fiscales, douanières et diverses.

Les comptes secondaires de recettes sont nivelés quotidiennement de façon automatique au profit du compte central du Trésor.

Le nivellement des comptes de dépenses est automatique.

Article 76-2 Les comptes courants secondaires de recettes et les comptes d'opération sont placés sous le contrôle des postes comptables.

Article 76-3 Les recettes générées par les activités d'une institution de l'Administration d'État sont déposées dans un compte secondaire de recettes qui sera nivelé. Les dépenses de ces institutions seront exécutées à partir des comptes d'opération du poste comptable dont elles font partie.

Article 77- Le sous-compte courant de fonctionnement d'une institution de l'Administration d'État ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que le sous-compte courant d'investissement ne peut l'être à partir des crédits de fonctionnement.

Article 78- Les opérations sur les comptes d'opération de dépenses des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

Article 78-1 Les comptes d'opération ne peuvent être utilisés pour la rémunération de personnel, sauf ceux alimentés à partir des crédits des Interventions Publiques ou d'un projet. Par contre, les organismes autonomes peuvent rémunérer leurs personnels à partir des sous comptes d'opération du compte courant central qu'ils détiennent.

Article 79- Les engagements pris au-delà des crédits budgétaires fixés par le présent Budget, les engagements contraires aux Lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État haïtien. Toute personne physique ou morale, qui aura contracté de tels engagements, sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle. La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) prendra les mesures nécessaires en vue d'appliquer cette disposition.

Article 80- L'article 80 de la Loi du 4 mai 2016 remplaçant le Décret du 16 février 2005 sur le processus d'élaboration et d'exécution des Lois de finances se lit désormais comme suit :

Tous les actes portant engagement de dépenses sont soumis au visa préalable du contrôleur financier, à l'exception des dépenses d'intelligence.

NE PAS REPRODUIRE

Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des Lois et règlements et de leur conformité avec les autorisations parlementaires.

Le contrôleur financier peut obtenir communication de toutes les pièces propres à justifier les engagements de dépenses y relatifs et à éclairer sa décision. Si les pièces lui paraissent entachées d'irrégularités au regard des dispositions qui précèdent, le contrôleur financier refuse le visa.

En cas de désaccord persistant, le contrôleur financier en informe le Ministre chargé des Finances. L'ordonnateur concerné peut solliciter un passer-outre auprès du Ministre chargé des Finances.

Article 81- Par suite de l'analyse d'un dossier, le contrôleur financier et/ou le comptable public soumettent un ensemble de recommandations motivant leurs refus de visa ou de mise en paiement. L'Ordonnateur peut solliciter une main levée en conséquence. Toute main levée sollicitée, par un ordonnateur auprès du Ministre Chargé des Finances, engage la responsabilité personnelle et pécuniaire de cet ordonnateur.

Article 82- Un agent public émargeant à l'un des alinéas 110,111,112 et 113 du Budget Général ne peut détenir sous quelque forme que ce soit, un contrat de travail avec son institution d'attache ou toute autre institution de l'administration d'État, sauf si ledit contrat concerne des prestations de services spécialisés sur une période n'excédant pas un trimestre non renouvelable ou des prestations dans les établissements publics d'enseignement classique à partir du nouveau secondaire et d'enseignement supérieur public (cours, travaux de recherche, études et encadrement).

Article 83- L'agent public ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il est mis à disposition ou s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est-à-dire bénéficiant de deux chaires au plus à côté de son emploi principal.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à l'enseignement classique à partir du nouveau secondaire et à l'enseignement supérieur public, compte tenu de l'insuffisance des ressources humaines et de la flexibilité d'horaire qui y est pratiqué (enseignement dispensé le soir et en fin de semaine).

Article 84- Tout avis de mouvement dans le personnel, tout projet de contrat d'embauche, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'Ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 15 mai de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances leurs avis de mouvement.

Article 85- Aucune requête au titre du service de la dette interne ne peut être honorée si l'acte portant engagement de la dépense y relative n'a pas été préalablement visé par le contrôleur financier. En aucun cas, le passer outre du Ministre de l'Economie et des Finances ne peut être accordé.

Article 86- L'article 34 du Décret du 9 octobre 2015 modifiant celui du 18 février 2011 et révisant celui du 6 octobre 2004 sur la pension civile de retraite se lit désormais ainsi :

l'agent public, qui a reçu sa pension, ne peut recommencer une carrière dans la Fonction Publique. Toutefois, il peut travailler sur base contractuelle ou exercer une fonction dans l'Administration.

- *Au cas où le bénéficiaire prêterait ses services à l'État, il devra opter pour le montant de la pension qui lui est déjà allouée ou pour les indemnités ou appointements afférents à la fonction ou au poste occupé.*
- *Les nouveaux appointements et indemnités ne seront pas assujettis à la retenue mensuelle légale et la pension liquidée ne sera pas révisée.*

Article 87- Il est fixé, par Arrêté pris en Conseil des Ministres, la date de clôture des engagements de l'exercice fiscal relatifs aux charges liées à la constatation préalable du service fait. Ces actes sont examinés au regard de l'imputation de la dépense, de la disponibilité des crédits, de l'application des dispositions d'ordre financier, de la vérification des prix par rapport aux prix ordinairement appliqués à des produits ou prestations similaires, des Lois et règlements, de leur conformité avec les autorisations parlementaires.

ANE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 88- Les fonctionnaires et employés (agents de sécurité, secrétaires de direction, chauffeurs, gardiens de bâtiment public, les ménagères et les assistantes), affectés directement au service des Grands Commis, bénéficient, en lieu et place de la rémunération pour des travaux fournis en heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.

Article 89- Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux agents publics ne peuvent être, en aucun cas, accordées sur une base mensuelle.

Article 90- Les frais de déplacement accordés, à partir des ressources du Trésor Public, sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un Grand Commis ou d'un agent de la Fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation dans le cadre de l'exercice de ses fonctions. Le barème relatif aux frais de déplacements est ainsi établi :

FONCTION	DÉPLACEMENT A L'EXTERIEUR DU PAYS		DÉPLACEMENT A L'INTERIEUR DU PAYS
	Europe Asie Afrique	Autres destinations	Entre les départements
*Ministres *Sénateurs *Secrétaires d'Etat *Députés *S.G. / Présidence & Primature	€ 550.00	$550.00	HTG 35,000.00
*Directeurs Généraux *Directeurs de Cabinet *Directeurs Généraux Adjoints	€ 475.00	$475.00	HTG 31,500.00
*Directeurs, Directeurs Adjoints *Membres de Cabinet	€ 400.00	$400.00	HTG 25,000.00
*Cadres	€ 325.00	$325.00	HTG 25,000.00
*Techniciens	€ 325.00	$325.00	HTG 25,000.00
*Autres catégories incluant les délégués	€ 325.00	$325.00	HTG 25000,00
*Chauffeurs et Agents de sécurité	€ 325.00	$325.00	HTG 21,000.00
*Conslutants/Experts/Invités	€ 325.00	$325.00	HTG 25,000.00

- Dans le cas de déplacement du Président de la République et du Premier Ministre, les frais de déplacement sont fixés suivant un barème spécial.

-Dans le cas d'une délégation, les frais de déplacement de tous les membres seront alignés sur ceux du Chef de la délégation.

Article 91- Lorsque les frais de déplacement sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 40% peut être accordé à titre de complément de perdiem.

Article 92- Les délégations de plus de huit (8) personnes au niveau des ministères doivent être soumises à l'approbation du Premier Ministre avant l'avis de conformité du contrôleur financier. Sans cette approbation, aucun remboursement ne sera accordé le cas échéant.

Article 93- Tout remboursement relatif aux déplacements de personnes requiert une preuve de voyage, notamment la carte d'embarquement accompagnée d'un ordre de mission; exception faite pour le Président de la République, le Premier Ministre, le Président du Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, les Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat, les Membres du Conseil de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif.

Article 94- Toute personne, autre que les agents publics, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalant à celui d'un cadre.

Article 95- Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'État peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 96- Toute personne, qui n'occupe plus une fonction dans l'Administration publique ou qui n'a ni droit ni qualité pour détenir un bien appartenant à l'État (véhicule, matériel informatique, arme à feu,...), doit le rendre sans délai au service concerné, sous peine de poursuites pénales sans préjudices des dommages et intérêts. Les ordonnateurs prendront les dispositions nécessaires pour le suivi et la mise en application de cette mesure.

Article 97- Les subventions accordées à partir du Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités, sont assujetties au contrôle du ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 98- Aucune dépense relative au **Titre IV : Dépenses de transferts** ne peut être effectuée à partir du **Titre VI : Autres Dépenses publiques**.

Article 99- A la troisième semaine du mois d'octobre 2024, le Ministre de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice 2023-2024.

Article 100- Le Ministre de l'Economie et des Finances transmet à la Chambre des Députés et au Sénat, le 31 décembre de chaque exercice fiscal, un état récapitulatif de tous les engagements non exécutés et le solde disponible au compte Trésor Public pour l'exercice clos le 30 septembre.

Article 101- Le montant correspondant à la balance entre le total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrit dans un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.

Article 102- Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde, à date, est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement des opérations budgétaires de l'exercice en cours.

Article 103- Le Ministre chargé des Finances, ordonnateur principal unique des recettes du Budget de l'État et des comptes spéciaux, soumet à la Chambre des Députés et au Sénat, dans les 30 jours suivant chaque trimestre, un rapport sur la balance générale des comptes en comptabilité et un rapport sur l'état de l'exécution de la Loi de Finances (base engagement et base paiement).

Le bilan financier de la Banque de la République d'Haïti et de toutes les autres institutions de l'État haïtien seront soumis à la Chambre des Députés et au Sénat de la République dans les 15 jours suivant chaque trimestre.

Article 104- Il est fait obligation aux institutions de l'Administration d'État de faire parvenir, au Ministère de l'Economie et des Finances pour être acheminé à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, au plus tard le 31 octobre, l'inventaire au coût d'acquisition de leurs immobilisations corporelles. Défense est faite aux contrôleurs financiers et aux comptables publics d'autoriser ou de payer une dépense sans la soumission de cet inventaire.

Article 105- Toute entreprise ou société ayant octroyé des stages pratiques d'au moins trois (3) mois avec des frais de stages obtiendra une réduction équivalente sur la taxe sur masse salariale.

Article 106- Lors des passations de marchés publics, pour une différenciation financière de moins de 18% des propositions de l'offre financière, le marché devra être accordé à la firme ayant sous-traité le plus haut niveau de la valeur de son marché à des jeunes sociétés **(de moins de cinq ans)** formées d'au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans.

Article 107- Le recours à la caution de garantie n'est pas obligatoire pour toute jeune société dont le Conseil d'Administration ou de Direction est formé d'au moins 50% de jeunes de moins de 45 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration ou son représentant doit signer une déclaration notariée qui l'engage à maintenir son offre pendant la durée de validité fixée pour celle-ci et à être déclaré inéligible pendant deux (2) ans pour participer à un marché public en cas de non-respect des obligations fixées dans le dossier d'appel d'offres.

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Article 108- Pour une différenciation financière de moins de 15% des propositions de l'offre financière, l'autorité contractante devra accorder le marché à la plus jeune société dont le poids de jeunes de moins de 45 ans dans le Conseil d'Administration ou de Direction est le plus élevé.

Dispositions Finales

Article 109- Les mesures à caractère fiscal, contenues dans le Décret établissant le Budget Général de l'exercice 2023-2024, restent en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle disposition vienne les modifier.

Article 110- Le présent Décret portant Budget Général de l'Exercice 2024-2025 abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois qui lui sont contraires et sera publié et exécuté à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe, chacun en ce qui le concerne.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 30 septembre 2024, An 221ème de l'Indépendance.

Par le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) :

Pour le Conseil :

Le Conseiller-Président — Edgard LEBLANC Fils

Le Premier Ministre — Garry CONILLE

Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales — Garry CONILLE

Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique — Carlos HERCULE

La Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes — Dominique DUPUY

La Ministre des Haïtiens Vivant à l'étranger — Dominique DUPUY

La Ministre de l'Économie et des Finances — Marie D.A. Ketleen FLORESTAL

La Ministre de la Planification et de la Coopération Externe — Marie D.A. Ketleen FLORESTAL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural — Vernet JOSEPH

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications — Raphaël HOSTY

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie — James MONAZARD

Le Ministre du Tourisme — James MONAZARD

Le Ministre de l'Environnement — Moïse JEAN-PIERRE

Le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle — Augustin ANTOINE

Le Ministre de la Culture et de la Communication — Augustin ANTOINE

Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail — Georges Wilbert FRANCK

Le Ministre de la Santé Publique et de la Population — Georges Fils BRIGNOL

La Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme — Marie Françoise SUZAN

La Ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique — Niola Lynn Sarah DEVALIS OCTAVIUS

Le Ministre de la Défense — Jean Marc Berthier ANTOINE

A NE PAS REPRODUIRE

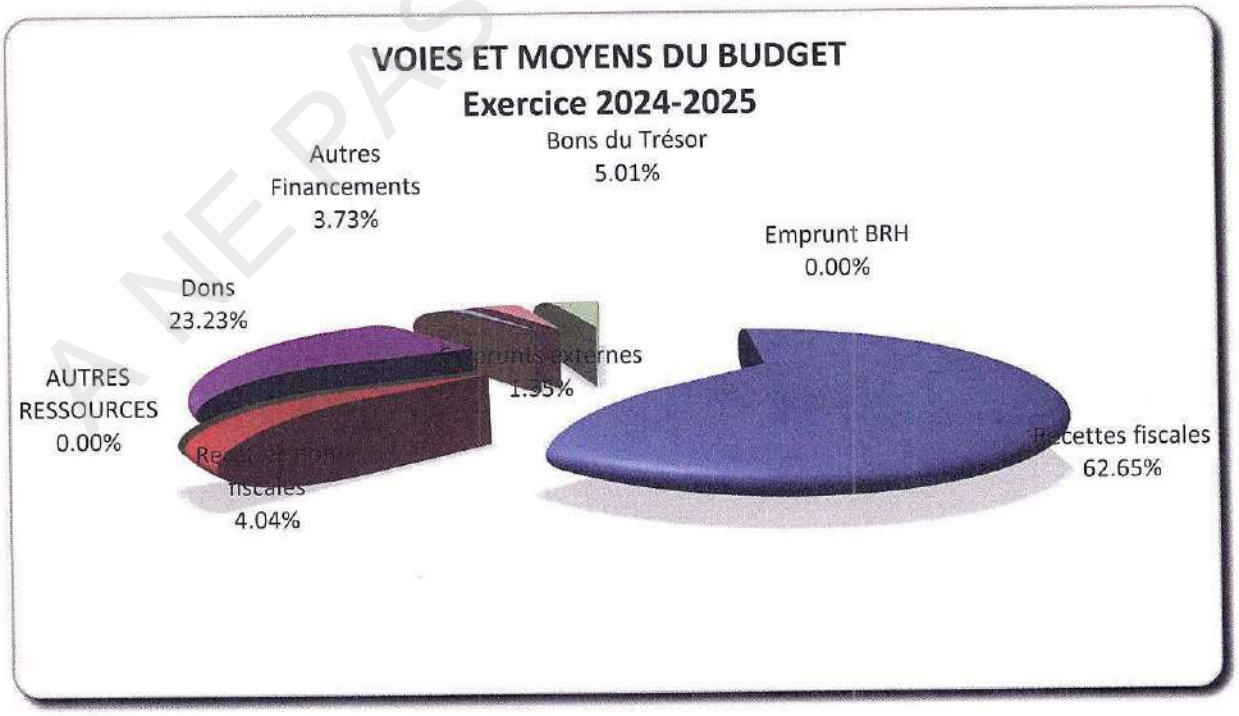
PRESENTATION GENERALE DES RESSOURCES BUDGETAIRES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

VOIES ET MOYENS DU BUDGET
CLASSES PAR NATURE
(En Gourdes)
Exercice 2024-2025

TOTAL DES VOIES & MOYENS		**323,445,000,000**
RESSOURCES		**290,809,906,744**
RECETTES COURANTES		**215,689,200,000**
Recettes fiscales	202,624,166,556	
Recettes non fiscales	13,065,033,444	
AUTRES RESSOURCES		**75,120,706,744**
Dons	75,120,706,744	
FINANCEMENT		**32,635,093,256**
Emprunts externes	4,381,293,256	
Autres Financements	12,050,000,000	
Bons du Trésor	16,203,800,000	
Emprunt BRH	-	



A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

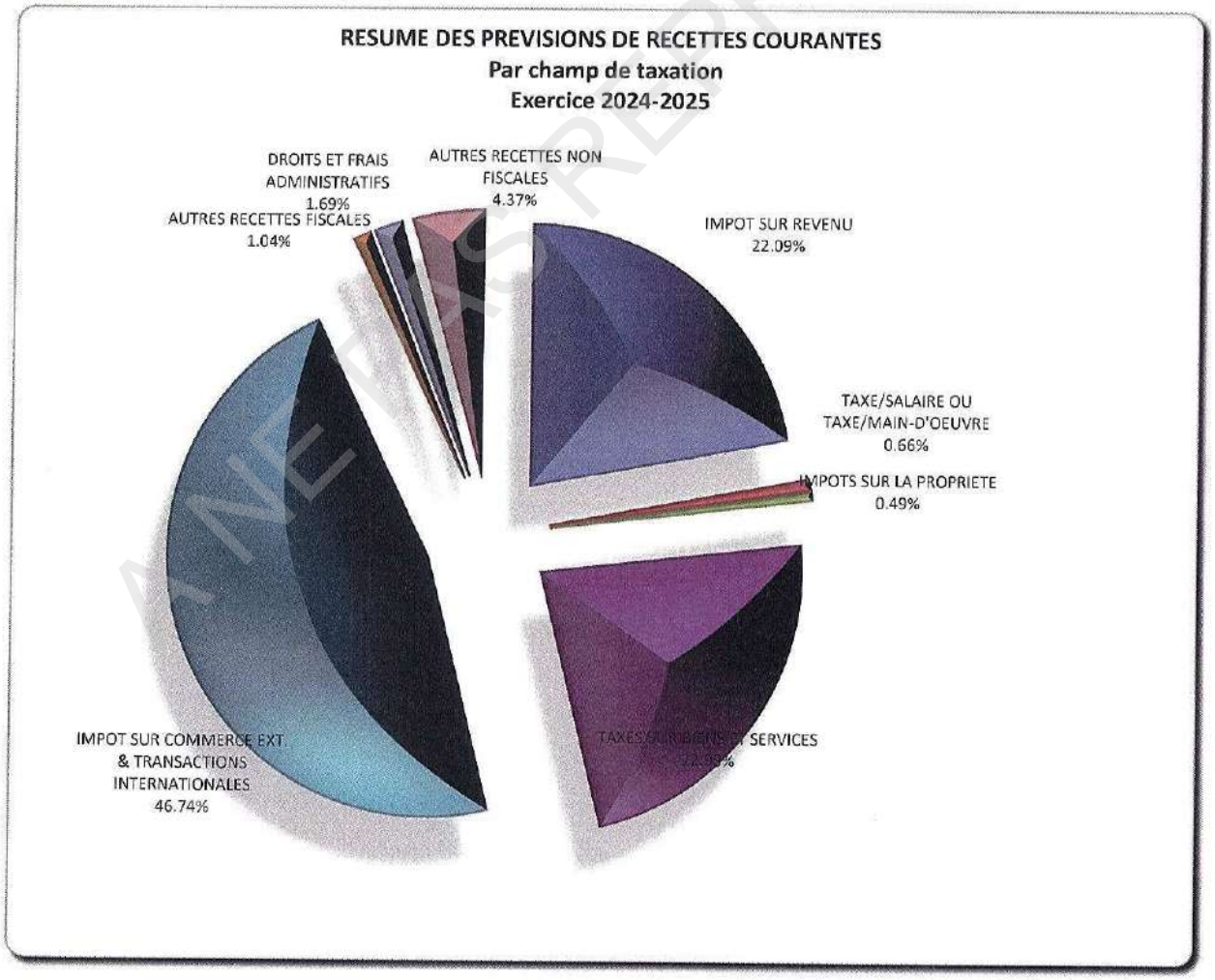
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2024-2025

(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	47,638,532,302	22.09
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	1,423,659,299	0.66
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	1,048,067,513	0.49
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	49,465,234,961	22.93
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	100,808,762,327	46.74
AUTRES RECETTES FISCALES	2,239,910,154	1.04
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	3,636,538,709	1.69
AUTRES RECETTES NON FISCALES	9,428,494,735	4.37
TOTAL	**215,689,200,000**	**100.00**



A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

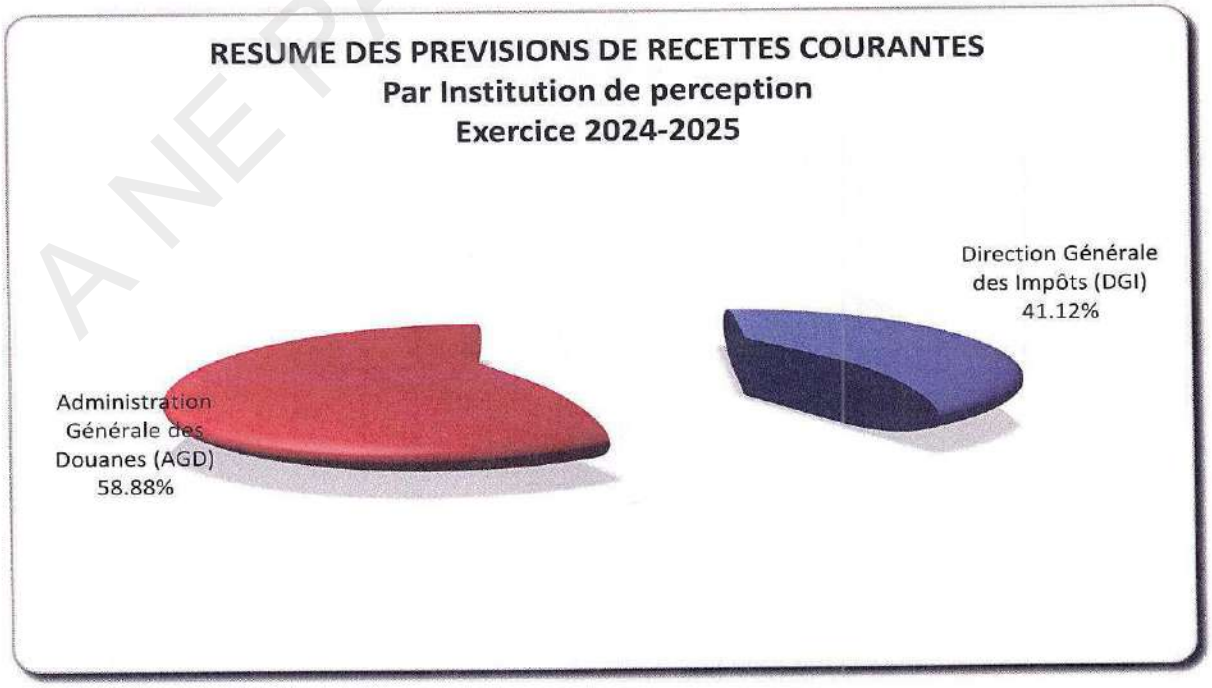
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par Institution de perception

Exercice 2024-2025

(En gourdes)

Direction Générale des Impôts (DGI)	**87,665,000,000**
TCA	19,376,942,860
IMPOT SUR REVENU	47,638,532,302
ACCISE	1,372,279,880
AUTRES	19,277,244,958
SUB/TOTAL1	**87,665,000,000**
Administration Générale des Douanes (AGD)	**125,524,200,000**
DROITS D'ACCISES	13,837,851,310
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,311,335,346
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	73,502,891,508
RECETTES NON FISCALES	856,840,933
AUTRES	35,015,280,903
SUB/TOTAL2	**125,524,200,000**
TRESOR PUBLIC	**2,500,000,000**
Revenus des Domaines et de l'entreprise	**2,500,000,000**
APPORT DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2,500,000,000
TOTAL	**215,689,200,000**



A NE PAS REPRODUIRE

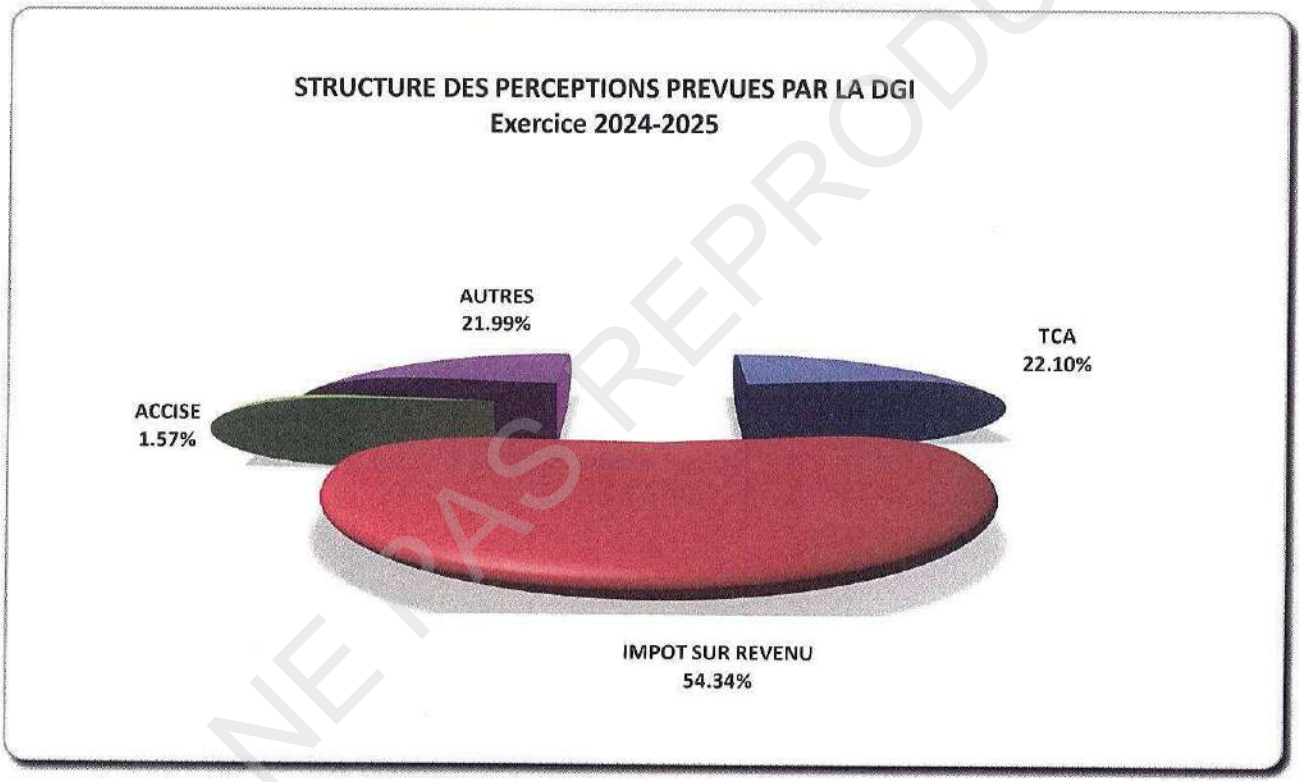
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES PAR LA DGI

Exercice 2024-2025

(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	19,376,942,860	22.1
IMPOT SUR REVENU	47,638,532,302	54.3
ACCISE	1,372,279,880	1.6
AUTRES	19,277,244,958	22.0
TOTAL	**87,665,000,000**	**100.00**



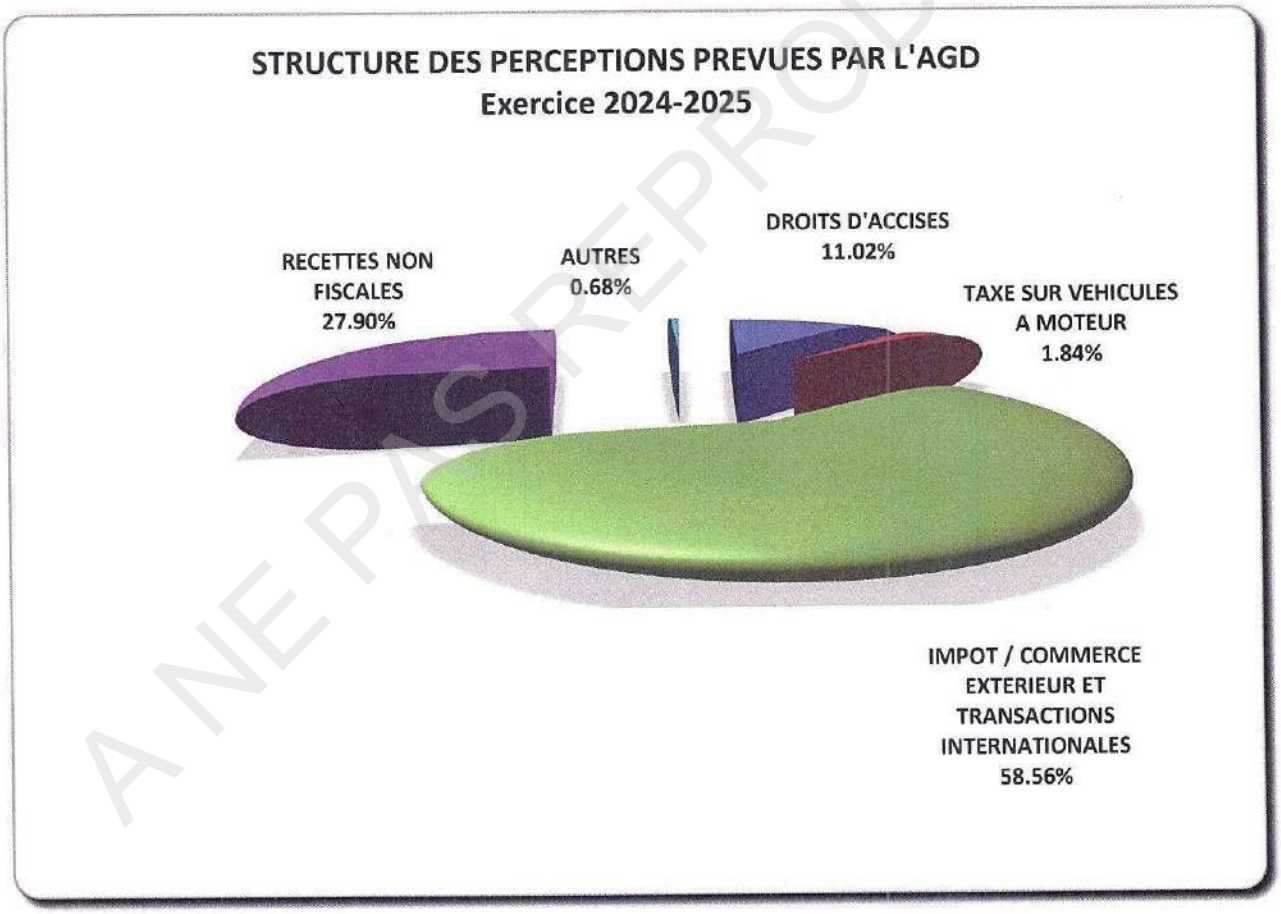
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2024-2025

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	13,837,851,310	11.0
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	2,311,335,346	1.8
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	73,502,891,508	58.6
RECETTES NON FISCALES	35,015,280,903	27.9
AUTRES	856,840,933	0.7
SUB/TOTAL1	**125,524,200,000**	**100.00**



A NE PAS REPRODUIRE

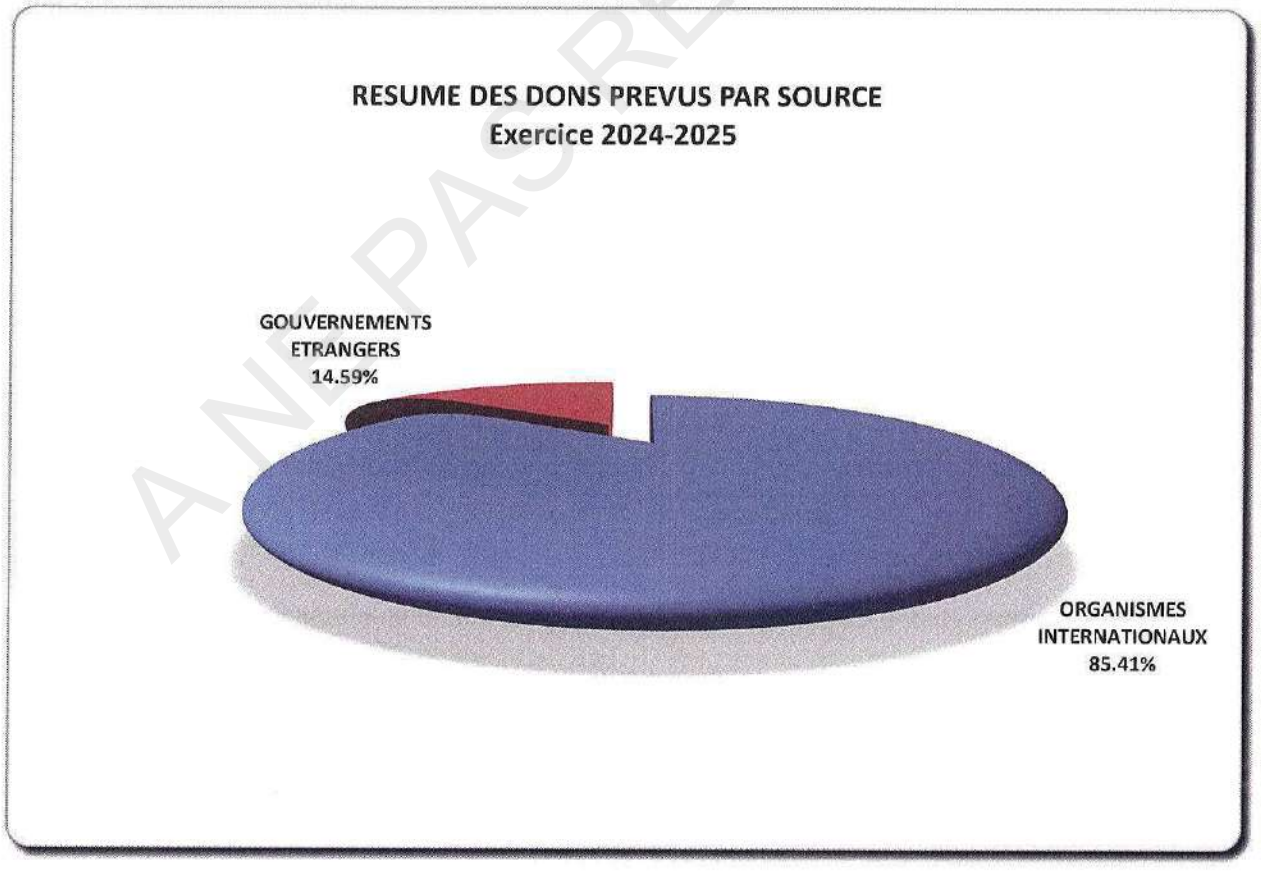
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

RESUME DES AIDES-PROJETS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2024-2025

(En gourdes)

AIDE PROJETS		**75,120,706,744**
ORGANISMES INTERNATIONAUX		**64,159,706,744**
BM	34,062,560,000	
BID	23,718,400,000	
CDB	1,675,966,216	
FIDA	1,122,697,000	
UE	3,580,083,528	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		**10,961,000,000**
CANADA	3,199,719,429	
ESPAGNE	2,920,578,093	
FRANCE	2,258,457,579	
USA	2,582,244,899	
TOTAL		**75,120,706,744**



A NE PAS REPRODUIRE

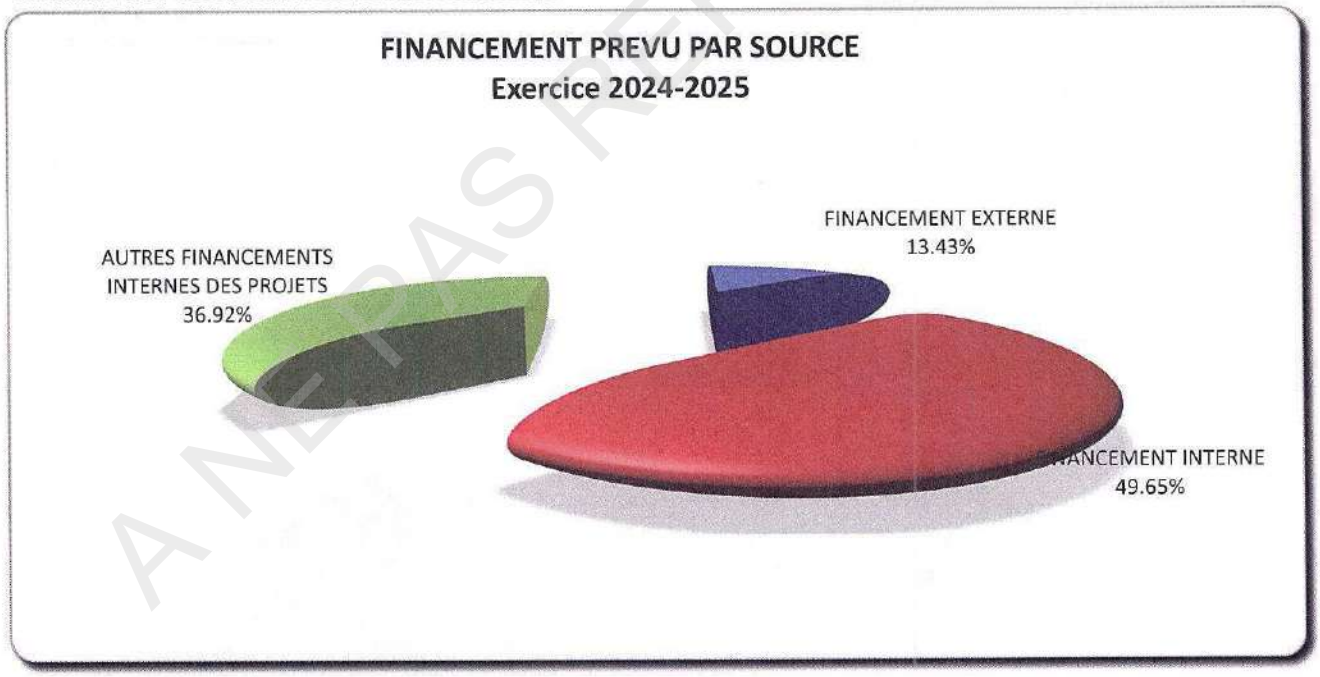
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2024-2025

(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		**32,635,093,256**
FINANCEMENT EXTERNE		**4,381,293,256**
FMI	845,293,256	
TAIWAN	3,536,000,000	
FINANCEMENT INTERNE		**16,203,800,000**
BONS DU TRESOR	16,203,800,000	
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS		**12,050,000,000**
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,282,800,000	
AUTRES FONDS DE CONTREPARTIE (AFC)	6,767,200,000	
FONDS DE SOUTIEN A LA SECURITE NATIONALE	4,000,000,000	
BESOIN OU CAPACITE DE FINANCEMENT		



A NE PAS REPRODUIRE

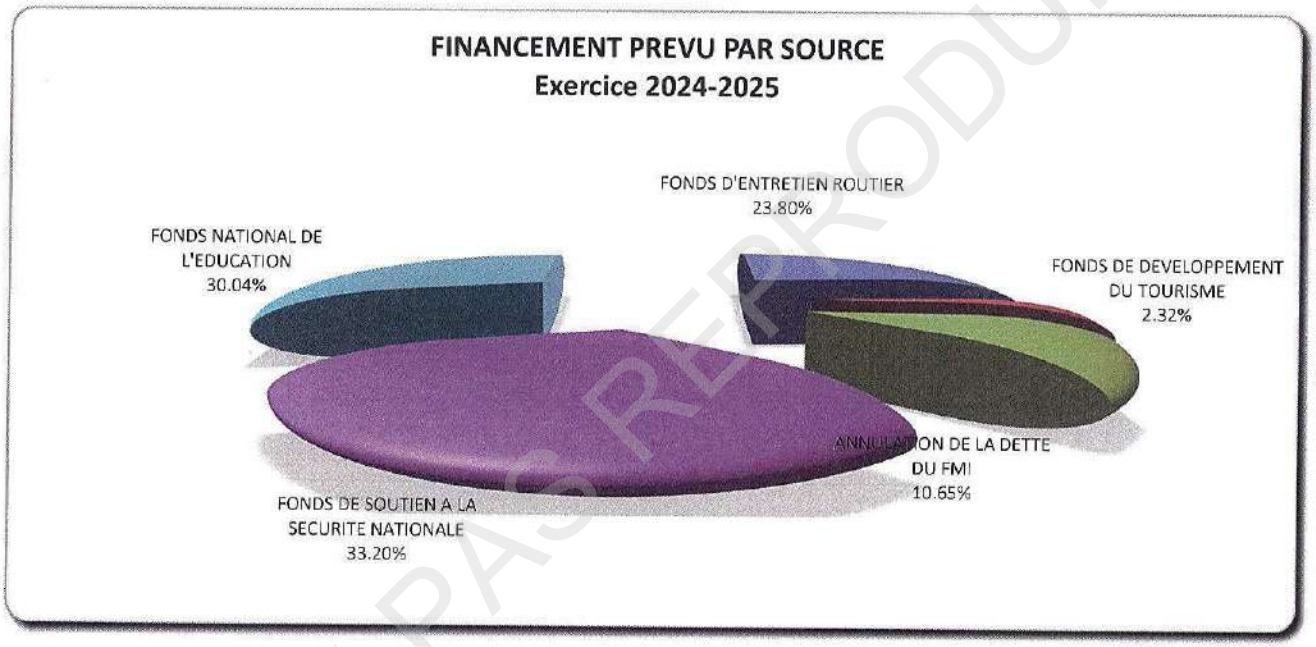
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

DETAILS DES AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS

Exercice 2024-2025

(En gourdes)

TOTAL	**12,050,000,000**
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	2,867,545,065
FONDS DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME	280,000,000
ANNULATION DE LA DETTE DU FMI	1,282,800,000
FONDS DE SOUTIEN A LA SECURITE NATIONALE	4,000,000,000
FONDS NATIONAL DE L'EDUCATION	3,619,654,935



A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2024-2025

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	87,665,000,000	101,676,200,000	23,848,000,000	110,255,800,000	323,445,000,000
	Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements					
	Ressources hors Dons et Emprunts	87,665,000,000	101,676,200,000	23,848,000,000	2,600,000,000	215,689,200,000
	Recettes courantes	87,665,000,000	101,676,200,000	23,848,000,000	2,600,000,000	215,689,200,000
ARTICLE 1	**RECETTES FISCALES**	77,955,807,489	100,819,359,067	23,848,000,000	-	202,624,166,556
10	**Impôts sur le revenu**	47,638,532,302	-	-	-	47,638,532,302
100	*Sociétés et autres personnes morales*	18,072,279,532	-	-	-	18,072,279,532
1001	Impôt base benefice réel	18,072,279,532				18,072,279,532
101	*Personnes physiques*	29,566,252,770	-	-	-	29,566,252,770
1010	Impôt sur le salaire	29,566,252,770				29,566,252,770
11	**Taxe sur le salaire ou taxe sur main-oeuvre**	1,423,659,299	-	-	-	1,423,659,299
110	*Taxe sur la masse salariale*	1,423,659,299				1,423,659,299
12	**Impôts sur la propriéte**	1,048,067,513	-	-	-	1,048,067,513
120	*Propriété immobilière*	133,104,057	-	-	-	133,104,057
1200	Taxe additionnelle sur CFPB	133,104,057				133,104,057
121	*Droits de successions et donations*	744,069,530	-	-	-	744,069,530
1210	Droit proportionnel d'enregistrement	744,069,530				744,069,530
122	*Droits sur transactions mobilières et immobilières*	21,417,945	-	-	-	21,417,945
1220	Droit proportionnel d'enregistrement	21,417,945				21,417,945
123	*Droits sur autres actes relatifs à la propriété*	1,361,167	-	-	-	1,361,167
1230	Droit proportionnel d'enregistrement	1,361,167				1,361,167
124	*Divers impôts sur la propriété*	145,910,697	-	-	-	145,910,697
1241	Divers impôts sur la propriété non ventilés ailleurs	145,910,697				145,910,697
125	*Droits d'hypothèque*	1,195,493				1,195,493
129	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété*	1,008,614				1,008,614
13	**Taxes sur les biens et services**	26,617,234,961	43,659,733,667	7,494,137,152	-	76,771,105,780
130	*Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)*	19,376,942,860	35,004,684,163			54,381,627,023
1300	Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		35,004,684,163			35,004,684,163
1301	Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	19,376,942,860				19,376,942,860
131	*Droits d'accises*	1,372,279,860	6,343,714,158	7,494,137,152	-	15,210,131,190
1310	Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées	-	6,343,714,158	-	-	6,343,714,158
13103	*Boissons spiritueuses*		6,343,714,158			6,343,714,158
1312	Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	623,512,388	-	-	-	623,512,388
13120	*Allumettes*	1,204,232				1,204,232
13121	*Cigarettes*	622,308,156				622,308,156
1314	Droits d'accises additoires sur les combustibles et lubrifiants		-	5,669,275,884	-	5,669,275,884
13140	*Gaz propane, butane et assimilés*			5,669,275,884		5,669,275,884
1315	Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	-	-	1,824,861,268	-	1,824,861,268
13151	*Gasoil accise variable*			1,824,861,268		1,824,861,268
1316	Droits d'accises complémentaires	748,767,492	-	-	-	748,767,492
13160	*Bière*	748,767,492				748,767,492
132	*Taxes sur services déterminés*	582,560,028	-	-	-	582,560,028
1320	Taxes sur les services d'assurances	582,560,028	-	-	-	582,560,028
133	*Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers*	3,372,001,551	2,311,335,346	-	-	5,683,336,897
1330	Contributions patentes et licences	3,372,001,551	-	-	-	3,372,001,551
13300	*Patente (partie restante 20 % pour compte du Trésor)*	3,372,001,551				3,372,001,551
1331	Taxes sur les véhicules à moteur	-	2,311,335,346	-	-	2,311,335,346
13310	*Taxe 1ère immatriculation véhicules*		2,031,456,867			2,031,456,867
13314	*Taxe touristique*		279,878,479			279,878,479
134	*Diverses taxes sur biens et services*	912,606,331	-	-	-	912,606,331
1341	Taxe sur tickets de voyage	912,606,331				912,606,331

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2024-2025

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	**87,665,000,000**	**101,676,200,000**	**23,848,000,000**	**110,255,800,000**	**323,445,000,000**
139	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services*	844,311				844,311
14	**Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**	-	57,149,026,660	16,353,862,848	-	73,502,891,508
140	*Droits d'importation*	-	29,263,095,879	13,883,684,947	-	43,146,780,826
1400	Droits de Douane		29,263,095,879	13,883,684,947		43,146,780,826
141	*Autres perceptions à l'importation*	-	26,662,609,130	2,470,177,901	-	29,032,687,031
1410	Frais de vérification		24,445,713,412	-		24,445,713,412
1411	Droit de transit		13,245	2,470,177,901		2,470,191,146
1412	Droit d'entrepôt		1,946	-		1,946
1419	Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		2,116,780,527			2,116,780,527
149	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur commerce extérieur et transactions internationales*	-	1,323,423,651		-	1,323,423,651
1490	Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		926,186,425			926,186,425
1491	Pénalités, amendes et frais de poursuite / divers impôts sur commerce extérieur et transactions internationales	-	397,237,226			397,237,226
15	**Autres recettes fiscales**	**2,229,313,414**	**10,596,740**		**-**	**2,238,910,154**
150	*Impôts de capitation*	**218,839,665**	-		-	**218,839,665**
1500	Carte d'identité fiscale	218,839,665				218,839,665
151	*Droits de timbre*	**1,344,470,543**	**10,596,740**		**-**	**1,355,067,283**
1510	Droits de timbre fixe	1,344,470,543	-	-	-	1,344,470,543
15100	*Droit de fonctionnement*	1,344,470,543				1,344,470,543
1511	Droits de timbre proportionnel	-	10,596,740	-	-	10,596,740
15111	*Autres droits de timbre proportionnel*		10,596,740			10,596,740
152	*Droits fixe d'enregistrement*	11,108,550	-		-	11,108,550
1521	Sur actes judiciaires et extrajudiciaires	11,108,550				11,108,550
153	*Diverses autres recettes fiscales*	**487,920,664**	-		-	**487,920,664**
1530	Taxe sur appels téléphoniques	487,920,664			-	487,920,664
159	*Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales*	166,973,992				166,973,992
ARTICLE 2	**RECETTES NON FISCALES**	**9,708,192,511**	**856,840,933**		**2,500,000,000**	**13,065,033,444**
20	**Revenus des Domaines et de l'entreprise**	**7,536,831**	-		**2,500,000,000**	**2,507,536,831**
200	*Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des institutions financières*	-	-		**2,500,000,000**	**2,500,000,000**
2000	Apports des entreprises publiques	-			1,700,000,000	1,700,000,000
2001	Apports des institutions financières				800,000,000	800,000,000
201	*Revenus de la propriété*	7,536,831	-		-	7,536,831
2010	Affermage des biens domaniaux (terrains)	7,536,831				7,836,831
21	**Droits et frais administratifs, ventes non industrielles et accessoires**	**2,779,697,776**	**856,840,933**		**-**	**3,636,538,709**
210	*Droits administratifs*	2,690,473,534			-	**2,690,473,534**
2100	Droit de passeport	2,000,000,000			-	2,000,000,000
2101	Droit de Permis de conduire	558,000,000				558,000,000
2109	Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	132,473,534				132,473,534
211	*Frais administratifs*	89,224,242	856,840,933		-	946,065,175
2116	Vente de formulaires administratifs divers		30,223,596			30,223,596
2118	Taxe d'immigration et d'émigration	1,104,526	25,448,826			26,553,354
2119	Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	88,119,714	801,168,511			889,288,225
22	**Amendes et sanctions**	**135,418,947**	-		-	**135,418,947**
220	*Amendes correctionnelles*	135,418,947				135,418,947
23	**Autres recettes non fiscales**	**6,785,538,957**	-		-	**6,785,538,957**
231	*Produits divers*	**6,785,538,957**	-			**6,785,538,957**

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET

EXERCICE 2024-2025

(en Gourdes)

PREVISION DES RESSOURCES

	NATURE	DGI	AGD		AUTRES	TOTAL
			Hors recettes pétrolières	Recettes pétrolières		
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement	67,665,000,000	101,676,200,000	23,848,000,000	110,255,800,000	323,446,000,000
ARTICLE 5	**DONS**	-	-		75,120,706,744	75,120,706,744
51	**Dons pour dépenses en capital**	-	-		75,120,706,744	75,120,706,744
510	*Dons intérieurs*	-	-		10,961,000,000	10,961,000,000
5100	Dons d'autres administrations				10,961,000,000	10,961,000,000
511	*Dons extérieurs*	-	-		64,159,706,744	64,159,706,744
5110	Dons d'organismes internationaux				64,159,706,744	64,159,706,744
ARTICLE 8	**EMPRUNTS**	-	-		32,635,093,256	32,635,093,256
80	**Emprunts intérieurs**	-	-		28,253,800,000	28,253,800,000
801	*Emprunts auprès des autres institutions financières*				6,767,200,000	6,767,200,000
802	*Souscriptions de bons du Trésor*				16,203,800,000	16,203,800,000
809	*Autres emprunts internes*				5,282,800,000	5,282,800,000
81	**Emprunts extérieurs**	-	-		4,381,293,256	4,381,293,256
810	*Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale*				4,381,293,256	4,381,293,256

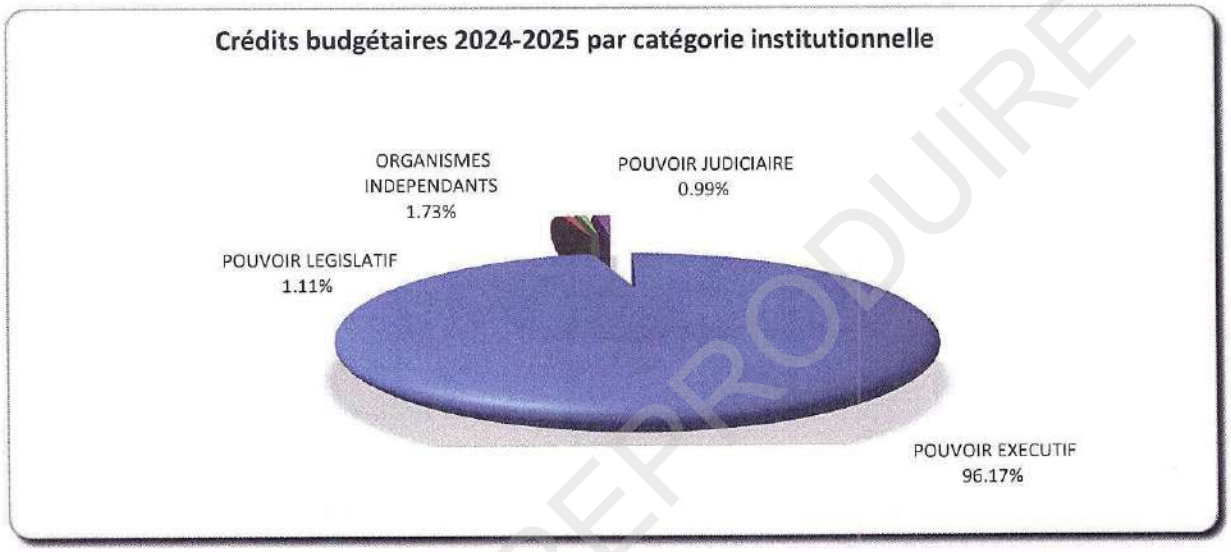
A NE PAS REPRODUIRE

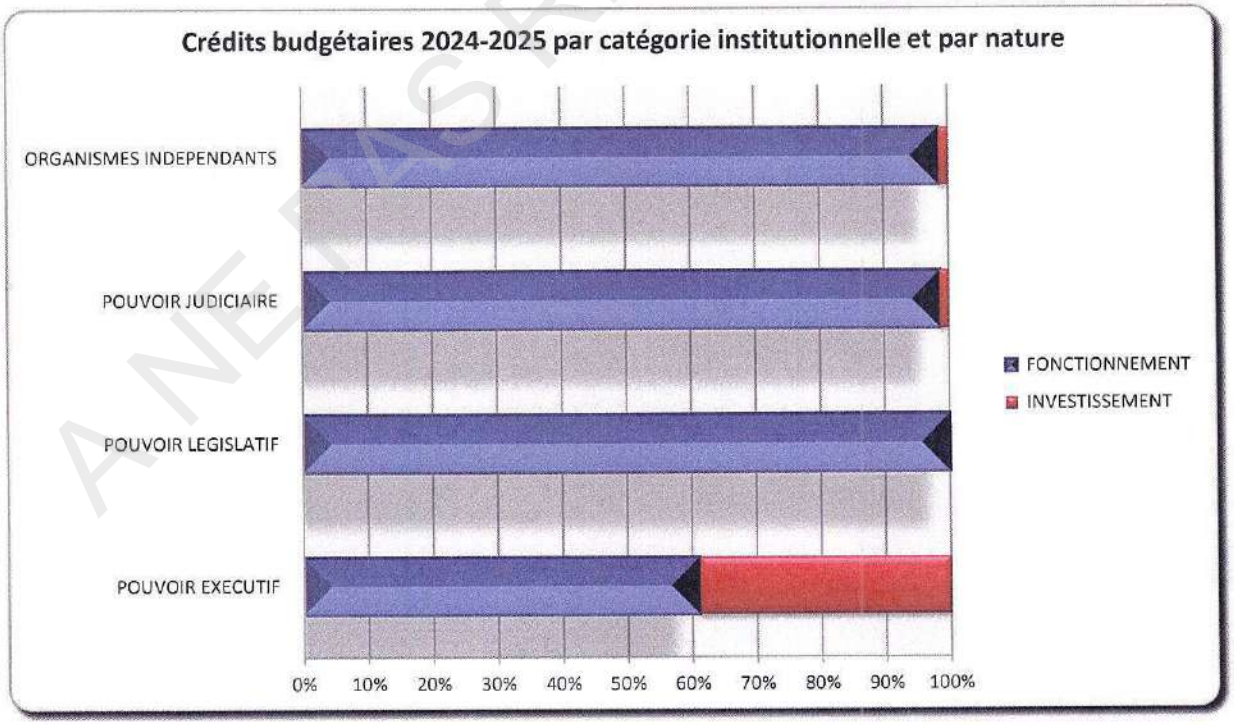
PRESENTATION GENERALE DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
POUVOIR EXECUTIF	190,074,553,569	120,986,719,692	311,061,273,262
POUVOIR LEGISLATIF	3,591,058,174	-	3,591,058,174
POUVOIR JUDICIAIRE	3,151,479,996	46,000,000	3,197,479,996
ORGANISMES INDEPENDANTS	5,508,908,260	86,280,308	5,595,188,568
TOTAL	**202,326,000,000**	**121,119,000,000**	**323,445,000,000**

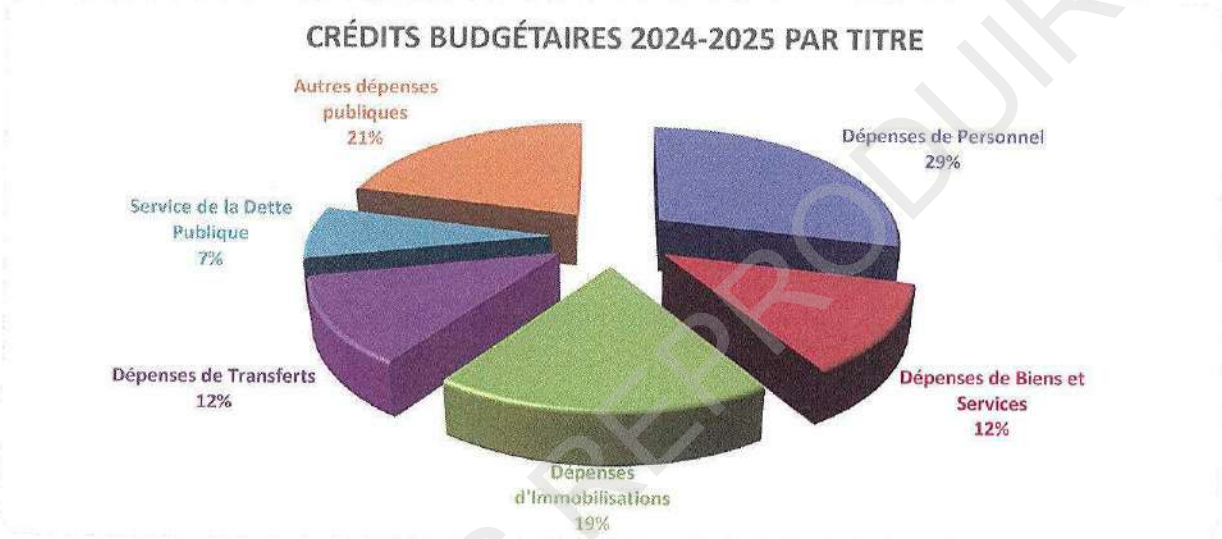


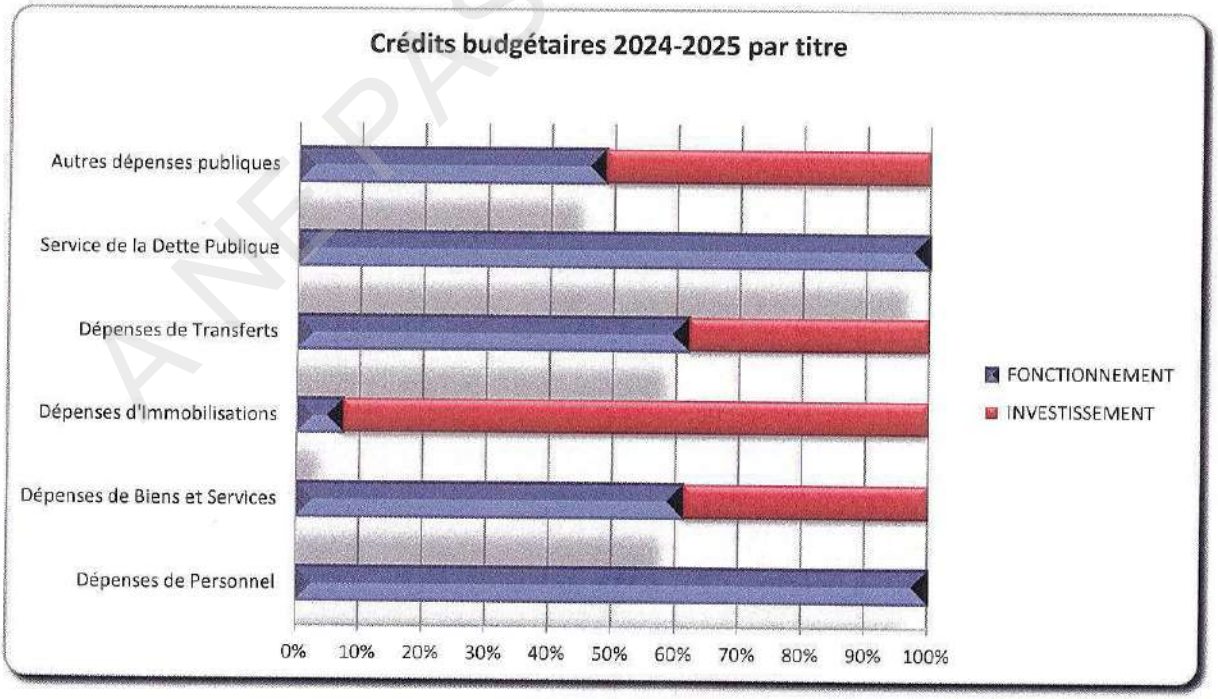


A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

TITRE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Dépenses de Personnel	92,529,595,609	-	92,529,595,609
Dépenses de Biens et Services	24,559,461,238	15,562,741,443	40,122,202,681
Dépenses d'Immobilisations	4,447,953,267	55,818,538,993	60,266,492,260
Dépenses de Transferts	24,171,369,736	14,868,116,390	39,039,486,126
Service de la Dette Publique	23,607,890,183	-	23,607,890,183
Autres dépenses publiques	33,009,729,966	34,869,603,174	67,879,333,140
TOTAL	**202,326,000,000**	**121,119,000,000**	**323,445,000,000**





A NE PAS REPRODUIRE

CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR EXECUTIF

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

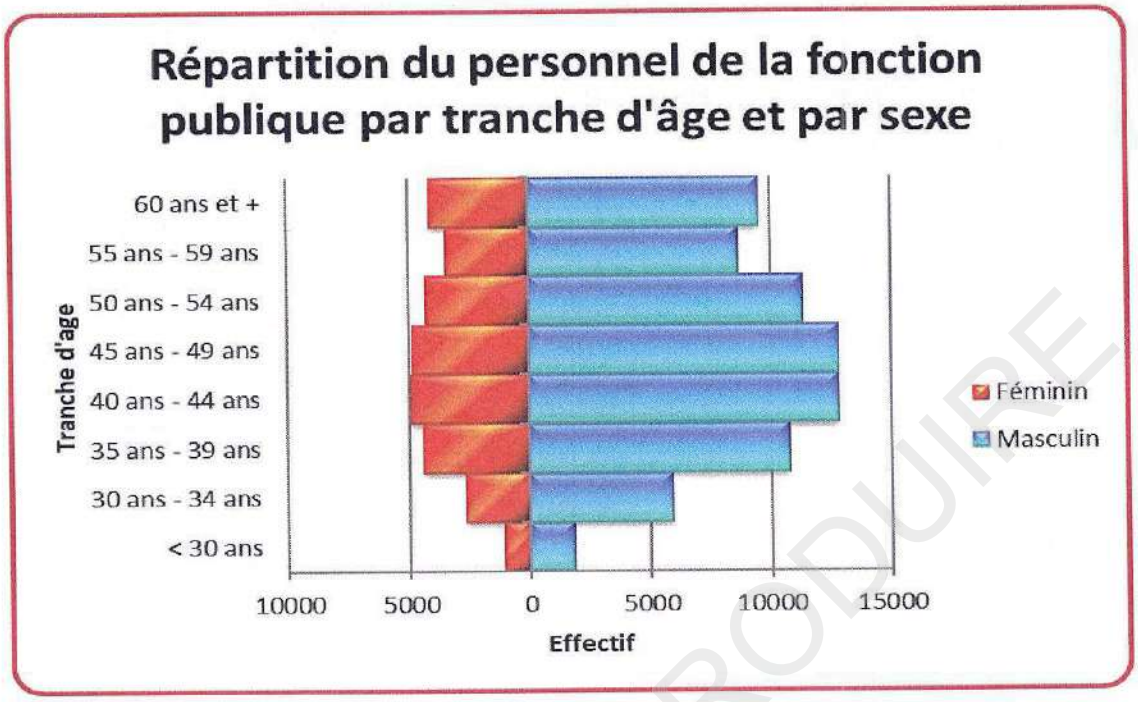
Effectif de la fonction publique par tranche d'âge et par sexe

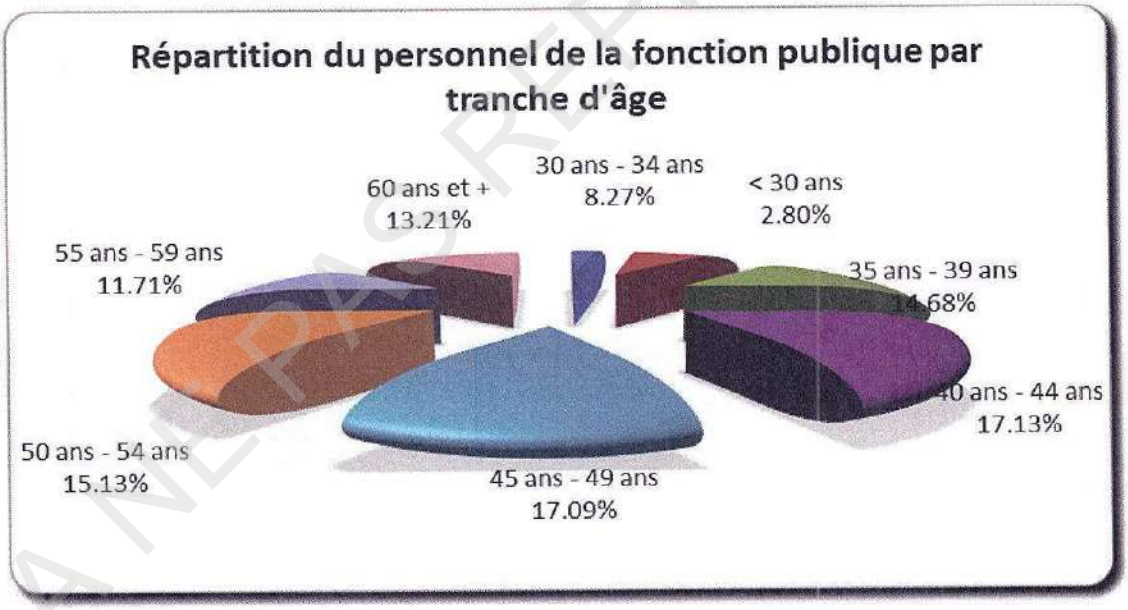
Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins de 30 ans	1,825	1,064	2,889
30 ans-35 ans	5,926	2,617	8,543
35ans-40 ans	10,792	4,368	15,160
40 ans-45 ans	12,804	4,891	17,695
45 ans-50 ans	12,833	4,817	17,650
50 ans-55 ans	11,362	4,265	15,627
55 ans-60 ans	8,700	3,395	12,095
60 ans et +	9,558	4,084	13,642
TOTAL	**73,800**	**29,501**	**103,301**



A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

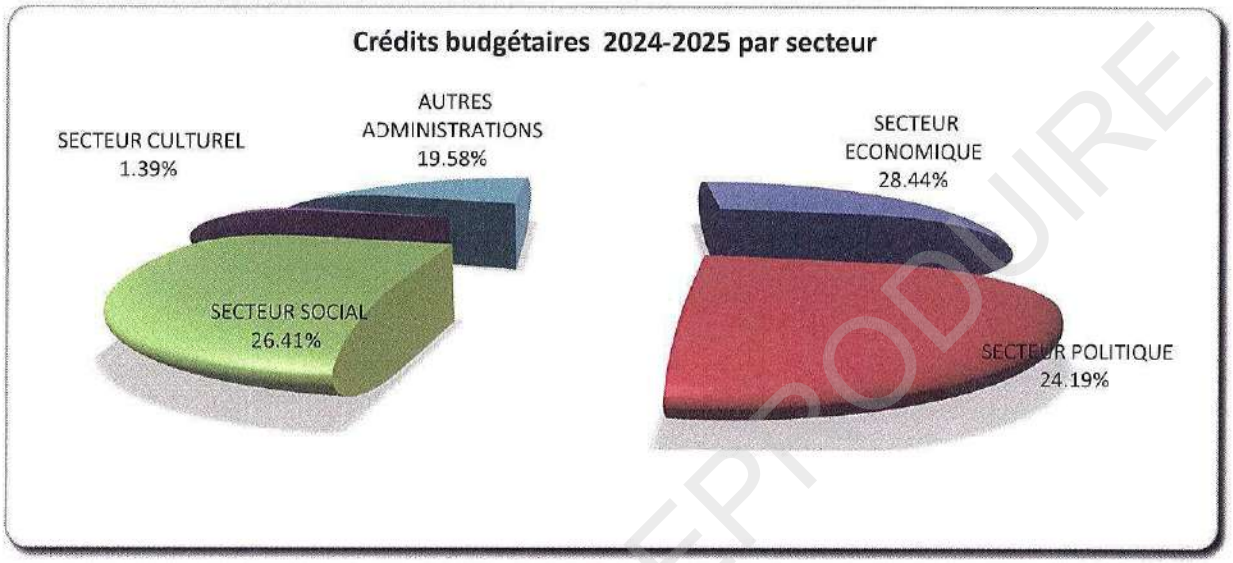


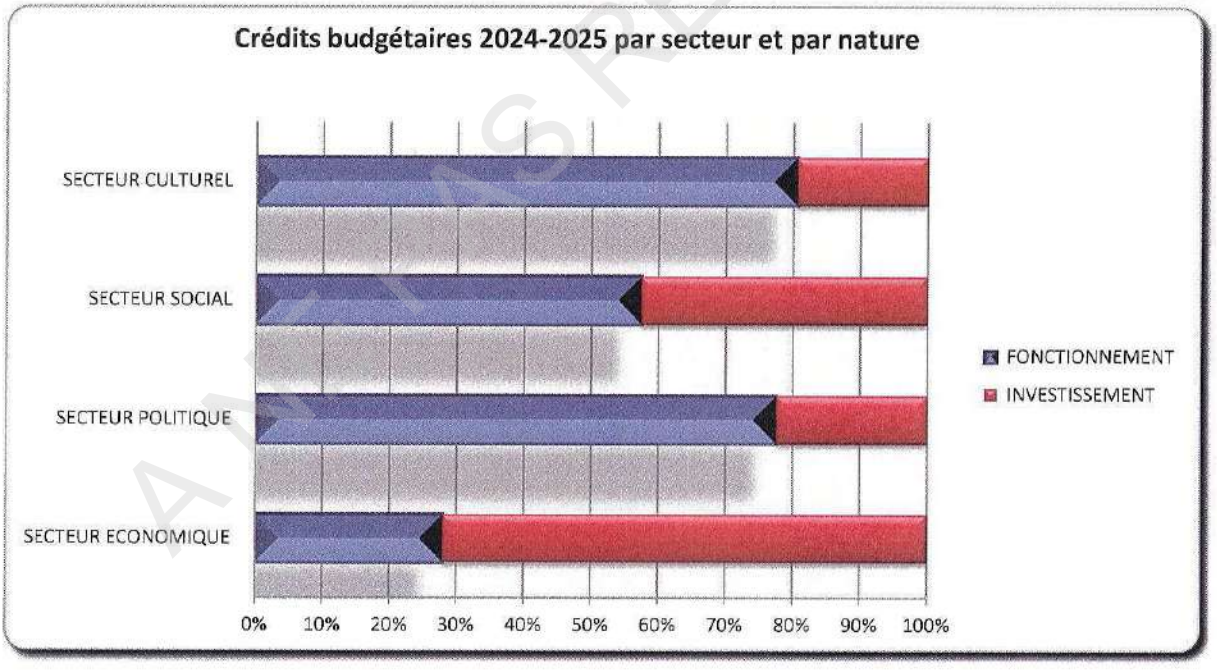


A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
SECTEUR ECONOMIQUE	25,665,831,529	66,308,117,115	91,973,948,645
SECTEUR POLITIQUE	60,672,028,424	17,561,096,329	78,233,124,753
SECTEUR SOCIAL	49,038,398,086	36,373,506,248	85,411,904,334
SECTEUR CULTUREL	3,631,674,362	876,280,308	4,507,954,670
AUTRES ADMINISTRATIONS	63,318,067,599	-	63,318,067,599
TOTAL	**202,326,000,000**	**121,119,000,000**	**323,445,000,000**





A NE PAS REPRODUIRE

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

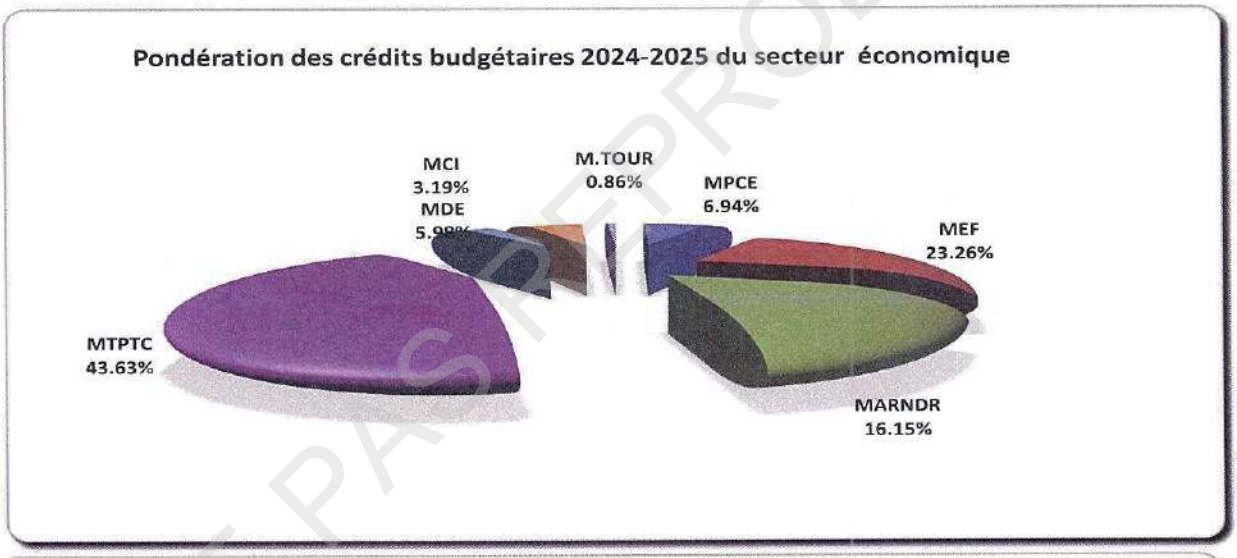
A NE PAS REPRODUIRE

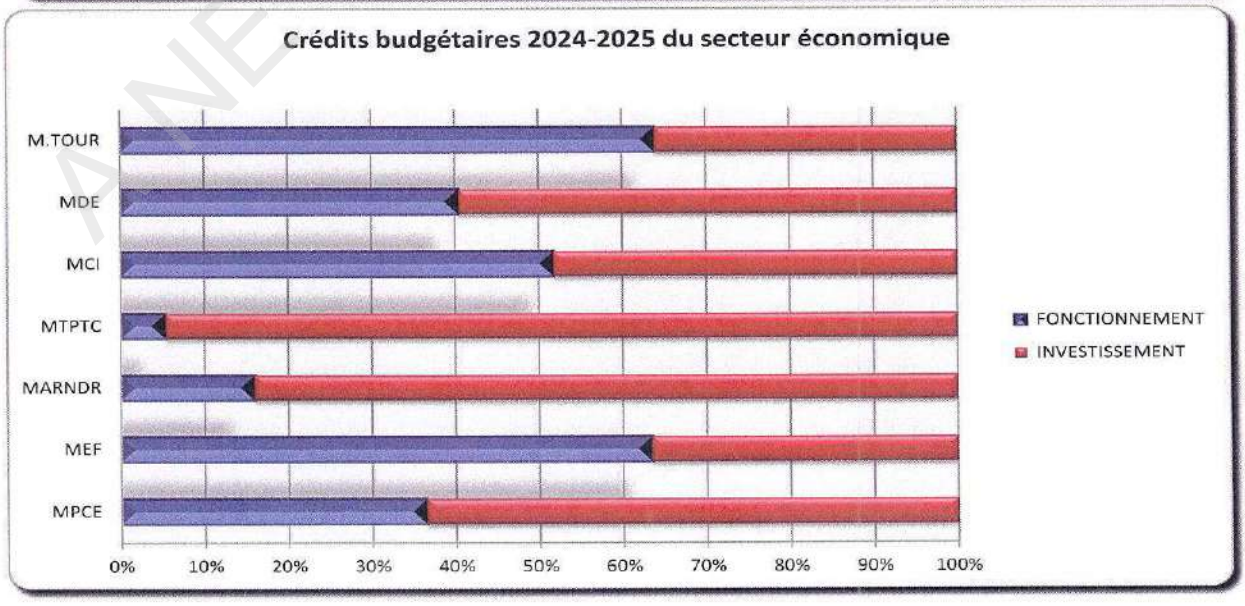
PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2,291,231,461	3,988,350,000	6,279,581,461
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	13,355,137,242	7,698,209,770	21,053,347,012
MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	2,338,897,954	12,280,266,864	14,619,164,818
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2,111,498,327	37,390,399,035	39,501,897,361
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	1,491,872,857	1,391,543,301	2,883,416,158
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	2,188,325,424	3,229,348,146	5,417,673,570
MINISTERE DU TOURISME	494,616,893	280,000,000	774,616,893
TOTAL	**24,271,580,158**	**66,258,117,115**	**90,529,697,274**





NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 6 janvier 2016. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Donner des orientations, définir les priorités de développement socio-économique à travers les plans globaux tant à l'échelon national que local ;
- S'assurer de la cohérence des plans sectoriels avec les orientations globales indiquées et maintenir des relations fonctionnelles avec les ministères ;
- Impulser et soutenir l'effort du développement national et local à travers la concertation entre les institutions et les secteurs concernés;
- Assurer la mise en oeuvre ainsi que le suivi et l'évaluation des plans et programmes élaborés par le Ministère ;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- Appuyer, par le biais des Directions techniques déconcentrées, l'élaboration et la mise en ceuvre, à l'échelon de l'arrondissement, de stratégies locales de développement et de schémas locaux de développement et d'aménagement du territoire ;
- Appuyer les Collectivités Territoriales dans leurs activités de planification du développement et fournir un support technique à la mise en oeuvre de leurs plans et programmes ;
- Coordonner l'élaboration de la programmation de l'investissement public et son insertion dans le Budget National en conformité avec les plans, programmes et projets établis ;
- Programmer l'investissement public tant sur le plan national que local ;
- Assurer la mise en oeuvre de la programmation de l'investissement public eu égard aux prérogatives et aux besoins des institutions et secteurs concernés;
- Encourager l'investissement privé dans le cadre du mouvement coopératif et du Partenariat Public-Privé.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MPCE et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Renforcer la coordination des stratégies et politiques globales de développement à travers un cadre de dialogue avec les partenaires techniques et financiers ;
- Identifier et promouvoir les pôles régionaux et locaux de développement dans le cadre des exercices de conception et de mise en oeuvre des projets de structuration et de développement territorial dans les dix (10) départements ;
- Améliorer les rapports de coopération et assurer un meilleur suivi de l'aide au développement en mettant l'accent sur le renforcement des capacités du Secrétariat Technique de Coordination de l'Aide ;
- Conduire, en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, des actions en aménagement du territoire pouvant contribuer au rétablissement de la paix, de la sécurité et de l'ordre public ;

A NE PAS REPRODUIRE

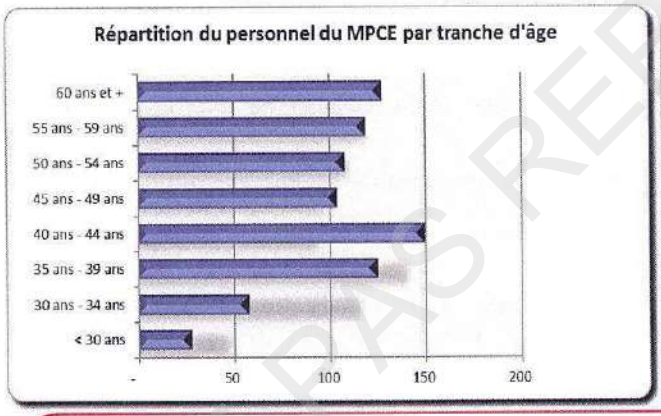
- Elaborer un cadre de collecte et de traitement de données relatives aux évaluations portant sur les besoins urgents des secteurs affectés par la crise socio-économique actuelle et proposer un plan de relance en conformité avec les priorités du Gouvernement pour la période de transition ;
- Restructurer et redéfinir les priorités des services de la coopération externe, en collaboration avec le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ;
- Assurer le suivi régulier des décaissements sollicités et réalisés pour les projets inscrits au PIP pour faciliter leur exécution.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

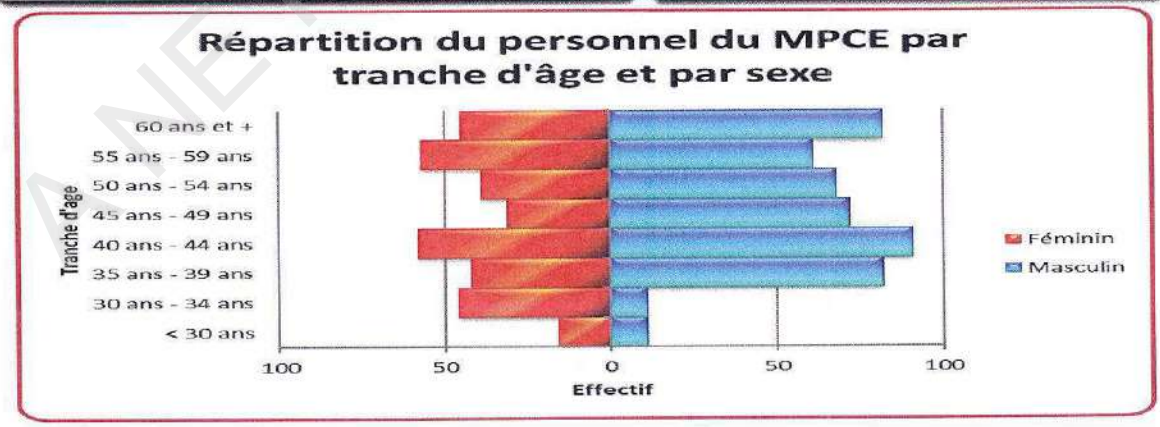
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	516	**334**	**850**	**47**	**39,128,950**	**46,034**
Bureau du Ministre et Direction Générale	413	262	675	50	31,121,600	46,106
CTPEA	49	36	85	55	4,015,100	47,236
CNC	16	12	28	53	1,189,050	42,466
CNIGS	38	24	62	43	2,803,200	45,213

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MPCE





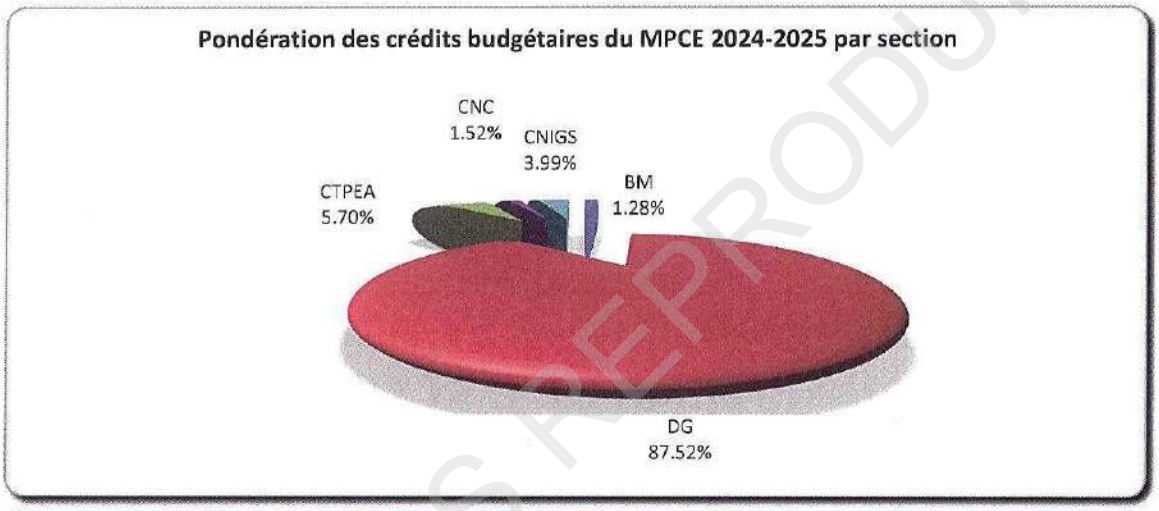


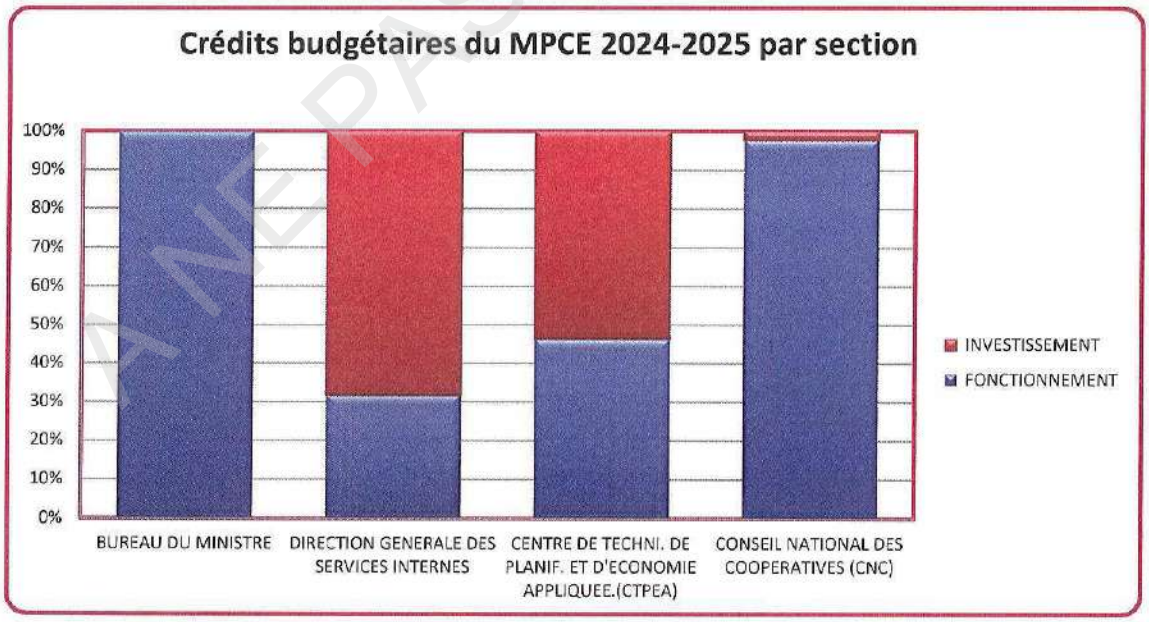
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1111 MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1111-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	80,269,864	-	80,269,864
1111-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,751,505,266	3,744,350,000	5,495,855,266
1111-1-13-	CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE APPLIQUEE.(CTPEA)	165,866,519	192,000,000	357,866,519
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	93,160,732	2,000,000	95,160,732
1111-1-15-	CENTRE NTL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	200,429,080	50,000,000	250,429,080
	TOTAL	**2,291,231,461**	**3,988,350,000**	**6,279,581,461**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1112.- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Economie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Sa mission et ses principales attributions sont:

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la politique générale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat ;
- Etablir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Veiller à l'application des Lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics ;
- Exercer le contrôle financier des collectivités territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'Etat dans les entreprises mixtes et d'Etat à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de Loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entrainant des obligations financières pour l'Etat ;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux(2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales ;
- Huit (8) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MEF et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Renforcer les capacités de l'Administration Générale des Douanes à lutter efficacement contre le trafic illicite des armes à feu et des munitions, de la drogue, le blanchiment des avoirs, des marchandises illicites et irrégulièrement transportées
- Promouvoir l'investissement privé en Haiti à travers l'établissement d'un fonds de garantie pour le développement des Petites et Moyennes Entreprises;
- Faciliter la mise à disposition suffisante et à temps de la trésorerie nécessaire à l'application d'un processus budgétaire basé sur des plans d'actions réalisables;

A NE PAS REPRODUIRE

- Mener, à travers l'Inspection Générale des Finances (IGF), les audits internes des dépenses de tous les ministères impliqués dans l'utilisation des ressources d'urgence fournies par le guichet de choc alimentaire du FMI et rapporter ces audits internes à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) ;
- Faciliter l'échange d'informations et la disponibilité de données financières en interconnectant les organismes de perception et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) ;;
- Identifier le potentiel fiscal des différentes collectivités territoriales en Haiti ;
- Optimiser les recettes mobilisables en renforçant les capacités opérationnelles des organismes de perception dans les dix (10) départements;
- Promouvoir une collaboration entre les institutions et corps de contrôle sous la direction du MEF et autres institutions de l'Etat mandatées pour lutter contre la corruption et autres crimes financiers ;
- Promouvoir les actions (programmes et projets) susceptibles de stimuler la création d'emplois, notamment au profit des jeunes et des femmes;
- S'assurer de la création d'un cadre rationnel et pragmatique de relance économique, notamment en collaboration avec le MPCE, le MCI, la BRH, le secteur privé et les PTFs ;
- Adopter des politiques économiques favorables au développement des secteurs, branches et filières porteurs de croissance ;
- Assurer le renforcement de la gestion des finances publiques et travailler sur les conditions de mise en œuvre effective du Code Général des Impôts et du nouveau Code Douanier ;
- Procéder, dans les meilleurs délais, à une revue des effectifs afin de déterminer les ajustements nécessaires en fonction des missions et en raison de la déperdition en ressources humaines durant la récente période.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

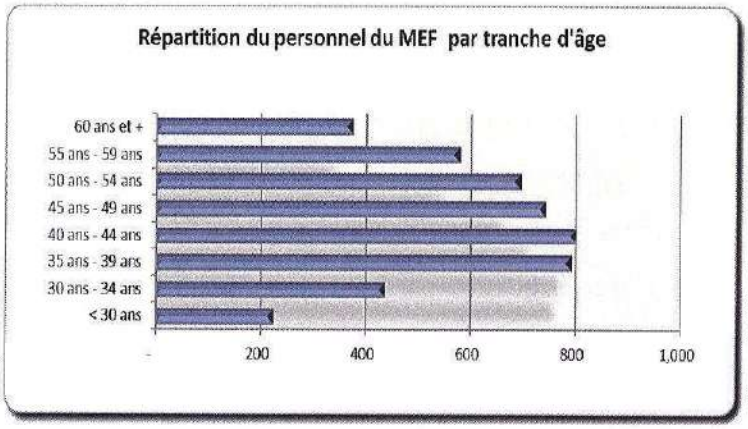
- Effectif et masse salariale

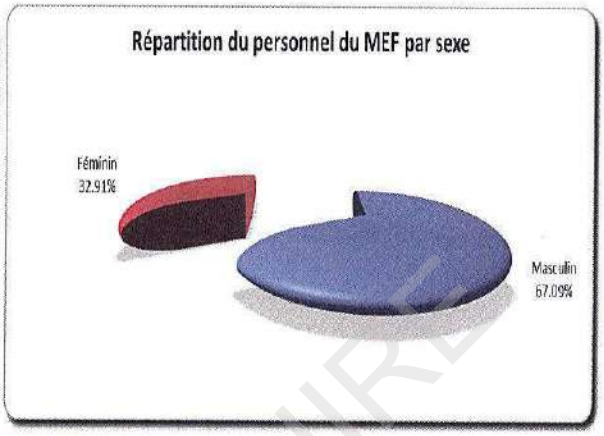
Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	3107	**1524**	**4631**	**47**	**214,207,850**	**47,668**
Services internes	**455**	**229**	**684**	**49**	**33,976,550**	**49,673**
Bureau du Ministre et Direction Générale	438	219	657	47	32,899,100	50,075
FAES	0	0	0	0	-	-
ULCC	0	0	0	0	-	-
ENAF	17	10	27	51	1,077,450	39,906
Services techniquement déconcentrés	**2652**	**1295**	**3947**	**45**	**180,231,300**	**45,663**
IHSI	49	30	79	49	3,560,550	45,070.25
DGB	83	35	118	43	6,261,950	53,067
DGI	1214	693	1907	47	80,575,650	42,253
AGD	1269	523	1792	44	87,091,950	48,600
IGF	37	14	51	41	2,741,200	53,749

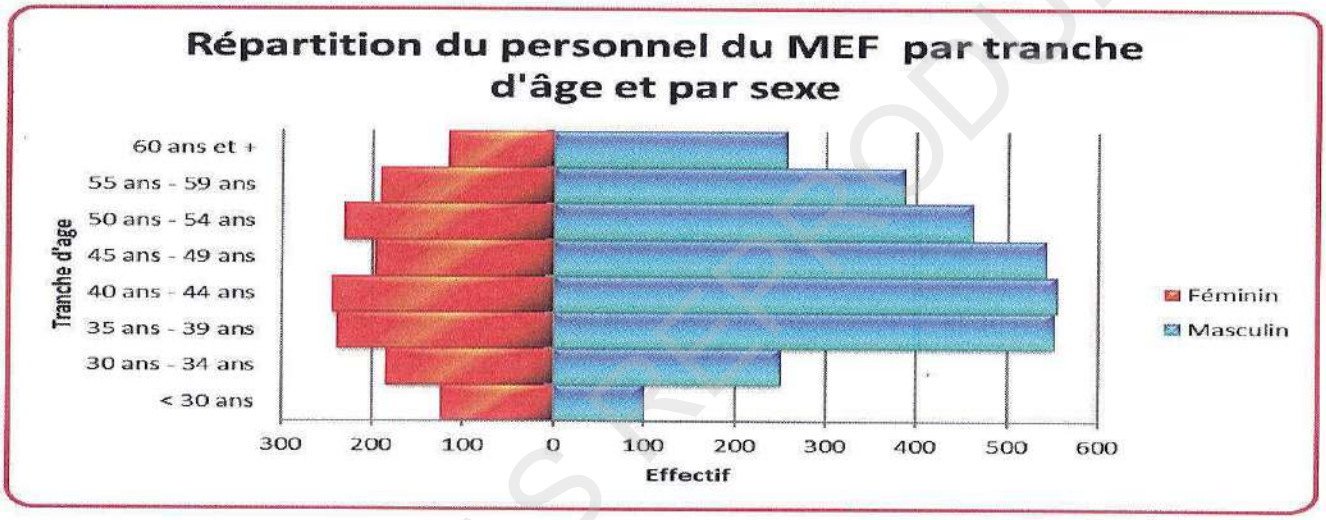
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MEF





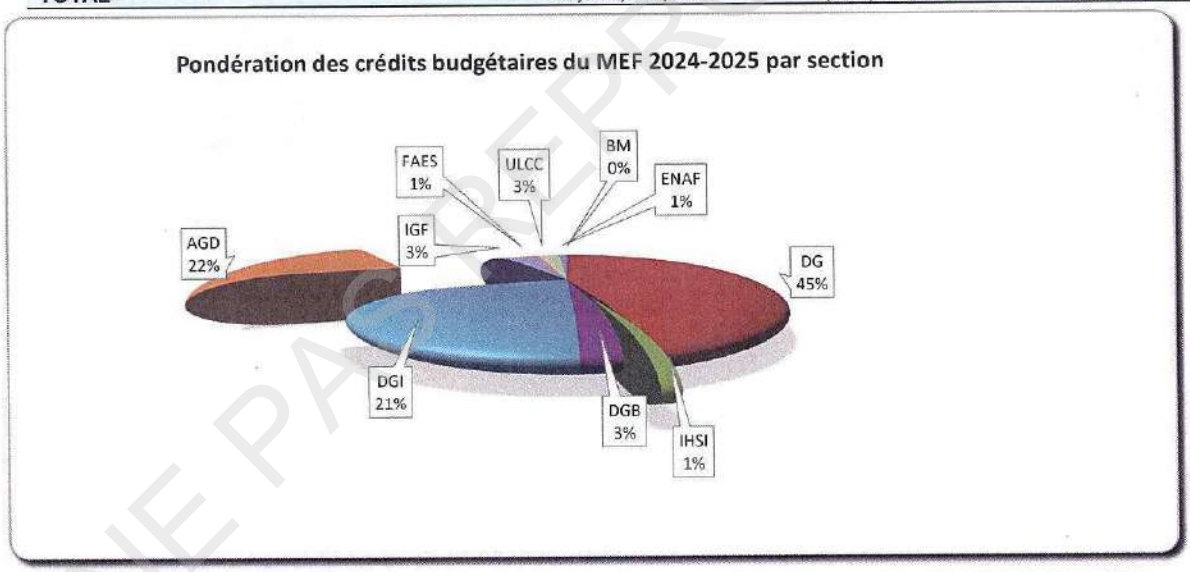


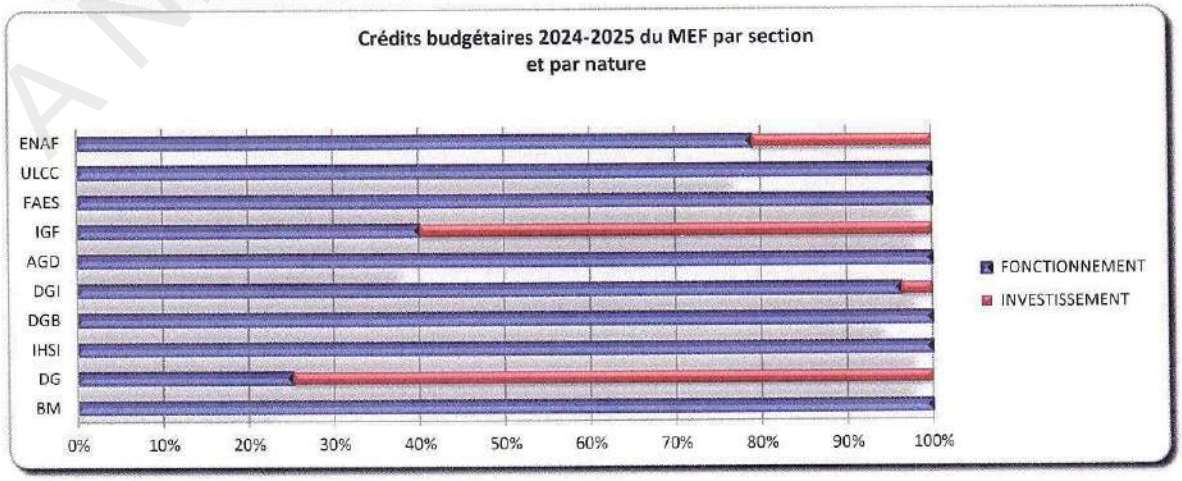
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1112 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1112-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	87,709,667	-	87,709,667
1112-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2,388,936,989	7,095,077,643	9,484,014,632
1112-2-13-	INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	258,416,911	-	258,416,911
1112-2-14-	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	546,567,514	-	546,567,514
1112-2-15-	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	4,229,879,532	161,000,000	4,390,879,532
1112-2-16-	ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	4,678,421,583	-	4,678,421,583
1112-2-25-	INSPECTION GENERALE DES FINANCES	270,559,914	404,532,127	675,092,041
1112-1-19-	FAES	216,002,095	-	216,002,095
1112-1-21-	UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	537,791,445	-	537,791,445
1112-1-22-	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	140,851,592	37,600,000	178,451,592
	TOTAL	**13,355,137,242**	**7,698,209,770**	**21,053,347,012**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1113.- MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage ;
- Mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destinés en priorité à la consommation nationale ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune ;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels: terres, eaux, crédits, engrais, semences, informations et technologies appropriées ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural et entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales œuvrant dans ces domaines.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MARNDR et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Renforcer les filières de production agricole en Haiti ;
- Renforcer les travaux de maîtrise des crues et de protection de la population contre les inondations et toutes autres catastrophes naturelles ;
- Obtenir des informations actualisées sur le potentiel agricole en Haïti en réalisant des enquêtes sur les capacités productives agricoles sur le territoire national ;
- Améliorer l'accès aux matériels et intrants agricoles en Haïti à travers des programmes d'appui à la mécanisation agricole et
- d'acquisition d'intrants et de fertilisants ;
- Renforcer le dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires en modernisant les services publics de protection zoo-phytosanitaire et d'innocuité des aliments ;
- Aménager les nouvelles terres irriguées à travers la construction et la réhabilitation des systèmes d'irrigation ;

A NE PAS REPRODUIRE

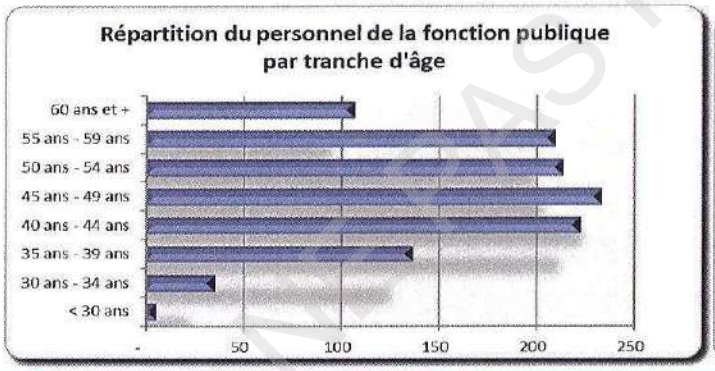
- Renforcer le cadre de sécurisation des investissements et des infrastructures agricoles ;
- Poursuivre l'octroi des prêts, à travers le fonds de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA), aux agriculteurs afin de favoriser la croissance du secteur agricole;
- Renforcer les infrastructures existantes par la réhabilitation de certains sites protégés en vue de conserver les ressources naturelles ;
- Consolider le secteur de la pêche et de l'aquaculture en subventionnant les matériels et équipements adaptés ;
- Développer et renforcer des filières porteuses animales et végétales aptes à contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et à la croissance économique globale ;
- Renforcer les infrastructures agricoles par l'aménagement des bassins versants et la mise en place de l'agroforesterie, la réappropriation et la redynamisation des fermes de l'État et des Bureaux Agricoles Communaux .

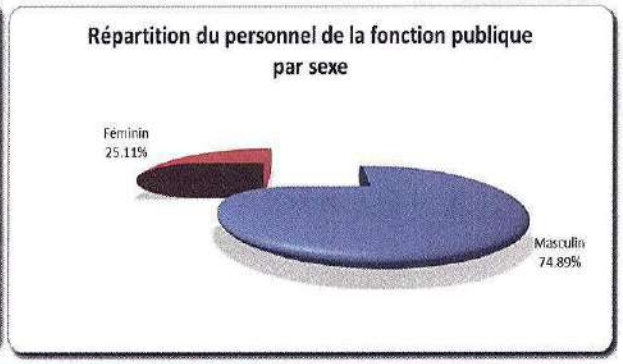
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

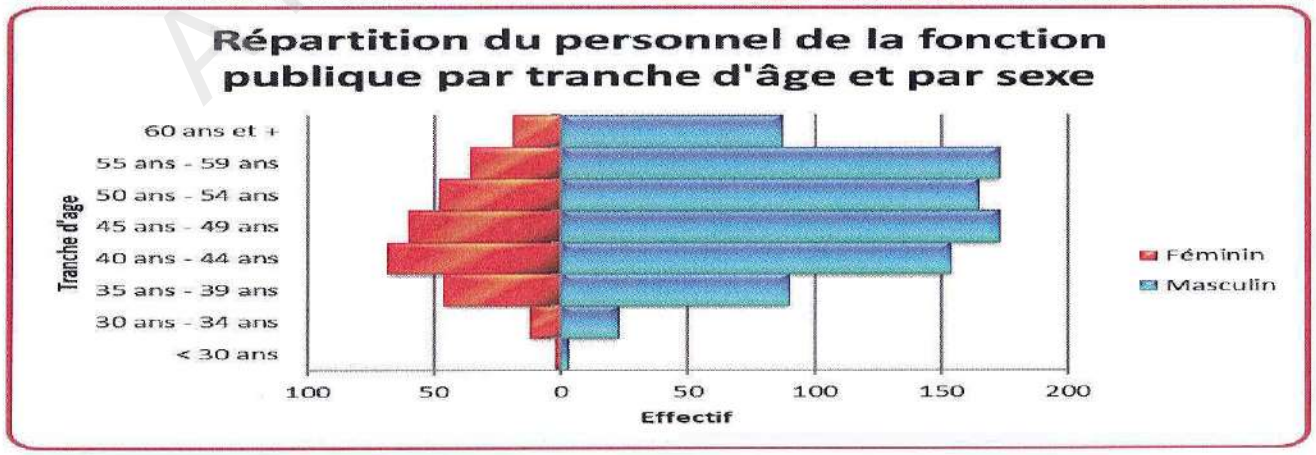
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	868	**291**	**1159**	**51**	**50,708,250**	**43,752**
Bureau du Ministre et Direction Générale	679	245	924	47	41,294,250	44,691
ODVA	133	21	154	53	5,831,250	37,865
INARA	56	25	81	53	3,582,750	44,231

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MARNDR





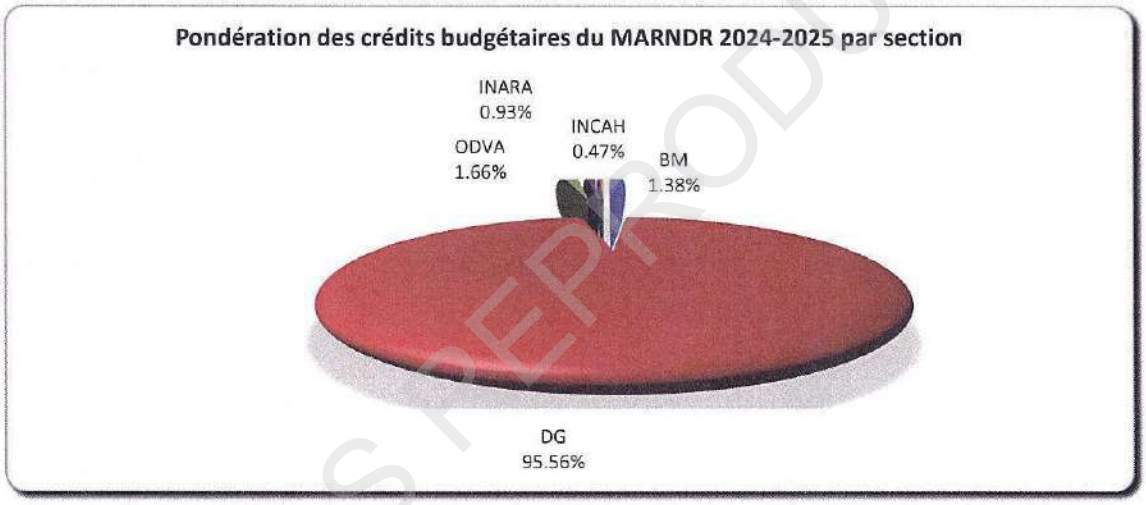


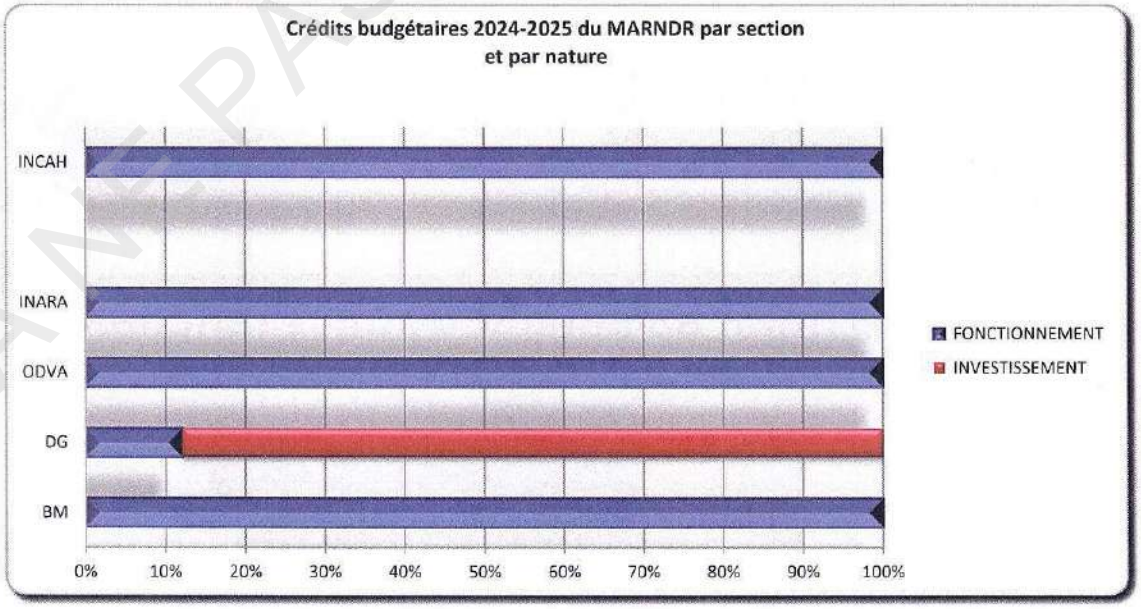
ANNEXES REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1113 MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1113-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	202,454,380	-	202,454,380
1113-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,689,843,859	12,280,266,864	13,970,110,723
1113-1-13-	ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	242,295,072	-	242,295,072
1113-1-14-	INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	136,107,378	-	136,107,378
1113-1-16-	ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD (ODN)	-	-	-
1113-1-17-	INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	68,197,266	-	68,197,266
	TOTAL	**2,338,897,954**	**12,280,266,864**	**14,619,164,818**





ANE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1114.- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie ;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Règlementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Neuf (9) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MTPTC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Initier de grands travaux de réhabilitation routière et de construction de nouvelles voies afin de désenclaver certaines zones qui, sous l'effet des bandes criminelles, ont été interdites d'accès ;
- Augmenter le taux de branchement au réseau d'eau potable à partir de la réhabilitation des Systèmes d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) dans les dix (10) départements ;
- Accroitre l'accès à l'électricité dans les zones rurales et urbaines par le biais de l'extension du réseau, l'électrification de certaines communes, la réhabilitation de la centrale de Péligre, la construction de nouvelles centrales et le développement des micro-réseaux ;
- Mettre en place un système de contrôle de la qualité de l'énergie électrique et améliorer la performance technique et économique du système ; ;
- Évaluer et réviser les codes maritime, aérien et minier;
- Renforcer le programme d'entretien routier et veiller au bon fonctionnement du FER ;
- Mettre en place un dispositif de contrôle interne afin de renforcer la capacité du Ministère dans la prise de décision, de reddition de comptes et de lutte contre la corruption au sein du Ministère ;
- Procéder à l'inventaire, l'étude, la construction et la réhabilitation de voies urbaines, agricoles et nationales et autres infrastructures publiques, de concert avec les municipalités et les ministères concernés.

AUCUNE REPRODUCTION

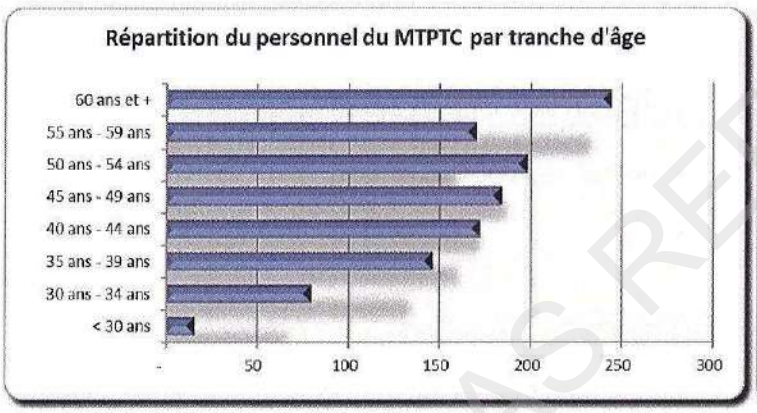
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

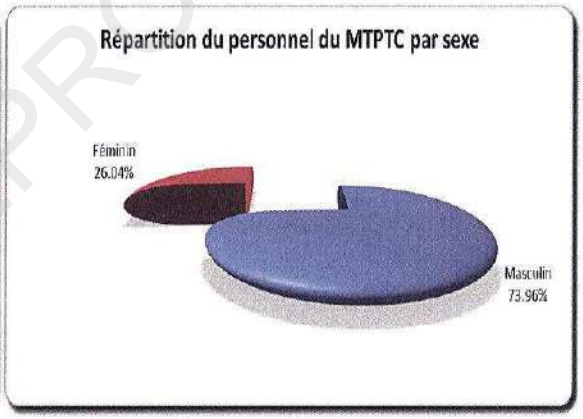
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

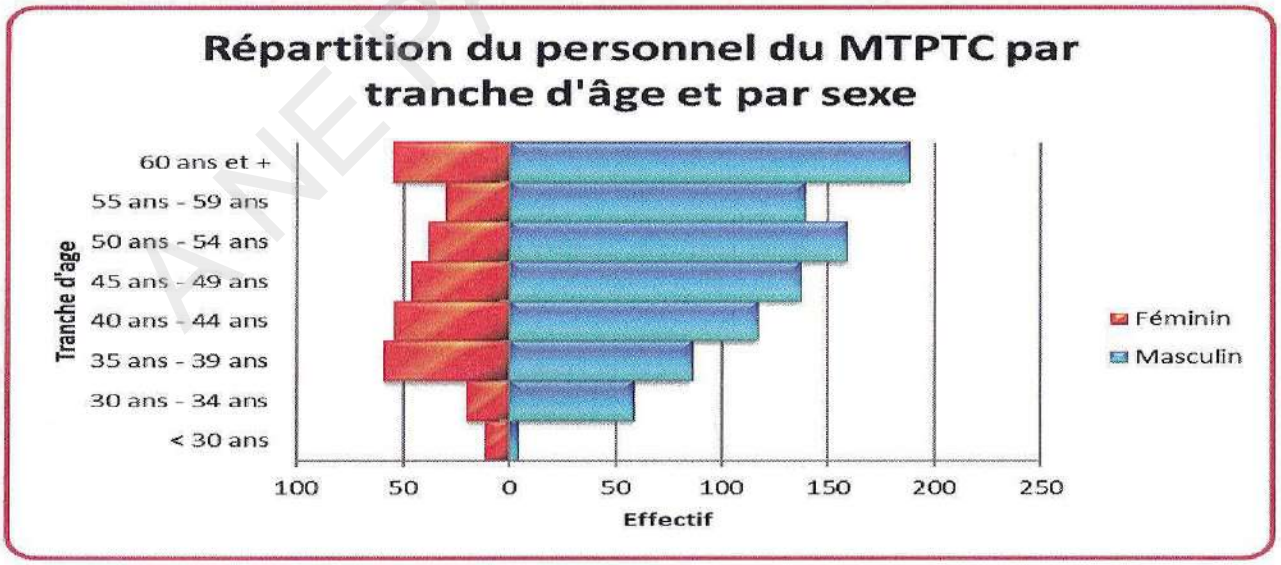
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)							
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	889	**313**	**1,202**	**42**	**43,819,700**	**36,456**
Bureau du Ministre et Direction Générale	707	226	933	52	32,803,850	35,160
LNBTP	26	6	32	56	1,360,550	42,517
ONACA	71	29	100	47	4,199,950	42,000
SEMANAH	20	11	31	45	1,260,350	40,656
CONATEL	16	3	19	61	643,350	33,861
BME	45	32	77	50	3,069,300	39,861
FER	0	0	0	0	-	
CNE	0	0	0	0	-	
DINEPA	4	6	10	63	482,350	48,235

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MTPTC





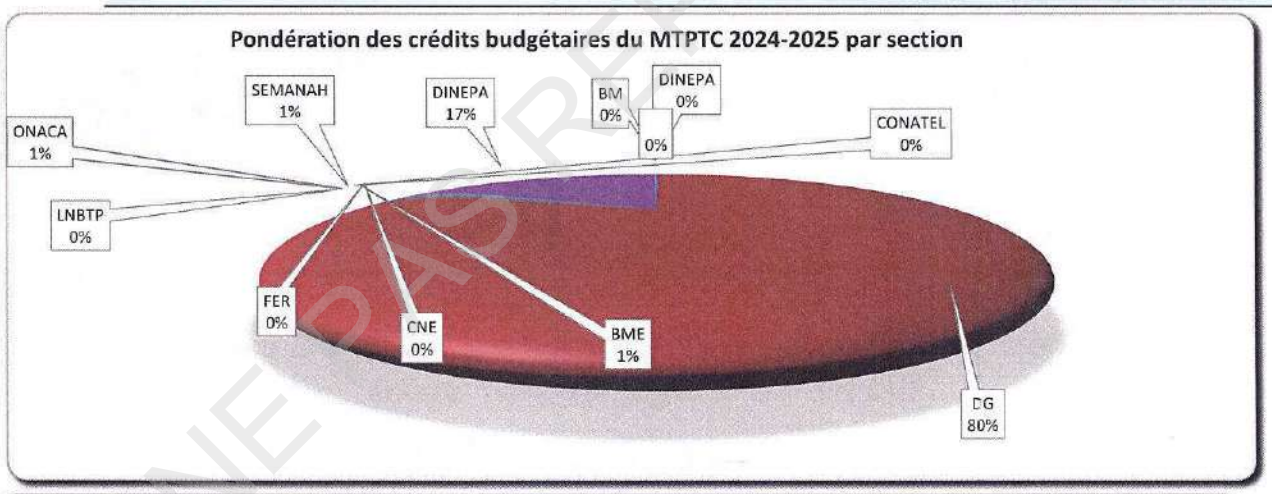


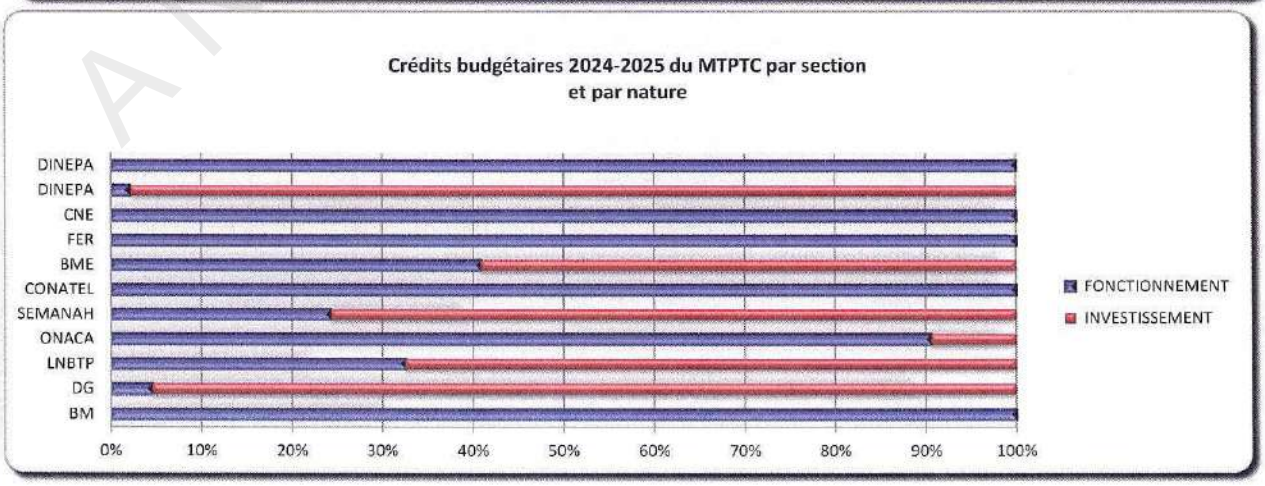
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1114 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TANSPORTS ET COMMUNICATION

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1114-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	74,733,880	-	74,733,880
1114-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,458,284,713	30,243,113,608	31,701,398,321
1114-1-15-	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	46,289,307	96,000,000	142,289,307
1114-1-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	144,146,548	15,000,000	159,146,548
1114-1-17-	SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	65,595,785	204,563,333	270,159,118
1114-1-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	14,223,800	-	14,223,800
1114-1-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	111,998,494	162,253,000	274,251,494
1114-1-20-	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	1,766,099	-	1,766,099
1114-1-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	-	0
1114-1-22-	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	142,374,473	6,669,469,093	6,811,843,566
1114-1-23-	AUTORITE NATIONALE DE REGULATION DU SECTEUR ENERGETIQUE	52,085,228	-	52,085,228
	TOTAL	**2,111,498,327**	**37,390,399,035**	**39,501,897,361**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1115.- MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Sa mission et ses principales sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords Conventions, Traités en matière Commerciale, Industrielle ou dans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités Commerciales et Industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger ;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle ;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection du
- Consommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MCI et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Protéger les consommateurs à travers la modernisation et la dynamisation du contrôle de qualité des produits en renforcant les capacités de la Direction du Contrôle de la Qualité et de la Protection des Consommateurs du MCI ;
- Promouvoir les filières porteuses pour accroitre le potentiel commercial interne et externe d'Haïti ;
- Assister les petites et moyennes entreprises dans la formalisation de leurs activités ;
- Vulgariser les normes en matière de commerce international pour aider les exportateurs et les importateurs haïtiens ;
- Renforcer les programmes de support financier dédiés aux entrepreneurs locaux notamment ceux de la région du Sud ;
- Accélérer le processus d'octroi de subvention ciblée au secteur transport ;
- Améliorer le climat des affaires pour attirer les investissements directs étrangers (IDE)
- Mobiliser des ressources via des mécanismes innovants (partenariat public-privé …) tout en privilégiant l'entrepreneriat chez les jeunes et les femmes jeunesse et féminin ;
- Accélérer la mise en œuvre du projet de guichet unique et le portail d'information pour faciliter l'accès aux des investisseurs ;
- Soutenir, les petites entreprises locales affectées par la crise sécuritaire à travers la mise en place de programmes d'appui financier et technique ;
- Mettre en place un dispositif de contrôle interne afin de renforcer la capacité du Ministère dans la prise de décision, de reddition de compte et de lutte contre la corruption au sein du Ministère.

A NE PAS REPRODUIRE

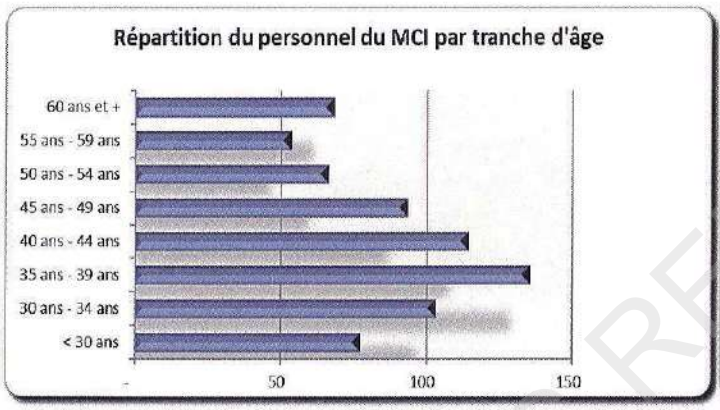
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

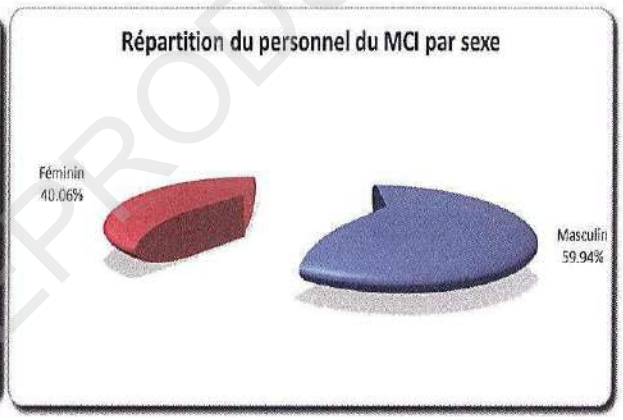
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

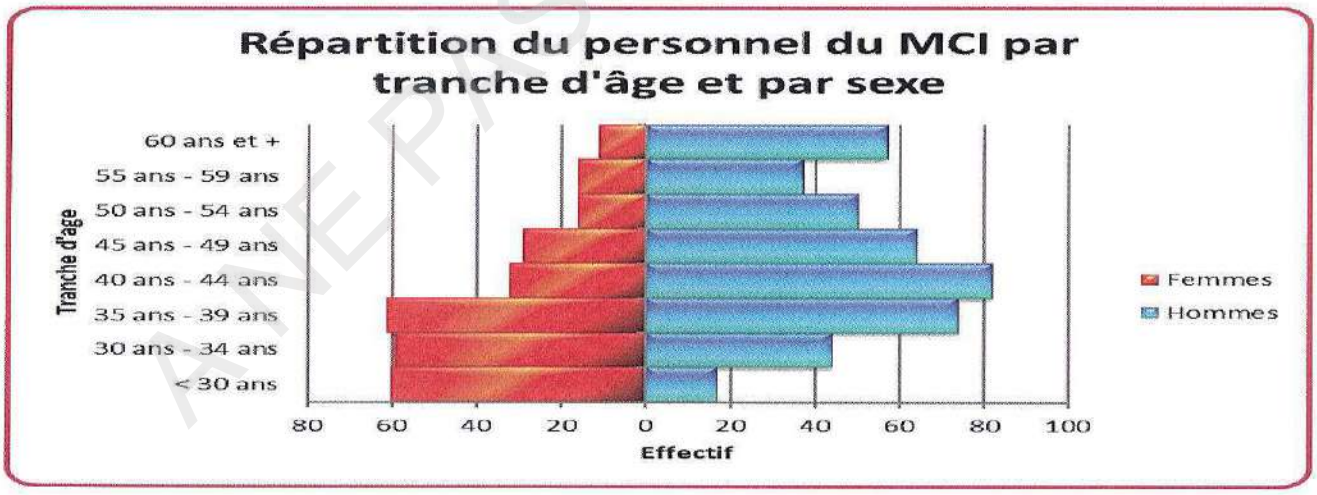
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	425	**284**	**709**	**53**	**34,078,450**	**48,066**
Bureau du Ministre et Direction Générale	410	280	690	44	32,969,250	47,782
OPH	1	0	1	64	101,900	101,900
DGZF	14	4	18	50	1,007,300	55,961
CFI	0	0	0	0	-	-

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCI





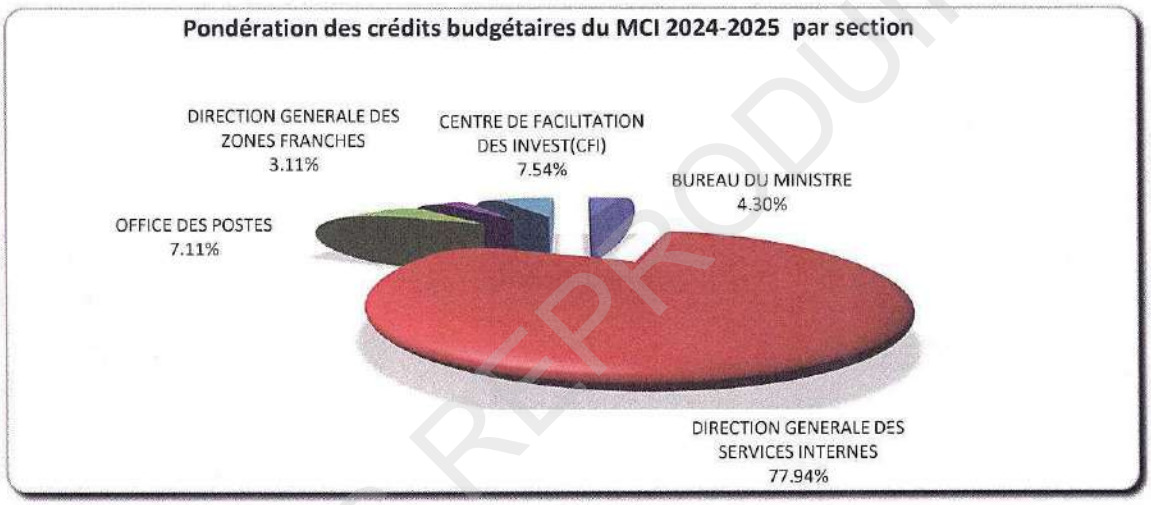


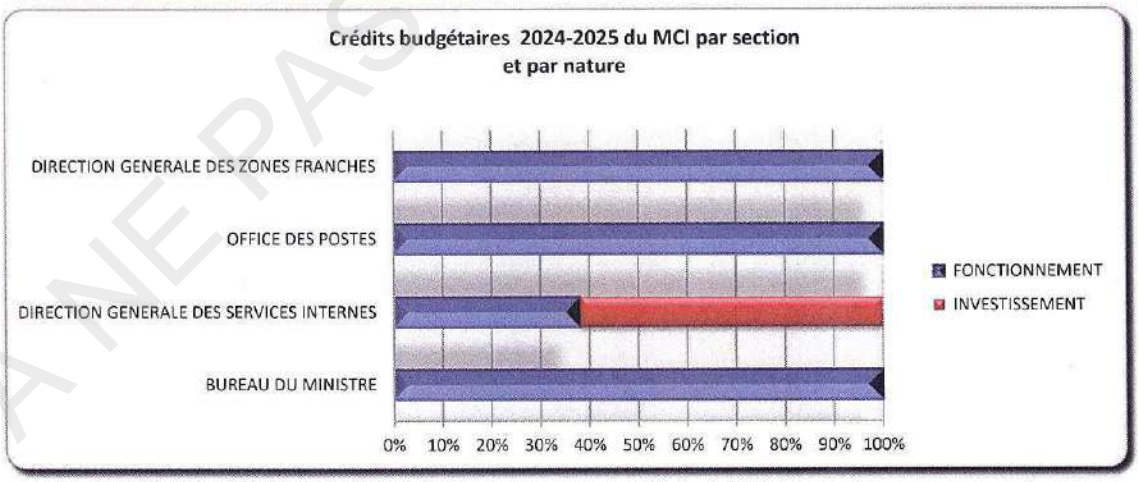
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1115 MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1115-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	123,900,871	-	123,900,871
1115-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	855,845,167	1,391,543,301	2,247,388,468
1115-1-13-	OFFICE DES POSTES	204,914,316	-	204,914,316
1115-1-15-	DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	89,737,760	-	89,737,760
1115-1-16-	CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	217,474,743	-	217,474,743
			-	
	TOTAL	**1,491,872,857**	**1,391,543,301**	**2,883,416,158**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1116.- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Environnement est régi par le Décret du 5 août 2020. Sa mission et ses principales attributions sont:

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'environnement ;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants : Services Centraux; Services techniquement déconcentrés et Services territorialement déconcentrés.

- Les Services Centraux du Ministère regroupent : le Bureau du Ministre; la Direction Générale; et les Directions Centrales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MDE et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres;
- Promouvoir une gestion rationnelle des ressources naturelles et conserver la biodiversité;
- Lutter contre la désertification, la déforestation et la dégradation des terres et sauvegarder la faune et la flore;
- Renforcer le cadre de sécurisation des aires protégées et assurer de façon plus globale la surveillance environnementale ;
- Mettre en place les chantiers d'infrastructures adaptées pour renforcer la résilience du pays et travailler à la transition écologique pour supporter l'atteinte de l'objectif 15 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Mettre à contribution l'installation de pompes solaires pour augmenter la disponibilité de l'eau au profit de l'agriculture et des ménages ;
- Renforcer l'intervention du Service National de Gestion des Résidus Solides (SNGRS) pour lutter contre l'insalubrité ;
- Redynamiser les centres de germoplasme pour la réhabilitation de l'environnement ;
- Réhabiliter les voies à l'intérieur des parcs naturels et des réserves afin d'en faire des destinations touristiques ;
- Lutter contre les plantes envahissantes et proliférantes terrestres et hydriques;
- Renforcer les structures départementales pour une meilleure coordination avec les municipalités et les structures déconcentrées de l'État ;
- Soutenir l'accroissement de l'offre de gaz propane et la réduction de la demande en combustibles forestiers ;

NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

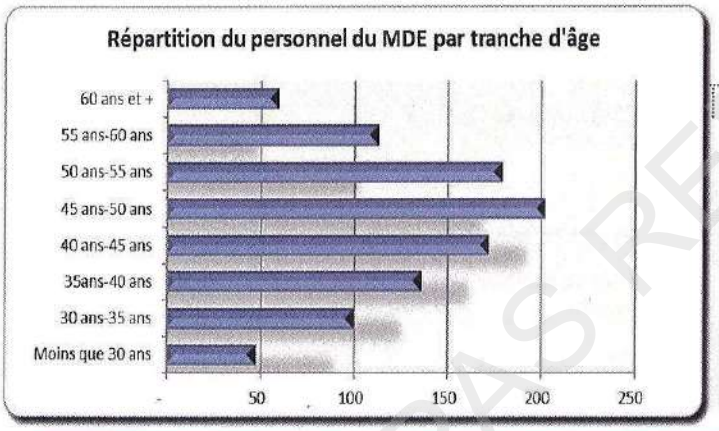
- Appuyer les campagnes agricoles par l'installation de pompes à énergie alternative et le curage des canaux d'irrigation ;
- Mettre en place des dispositifs afin de rendre effectif le système de normalisation pollueur-payeur.

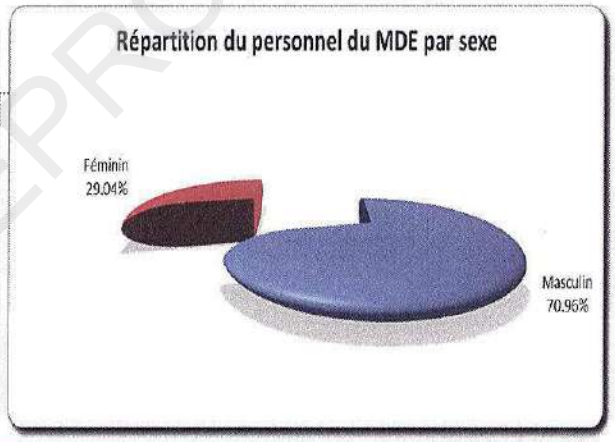
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

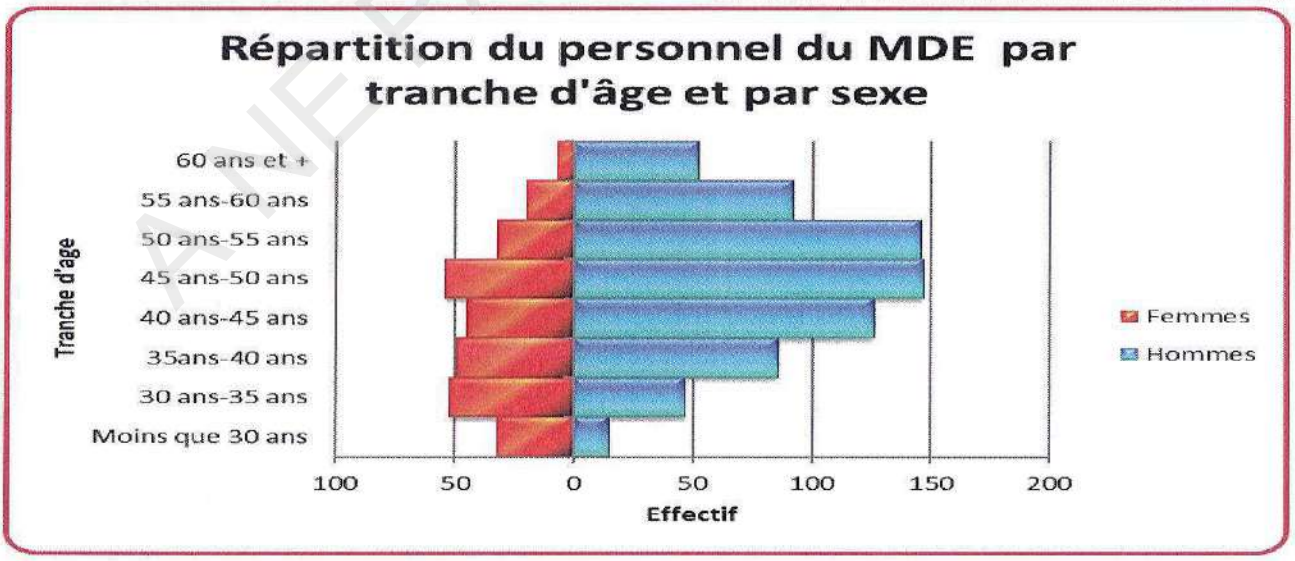
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	711	**291**	**1,002**	**45**	**39,666,250**	**880,077**
Bureau du Ministre et Direction Générale	370	138	508	47	23,128,950	45,529
Agence Nationale des Aires Protégées	81	12	93	45	3,140,500	33,769
Service National de Gestion des Résidus Solides	260	141	401	44	13,396,800	33,408

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDE





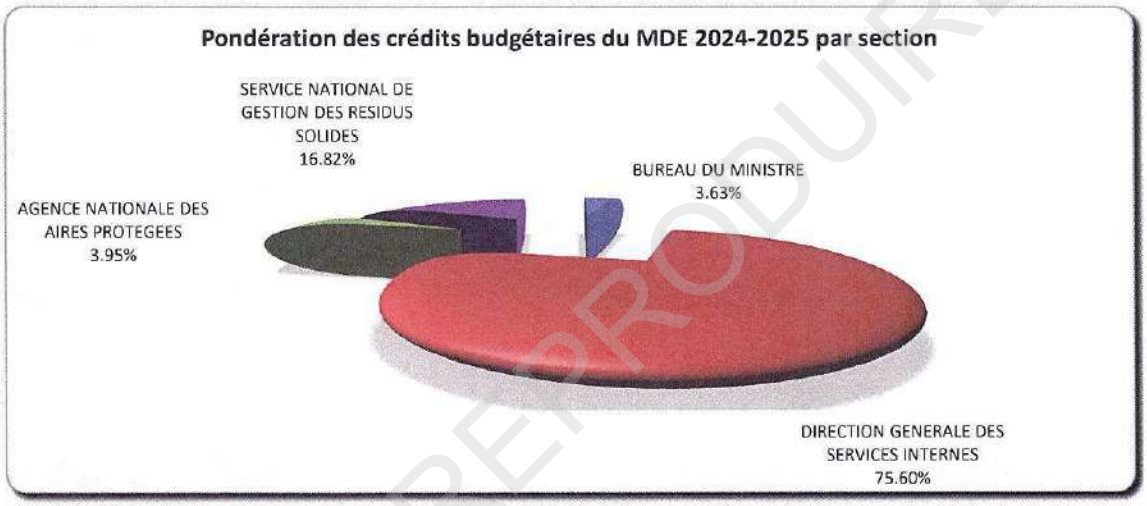


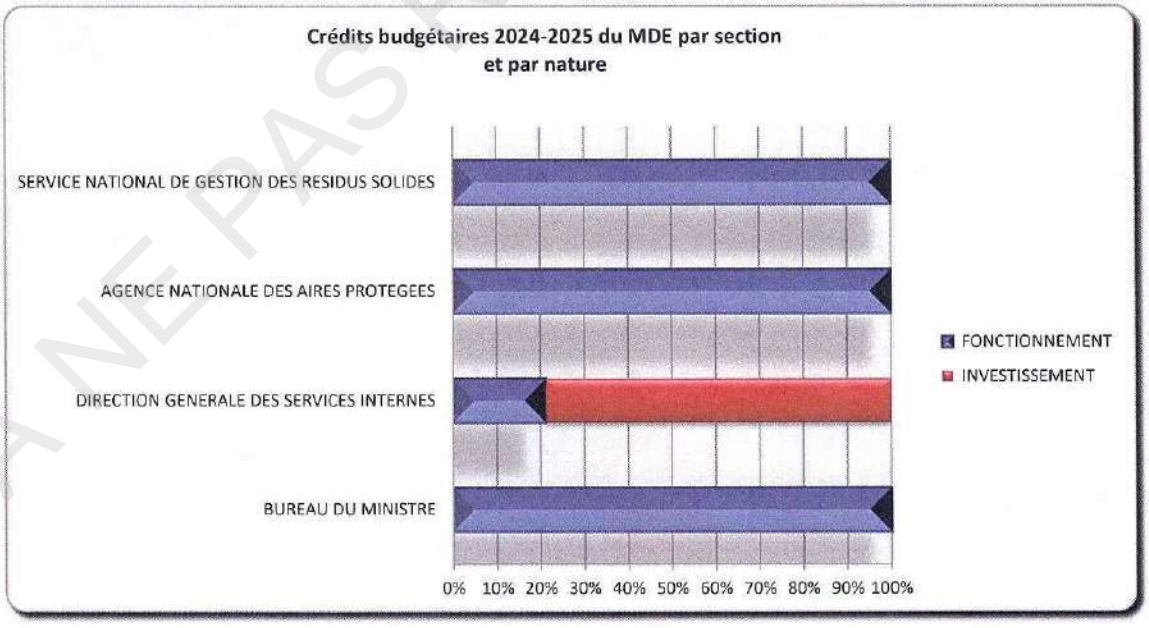
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1116 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1116-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	196,576,150	-	196,576,150
1116-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	866,199,732	3,229,348,146	4,095,547,878
1116-1-13-	AGENCE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES	214,096,112	-	214,096,112
1116-1-14-	SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RESIDUS SOLIDES	911,453,430	-	911,453,430
	TOTAL	**2,188,325,424**	**3,229,348,146**	**5,417,673,570**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DU TOURISME

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1117.- MINISTERE DU TOURISME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Tourisme est régi par la Loi du 23 mai 2002. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes; produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays; et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un (1) Service Externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du Ministère du Tourisme et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Intensifier l'offre de services touristiques destinés aux haïtiens de la Diaspora ;
- Protéger le patrimoine touristique national à travers la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement touristique ;
- Renforcer les activités du tourisme balnéaire dans le Grand Nord ;
- Apporter des assistances techniques adaptées aux entrepreneurs locaux du secteur touristique ;
- Évaluer les besoins urgents et à moyen terme des secteurs impliqués dans l'industrie touristique, victimes du climat de violence et d'insécurité, et prendre les mesures appropriées, de concert avec les institutions concernées, pour les accompagner dans le cadre de la relance des activités ;
- Définir avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) des contenus audiovisuels pour sensibiliser les jeunes sur l'importance et la protection des sites naturels et historiques ;
- Renforcer les capacités des acteurs du secteur touristique en organisant des séances de formation continue au profit des guides, des hôteliers, des restaurateurs et agents de voyage ;
- Mettre en place avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) des programmes de supports financiers pour les petites et moyennes entreprises du secteur touristique ;
- Créer une plateforme numérique pour la promotion de la destination touristique haïtienne ;
- Rendre opérationnel le Conseil National du Tourisme ;
- Réaliser un audit administratif et financier des différents organismes autonomes du Ministère du Tourisme et s'assurer de la mise en place et du fonctionnement régulier de leur Conseil d'Administration ;
- Appuyer la POLITOUR afin d'accomplir efficacement sa mission de surveillance et de sécurisation des sites et activités touristiques ;

AN NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

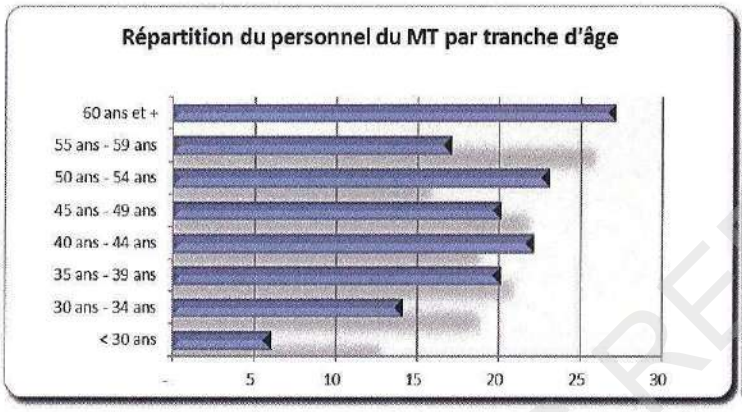
- Contribuer à la réalisation d'un inventaire et à l'élaboration d'un plan de protection des parcs historiques, naturels et archéologiques.

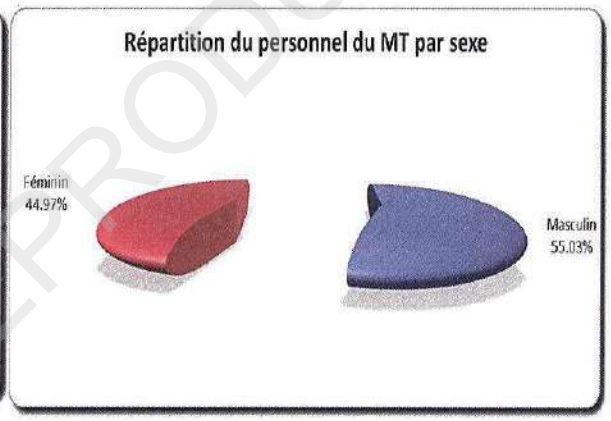
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

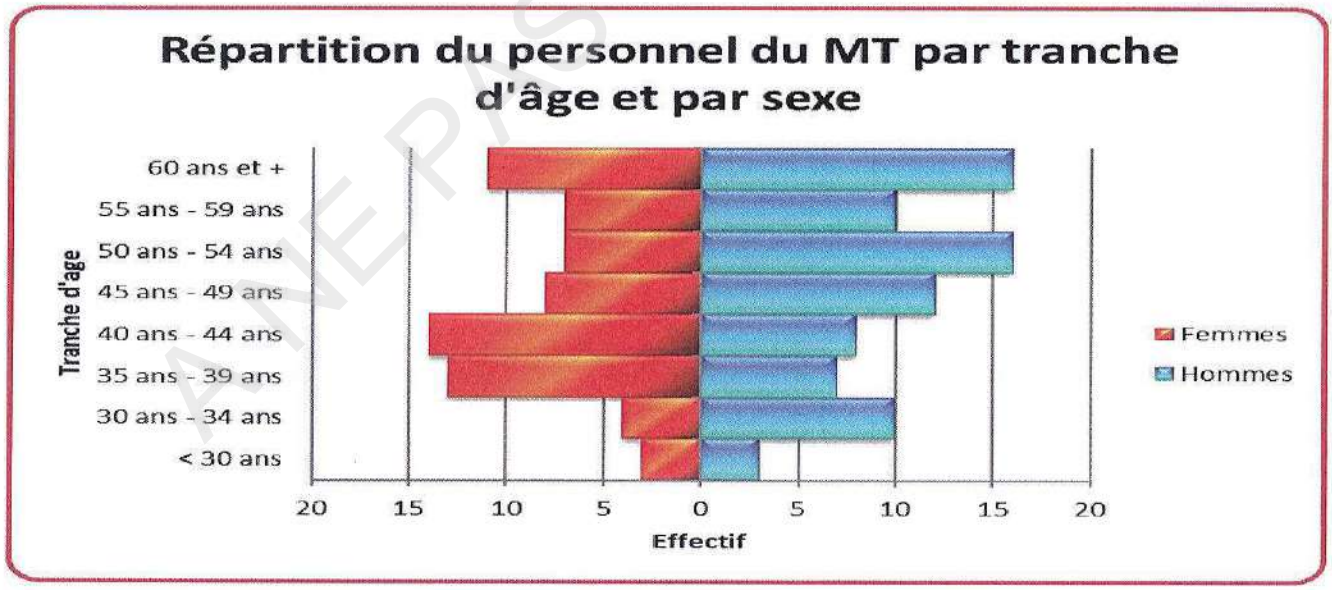
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**82**	**67**	**149**	**50**	**6,875,350**	**46,143**
Bureau du Ministre et Direction Générale	64	44	108	59	5,106,550	47,283
Ecole Hotelière	18	23	41	42	1,768,800	43,141

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DU TOURISME





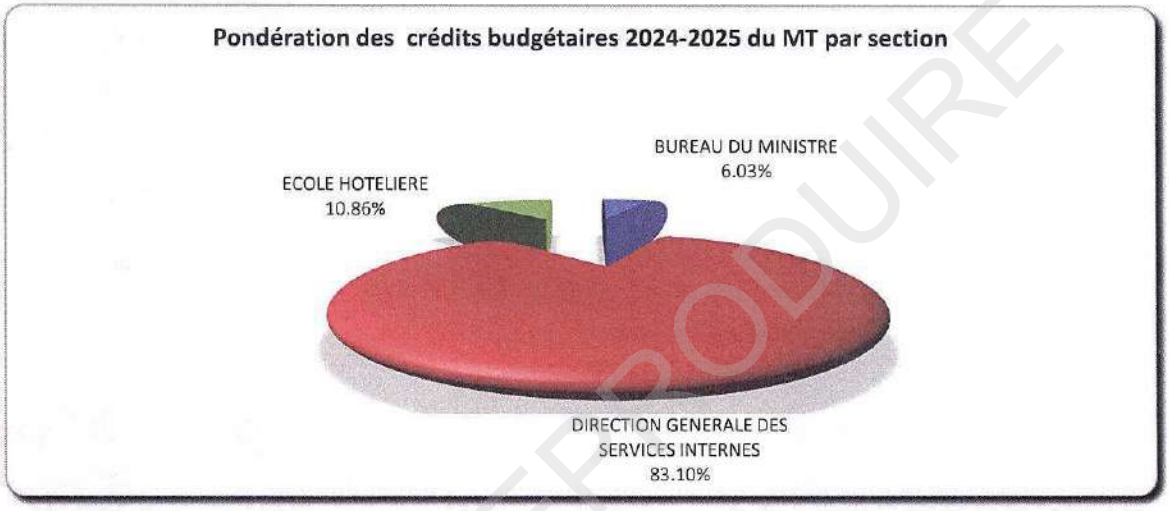


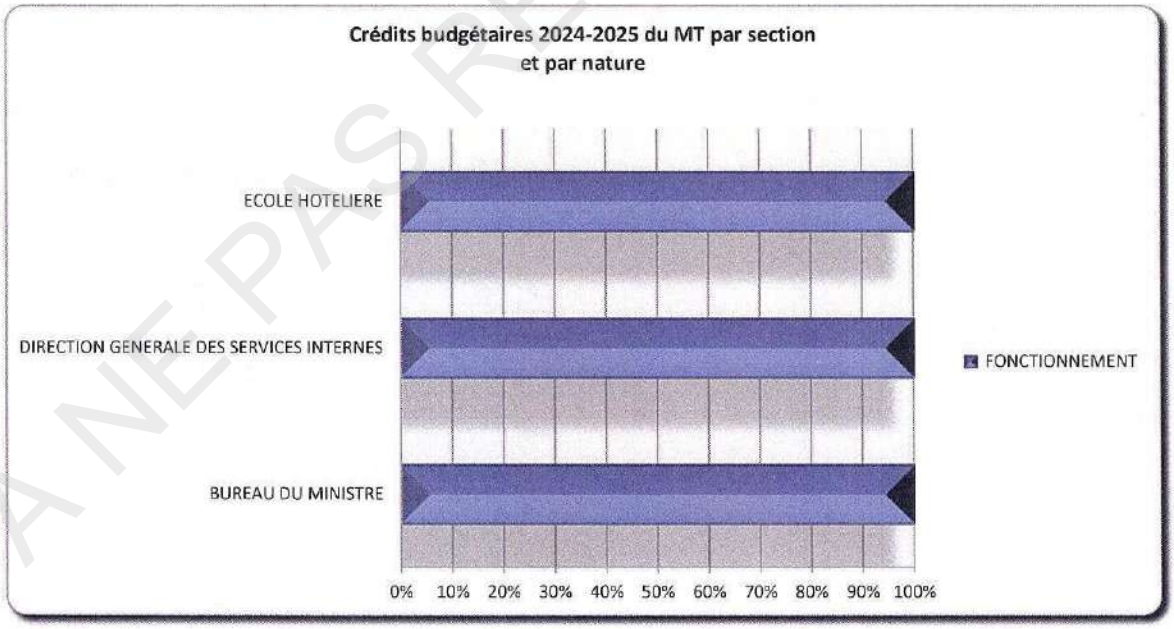
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1117 MINISTERE DU TOURISME

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1117-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	46,746,959	-	46,746,959
1117-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	363,724,053	280,000,000	643,724,053
1117-1-13-	ECOLE HOTELIERE	84,145,881	-	84,145,881
	TOTAL	**494,616,893**	**280,000,000**	**774,616,893**





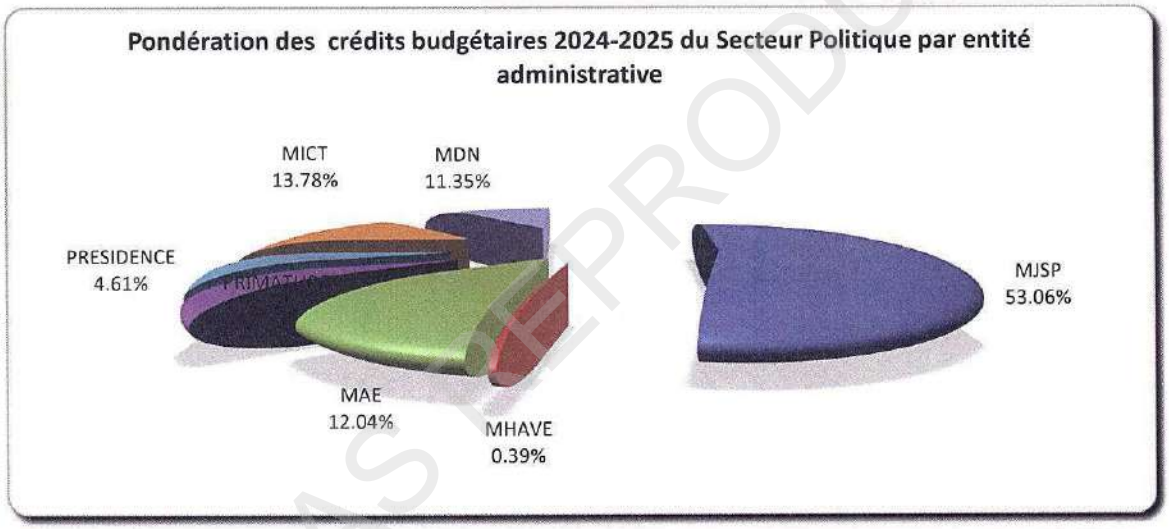
A NE PAS REPRODUIRE

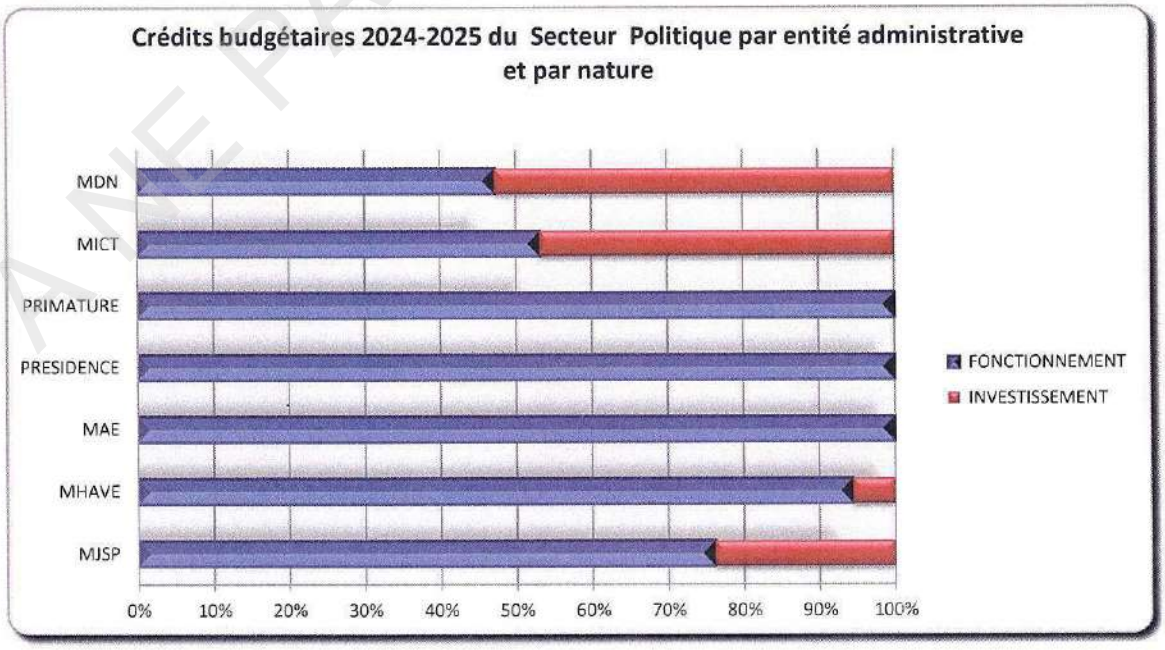
POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE	28,166,677,395	8,818,369,910	36,985,047,305
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	253,589,319	15,000,000	268,589,319
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	8,394,857,866	-	8,394,857,866
1214	LA PRESIDENCE	3,213,667,080	-	3,213,667,080
1215	LA PRIMATURE	3,319,966,998	-	3,319,966,998
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	5,104,266,087	4,501,726,419	9,605,992,506
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE	3,734,038,566	4,180,000,000	7,914,038,566
	TOTAL	**52,187,063,311**	**17,515,096,329**	**69,702,159,640**





NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 28 décembre 2005.Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice ;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Préparer les projets de Loi, de Décret et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice Civile, Commerciale et Criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de Sécurité Publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la Loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MJSP et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Renforcer les capacités des forces de police, notamment en évaluant et en optimisant l'utilisation du personnel, des équipements et matériels de l'institution policière, tout en renforçant sa gouvernance ;
- Améliorer l'exécution des décisions de justice et accroitre la crédibilité de la justice ;
- Renforcer la lutte contre la criminalité, notamment l'enlèvement et la séquestration par une mobilisation nationale constante impliquant les acteurs publics et la société civile ;
- Assurer le traitement égalitaire des justiciables et l'effectivité de l'indépendance du juge de l'information ainsi que la communication en matière judiciaire ;
- Intensifier la lutte contre l'insécurité et la prolifération des gangs armés pour une meilleure protection des vies et des biens des citoyens ;
- Améliorer les conditions de détention et respecter les droits de la personne détenue à travers la construction et la réhabilitation de prisons ;
- Moderniser les infrastructures judiciaires à travers le renforcement des capacités des cours d'appels et tribunaux de paix ;
- Renforcer le système d'état civil en modernisant le régistre civil en Haiti ;
- Renforcer le contrôle des Bureaux d'État Civil et consolider les efforts de formation des officiers ;
- Redéfinir le plan d'opération visant au démantèlement des groupes armés et criminels à travers le pays ;
- Renforcer l'effectif de la PNH en compétences et adapter la qualité de la formation des policiers ;
- Renforcer la réglementation et veiller au contrôle des compagnies de sécurité privées conjointement avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales ;
- Mettre en place un parquet financier national spécialisé en charge de la grande délinquance économique et financière et un parquet de lutte contre la criminalité transnationale ;
- Veiller à l'évaluation et à l'actualisation du système d'identification des électeurs ;
- Reformer les Parquets près les Cours et Tribunaux de Première Instance pour les rendre plus efficaces.

A NE PAS REPRODUIRE

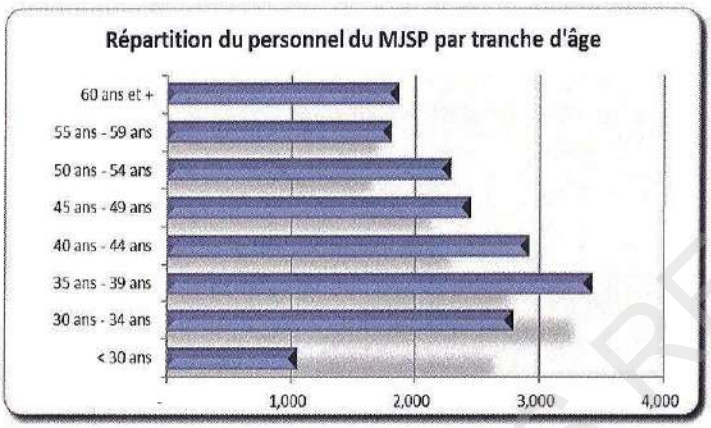
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

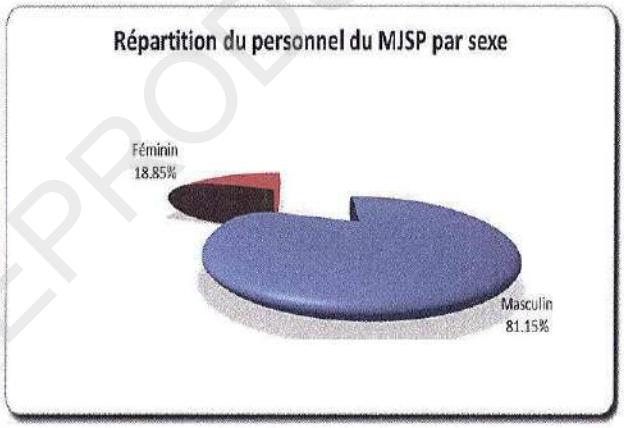
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

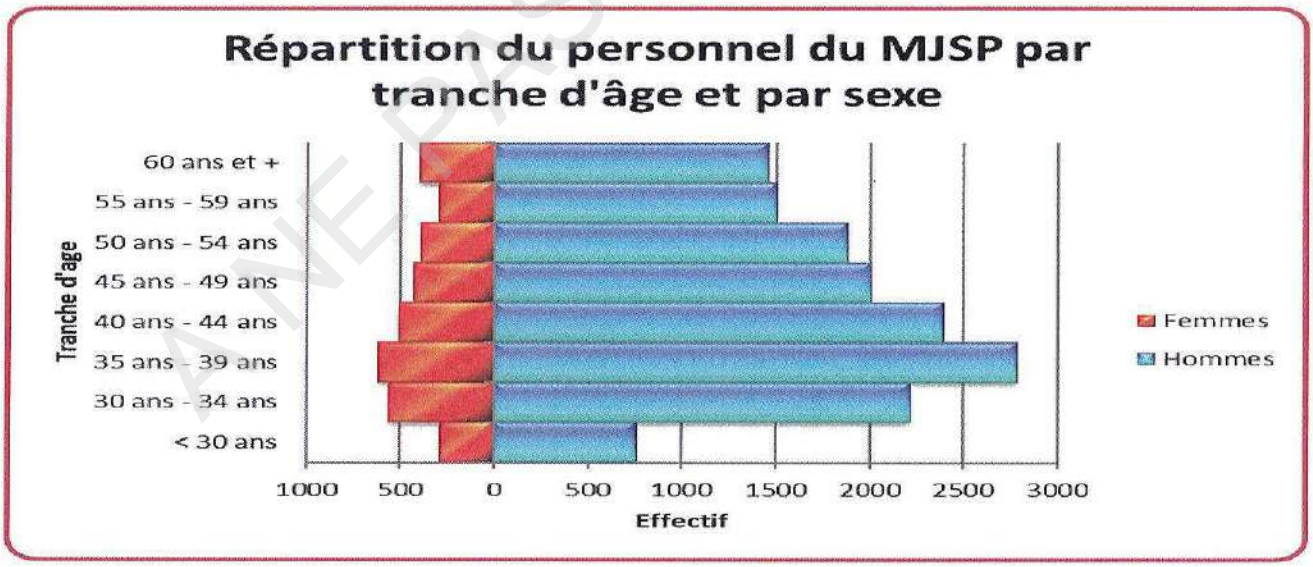
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	15,002	**3,485**	**18,487**	**49**	**793,147,800**	**42,903**
Services internes	**3,076**	**1,158**	**4,234**	**55**	**154,612,000**	**36,517**
Bureau du Ministre et Direction Générale	3,030	1,133	4,163	56	151,419,800	36,373
UCREF	22	11	33	45	1,410,350	42,738
BSESP	-	-	-	-	-	-
EMA	24	14	38	54	1,781,850	46,891
CNAL	-	-	-	-	-	-
Services techniquement déconcentrés	**11,926**	**2,327**	**14,253**	**43**	**638,535,800**	**44,800**
PNH	11,926	2,327	14,253	43	638,535,800	44,800

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSP





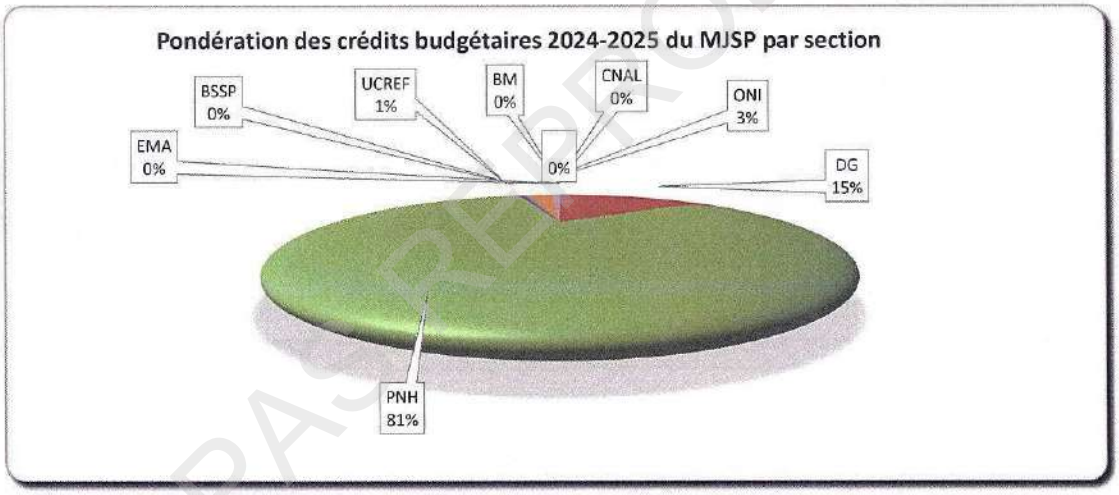


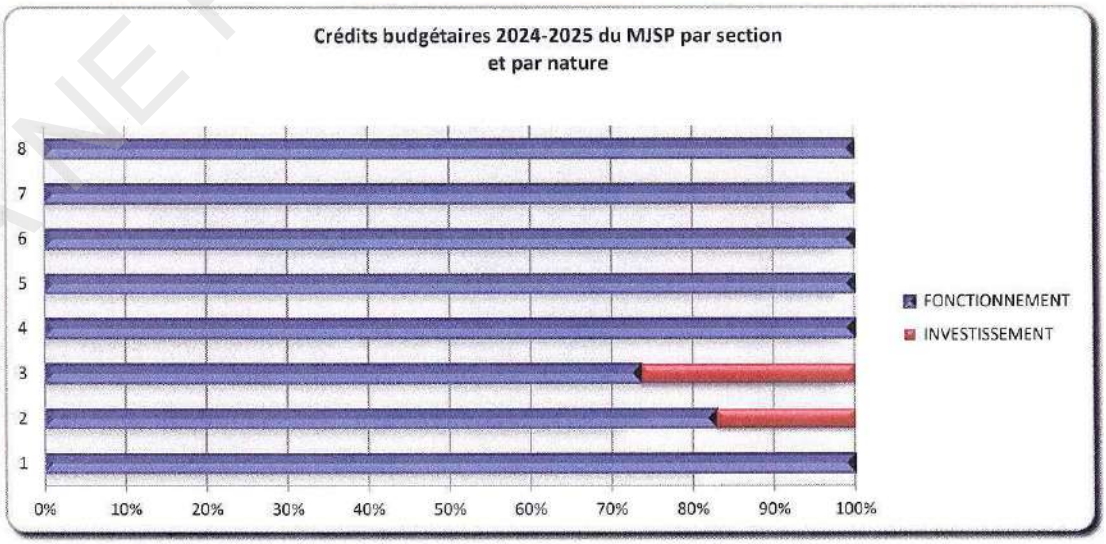
AVANT PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1211 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1211-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	82,098,322	-	82,098,322
1211-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,443,144,715	915,500,000	5,358,644,715
1211-2-16-	POLICE NATIONALE D'HAITI	22,081,755,428	7,902,869,910	29,984,625,338
1211-1-17-	UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	233,365,283	-	233,365,283
1211-1-18-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	159,353,196	-	159,353,196
1211-1-19-	OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	925,711,171	-	925,711,171
1211-1-21-	COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	117,449,061	-	117,449,061
1211-1-22-	COMMISSION NATIONALE D'ASSITANCE LEGALE	123,800,220	-	123,800,220
	TOTAL	**28,166,677,395**	**8,818,369,910**	**36,985,047,305**





NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui existent entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Faciliter les investissements de la diaspora et les transferts de compétences dans les secteurs de croissance ciblés : Agriculture, Commerce et industrie, Tourisme, Énergie, Construction, Transport et
- Communication, Environnement ;
- Mettre en place une commission mixte (Diaspora-État) comme organe responsable de la facilitation, de la structuration et du suivi, auprès du Gouvernement haïtien, des projets de développement conçus par la Diaspora ;
- Sensibiliser les acteurs de la diaspora sur la politique de sécurité publique et de défense du pays ;
- Mettre en place des mécanismes pour faciliter l'échange et le transfert de compétences, particulièrement dans les domaines liés aux priorités nationales ;
- Travailler avec les organismes compétents à l'élaboration d'un cadre légal qui favorise la participation
- active de la diaspora à la vie politique et économique nationale ;

ANE PAS REPRODUIRE

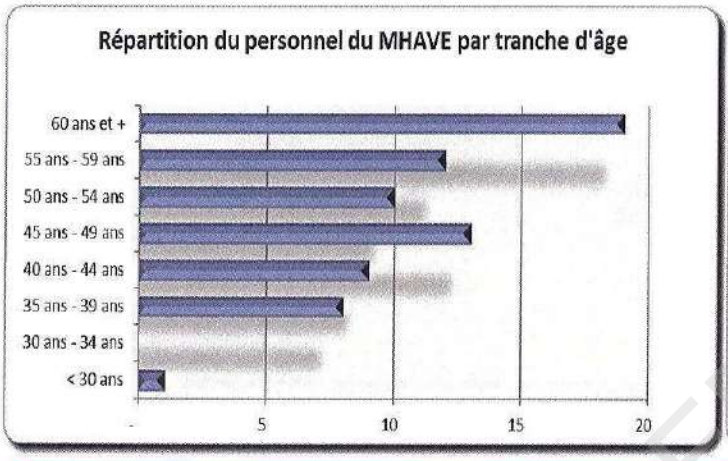
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

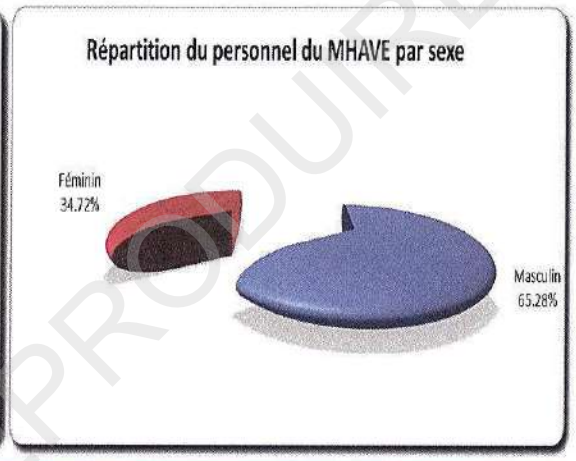
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

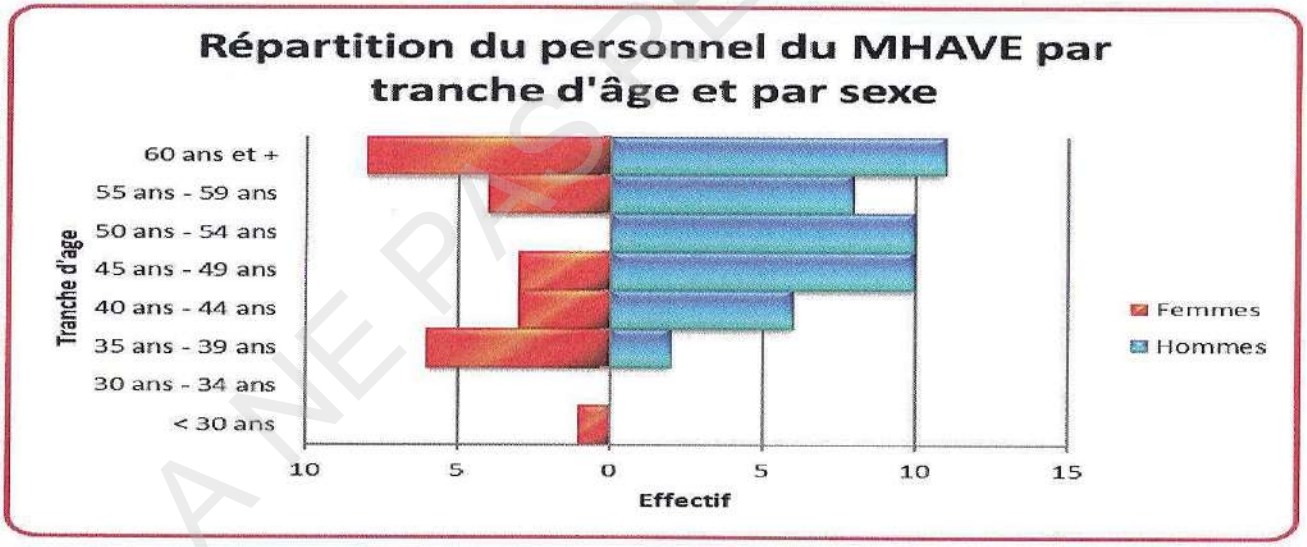
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
Services internes	**47**	**25**	**72**	**54**	**3,355,217**	**46,600**
Bureau du Ministre et Direction Générale	47	25	72	54	3,355,217	46,600

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MHAVE







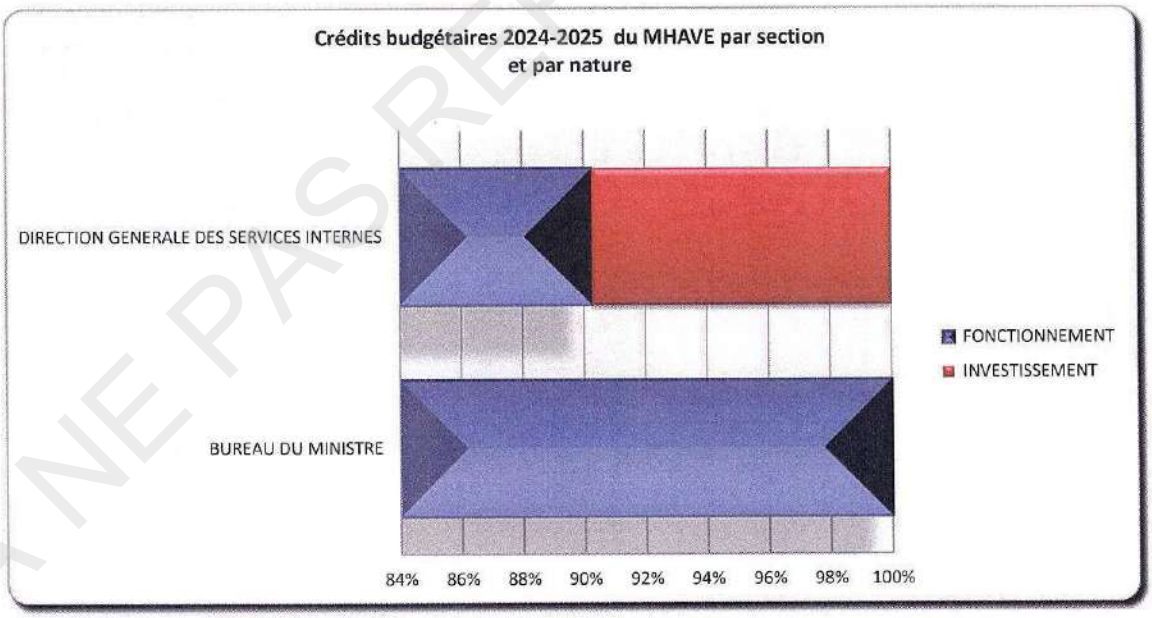
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1212-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	114,534,053	-	114,534,053
1212-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	139,055,266	15,000,000	154,055,266
	TOTAL	**253,589,319**	**15,000,000**	**268,589,319**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques;

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MAEC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Poursuivre la modernisation et la consolidation des approches stratégiques concernant la coopération Sud-Sud et toute la coopération internationale aux fins du développement ;
- Poursuivre les initiatives de redressement de la qualité de notre diplomatie à l'étranger en relevant le niveau du personne diplomatique et consulaire
- Intensifier les contacts et la collaboration avec les organisations et organismes du système des Nations Unies pour le Développement ;
- Adopter des mesures, de concert avec les institutions compétentes, pour garantir la liberté de croyance et le bon fonctionnement des espaces culturels dans le respect des lois de la République, des traditions, de la paix et de l'ordre public ;
- Protéger et défendre les intérêts des migrants haitiens en renforcant les capacités des missions diplomatiques et consulaires.
- Contribuer à la négociation de nouveaux accords bilatéraux et multilatéraux propices aux investissements en y associant notamment un volet relatif au développement économique des collectivités locales;
- Mobiliser les principaux partenaires internationaux en vue d'alimenter le basket fund et d'obtenir leur appui technique
- (expertise) dans le cadre de l'organisation des élections générales ;
- Effectuer un inventaire et une revue des différents accords conclus, ainsi que la participation et le niveau de représentation du pays au sein des instances internationales.

NE PAS REPRODUIRE

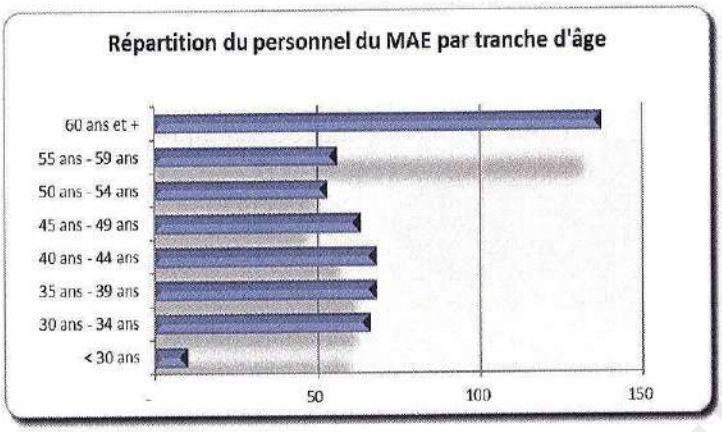
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

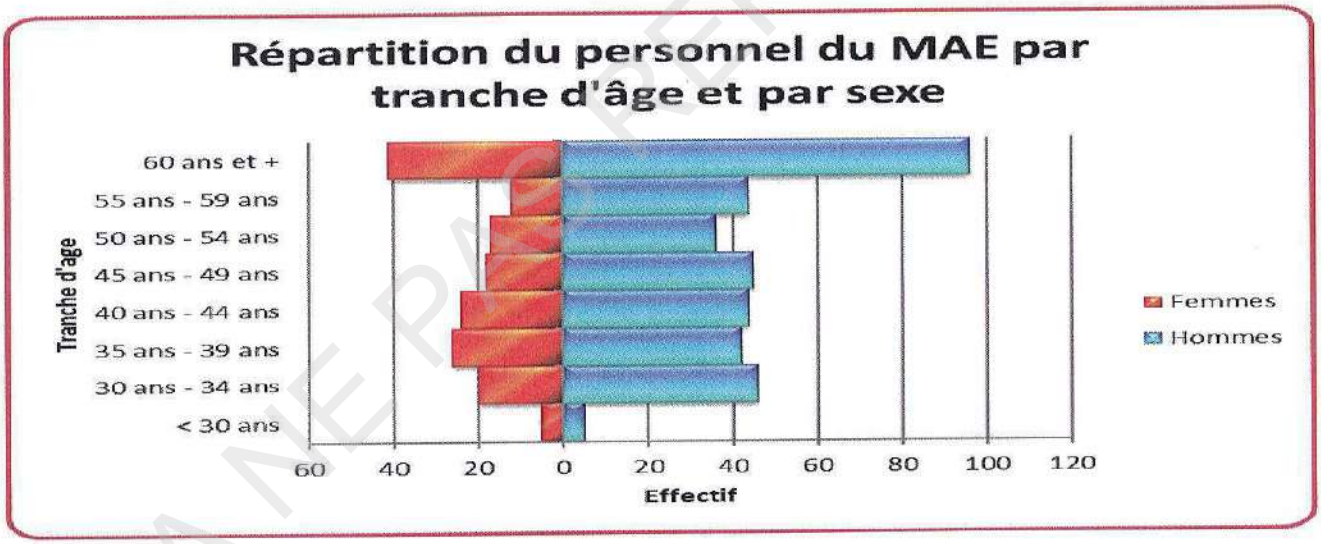
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**358**	**163**	**521**	**50**	**28,392,550**	**54,496**
Bureau du Ministre et Direction Générale	358	163	521	50	28,392,550	54,496

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAE





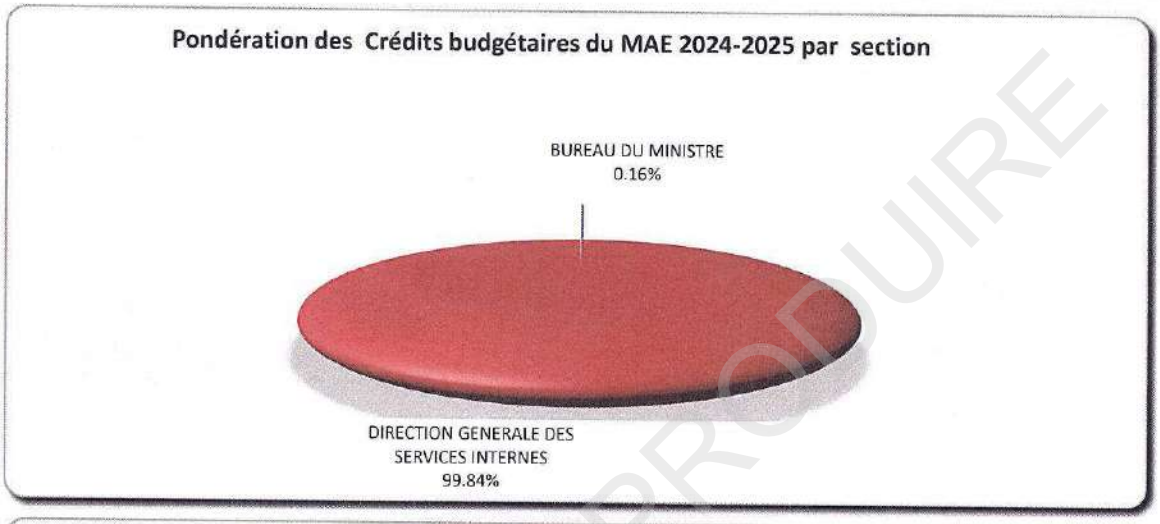


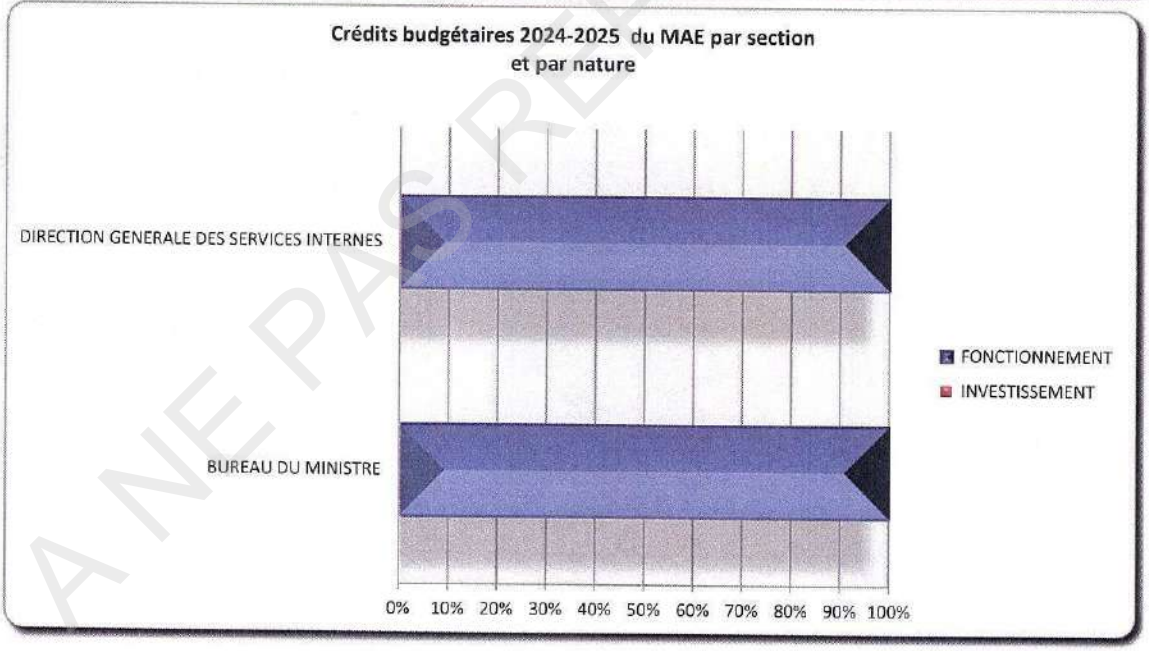
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1213-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	13,659,450	-	13,659,450
1213-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	8,381,198,416	-	8,381,198,416
	TOTAL	**8,394,857,866**	**-**	**8,394,857,866**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRESIDENCE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1214.- LA PRÉSIDENCE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Présidence est régie par le Décret du 6 janvier 2016. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Etrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls ;
- Faire sceller les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution ;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) Structure organisationnelle

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet Particulier du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

A NE PAS REPRODUIRE

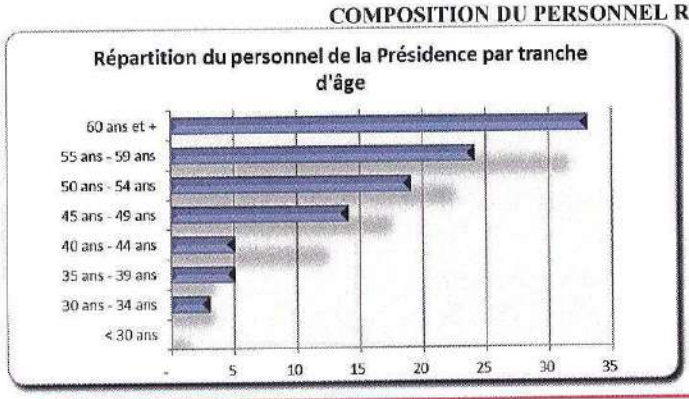
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

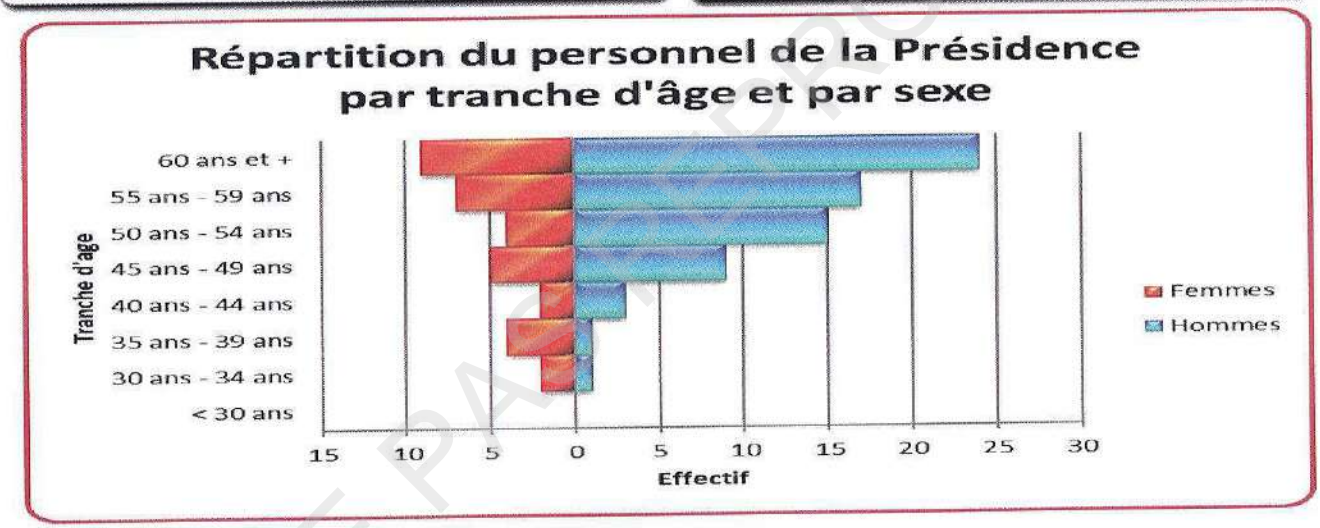
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	70	33	103	56	5,788,300	56,197

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRESIDENCE





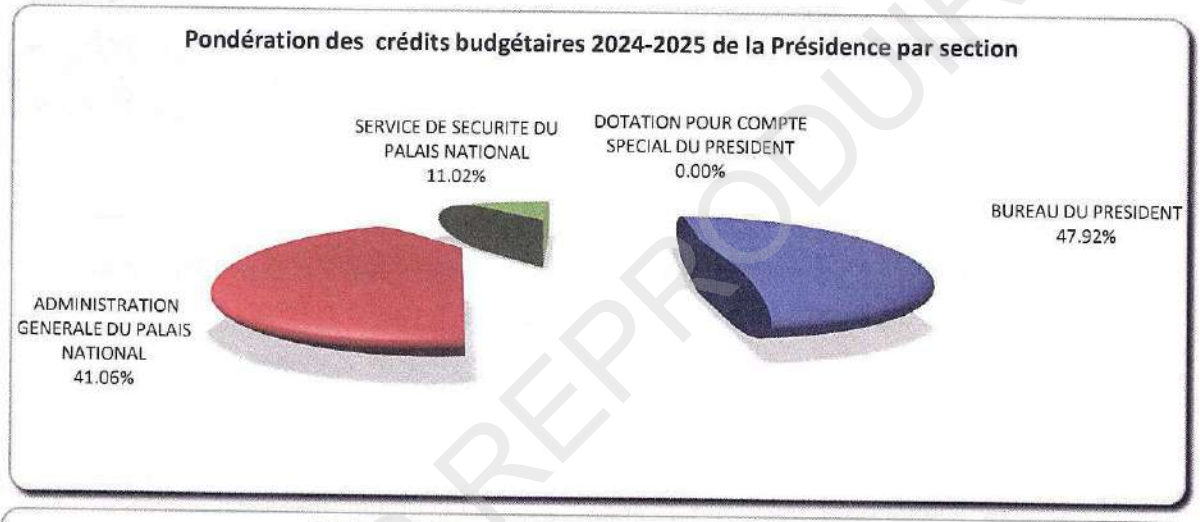


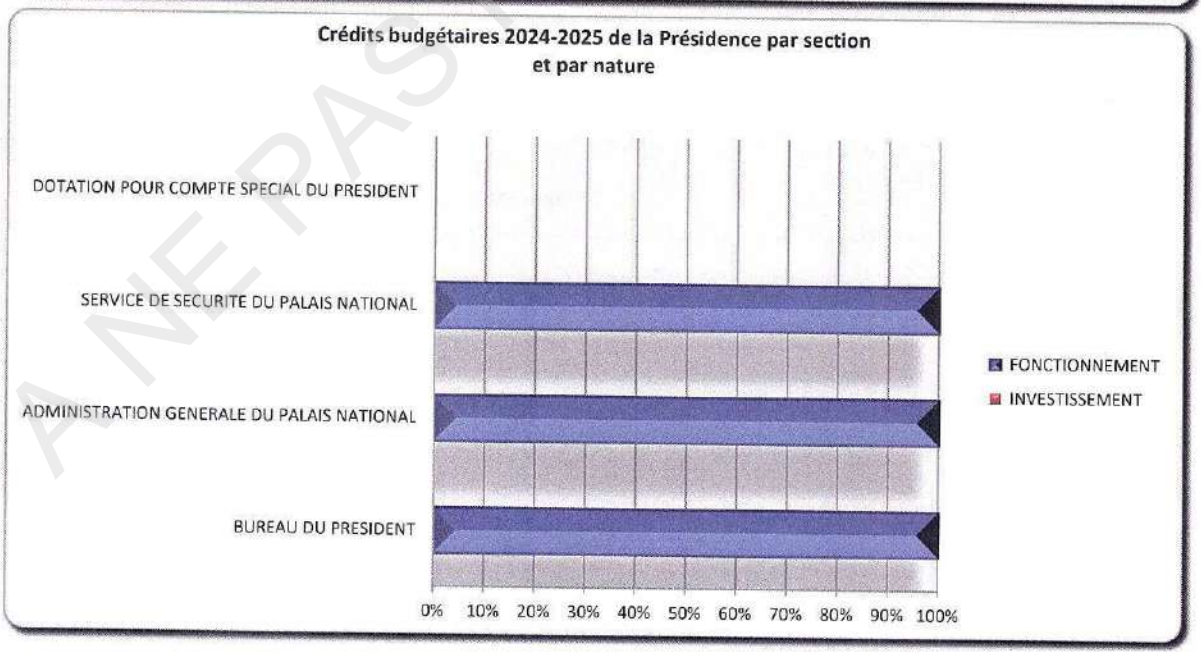
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1214 LA PRESIDENCE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1214-1-11-	BUREAU DU PRESIDENT	1,540,103,055	-	1,540,103,055
1214-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	1,319,462,777	-	1,319,462,777
1214-1-13-	SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	354,101,248	-	354,101,248
1214-1-14-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	-	-	-
	TOTAL	**3,213,667,080**	**-**	**3,213,667,080**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRIMATURE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1215.- LA PRIMATURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987.Sa mission et ses principales attributions sont :

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'Etat dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Quatre Ministres Délégués et deux Organes Stratégiques ;
- Le Cabinet technique du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat Général de la Primature ;
- Treize (13) Unités et de deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Assurer une meilleure coordination de l'action gouvernementale ;
- Développer la transparence dans l'action publique et stimuler une citoyenneté active ;
- Poursuivre la réforme de l'Administration Centrale à travers le renforcement des capacités d'intervention de l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH) ;
- Améliorer l'efficacité du système national de passation des marchés publics;
- Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement du pays ;
- Améliorer la gestion des carrières des agents de la Fontion Publique à travers le recrutement, la formation et la professionnalisation des ressources humaines de l'administration.

A NE PAS REPRODUIRE

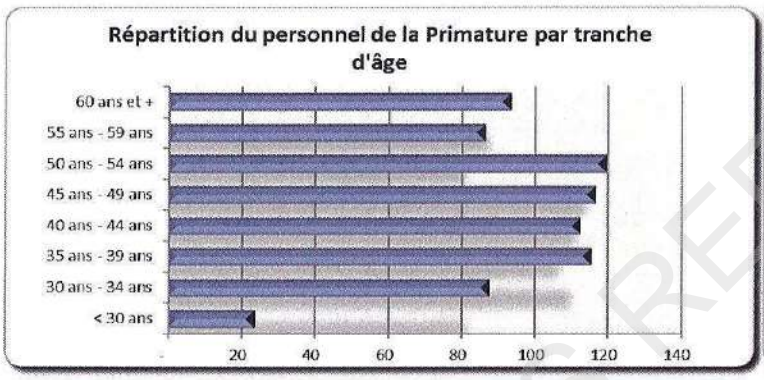
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

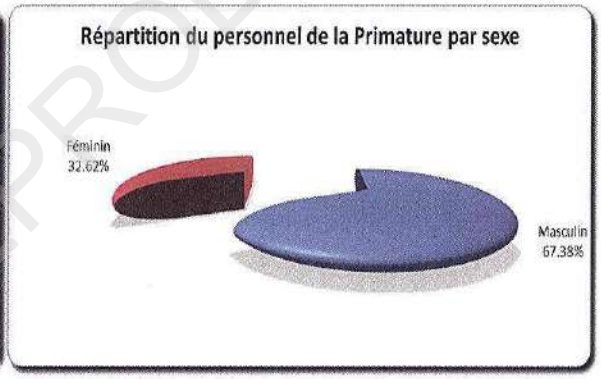
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

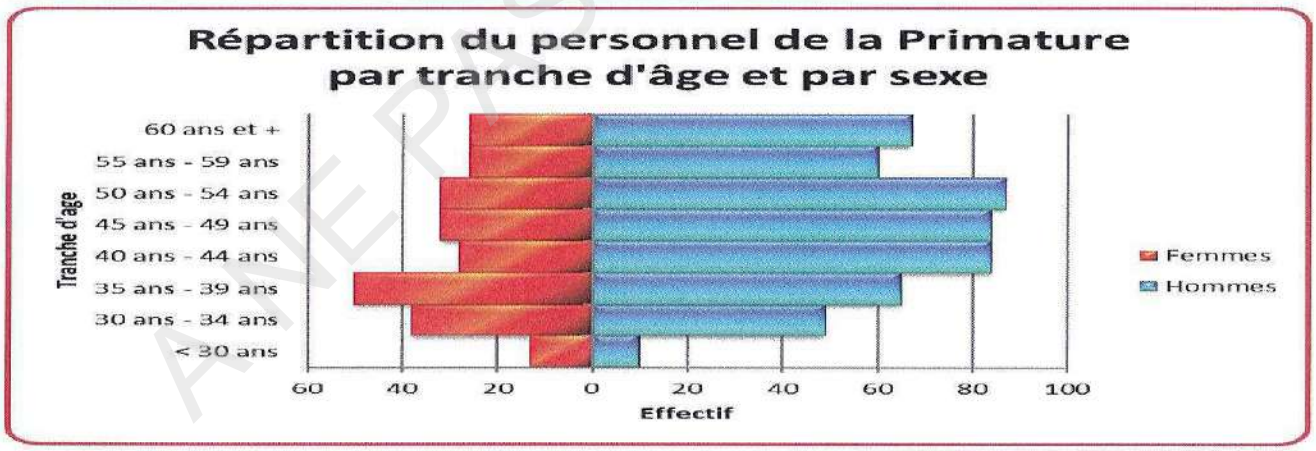
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	506	**245**	**751**	**48**	**36,811,199**	**49,016**
Services internes	**486**	**232**	**718**	**42**	**35,622,599**	**49,614**
Bureau du Premier Ministre et Administration	366	176	542	49	24,633,450	45,449
CMEP	9	6	15	51	1,446,450	96,430
CONALD	26	20	46	46	2,615,850	56,866
BON	11	2	13	57	391,250	30,096
CNMP	64	23	87	45	5,921,649	68,065
CSPN	-	-	-	-	-	-
BACOZ	10	5	15	48	613,950	40,930
Services techniquement déconcentrés	**20**	**13**	**33**	**53**	**1,188,600**	**49,021**
CEFOPAFOP	9	5	14	56	493,950	35,282
BGMD	11	8	19	51	694,650	13,739

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA PRIMATURE





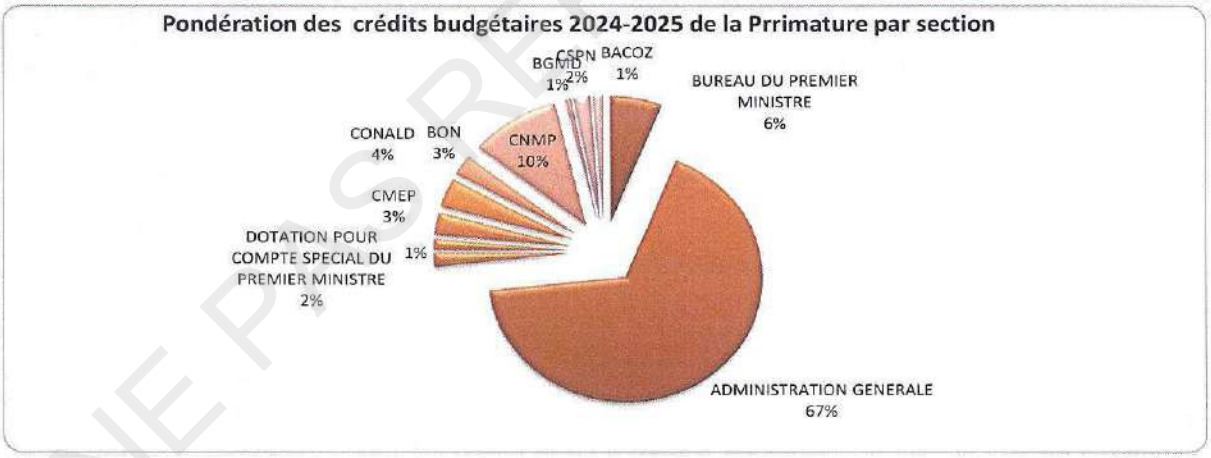


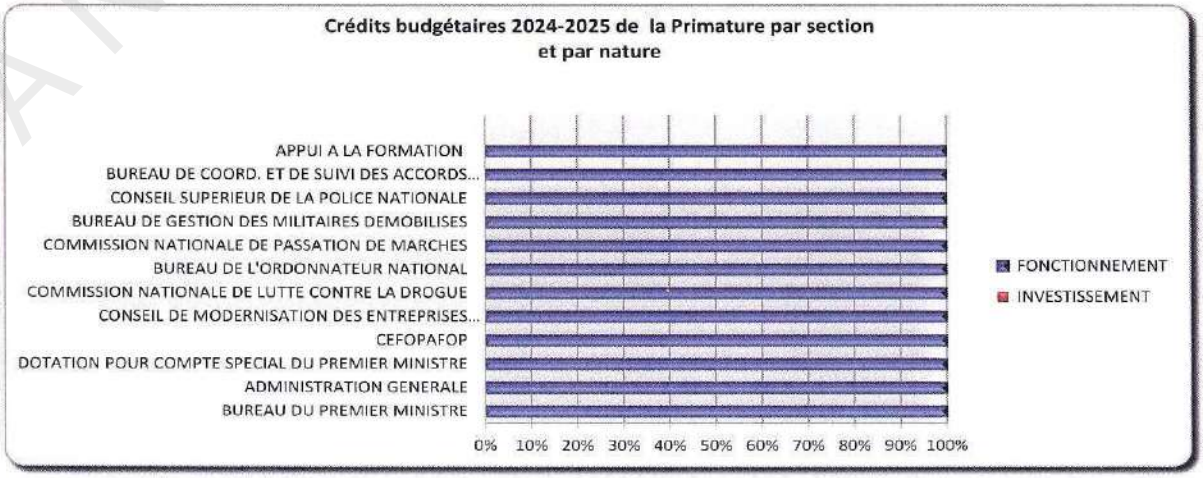
ANE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1215 LA PRIMATURE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1215-1-11-	BUREAU DU PREMIER MINISTRE	201,690,427	-	201,690,427
1215-1-12-	ADMINISTRATION GENERALE	2,228,987,661	-	2,228,987,661
1215-1-13-	DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	59,825,569	-	59,825,569
1215-2-14-	CEFOPAFOP	45,382,371	-	45,382,371
1215-1-16-	CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	96,540,939	-	96,540,939
1215-1-17-	COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	123,046,164	-	123,046,164
1215-1-18-	BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	87,950,799	-	87,950,799
1215-1-19-	COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	351,849,411	-	351,849,411
1215-2-20-	BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	21,136,794	-	21,136,794
1215-1-21-	CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	62,215,000	-	62,215,000
1215-1-22-	BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	38,765,206	-	38,765,206
1215-1-23-	APPUI A LA FORMATION	2,576,658	-	2,576,658
	TOTAL	**3,319,966,998**	**-**	**3,319,966,998**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales; l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MICT et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;
- Mettre en place un système d'informations sur les activités criminelles portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation dans divers domaines (cybercriminalité, blanchiment, vandalisme, terrorisme, gangstérisme, proxénétisme, traite des personnes, migrations clandestines, trafics illicites, etc.), accessible pour les autorités judiciaires et policières ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Renforcer les mécanismes de coordination avec les ministères concernés afin de mettre en cohérence les diverses questions touchant les frontières telles que : les douanes, l'immigration, les réfugiés, l'intégrité des frontières, ainsi que l'application transfrontalière de la loi y compris un soutien stratégique à la lutte contre la contrebande, à la lutte contre la cybercriminalité et aux autres crimes transnationaux ;
- Appuyer le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres (SPGRD) dans les interventions d'urgences dans le cadre des catastrophes, tout en créant la synergie entre les services des pompiers, la police, les services techniques et ,les services sanitaires (ambulances, hôpitaux, etc.) ;
- Mettre en place, en coordination avec les Ministères concernés, un Plan de sécurisation du processus électoral sur le territoire national : possibilité de Plan de renfort (Backup) pour tous les points-clés de contrôle du système;
- Contribuer au renforcement de la gouvernance de la sécurité publique, notamment en mettant en place des dispositifs institutionnels et légaux de sécurité, de renseignement, ainsi que des mécanismes de contrôle du territoire ;
- Faciliter la participation des collectivités territoriales dans le processus de révision constitutionnelle ;

NE PAS REPRODUIRE

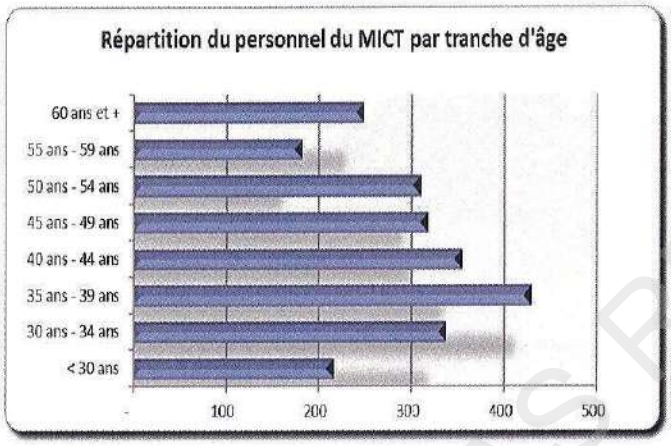
- Mobiliser les collectivités territoriales dans le processus de préparation et d'organisation des élections, de concert avec les institutions concernées.

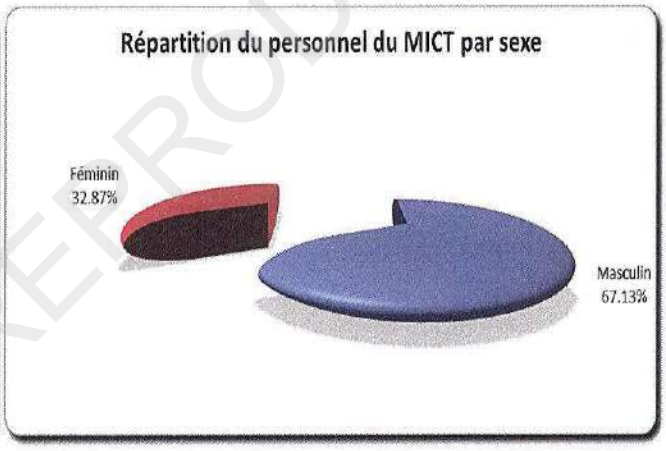
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

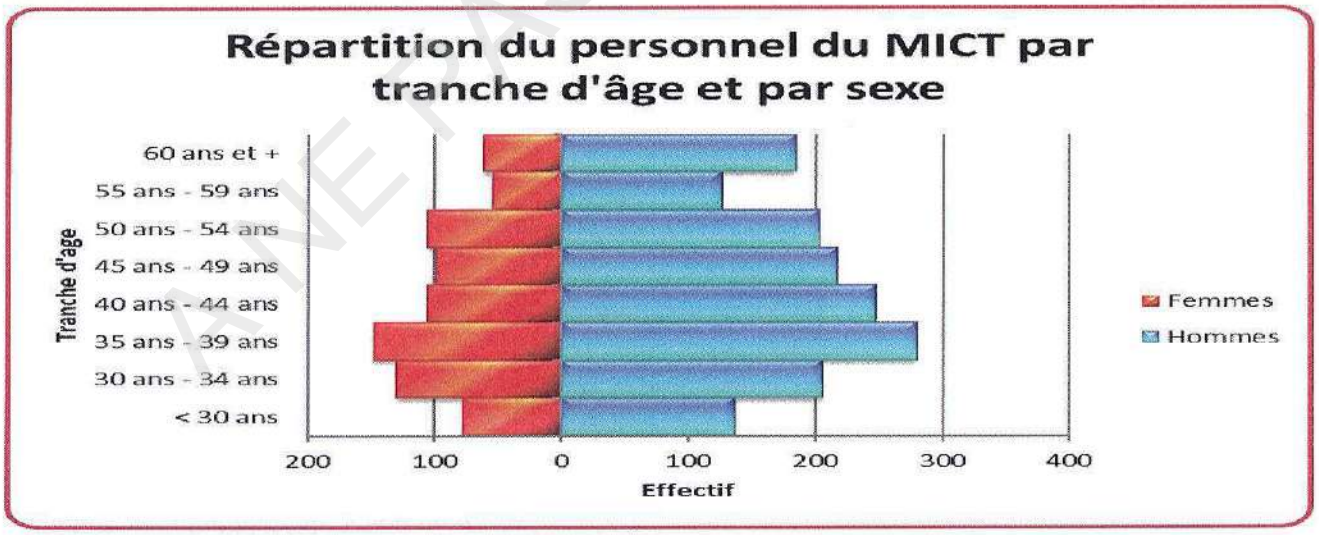
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	1,601	784	2,385	49	128,492,600	53,875
Bureau du Ministre et Direction Générale	1,600	784	2,384	49	128,390,700	53,855
OSMH	-	-	-	-	-	-
Protection Civile	1	-	1	51	101,900	2,011

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MICT





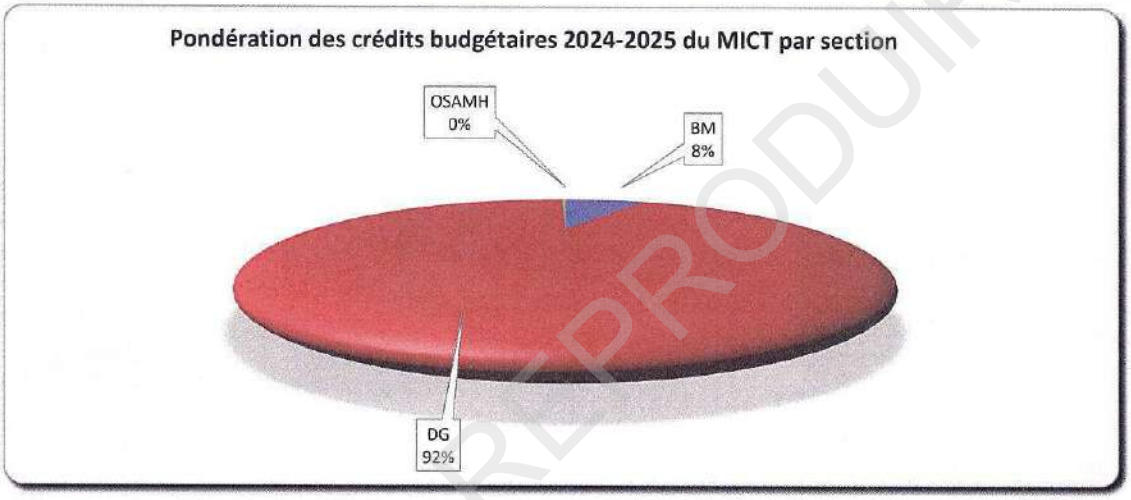


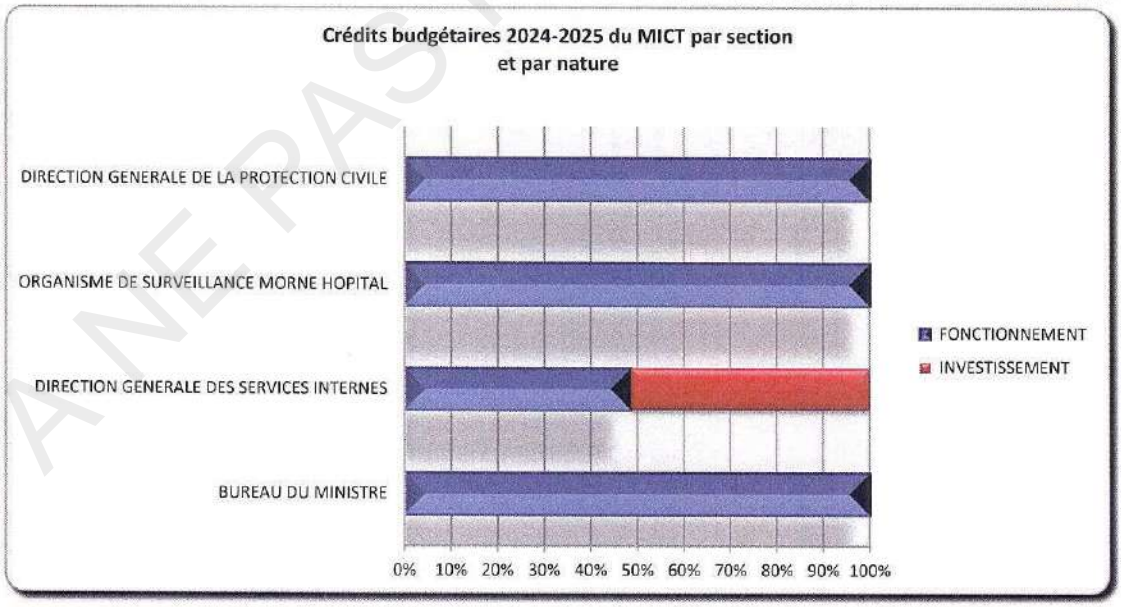
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1216-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	706,832,144	-	706,832,144
1216-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	4,271,658,773	4,501,726,419	8,773,385,192
1216-1-15-	ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	24,619,260	-	24,619,260
1216-1-18-	DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	101,155,910	-	101,155,910
	TOTAL	**5,104,266,087**	**4,501,726,419**	**9,605,992,506**





NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1217.- MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Défense Nationale est régi par le décret du 9 octobre 2015. Ses principales mission et attributions sont :

- Assurer la défense du territoire terrestre, frontalier, maritime, fluvial et aérien de la République;
- Assurer la sécurité et l'intégrité matérielle du territoire, de la population, et contribuer à la sécurité nationale dans toutes ses dimensions;
- Participer au maintien de la paix sur tout le territoire de la République dans les cas de force majeure;
- Participer à l'élaboration et à la coordination des mesures à prendre, en cas de guerre, de troubles civils ou de catastrophes naturelles;
- Veiller au développement, à la modernisation et à l'entretien des infrastructures militaires;
- Pourvoir au respect des lois, mesures, alliances, conventions, accords, traités et autres instruments juridiques relatifs à la Défense ;
- Assurer le controle de la fabrication, l'achat, la vente, la distribution des armes de guerre, munitions, équipements et explosifs, sur le territoire national, conformément aux législations internationale et nationale ;
- Etablir les cartes militaires de la République;
- Elaborer et superviser la politique de formation et d'éducation professionnelles des membres des forces de défense en vue d'assurer leur polyvalence et leur intégration;
- Participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des plans nationaux de lutte contre les trafics-illicites de biens, de stupéfiants, d' armes et de personnes, la piraterie et le terrorisme, dans le cadre des accords, traités et conventions relatifs au crime transnational organisé ;
- Delivrer, s'il ya lieu, les permis de construire dans le voisinage d'un ouvrage à caractère militaire;
- Controler l'acquisition, l'importation, l'exportation ainsi que l'utilisation de l'équipement et du matériel militaire;
- Collecter et gérer toutes les informations relatives à la défense nationale ;
- Coordonner la participation des forces de défense aux tâches de développement ;
- Participer à l'organisation et à la supervision des activités du Service Civique Mixte Obligatoire (SCMO) en conformité avec les dispositions de l'article 268 de la Constitution;
- Assurer la gestion des décorations militaires;
- Participer à la lutte contre la cybercriminalité;
- Participer à l'organisation et à la supervision du Service Militaire en conformité avec les dispositions de l'article 268 de la Constitution;
- Exercer toutes autres attributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et la loi .

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Défense Nationale est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Quatre (4) Directions Techniques;
- Un (1) Service Externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du Ministère de la Défense et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres ;

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

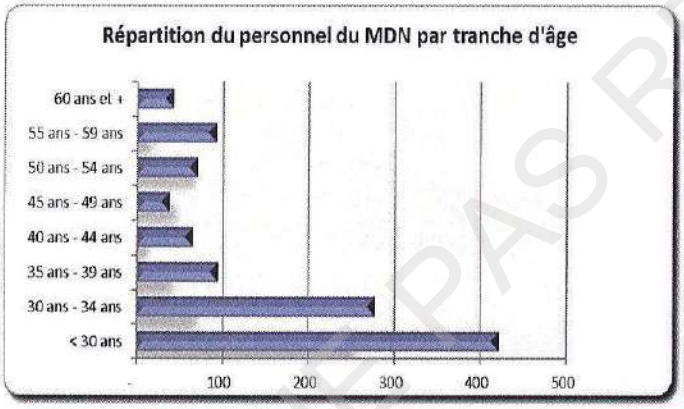
- Assurer la sécurité et l'intégrité du territoire, de la population et contribuer à la sécurité nationale dans toutes ses dimensions ;
- Assister la population civile, en cas de catastrophes ou de situations d'urgence, notamment en renforçant les moyens destinés à la défense civile du territoire ;
- Participer activement de concert avec la Police Nationale d'Haïti (PNH) dans la lutte contre la prolifération des gangs armés, la lutte contre le trafic d'armes et stupéfiants et la lutte contre la cybercriminalité ;
- Renforcer le contrôle des frontières terrestres, maritimes, fluviales et aériennes ;
- Recruter de nouvelles classes de militaire en vue de leur déploiement pour la protection des sites publics stratégiques ;
- Participer activement à la gestion des risques, désastres et catastrophes naturelles ;
- Engager les militaires des Forces Armées d'Haiti dans les opérations de nettoyage et de sécurisation de certains quartiers de la zone métropolitaine.

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

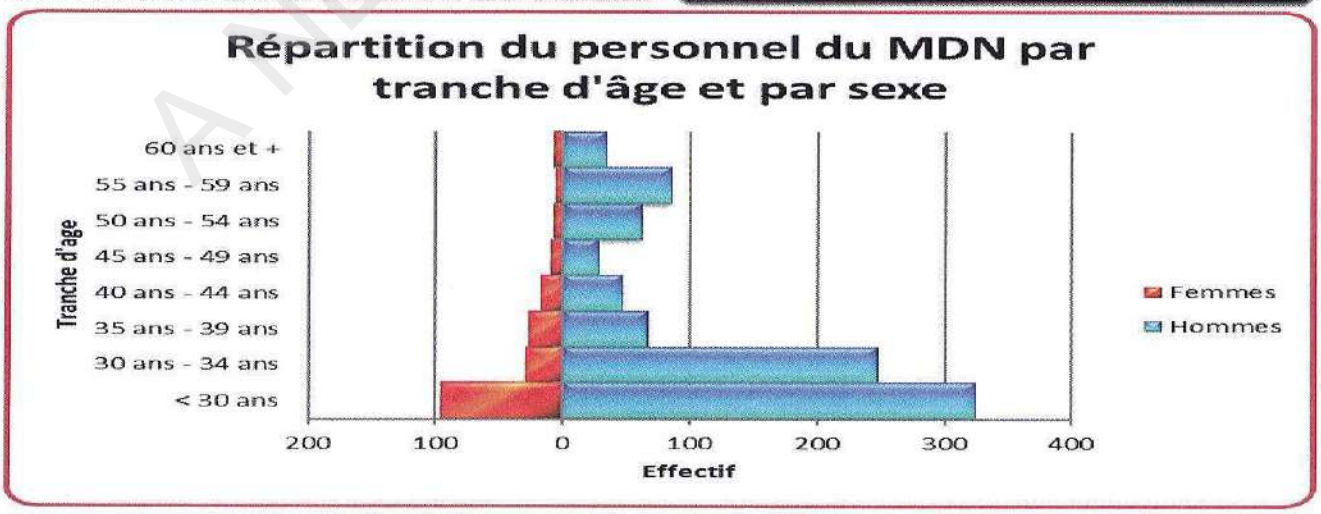
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	Femmes	Total			
	895	196	1,091	40	33,405,150	30,619
Bureau du Ministre et Direction Générale	154	72	226	47	9,893,650	43,777
Forces Armées d'Haïti	741	124	865	34	33,405,150	38,619

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MDN





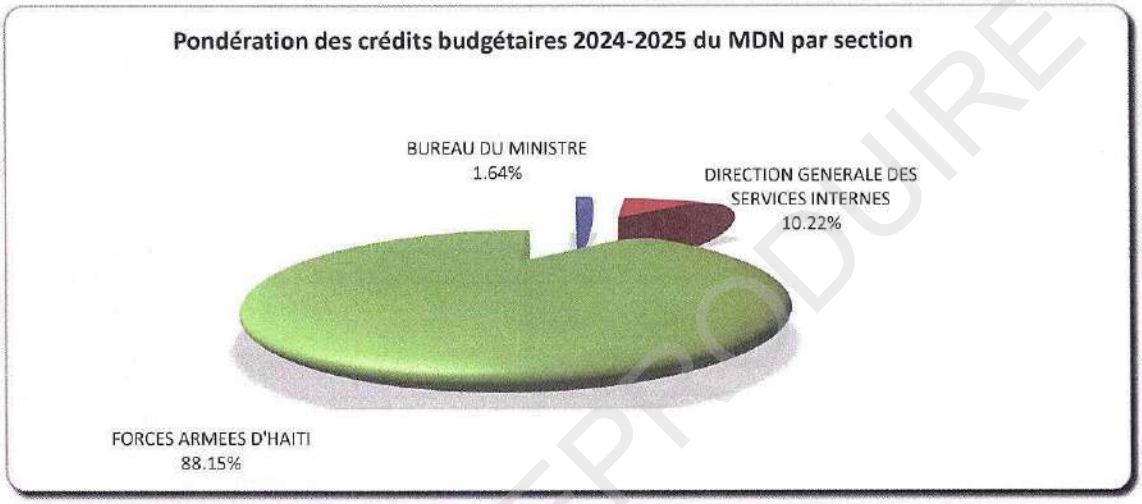


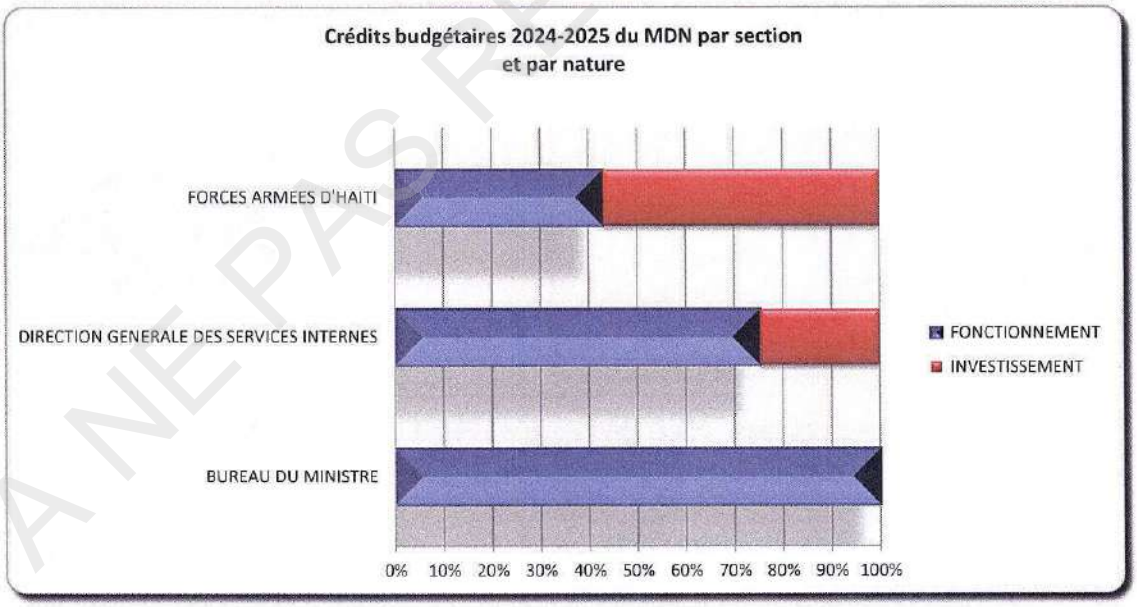
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1217 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1217-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	129,478,392	-	129,478,392
1217-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	608,453,134	200,000,000	808,453,134
1217-1-13-	FORCES ARMEES D'HAITI	2,996,107,040	3,980,000,000	6,976,107,040
	TOTAL	**3,734,038,566**	**4,180,000,000**	**7,914,038,566**





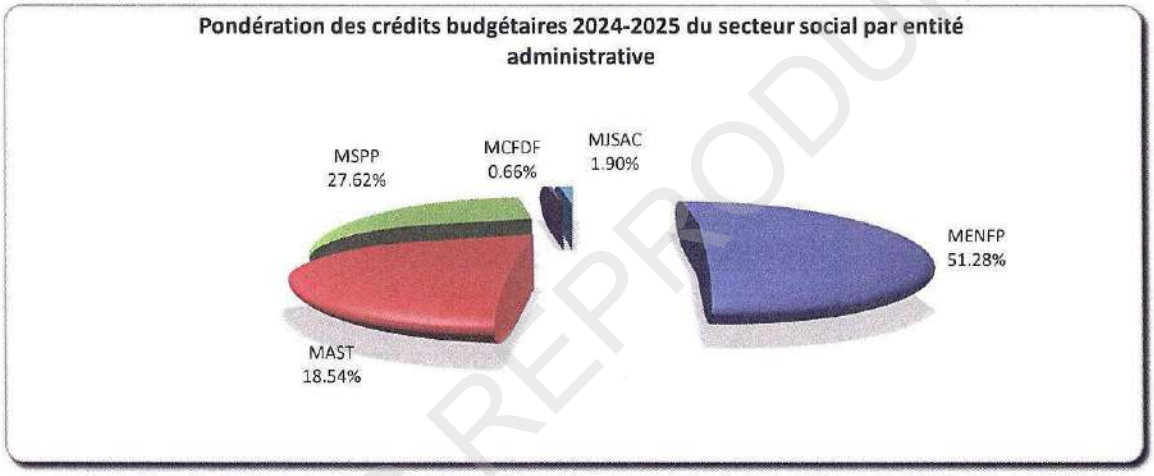
A NE PAS REPRODUIRE

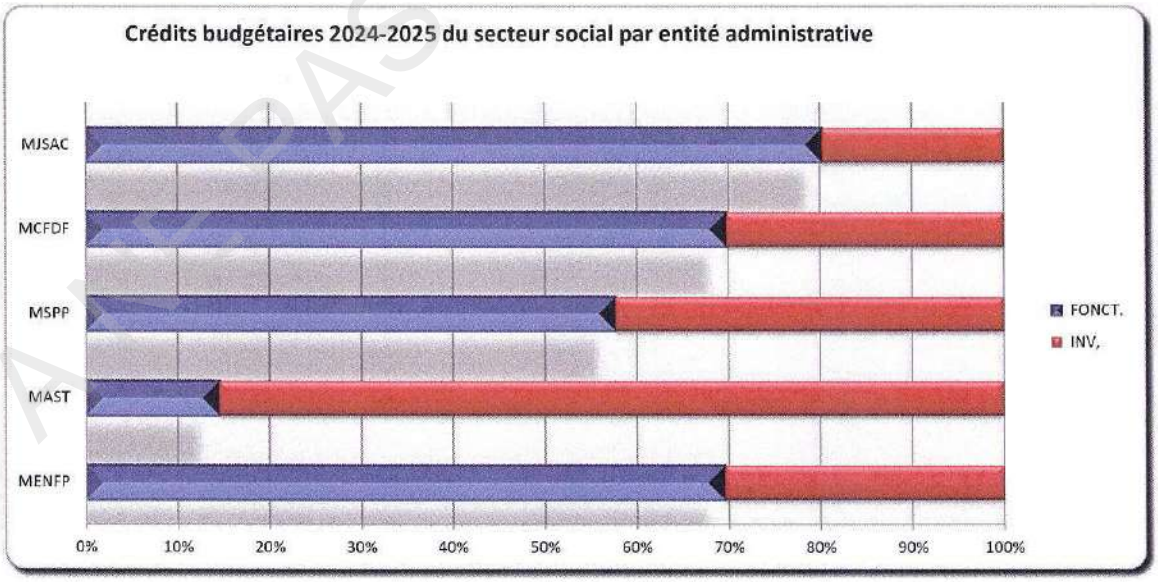
POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCT.	INV,	TOTAL
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L A FORM. PROFESS.	29,632,670,720	12,992,601,993	42,625,272,713
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	2,233,376,479	13,177,893,256	15,411,269,735
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	13,238,489,419	9,724,398,999	22,962,888,418
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMININE	379,790,271	165,000,000	544,790,271
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L ACTION CIVIQUE	1,267,262,364	313,612,000	1,580,874,364
	TOTAL	**46,751,589,254**	**36,373,506,248**	**83,125,095,502**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONNALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Education ;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Education.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MENFP et des structures rattachées et les soumettre pour validation en Conseil des Ministres ;
- Renforcer les capacités de planification, de suivi et d'évaluation du MENFP par la mise en place d'un système d'information fiable et régulièrement alimenté pour la prise de décision stratégique ;
- . Établir des cartes scolaires pour les niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et centres de formation professionnelle dans toutes les communes du pays ;
- Faciliter la participation des acteurs du système éducatif aux efforts de rétablissement de la paix, de la sécurité et de l'ordre public ;
- Restructurer les curricula et programmes en fonction de la nouvelle vision éducative ;
- Assurer l'accès équitable et la participation de tous les enfants à l'éducation préscolaire et fondamentale ;
- Accroitre la part du secteur public dans les deux premiers cycles du fondamental à travers la réhabilitation d'anciennes écoles et la construction de nouvelles écoles ;
- Appuyer, de concert avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), les écoles notamment celles des quartiers à risque dans la prise en charge de la santé mentale des enfants et des enseignants ;
- Renforcer l'enseignement supérieur par le recyclage des professeurs et des corps de métiers ;

NE PAS REPRODUIRE

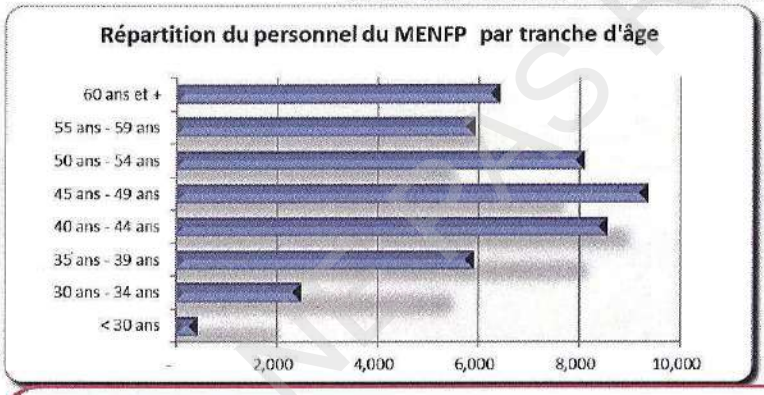
- Améliorer la réforme de la gouvernance du secteur en finalisant le processus de recensement des écoles, des enseignants et des élèves à travers le Système d'information et de Gestion de l'Education (SIGE) permettant aux écoles d'avoir les accréditations requises et aux élèves et enseignants les identifiants nécessaires ;
- Améliorer les fournitures de services de cantines scolaires ;
- Veiller à l'application de la loi sur les frais de scolarité permettant de supporter les parents d'élèves les plus vulnérables ;
- Améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement supérieur en région à travers le renforcement des universités publiques ;
- Développer l'alphabétisation et promouvoir l'éducation non formelle de qualité en augmentant les possibilités d'intégration des alphabétisés à la vie socioéconomique par la mise en place de nouveaux dispositifs efficaces ;
- Poursuivre la lutte contre les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

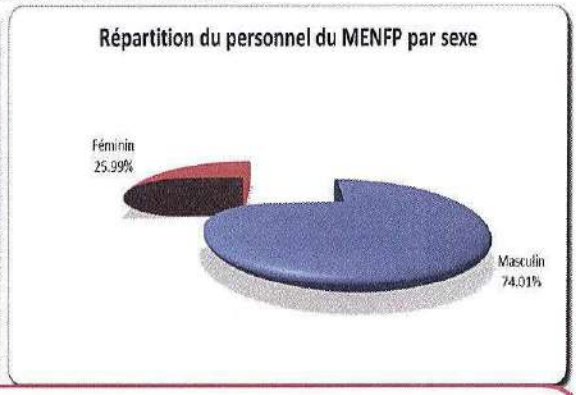
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

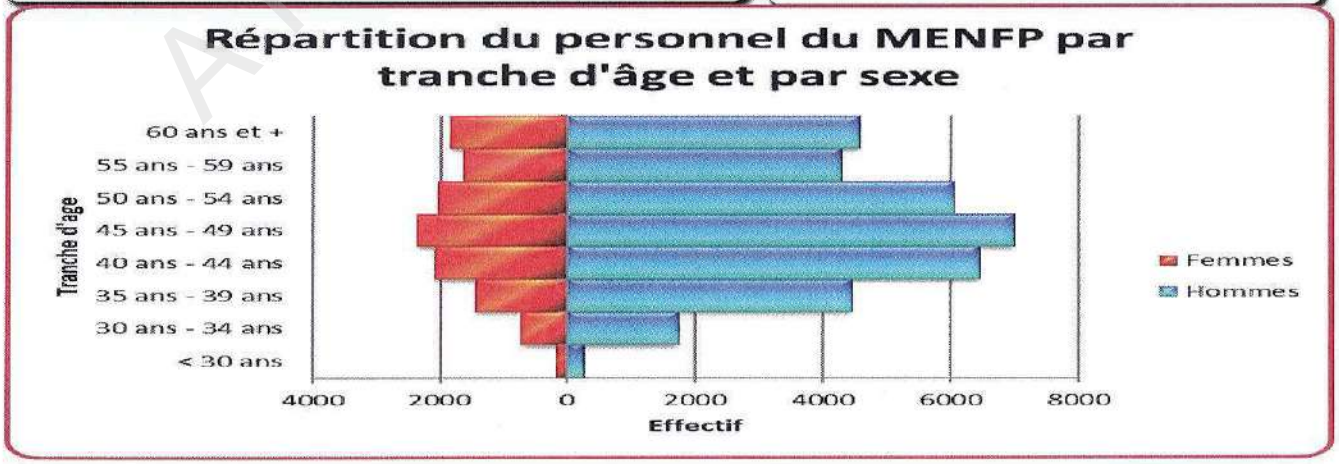
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**34,797**	**12,218**	**47,015**	**46**	**1,422,614,650**	**30,259**
Bureau du Ministre et Direction Générale	34,002	11,932	45,934	50	1,381,584,600	30,078
SEA	-	-	-	-	-	-
CNHCU	18	7	25	54	1,209,600	22,208
INFP	766	278	1,044	52	39,092,650	37,445
ONAPE	11	1	12	41	727,800	60,650

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MENFP





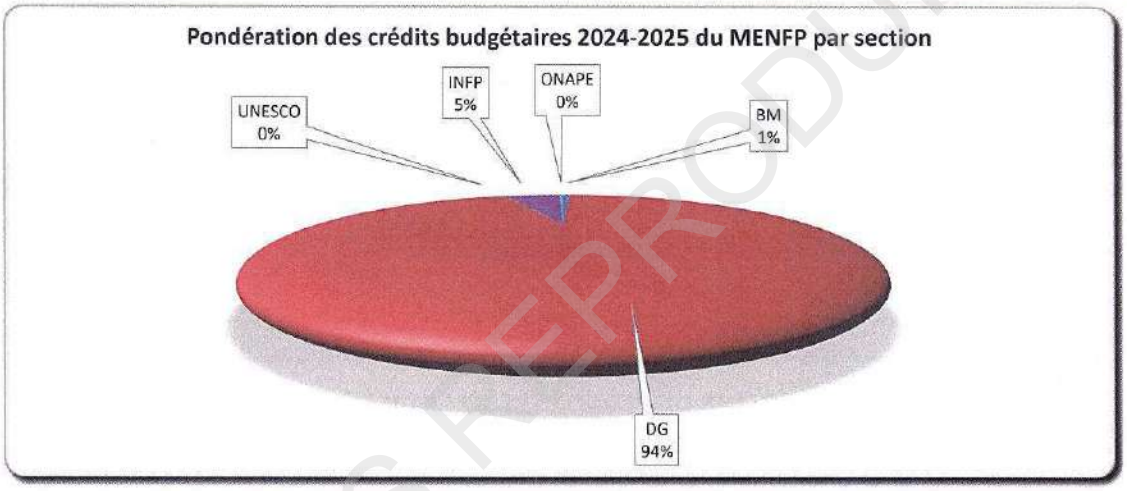


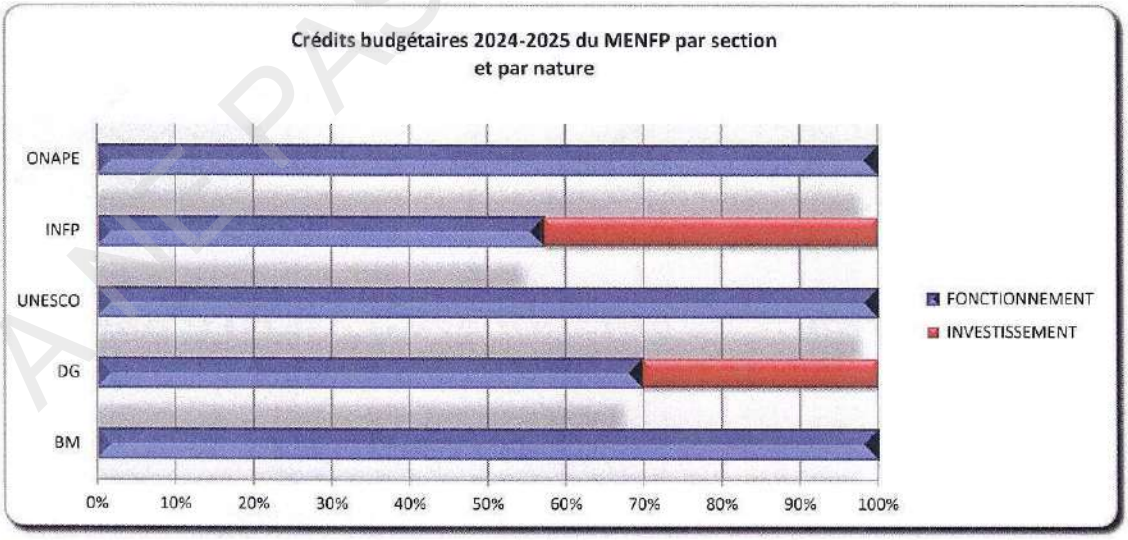
ANNALES REPUBLIQUE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1311 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONELLE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1311-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	308,656,881	-	308,656,881
1311-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	27,855,794,175	12,053,319,777	39,909,113,952
1311-1-15-	COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	52,192,841	-	52,192,841
1311-1-17-	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1,255,577,116	939,282,216	2,194,859,332
1311-1-18-	OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	160,449,707	-	160,449,707
	TOTAL	**29,632,670,720**	**12,992,601,993**	**42,625,272,713**





NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983.Sa mission et ses principales attributions sont:

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité Sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les œuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan Technique et Administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense Sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux Congrès et Conférences sur les Affaires Sociales.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MAST et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation ;
- Faciliter l'accès aux services sociaux de base à travers la poursuite, avec les ministères concernés, des programmes d'appui aux communautés vulnérables ;
- Mettre en œuvre avec les opérateurs des parcs industriels des programmes sociaux en faveur des ouvriers ;
- Mettre en place des services structurés d'accompagnement pour les personnes handicapées ;
- Travailler à l'expansion du Système d'Information du MAST (SIMAST) pour avoir la localisation et une meilleure connaissance de la population vulnérable sur tout le territoire ;
- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants des rues et des rapatriés ;
- Améliorer l'offre de services visant le respect des personnes âgées à travers le renforcement des capacités des centres d'hébergement pour les personnes du 3ème âge.
- lEvaluer et assurer le respect des avantages sociaux prévus par la loi ;
- Renforcer les filets de protection sociale en vue de soutenir les familles face aux chocs économiques, aux catastrophes naturelles et autres crises ;
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les garanties prévues par le code du travail soient respectées.

NE PAS REPRODUIRE

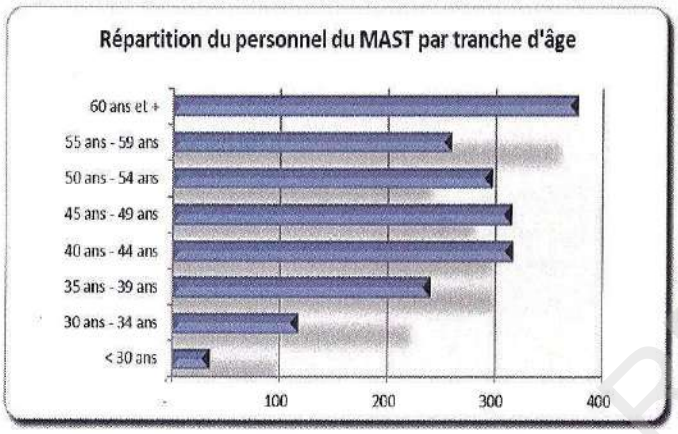
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

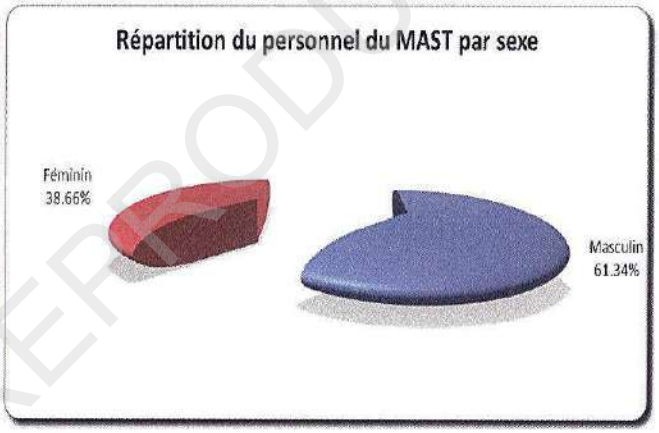
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

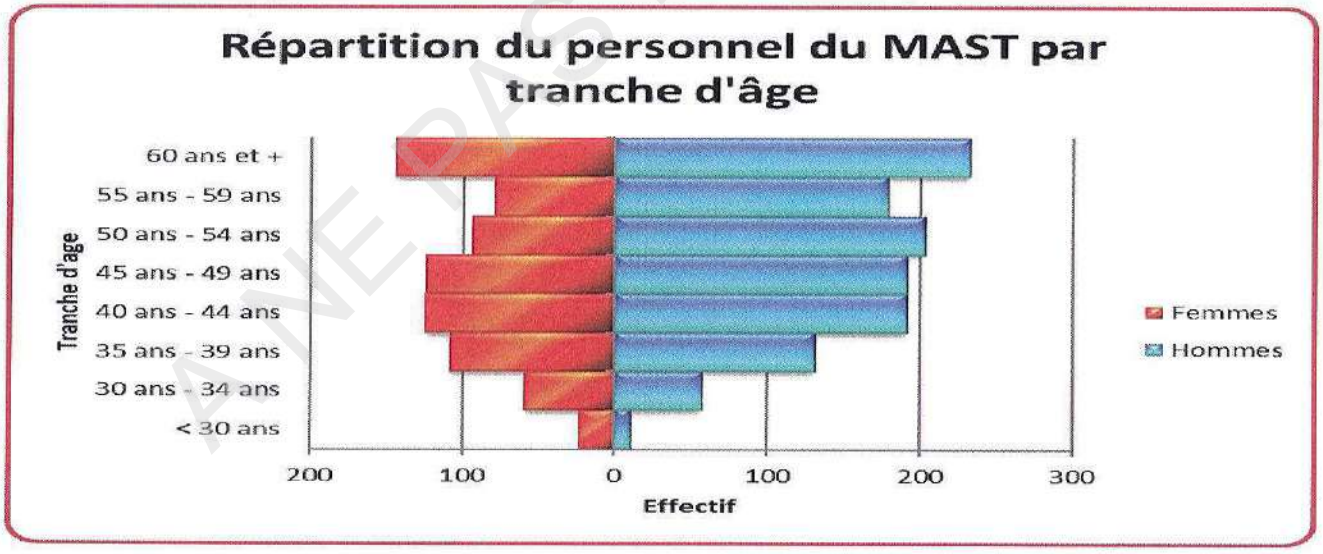
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	1,195	**753**	**1,948**	**49**	**78,466,050**	**40,280**
Bureau du Ministre et Direction Générale	915	535	1,450	51	58,964,200	40,665
IBESR	70	58	128	53	5,295,850	100,063
EPPLS	72	39	111	49	4,482,950	91,707
ONM	98	98	196	43	7,375,000	170,770
SEIPH	40	23	63	47	2,348,050	37,271

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MAST





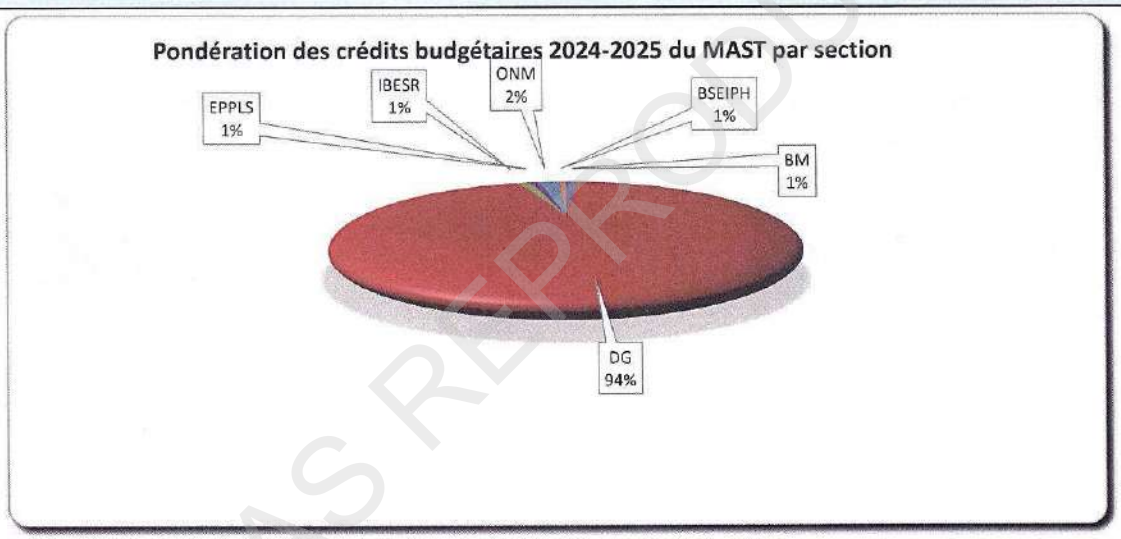


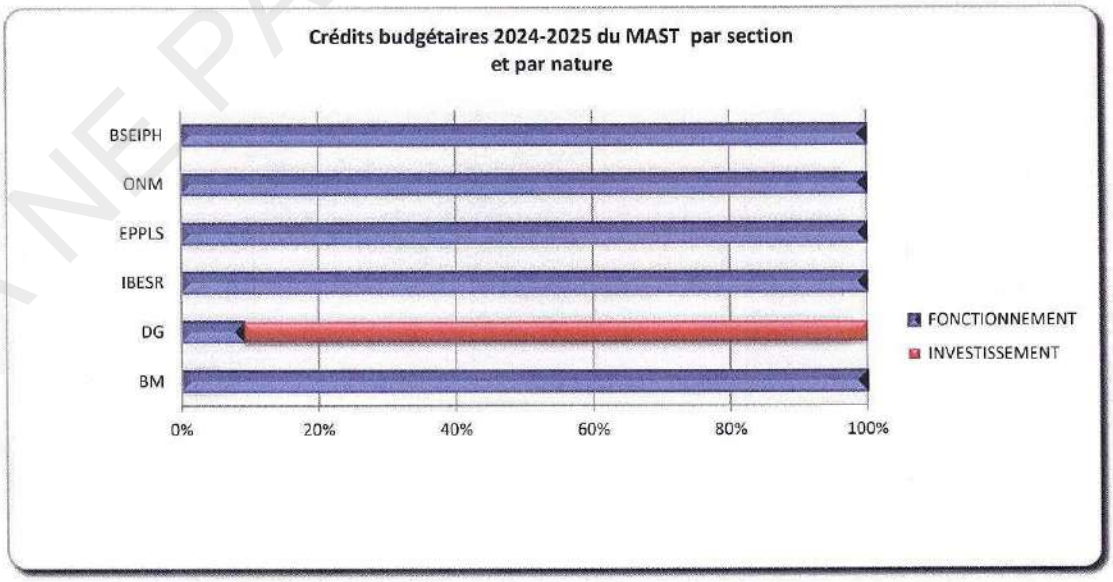
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1312 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1312-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	171,641,708	-	171,641,708
1312-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1,321,634,043	13,177,893,256	14,499,527,299
1312-1-13-	INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	180,472,868	-	180,472,868
1312-1-14-	E.P.P.L.S	144,675,542	-	144,675,542
1312-1-15-	OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	314,499,893	-	314,499,893
1312-1-17-	BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX HANDICAPES	100,452,425	-	100,452,425
	TOTAL	**2,233,376,479**	**13,177,893,256**	**15,411,269,735**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 17 novembre 2005.Sa mission et ses principales attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Etablir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Etablir conjointement avec les autres Ministères les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Sante Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions Départementales;
- Un (1) Service Externe.

ANE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MSPP et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation ;
- Assurer une gestion et un pilotage efficaces et cohérents des interventions développées dans l'ensemble du système de santé;
- Offrir à l'ensemble de la population, et notamment les groupes les plus vulnérables, des soins et services de santé de qualité, répondant à leurs besoins ;
- Favoriser une mobilisation et une exploitation optimales des ressources financières en support au secteur de la santé ;
- Assurer la mise en oeuvre du Paquet Essentiel de Services (PES) et consolider la mise en place du programme de santé communautaire ;
- Renforcer la production, l'analyse et l'utilisation adéquate de l'information en vue d'une prise de décision éclairée au sein du système de santé ;
- Renforcer le système de soins médico-sanitaires incluant les institutions privées de façon à garantir la prestation de soins à la population, en particulier aux plus vulnérables ;
- Poursuivre la mise en oeuvre de la politque nationale de pharmacie et des médicaments ;
- Assurer la disponibilité et l'utilisation adéquates de produits et technologies médicaux sûrs et de qualité, en support à la prestation de soins et services de santé
- Mettre en place un programme de prise en charge sanitaire et humanitaire des populations déplacées ;
- Réhabiliter les infrastructures sanitaires, particulièrement celles affectées par les actes de banditisme ;
- Mettre en place un dispositif de renforcement institutionnel des établissements sanitaires en matière de sécurité interne ;
- Développer des programmes spécifiques pour la prise en charge et l'assistance des personnes handicapées et à mobilité réduite ;
- Renforcer la base de données nationale, le système d'alerte national et l'interconnexion des établissements de santé.

A NE PAS REPRODUIRE

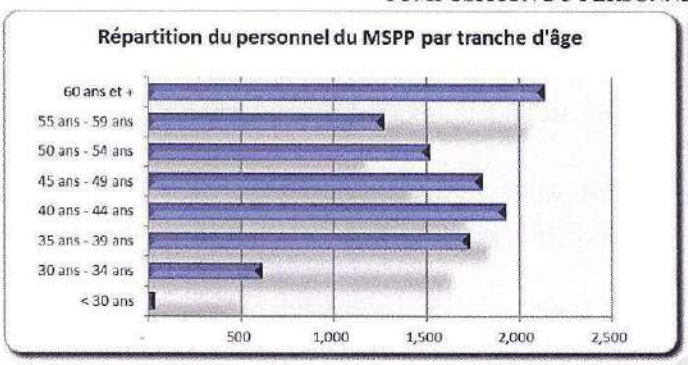
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

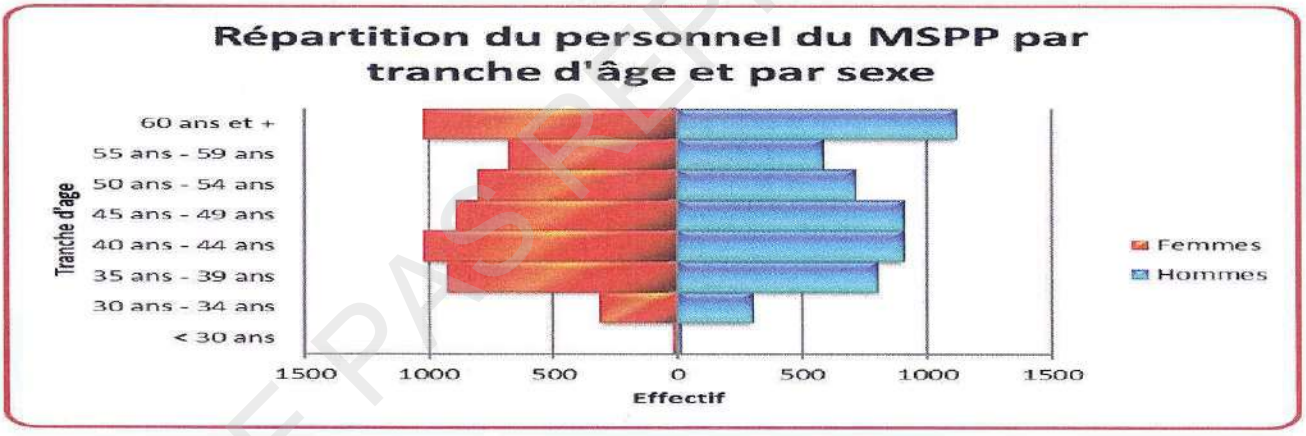
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
	5,114	*5,544*	*10,658*	*25*	*357,807,856*	*16,786*
Services internes	5,114	5,544	10,658	50	357,807,856	33,572
CAN	-	-	-	-	-	0

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MSPP





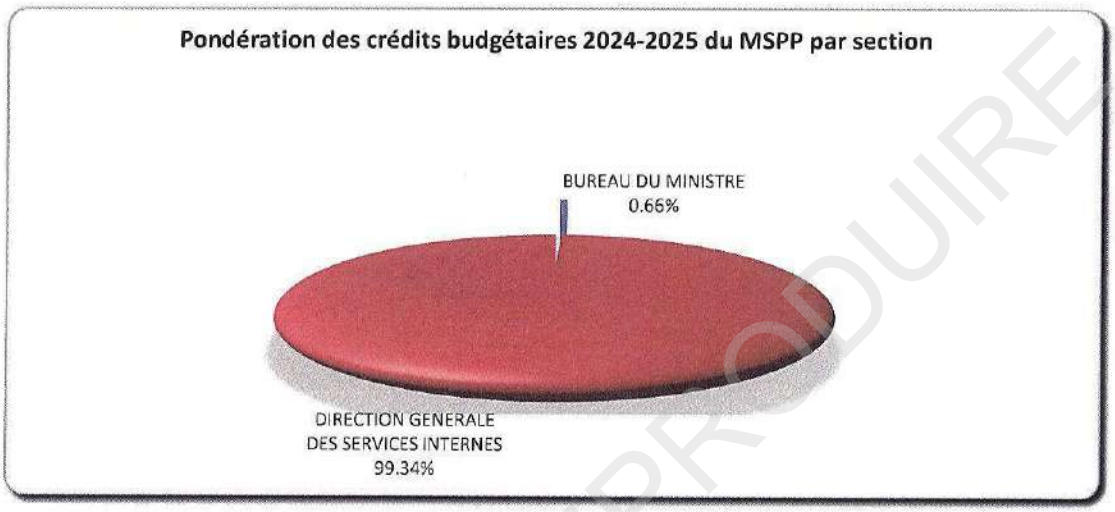


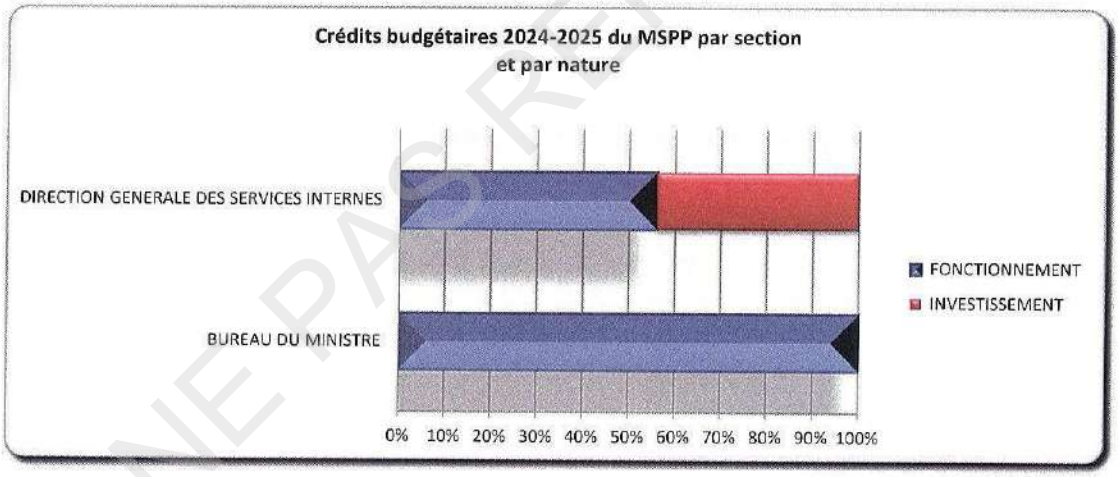
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1313 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1313-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	146,842,270	-	146,842,270
1313-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	12,403,706,878	9,724,398,999	22,128,105,877
	TOTAL	**12,550,549,148**	**9,724,398,999**	**22,274,948,147**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1314.- MINISTERE À LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Sa mission et ses principales attributions sont:

- Définir la politique sectorielle du Ministère;
- Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- Présenter et défendre par devant la chambre législative, les projets de loi du Pouvoir Exécutif ;
- Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- Elaborer et présenter aux Institutions compétentes les avant-projets de budget de son Ministère ;
- Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux lois en vigueur ;
- Connaitre et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques

c) Objectifs pour l'année fiscale 2023-2025

- Promouvoir les droits pour l'équité de genre et renforcer la sécurité ainsi que la protection des femmes ;
- Favoriser l'insertion sociale et économique des femmes et filles mères en situation de vulnérabilité ;
- Véhiculer et intégrer la dimension genre dans les politiques publiques pour une meilleure appropriation ;
- Promouvoir des opportunités économiques pour les femmes par la mise en place des mécanismes de financements des activités génératrices de revenus ;
- Renforcer les structures d'accueil dans les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale des enfants de rues, des rapatriés et des femmes victimes de violence ;
- Mettre en place un dispositif de contrôle interne afin de renforcer la capacité du Ministère dans la prise de décision, la reddition de comptes et la lutte contre la corruption ;
- Renforcer les mécanismes de suivi de l'action publique contre les auteurs des actes de violence faits aux femmes.

A NE PAS REPRODUIRE

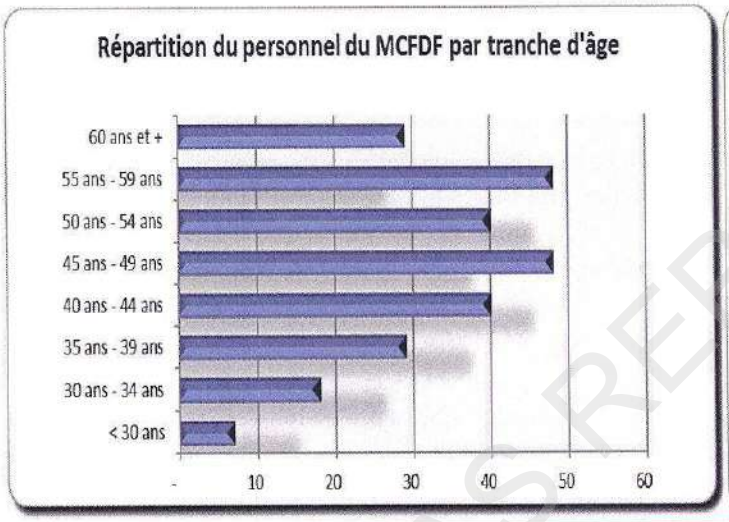
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

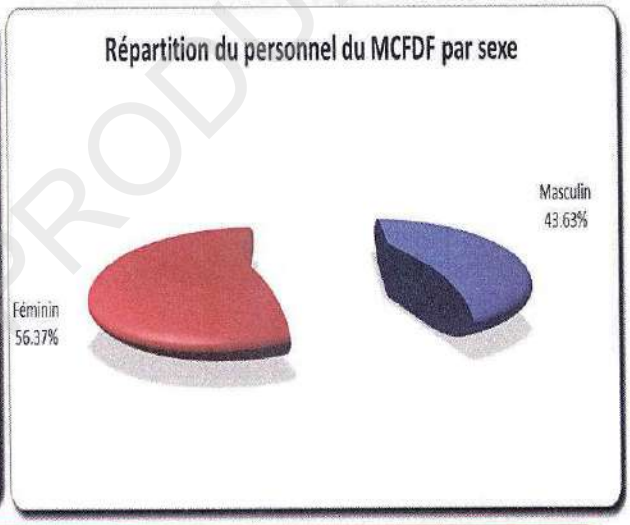
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

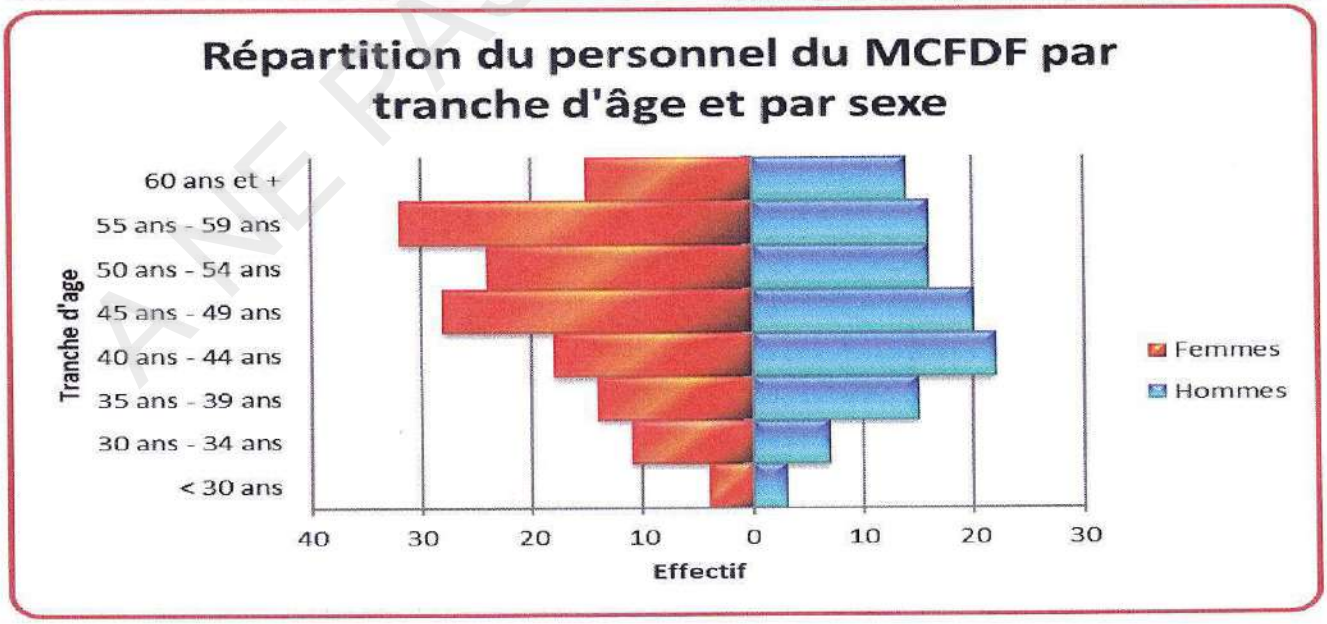
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
Services internes	**113**	**146**	**259**	**48**	**11,448,900**	**44,204**
Bureau du Ministre et Direction Générale	113	146	259	48	11,448,900	44,204

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MCFDF





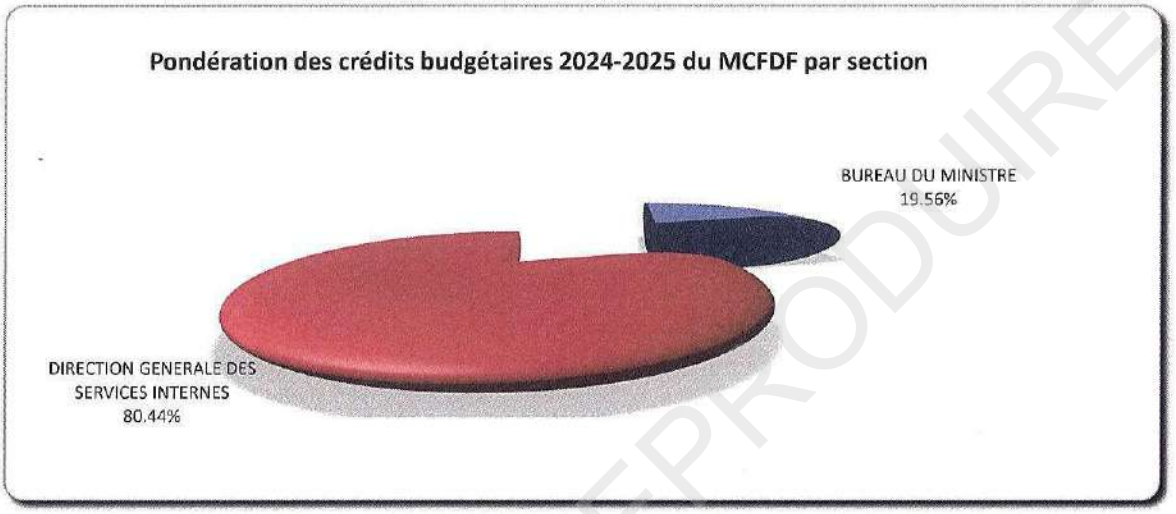


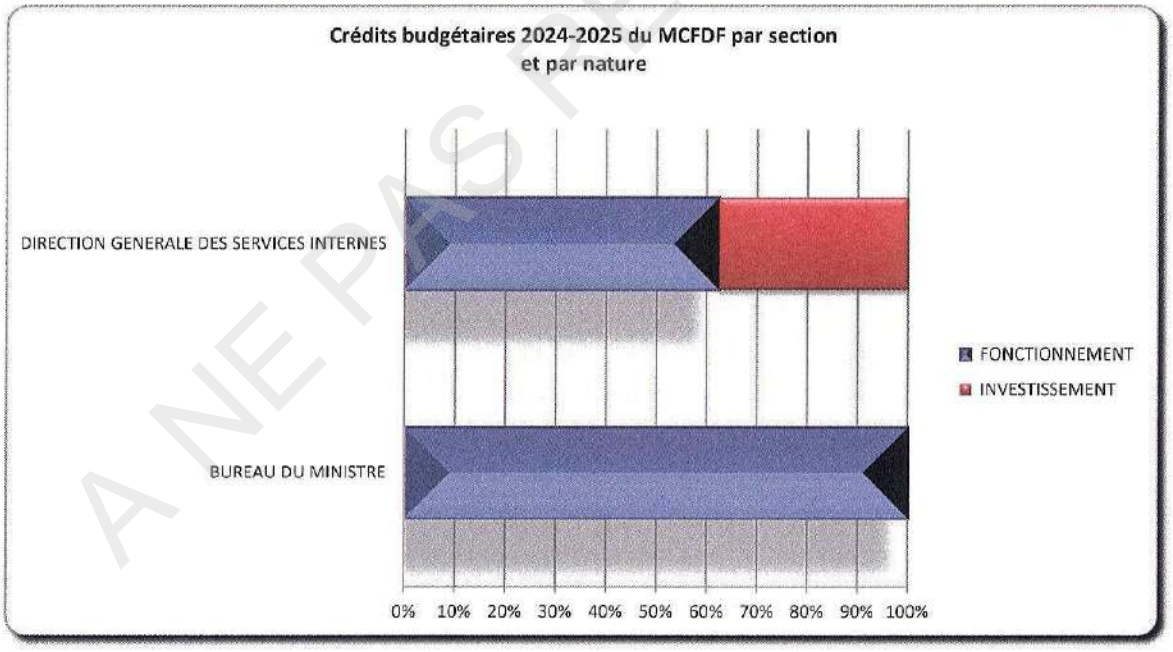
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1314 MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1314-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	106,578,775	-	106,578,775
1314-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	273,211,496	165,000,000	438,211,496
	TOTAL	**379,790,271**	**165,000,000**	**544,790,271**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Cadre légal : Non disponible

Sa mission et ses principales attributions sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en œuvre cette politique ;
- Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux ;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Elaborer les Lois organiques du MJSAC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation ;
- Améliorer les conditions de pratiques du sport au niveau individuel et professionnel par l'entremise de la réhabilitation d'infrastructures sportives ;
- Mettre en place un programme d'éducation à la paix au profit des jeunes des quartiers les plus affectés par la violence ;
- Elaborer et mettre en œuvre un plan de gestion durable des infrastructures sportives en œuvrant au réaménagement et à la réouverture des principales infrastructures ;
- Mettre en place des stratégies de détection et de formation des jeunes talents sportifs en collaboartion avec les fédérations ;
- Lancer un programme d'insertion sociale des jeunes à travers le sport ;
- Adopter toutes mesures favorisant la participation active des jeunes dans la lutte pour le rétablissement de la sécurité, de la paix et de l'ordre public ;
- Promouvoir et développer le sens du civisme et du patriotisme chez les jeunes sur tout le territoire national;
- Réaliser des initiatives inclusives de soutien pour promouvoir la résilience et l'insertion socio-économique des jeunes.

A NE PAS REPRODUIRE

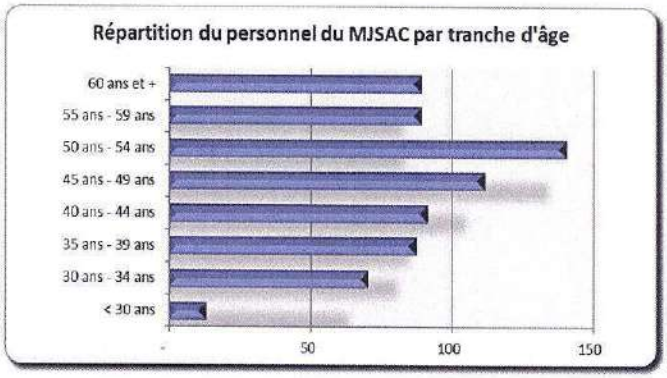
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

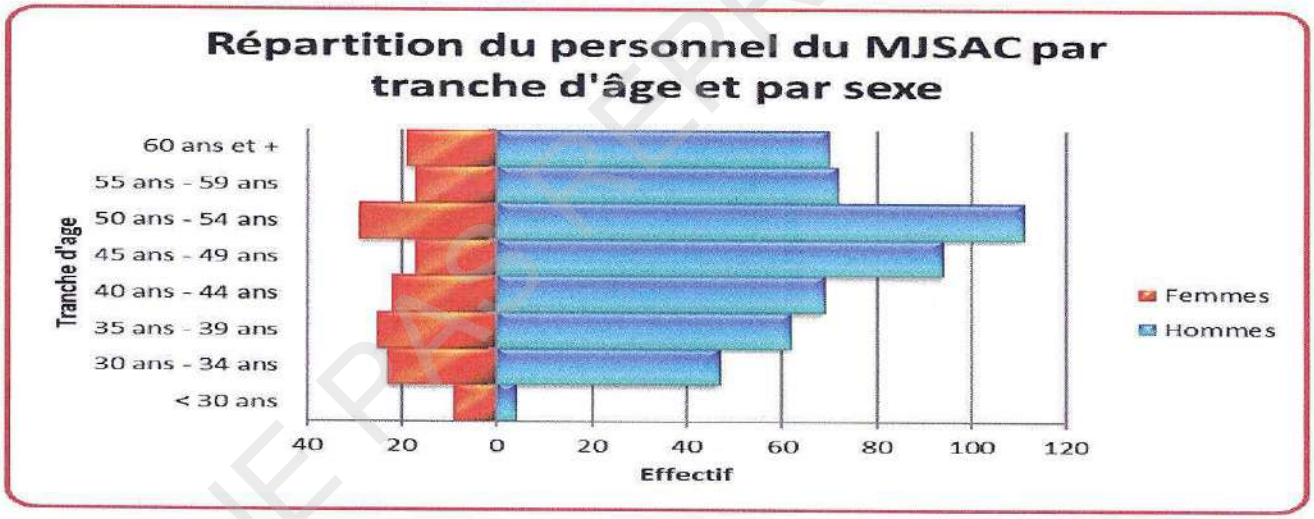
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**529**	**161**	**690**	**51**	**29,068,100**	**42,128**
Bureau du Ministre et Direction Générale	529	161	690	51	29,068,100	42,128

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MJSAC







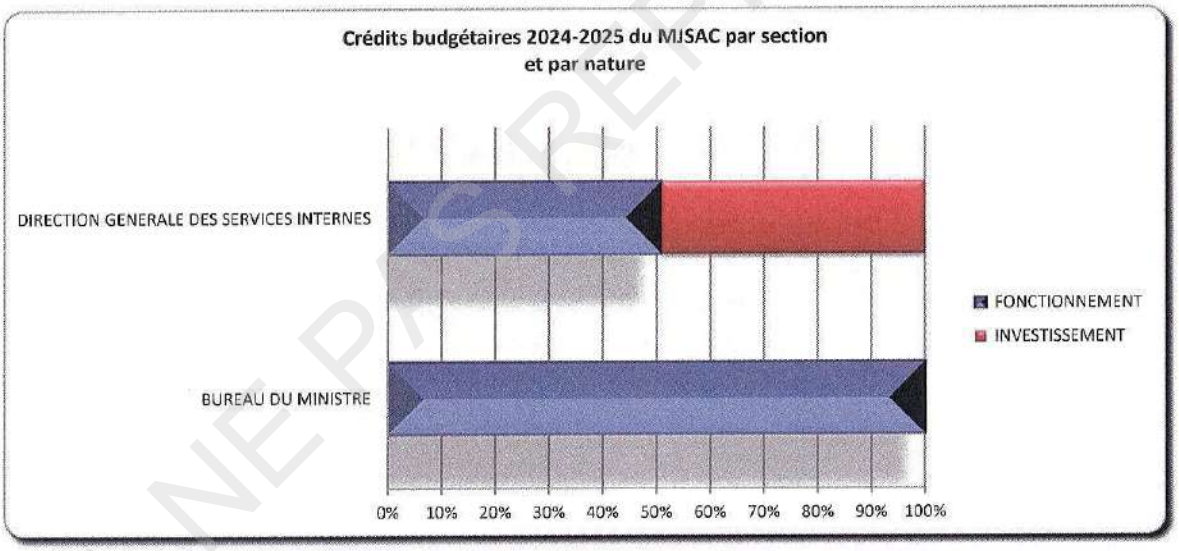
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1315 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1315-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	942,140,985	-	942,140,985
1315-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	325,121,380	313,612,000	638,733,380
	TOTAL	**1,267,262,364**	**313,612,000**	**1,580,874,364**





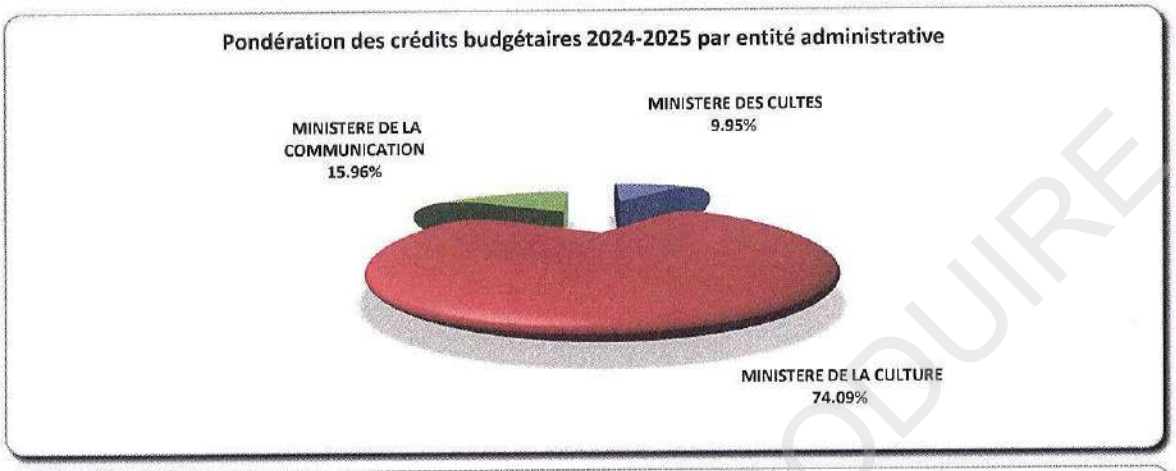
NE PAS REPRODUIRE

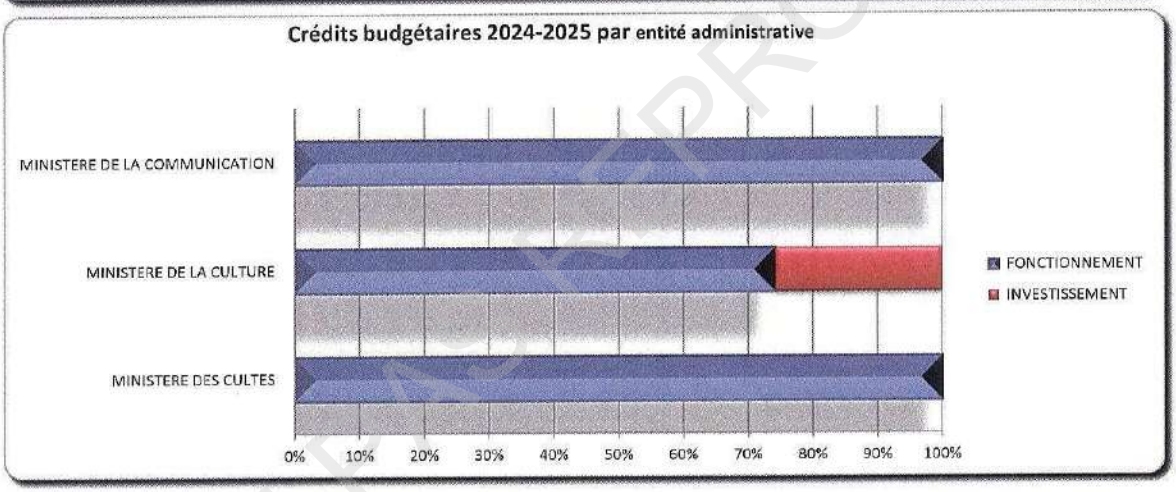
POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	ENTITE ADMINISTRATIVE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411	MINISTERE DES CULTES	436,350,594	-	436,350,594
1412	MINISTERE DE LA CULTURE	2,409,933,494	840,000,000	3,249,933,494
1413	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	699,969,159	-	699,969,159
	TOTAL	**3,546,253,247**	**840,000,000**	**4,386,253,247**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES CULTES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1411.- MINISTERE DES CULTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers Cultes Religieux ;
- Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et Eglises établis dans le pays ;
- Visiter régulièrement les Églises, les Temples... et faire un relevé de leurs œuvres sociales et éducatives, en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- Recevoir les plaintes et les réclamations des Responsables des différents Cultes ;
- Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de six (6) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Encourager, par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions réligieuses.

A NE PAS REPRODUIRE

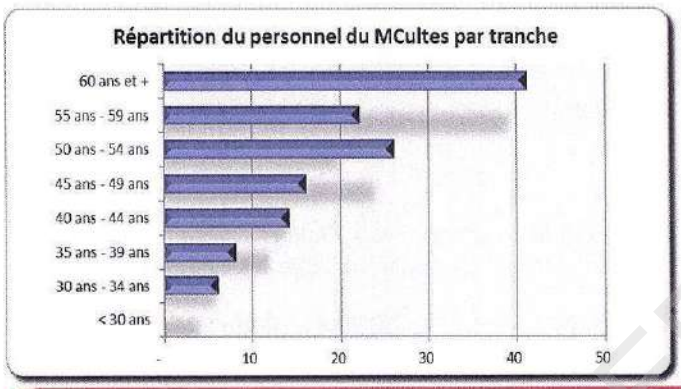
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

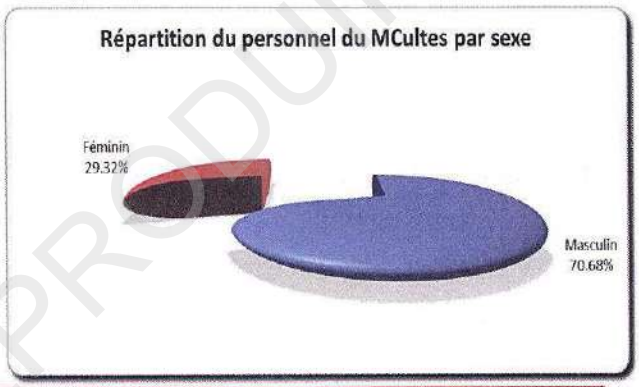
d) Situation des agents publics permanents au mois d'aout 2024

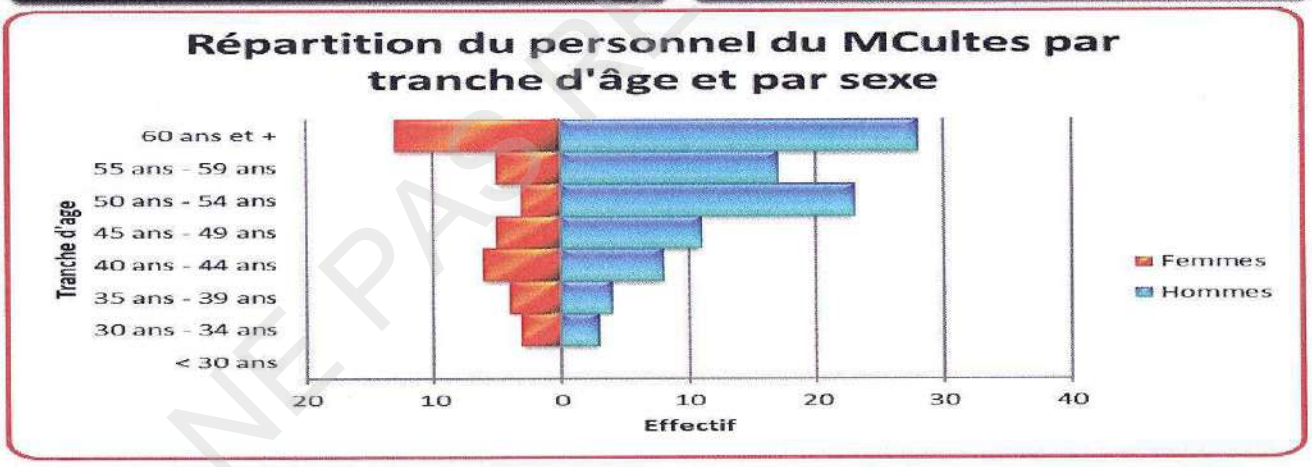
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	94	39	133	27	5,662,150	42,573
Direction Générale	94	39	133	27	5,662,150	42,573

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DES CULTES





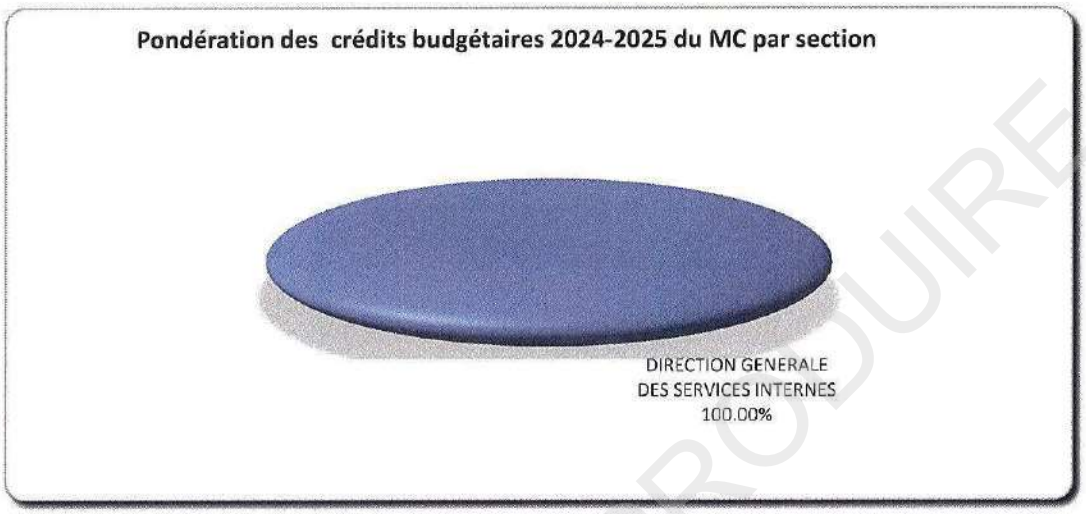


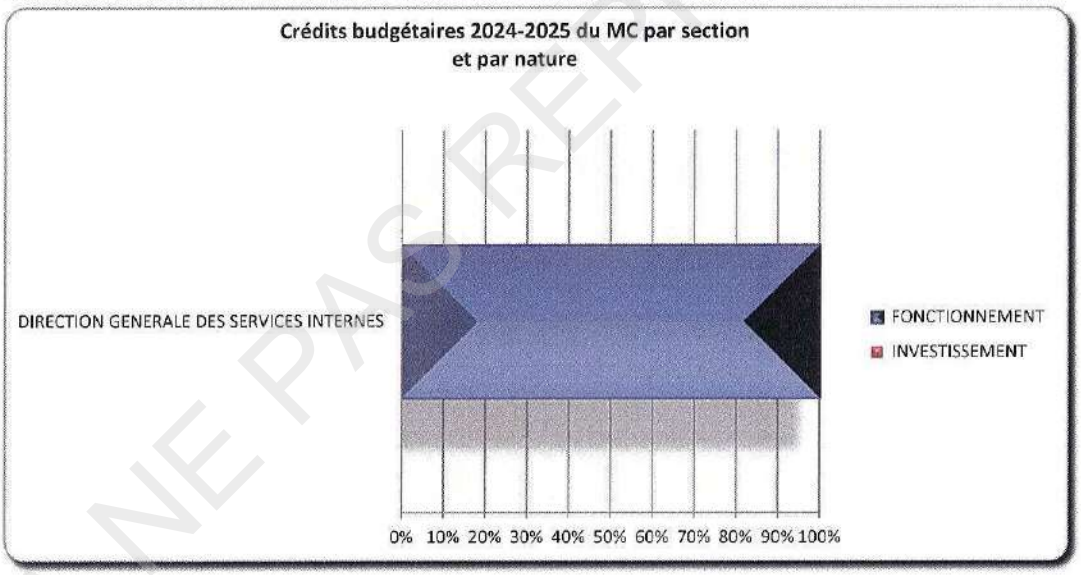
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1411 MINISTERE DES CULTES

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1411-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	436,350,594	-	436,350,594
	TOTAL	**436,350,594**	**-**	**436,350,594**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA CULTURE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1412.- MINISTERE DE LA CULTURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Culture est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Sauvegarder, conserver et Promouvoir la Culture Nationale ;
- Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, œuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- Participer à l'éducation civique du peuple haïtien ;
- Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer;
- Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- Représenter l'Etat dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la culture.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Réviser les lois organiques du MCC et des structures rattachées et les soumettre en Conseil des Ministres pour validation ;
- Veiller à la protection, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel d'Haïti tout en faisant le suivi des Conventions signées par l'État haïtien dans le domaine ;
- Assurer l'accessibilité des œuvres capitales de l'humanité en général et d'Haïti en particulier, au plus grand nombre possible d'Haïtiens ;
- Assurer l'insertion de la culture dans le monde économique : protection du livre (politique d'incitation fiscale), de l'audiovisuel (politique de quotas dans les émissions et les films diffusées sur les chaînes de télévision), aide à la création cinématographique, incitations fiscales au mécénat.
- Démocratiser et décentraliser la lecture publique en Haiti à travers la réhabilitation du réseau de CLAC installé sur l'ensemble du territoire national et de la bibliothèque de Jérémie en particulier ;
- Rendre plus visibles les manifestations culturelles traditionnelles dans les dix (10) départements du pays.

NE PAS REPRODUIRE

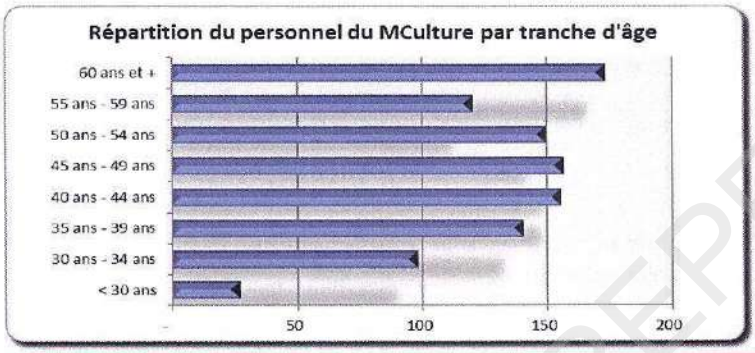
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

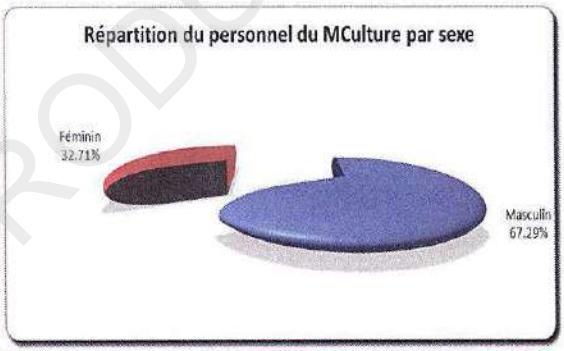
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

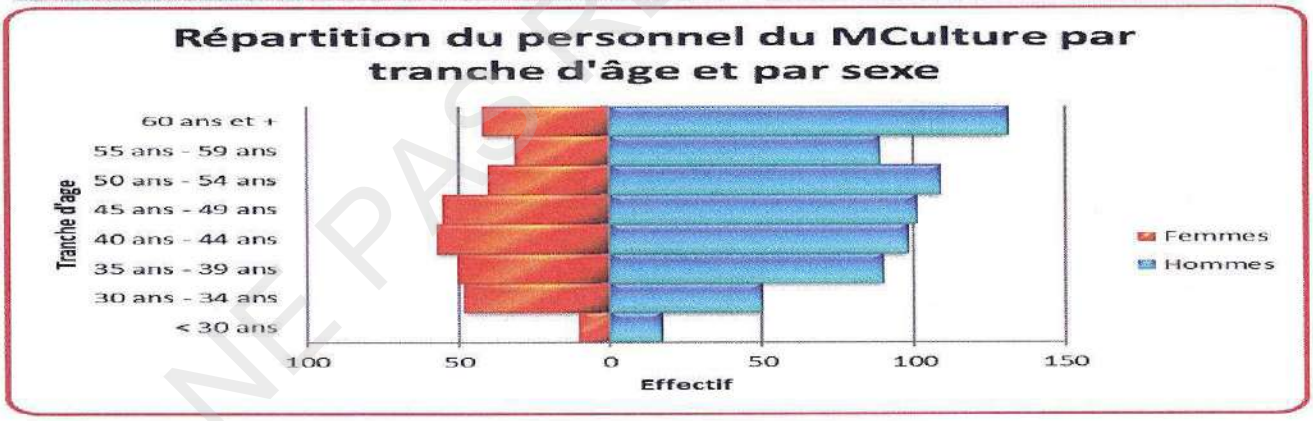
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	685	**333**	**1,018**	**50**	**42,206,900**	**41,461**
Bureau du Ministre et Direction Générale	152	58	210	52	9,544,900	183,375
ENARTS	63	14	77	55	2,887,600	52,873
ISPAN	64	10	74	50	2,889,150	58,190
THEATRE NATIONAL	75	37	112	52	4,272,750	82,343
MUPANAH	28	9	37	51	1,559,350	30,335
BNE	23	5	28	51	1,228,100	24,225
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	46	43	89	50	3,577,250	71,414
AR NLE	192	134	326	43	13,630,450	313,407
DNL	29	16	45	48	1,586,500	32,736
BHDA	13	7	20	49	1,030,850	21,153

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DE LA CULTURE





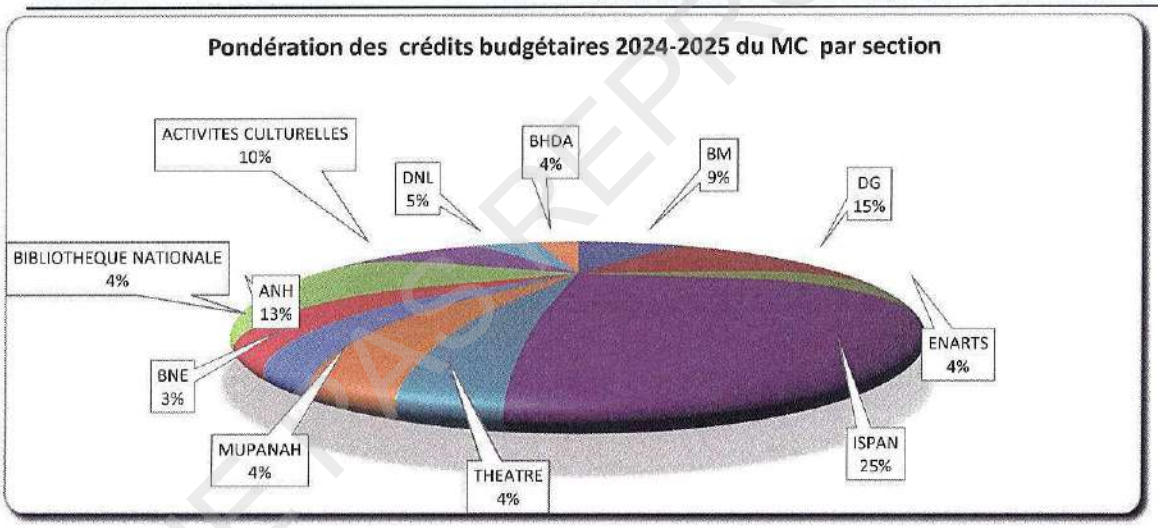


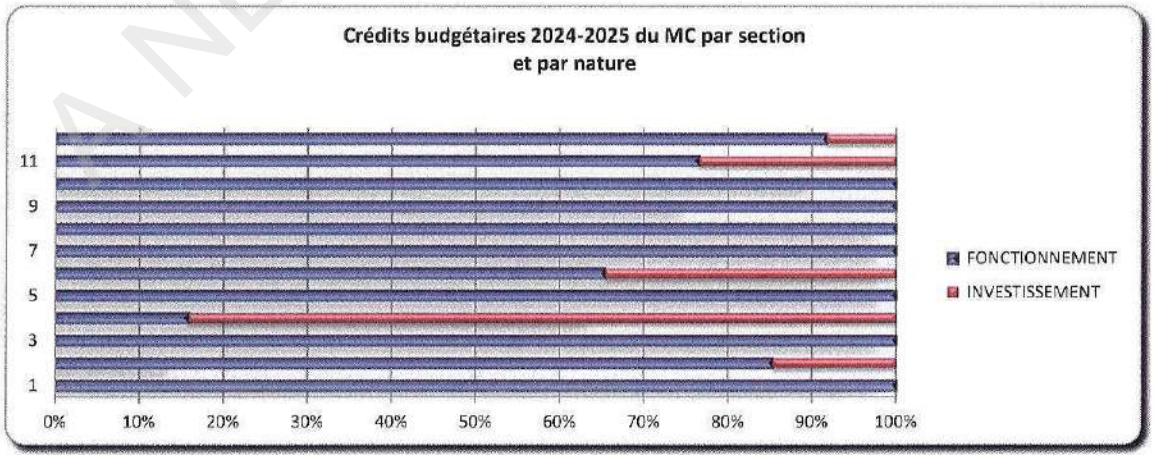
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1412 MINISTERE DE LA CULTURE

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1412-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	295,600,910	-	295,600,910
1412-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	407,153,917	70,000,000	477,153,917
1412-1-13-	ECOLE NATIONALE DES ARTS	129,465,376	-	129,465,376
1412-1-14-	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	127,312,897	675,000,000	802,312,897
1412-1-15-	THEATRE NATIONAL	127,924,326	-	127,924,326
1412-1-16-	MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	84,974,493	45,000,000	129,974,493
1412-1-17-	BUREAU D ETHNOLOGIE	102,477,313	-	102,477,313
1412-1-18-	BIBLIOTHEQUE NATIONALE	132,027,903	-	132,027,903
1412-1-19-	ARCHIVES NATIONALES	443,520,684	-	443,520,684
1412-1-23-	ACTIVITES CULTURELLES	318,157,400	-	318,157,400
1412-1-24-	DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	130,549,452	40,000,000	170,549,452
1412-1-25-	BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	110,768,823	10,000,000	120,768,823
	TOTAL	**2,409,933,494**	**840,000,000**	**3,249,933,494**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1413.- MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

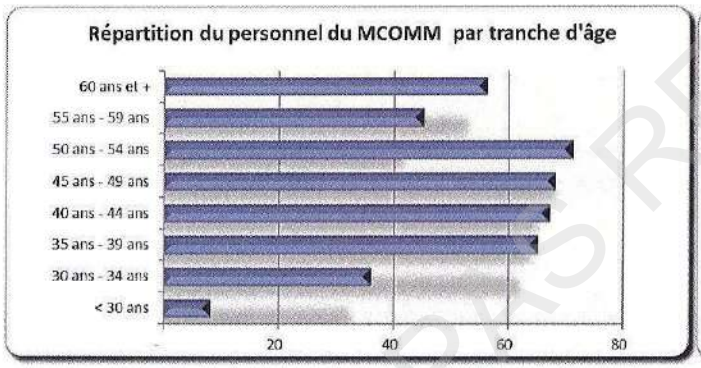
- Communiquer les actions, les projets et programmes réalisés par le Gouvernement ;
- Accompagner les journalistes dans l'exercice de leurs métiers ;
- Contribuer activement à la communication des mesures et activités relatives à la lutte contre la propagation du Choléra et de la fièvre dingue.

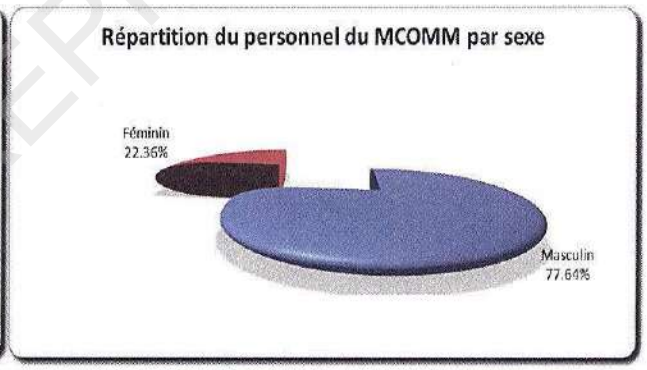
Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

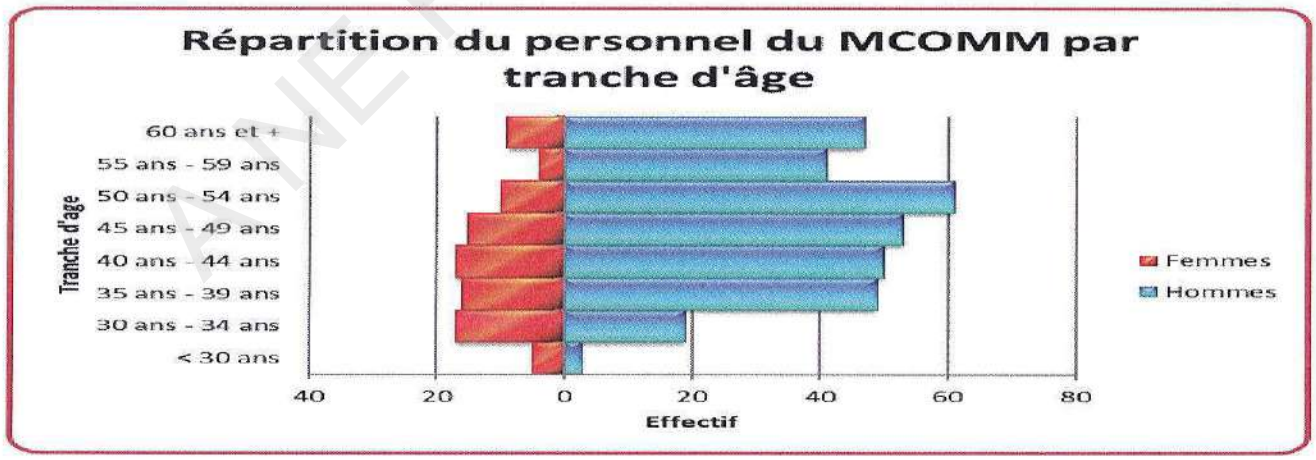
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	**323**	**93**	**416**	**40**	**17,035,800**	**40,951**
Bureau du Ministre et Direction Générale	61	19	80	22	3,686,850	46,086
TNH	185	53	238	48	9,282,100	39,000
RNH	77	21	98	49	4,066,850	41,498

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION





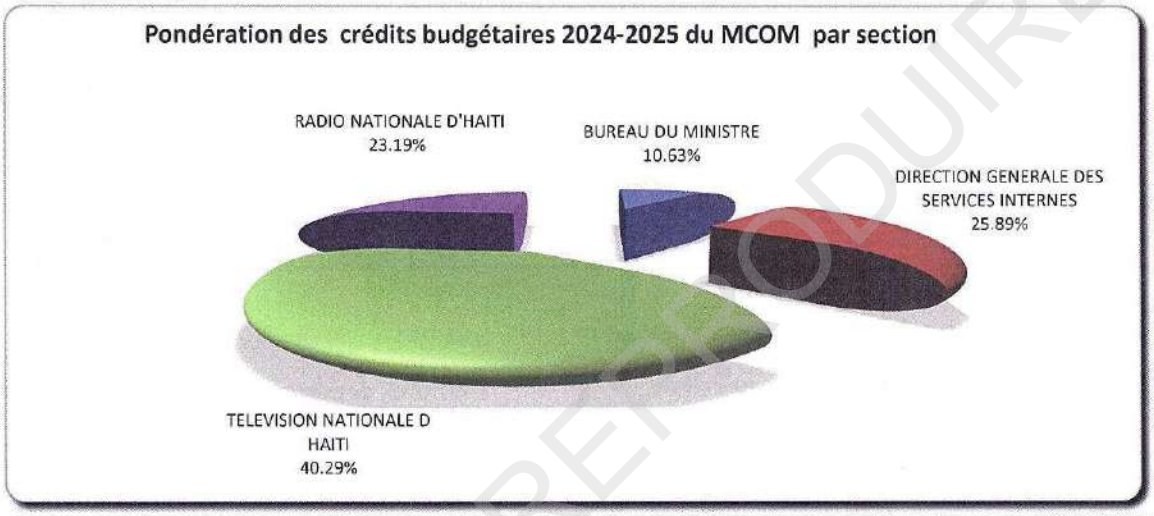


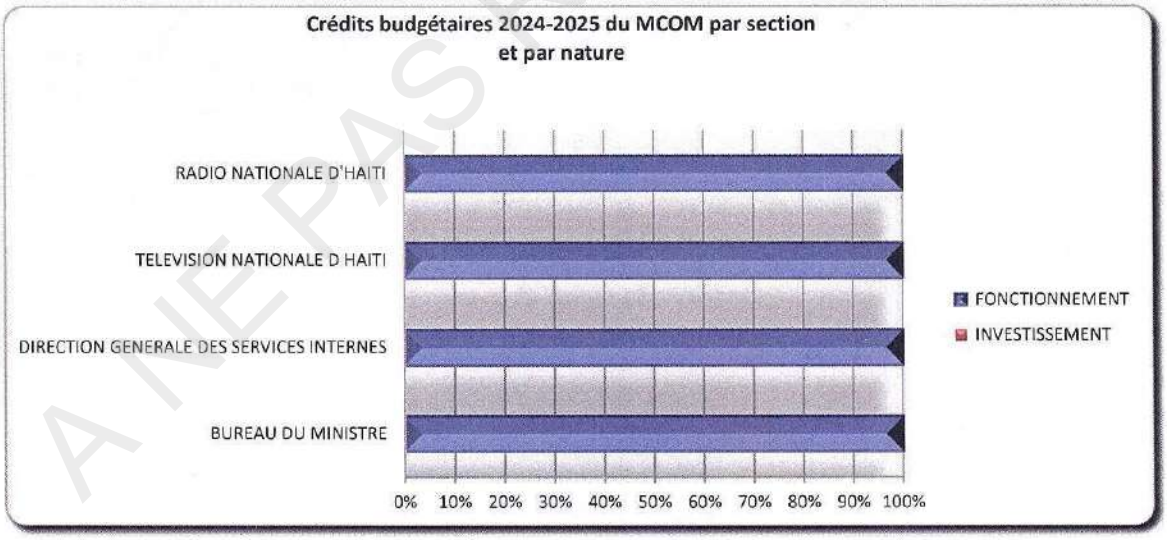
NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION

	SECTEUR	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1413-1-11-	BUREAU DU MINISTRE	74,390,203	-	74,390,203
1413-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	181,214,541	-	181,214,541
1413-1-13-	TELEVISION NATIONALE D HAITI	282,014,223	-	282,014,223
1413-1-14-	RADIO NATIONALE D'HAITI	162,350,192	-	162,350,192
	TOTAL	**699,969,159**	**-**	**699,969,159**





A NE PAS REPRODUIRE

POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
1511	INTERVENTIONS PUBLIQUES	32,149,521,141	-	32,149,521,141
1512	DETTE PUBLIQUE	23,607,890,183	-	23,607,890,183
1513	DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE	7,560,656,275	-	7,560,656,275
	TOTAL	**63,318,067,599**	**-**	**63,318,067,599**



A NE PAS REPRODUIRE

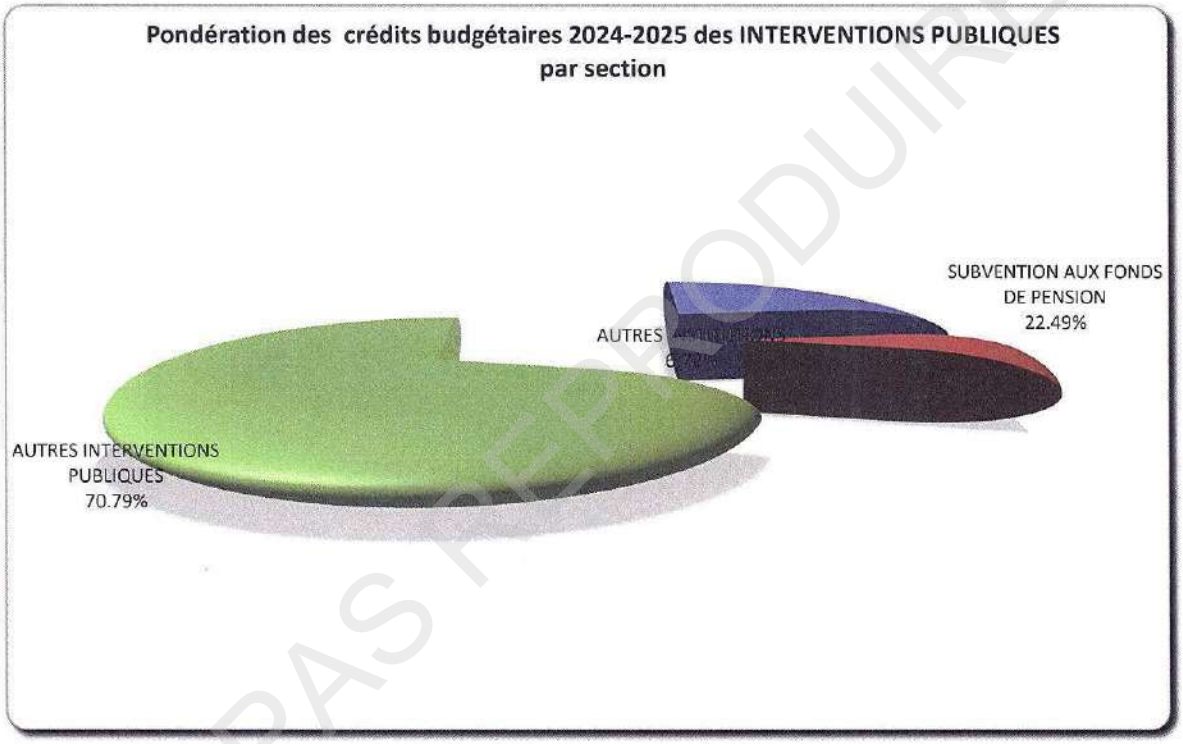
INTERVENTIONS PUBLIQUES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1511 INTERVENTIONS PUBLIQUES

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1511-1-11-	SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	7,230,009,999	-	7,230,009,999
1511-1-13-	AUTRES INSTITUTIONS	2,160,000,000	-	2,160,000,000
1511-1-49-	AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	22,759,511,142	-	22,759,511,142
	TOTAL	**32,149,521,141**	**-**	**32,149,521,141**



A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	ALLOCATION BUGETAIRE 2023-2024	ALLOCATION BUGETAIRE 2024-2025	VARIATION
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	22,263,226,838	32,149,521,141	9,886,294,303
700-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ET BUDGETS ANNEXES	2,719,709,415	7,230,009,999	4,510,300,584
PENSIONNAIRES EX_BNDAI	10,139,661	10,139,661	-
PENSION MILITAIRE	310,569,933	499,570,338	189,000,405
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	22,843,296	22,800,000	(43,296)
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	25,488,416	25,500,000	11,584
COTISATION AU FONDS DE PENSION	2,350,668,109	3,672,000,000	1,321,331,891
SUBVENTIONS AU FONDS DE SOUTIEN A LA SECURITE NATIONALE	-	3,000,000,000	3,000,000,000
721-QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES ET INTERNATIONALES	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	1,749,527,422	2,160,000,000	410,472,578
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	17,793,990,001	22,759,511,142	4,965,521,141
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	100,000,000	100,000,000	-
ACQUISITION DE VEHICULES	100,000,000	100,000,000	-
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	*4,723,000,001*	*5,913,000,001*	*1,190,000,000*
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	900,000,000	1,140,000,000	240,000,000
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	1,155,000,001	1,155,000,001	-
AUTO-ASSURANCE / FONCTION PUBLIQUE /	1,300,000,000	1,750,000,000	450,000,000
AUTRES SUBVENTIONS	1,000,000,000	1,000,000,000	-
APPUI A LA FORMATION	118,000,000	118,000,000	-
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	250,000,000	750,000,000	500,000,000
SUBVENTIONS AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR LA RENTREE SCOLAIRE	-	-	-
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	*12,970,990,000*	*16,746,511,141*	*3,775,521,141*
ACTIVITES ELECTORALES	700,000,000	4,970,000,000	4,270,000,000
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	500,000,000	750,000,000	250,000,000
APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	54,000,000	200,000,000	146,000,000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	577,990,000	580,990,000	3,000,000
CREATION D'EMPLOI D'ETE*	600,000,000	600,000,000	-
DOTATIONS PROVISIONNELLES POUR CERTAINES ENGAGEES D'AVANCE	2,854,000,000	5,195,521,141	2,341,521,141
FONDS POUR LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENNT	130,000,000	130,000,000	-
PROGRAMME D'INITIATION DES JEUNES A L'EMPLOI (PIJE)	170,000,000	170,000,000	-
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	7,385,000,000	4,150,000,000	(3,235,000,000)

A PAS REPRODUIRE

DETTE PUBLIQUE

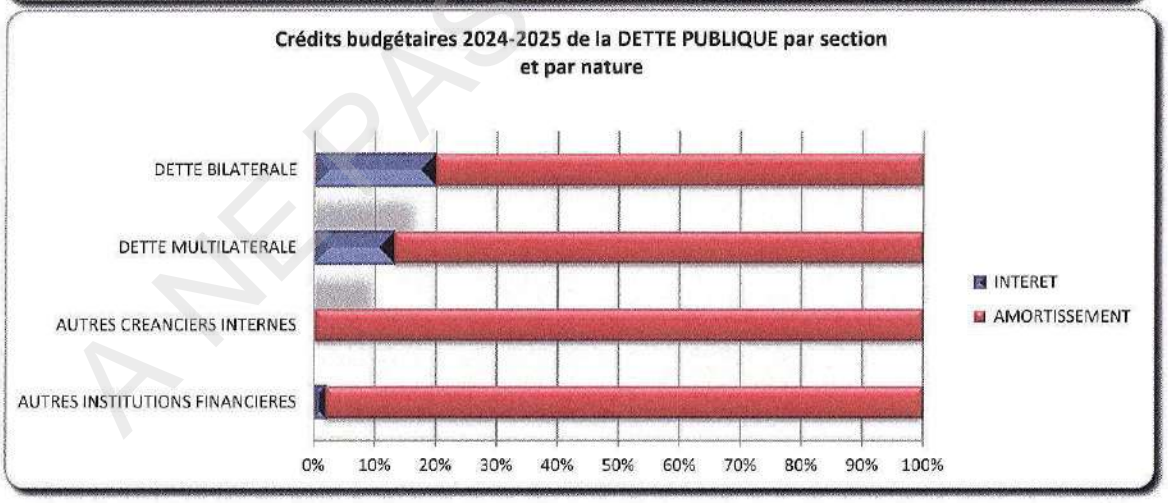
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1512 DETTE PUBLIQUE

	SECTION	INTERET	AMORTISSEMENT	TOTAL
1512-1-12-	AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	195,370,685	9,974,028,282	10,169,398,968
1512-1-13-	AUTRES CREANCIERS INTERNES	-	8,465,342,868	8,465,342,868
1512-2-11-	DETTE MULTILATERALE	62,974,690	417,249,868	480,224,558
1512-2-12-	DETTE BILATERALE	733,907,370	2,952,780,089	3,686,687,459
	TOTAL	**1,228,122,918**	**22,379,767,265**	**23,607,890,183**





A NE PAS REPRODUIRE

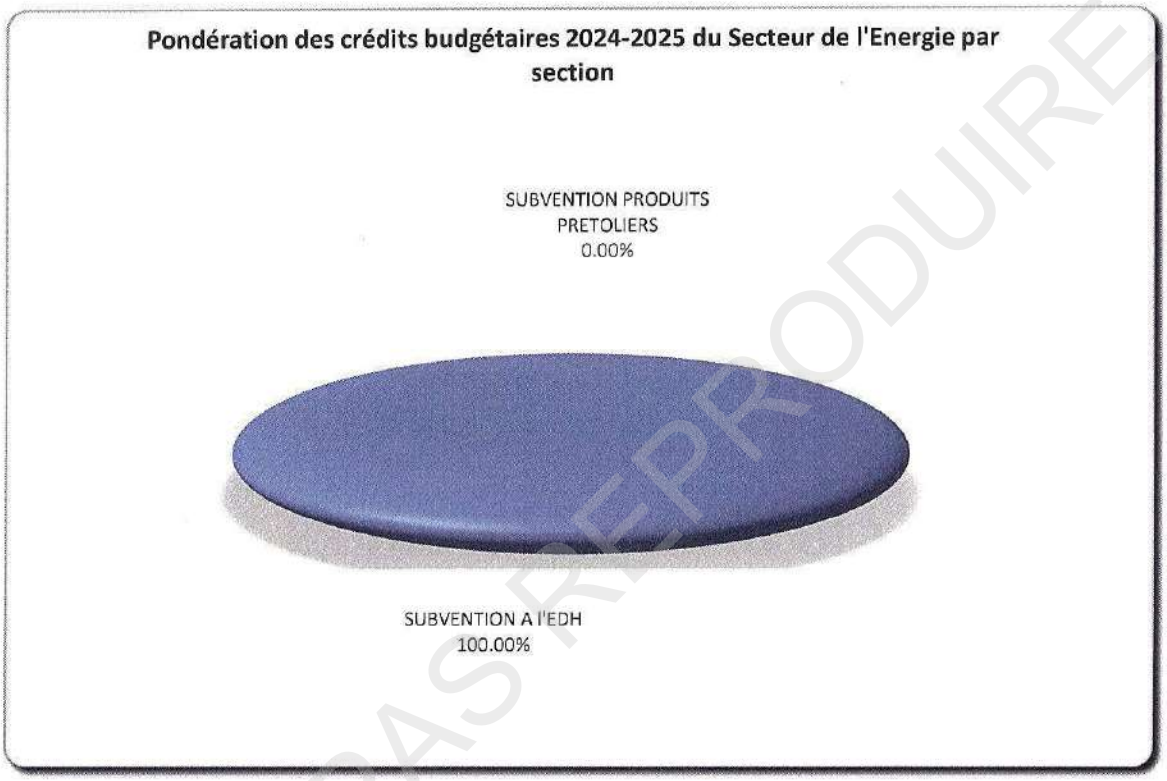
DOTATIONS SPECIALES
SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

1513 DOTATIONS SPECIALES SUBVENTION AU SECTEUR DE L'ENERGIE

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
1513-1-11-	SUBVENTION A l'EDH	7,560,656,275	-	7,560,656,275
1513-1-12-	SUBVENTION PRODUITS PRETOLIERS	-	-	-
	TOTAL	**7,560,656,275**	**-**	**7,560,656,275**



A NE PAS REPRODUIRE

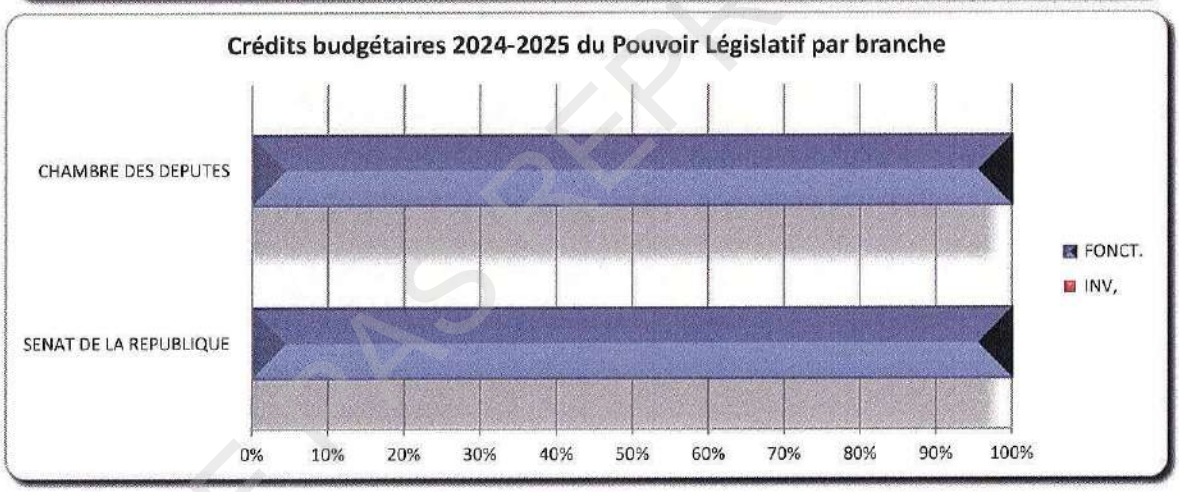
CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR LEGISLATF

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	1,723,227,967	-	1,723,227,967
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	1,867,830,207	-	1,867,830,207
	TOTAL	**3,591,058,174**	**-**	**3,591,058,174**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU SENAT DE LA REPUBLIQUE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Sa mission et ses principales attributions sont de :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales et toutes autres institutions utilisant des fonds publics;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la constitution;
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution: Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Electoral Permanent et du Protecteur du Citoyen;
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Inscrire les Sénateurs et valider leur pouvoir;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure, d'un Secrétariat Général .

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

A NE PAS REPRODUIRE

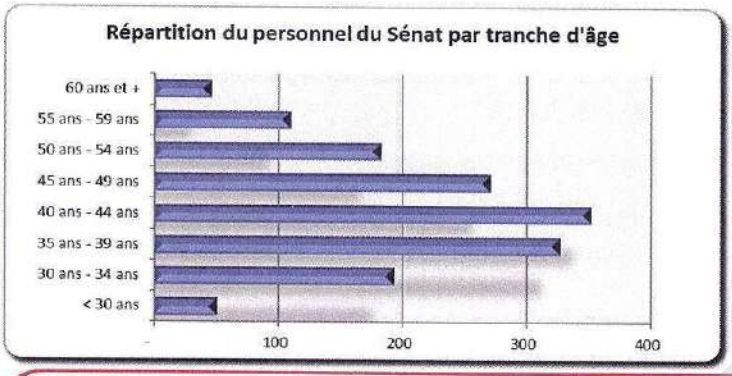
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

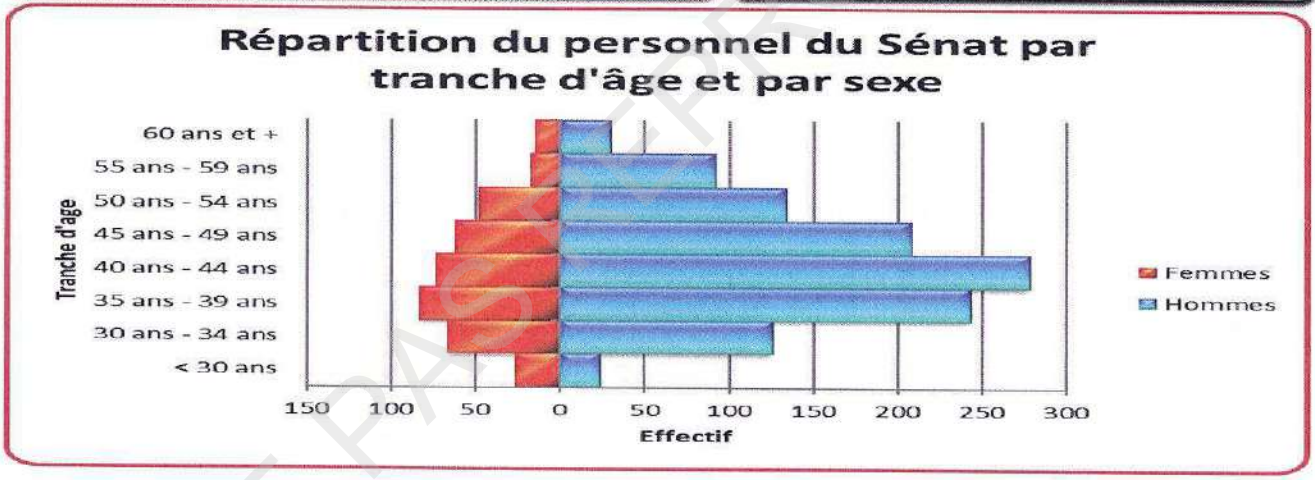
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	1,135	390	1,525	22	76,813,250	50,369

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU SENAT





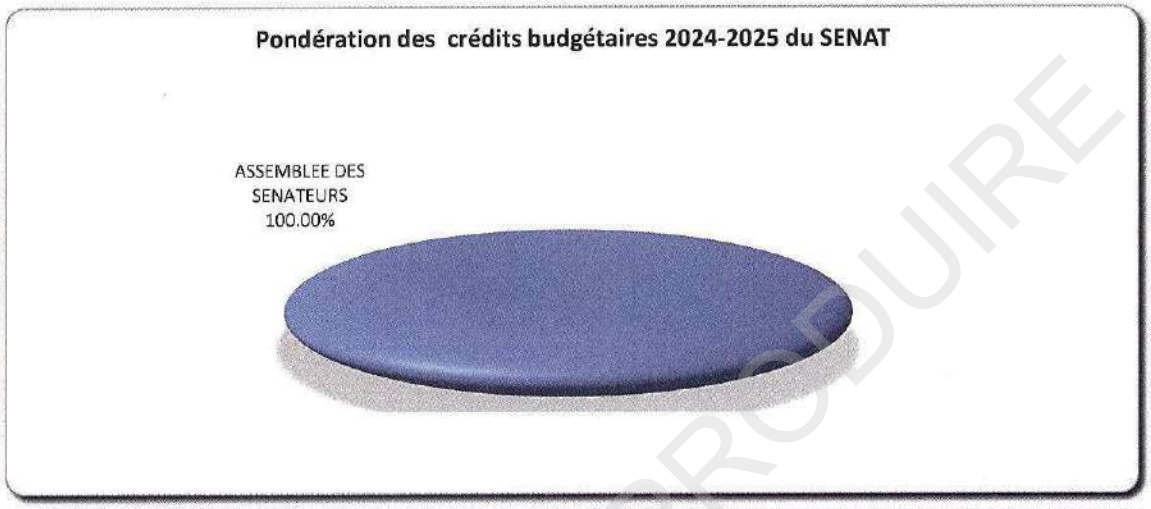


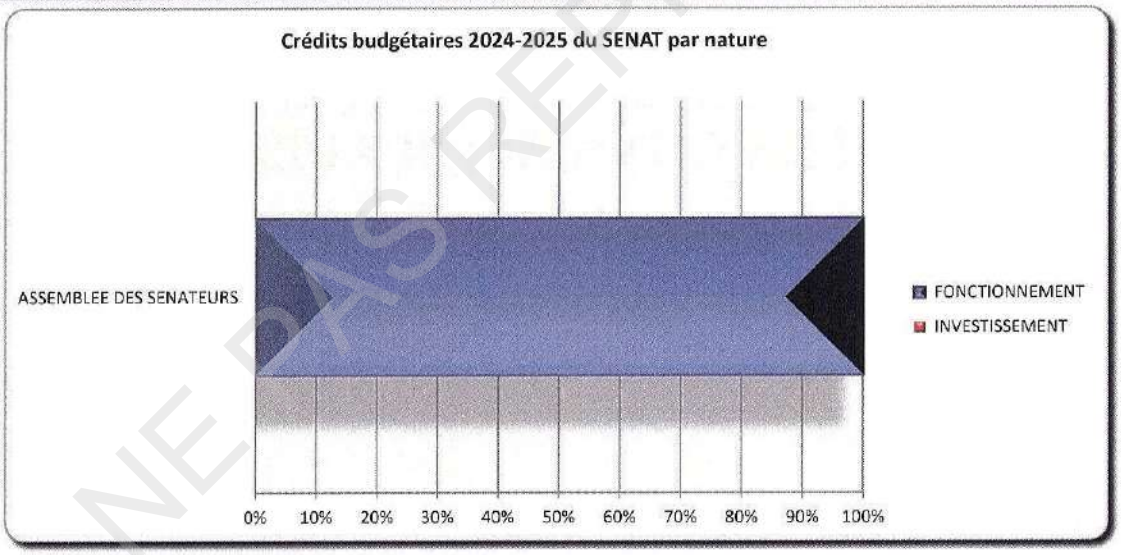
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

2211 SENAT DE LA REPUBLIQUE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
2211-1-11- ASSEMBLEE DES SENATEURS	1,723,227,967	-	1,723,227,967
TOTAL	**1,723,227,967**	**-**	**1,723,227,967**





A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Chambre des Députes est régie par la Constitution de 1987. Sa mission et ses principales attributions sont de :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat, les Institutions publiques nationales.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

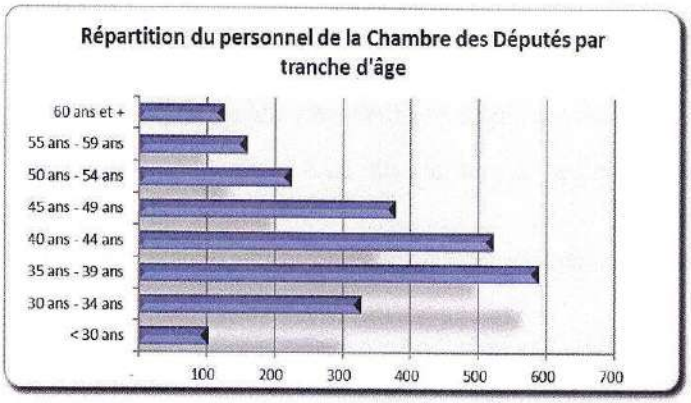
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	1,727	690	2,417	48	101,562,100	42,020
SECRETARIAT GÉNÉRAL	1,727	690	2,417	48	101,562,100	42,020

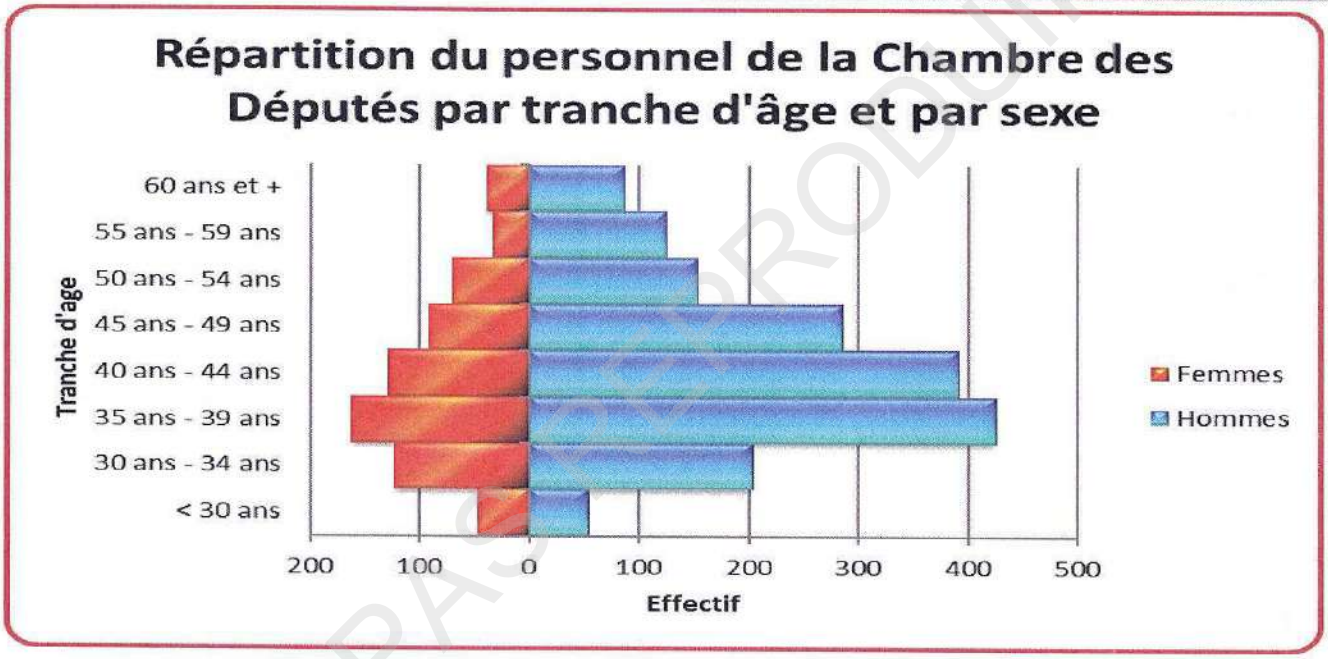
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CH. DES DEPUTES





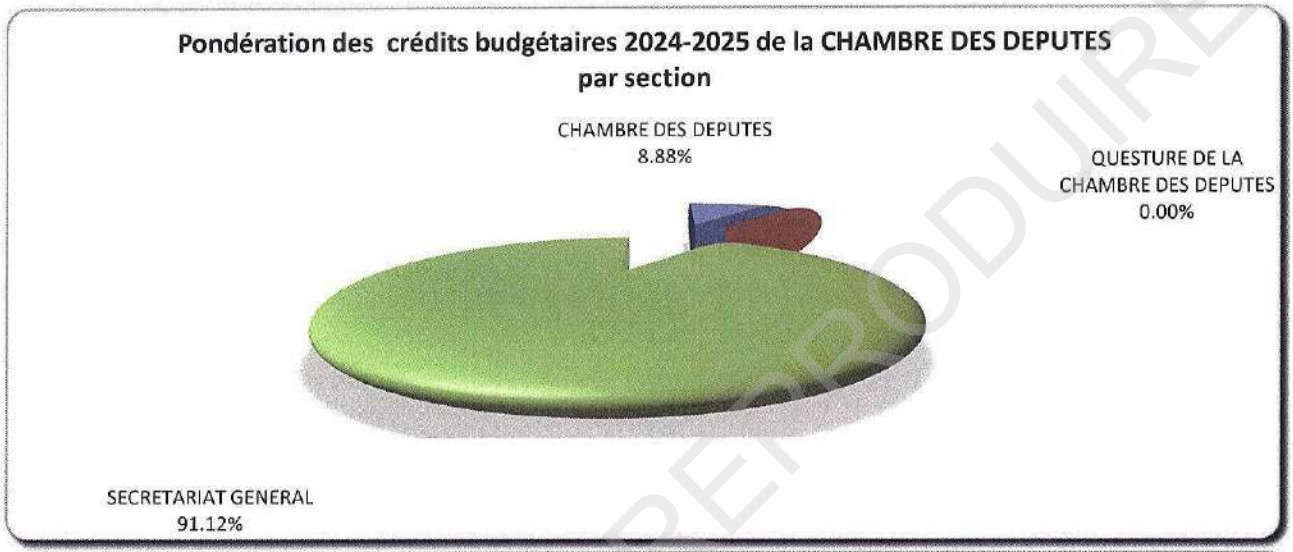


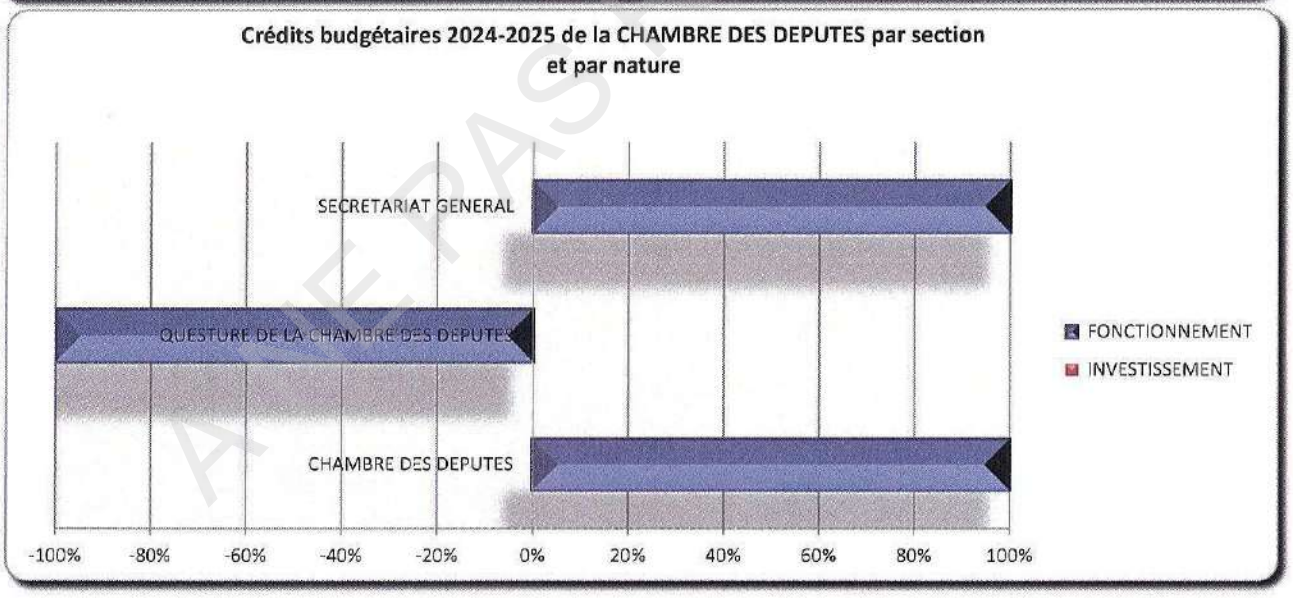
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

CHAMBRE DES DEPUTES

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
CHAMBRE DES DEPUTES	165,820,447	-	165,820,447
QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	(0)	-	(0)
SECRETARIAT GENERAL	1,702,009,760	-	1,702,009,760
TOTAL	**1,867,830,207**	**-**	**1,867,830,207**





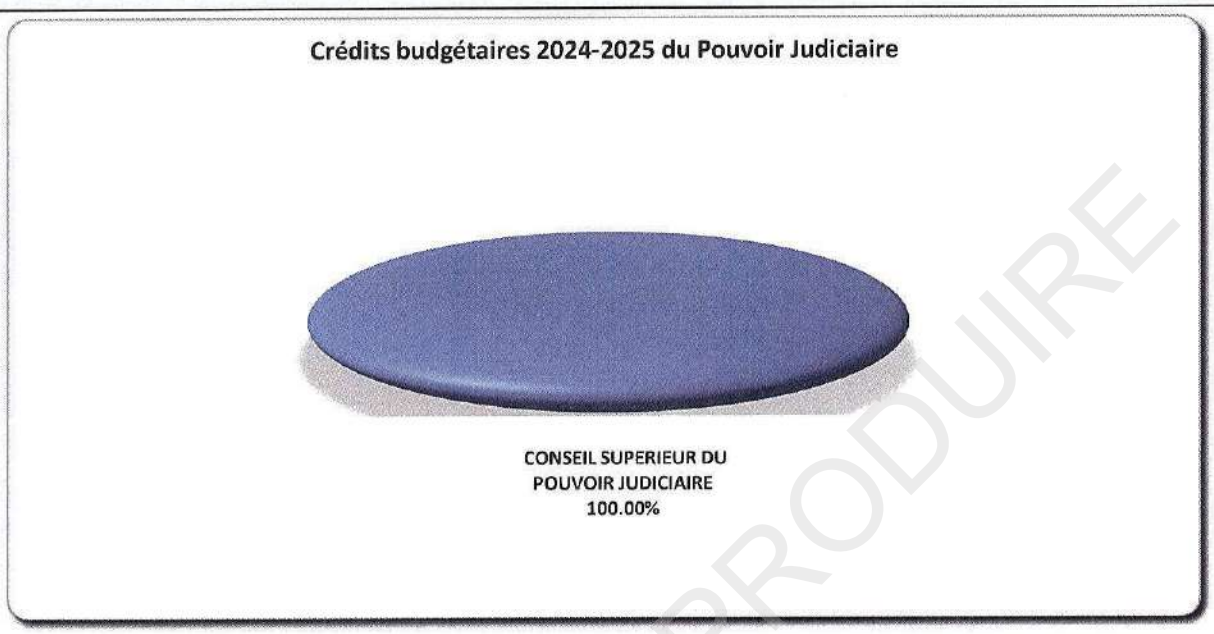
A NE PAS REPRODUIRE

CREDITS BUDGETAIRES DU POUVOIR JUDICIAIRE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	MIN,	FONCT.	INV,	TOTAL
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	3,151,479,996	46,000,000	3,197,479,996
	TOTAL	**3,151,479,996**	**46,000,000**	**3,197,479,996**



A NE PAS REPRODUIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE SECTEUR POLITIQUE

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

3211.- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Pouvoir Judiciaire est régi par la loi du 17 décembre 2007.Sa mission et ses principales attributions sont de :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) Structure Organisationnelle

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :

- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2024-2025

- Garantir une justice équitable en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

A NE PAS REPRODUIRE

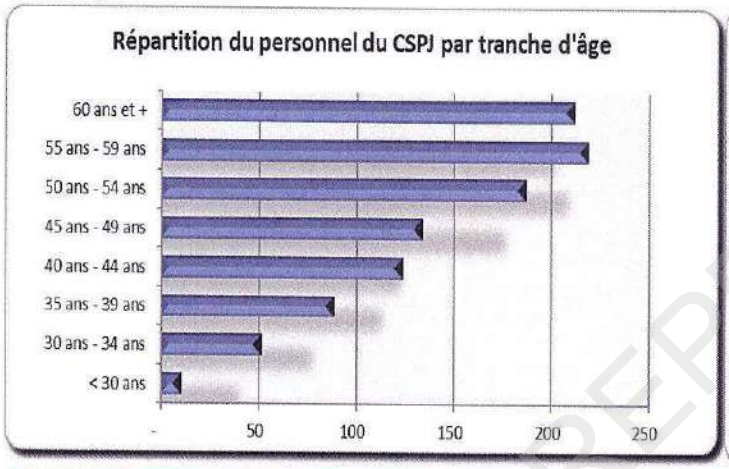
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

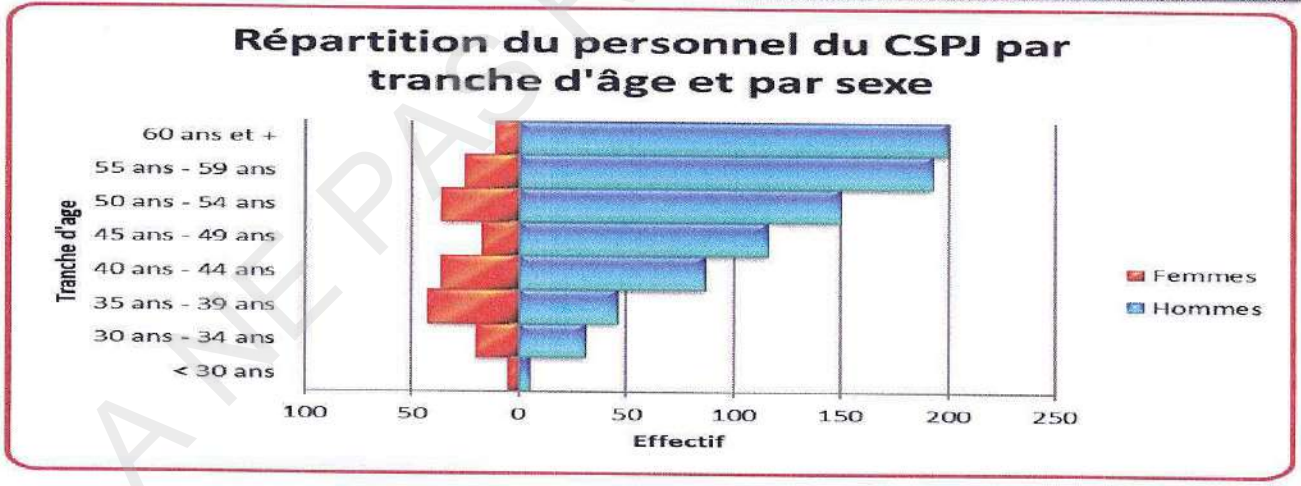
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
Administration Générale	Hommes	Femmes	Total			
	828	192	1,020	54	68,532,300	67,189
COUR DE CASSATION	189	87	276	46	14,552,000	52,725
COUR D'APPEL	48	14	62	62	5,883,800	94,900
TRIBUNAUX	591	91	682	54	48,096,500	70,523

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CSPJ







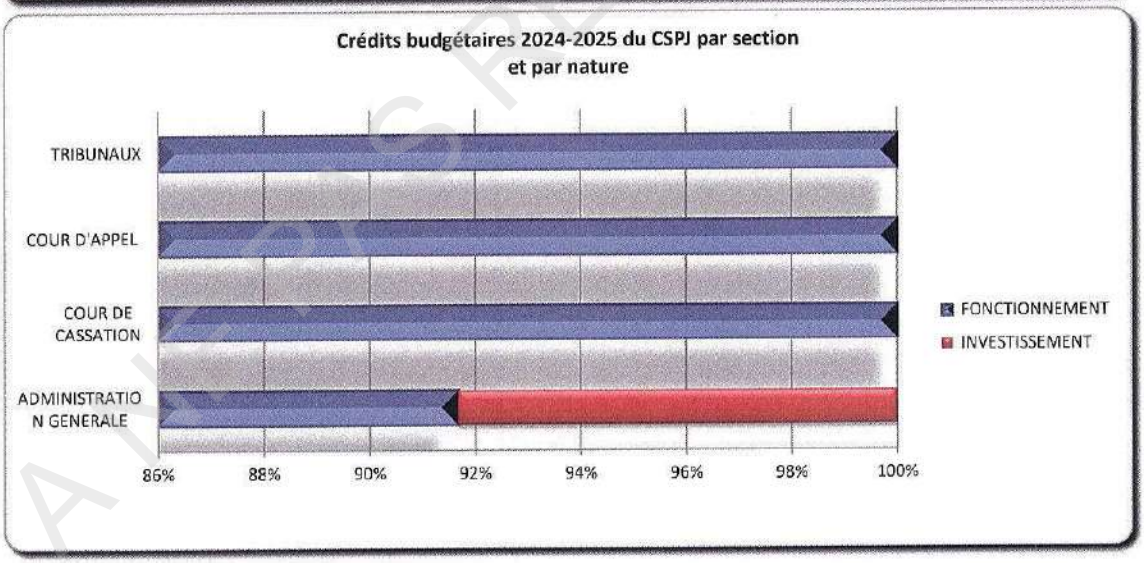
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

3211 CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	506,380,234	46,000,000	552,380,234
3211-2-12- COUR DE CASSATION	610,501,847	-	610,501,847
3211-2-13- COUR D'APPEL	261,553,842	-	261,553,842
3211-2-14- TRIBUNAUX	1,773,044,073	-	1,773,044,073
TOTAL	**3,151,479,996**	**46,000,000**	**3,197,479,996**





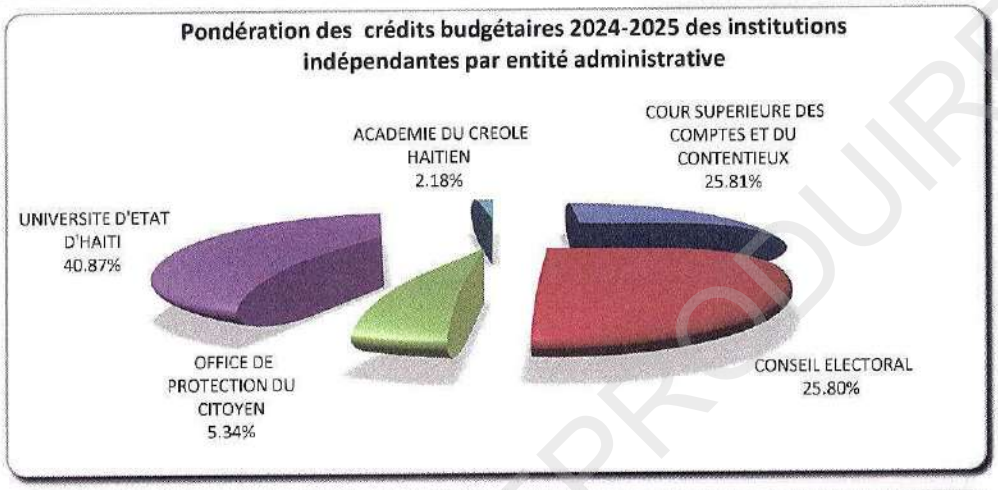
A NE PAS REPRODUIRE

INSTITUTIONS INDEPENDANTES

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

	INSTITUTION	FONCT.	INV,	TOTAL
4111	COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	1,394,251,371	50,000,000	1,444,251,371
4211	CONSEIL ELECTORAL	1,443,704,622	-	1,443,704,622
4212	OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	298,722,321	-	298,722,321
4311	UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2,286,808,832	-	2,286,808,832
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,421,115	36,280,308	121,701,422
	TOTAL	**5,508,908,260**	**86,280,308**	**5,595,188,568**





A NE PAS REPRODUIRE

COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005.Sa mission et ses principales attributions sont :

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes
- Autonomes et des Entreprises Mixtes ;
- Connaître les litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

b) Structure organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité d'un Conseil et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales.
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Assurer un service de contrôle de qualité conforme aux normes et procédures nationales ;
- Moderniser et systématiser les procédures de contrôle de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

A NE PAS REPRODUIRE

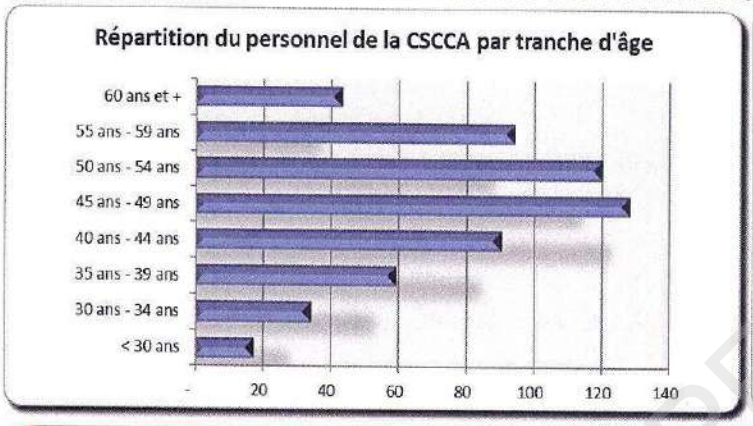
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2023

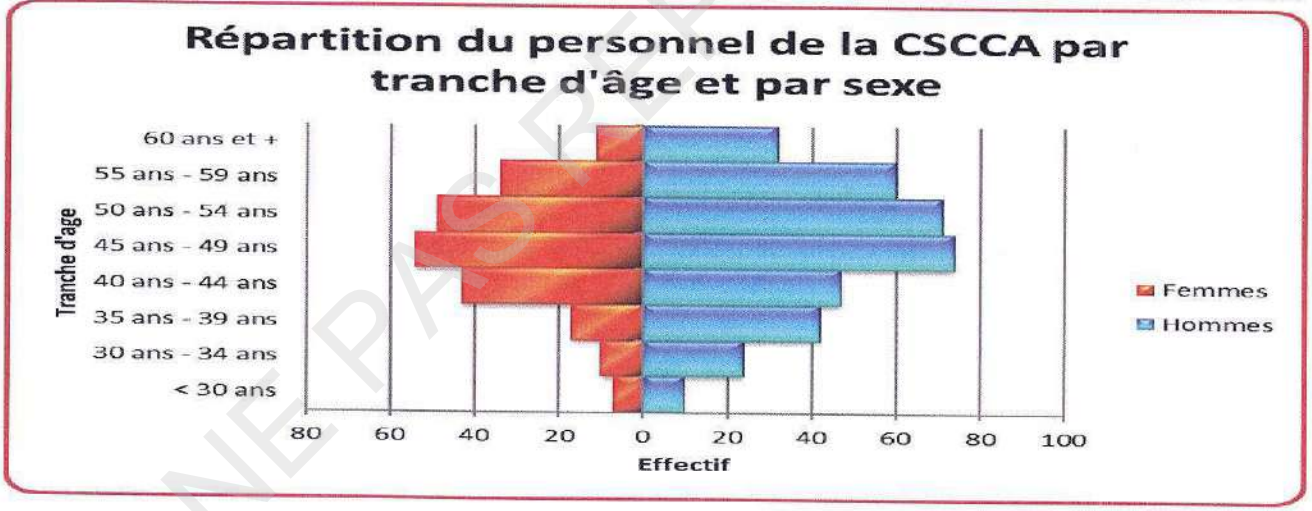
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	360	225	585	24	30,975,550	52,950

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE LA CSCCA





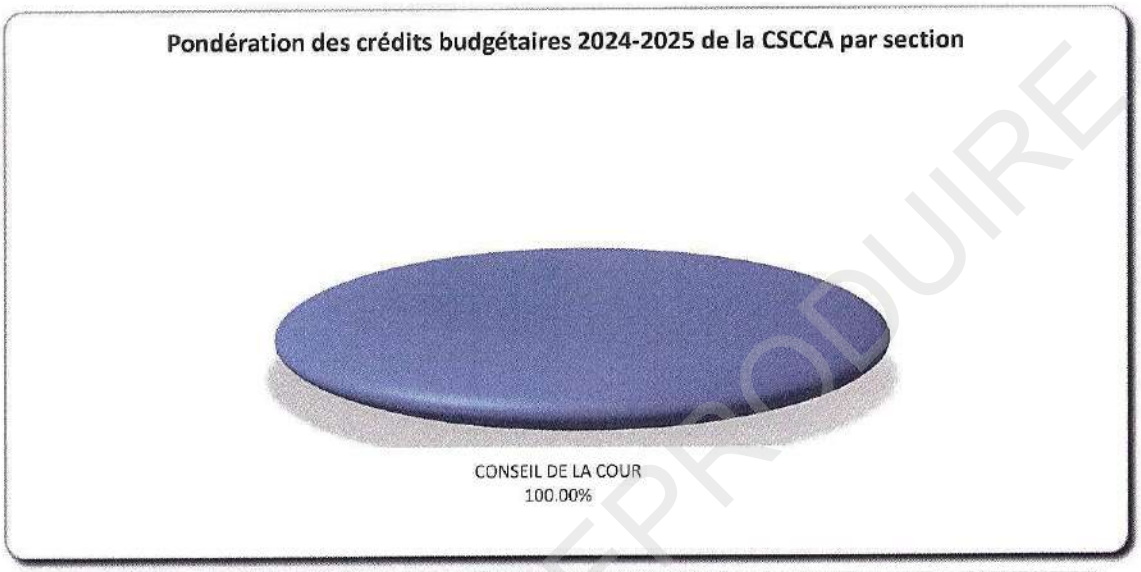


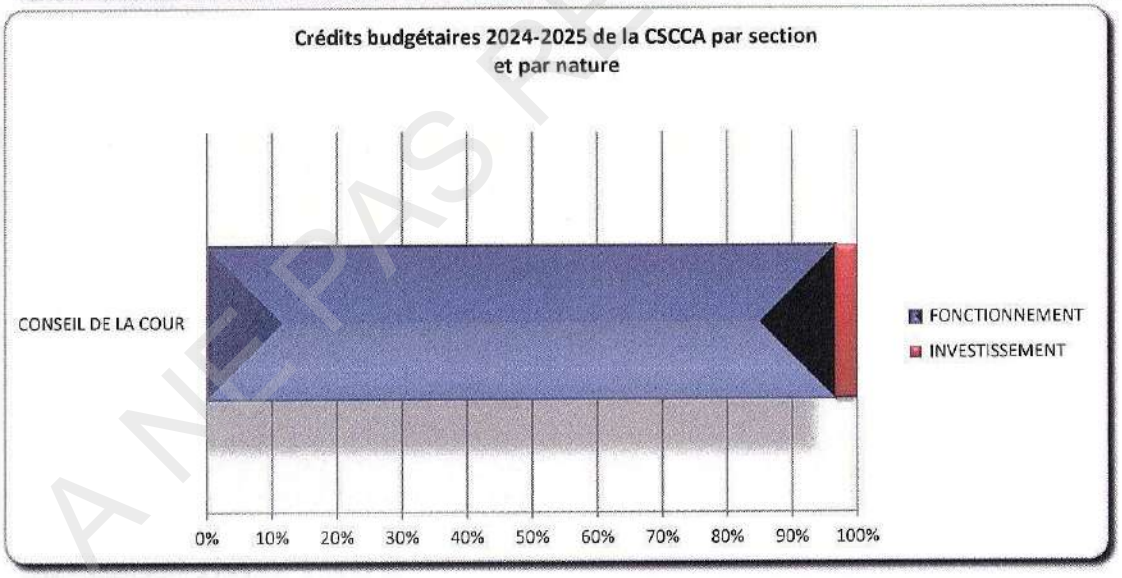
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4111 COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4111-1-11-	CONSEIL DE LA COUR	1,394,251,371	50,000,000	1,444,251,371
	TOTAL	**1,394,251,371**	**50,000,000**	**1,444,251,371**





A NE PAS REPRODUIRE

CONSEIL ELECTORAL

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4211.- CONSEIL ELECTORAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Conseil Electoral est régi par le Décret du 13 mars 2015. Sa mission et ses principales attributions sont :

- Elaborer le projet de Loi électorale qui sera soumis à l'exécutif pour les suites nécessaires ;
- Respecter, faire respecter et faire appliquer le Décret électoral, la Constitution et les Lois de la République en matière électorale;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le Tribunal compétent;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs;
- Organiser des élections ;
- Organiser les Tribunaux Electoraux (Bureau du Contentieux Electoral Communal (BCEC), Bureau du Contentieux Electoral Départemental (BCED), Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) pour connaître les cas de contestation soulevés à l'occasion des élections) ;
- Entreprendre et encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple haïtien en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par devant le tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'Institution;
- Tenir les archives du processus électoral

b) Structure organisationnelle

Le Conseil Electoral comprend :

- Le Bureau de Conseil
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

A NE PAS REPRODUIRE

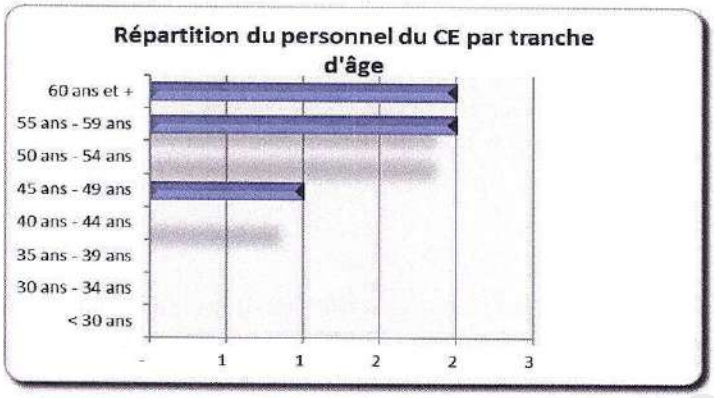
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

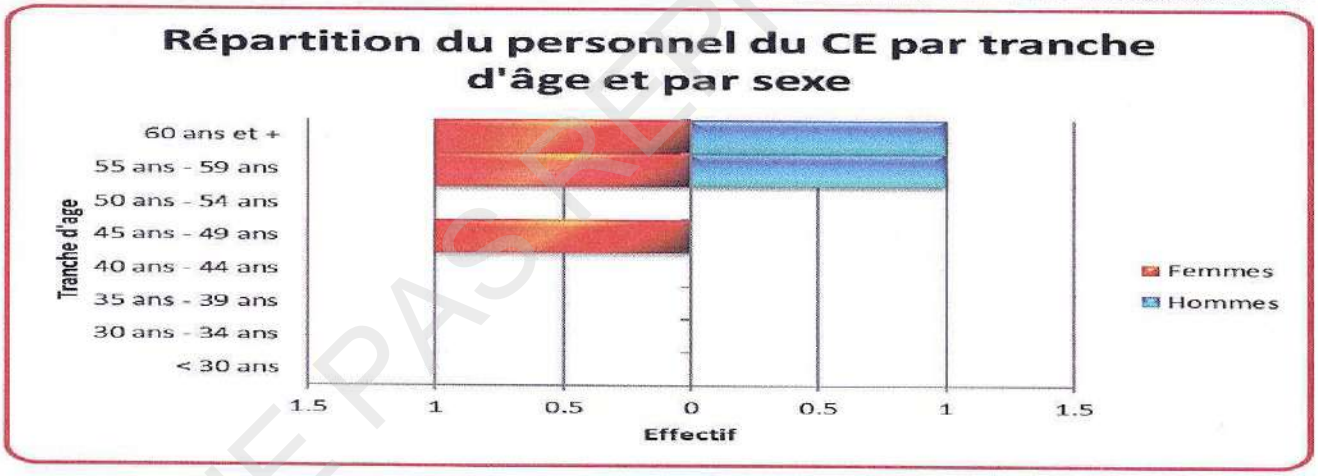
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	2	3	5	29	189,500	37,900

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DU CE





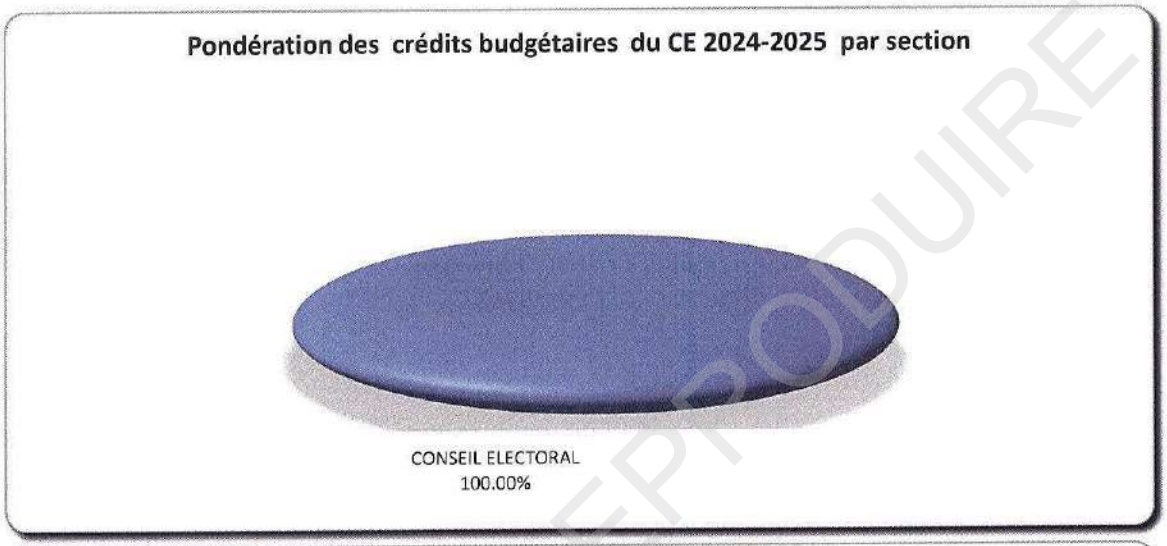


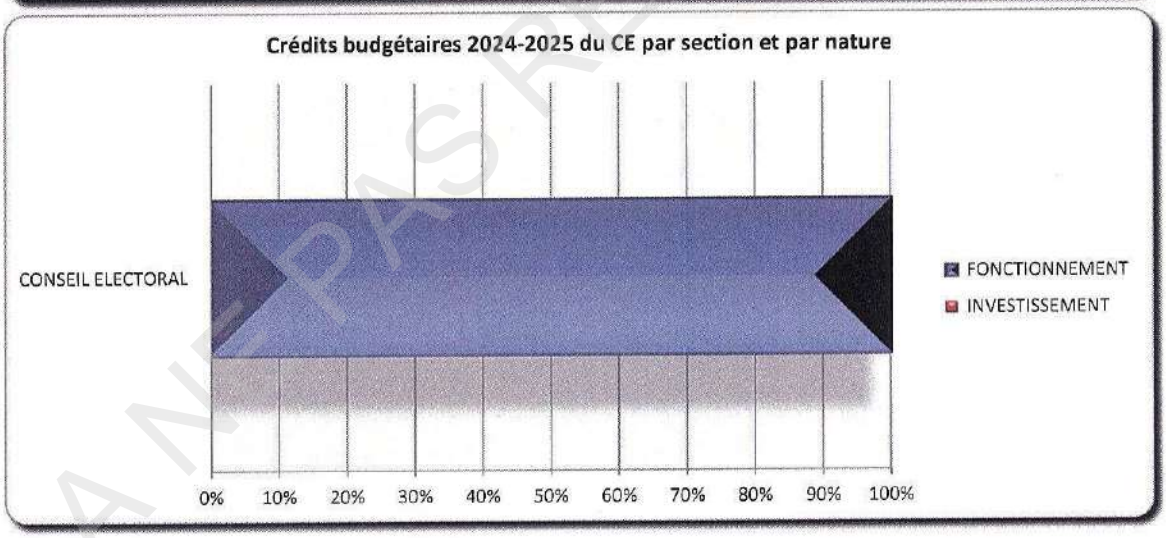
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4211 CONSEIL ELECTORAL

SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL	1,443,704,622	-	1,443,704,622
TOTAL	**1,443,704,622**	**-**	**1,443,704,622**





A NE PAS REPRODUIRE

OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4212.- OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN

a) Cadre légal, Mission et Attribution

L'Office de la Protection du Citoyen est régi par le décret du 17 juillet 2012. Sa principale mission et attribution est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et d'erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des institutions Autonomes.

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction Technique

c) Objectifs pour l'année fiscale 2024-2025

- Rapprocher l'Office de la Protection du Citoyen auprès de l'ensemble des catégories sociales de la population haitienne ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

A NE PAS REPRODUIRE

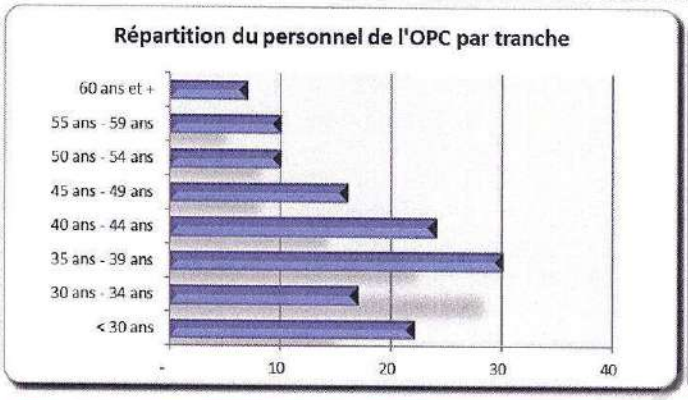
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

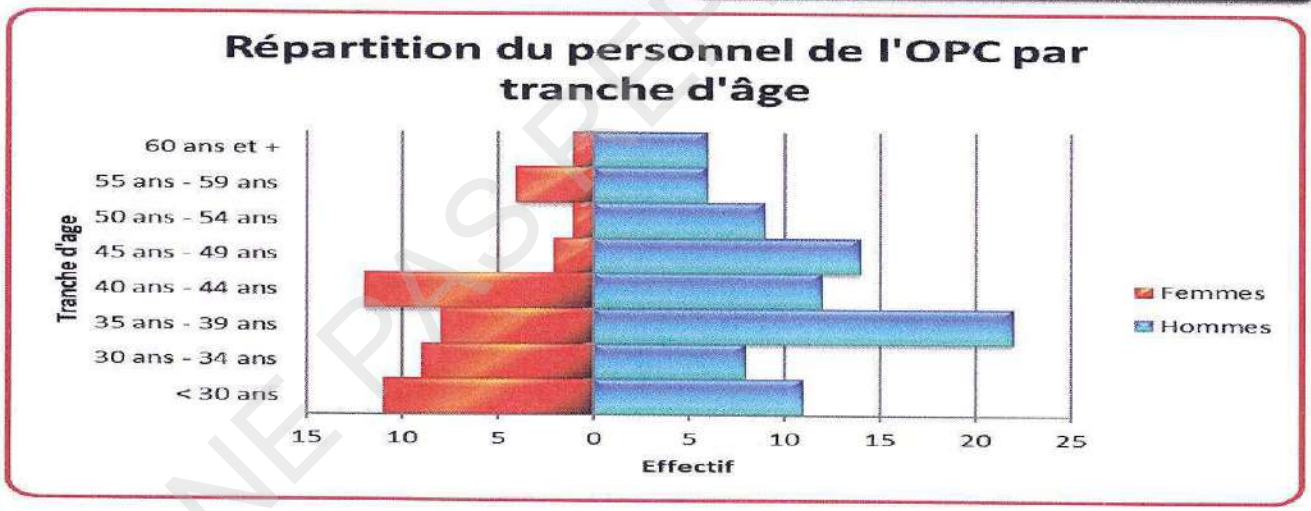
- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	88	48	136	21	6.919.850	50,881

COMPOSITION DU PERSONNEL REGULIER DE L'OPC







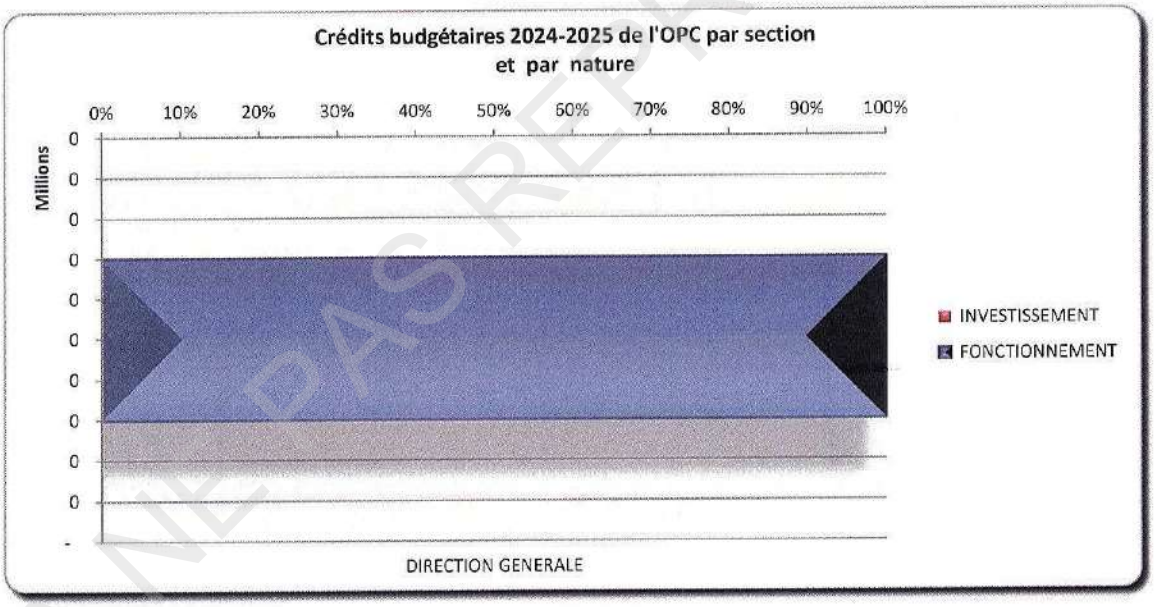
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4212 OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4212-1-12-	DIRECTION GENERALE	298,722,321	-	298,722,321
	TOTAL	298,722,321	-	298,722,321





A NE PAS REPRODUIRE

UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

a) Cadre légal, Mission et Attributions

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) est une institution publique d'enseignement supérieur. Elle est régie par la Constitution de 1987 (Art. 208, 209, 210, 211, 211.1, 212). Ses principales missions et attributions sont de :

- Promouvoir et transmettre les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être dans toutes les couches de la société haïtienne;
- Oeuvrer au développement de la recherche dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique, social;
- Accompagner l'État, la société et la population haïtienne en général dans le processus de développement;
- Contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur en Haïti.

b) Structure organisationnelle

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) regroupe aujourd'hui onze (11) entités situées dans la région métropolitaine et six (6) facultés ou écoles de droit, de gestion et d'économie dans les villes du Cap-Haitien, de Fort-Liberté, des Gonaïves, de Hinche, de Jacmel et de Port-de-Paix. Un nouveau campus à Limonade vient d'augmenter son patrimoine physique. Une quarantaine de programmes d'études de premier cycle sont offerts parmi un vaste champ de connaissances. Le programme d'études post-graduées inclut treize programmes de maitrise existant dans les domaines du patrimoine, de la philosophie, des sciences informatiques, des sciences juridiques, des sciences de la santé, des sciences du développement, et des sciences pures (Mathématiques, Physique, Chimie) en partenariat avec des universités étrangères, pour la plupart. Y seront aussi intégrés des programmes de doctorat et d'autres programmes de maitrise en perspective. Les premières inscriptions au doctorat à l'UEH se sont réalisées au cours de l'année 2012-2013.

c) Objectifs pour l'exercice fiscale 2024-2025

- Renforcer les capacités du corps enseignant en nombre et en expertise par le recrutement de professeurs à temps plein ;
- Développer la recherche au sein de l'UEH et assurer son excellence en renforcant les capacités des centres de recherche ;
- Améliorer l'environnement d'apprentissage des étudiants de l'UEH, notamment à travers l'ameublement des salles de cours, des bâtiments administratifs et des cafétérias des différentes facultés ;
- Renforcer le système d'enseignement de l'UEH à travers la mise en oeuvre de mécanismes permettant d'assurer la formation à distance.

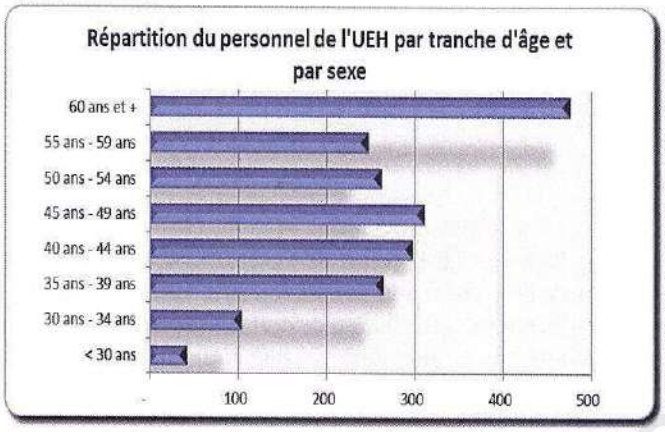
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

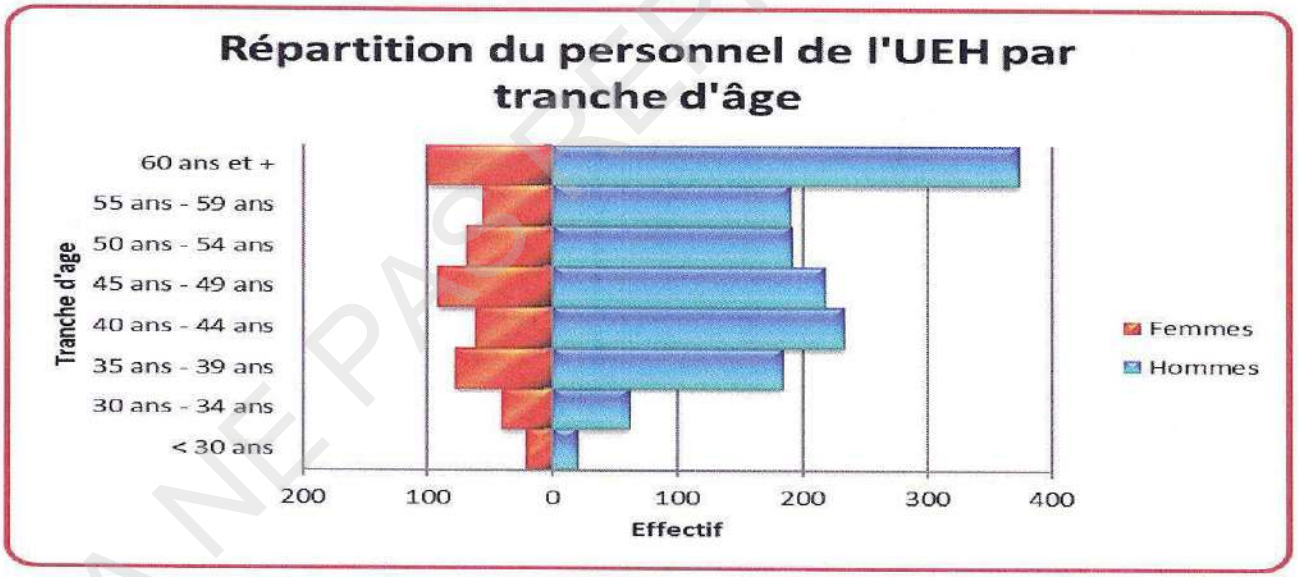
d) Situation des agents publics permanents au mois d'août 2024

- Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			*Age Moyen*	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
	Hommes	*Femmes*	*Total*			
	1475	519	1994	26	83,851,521	42,052
Services internes	1,475	519	1,994	26	83,851,521	42,052





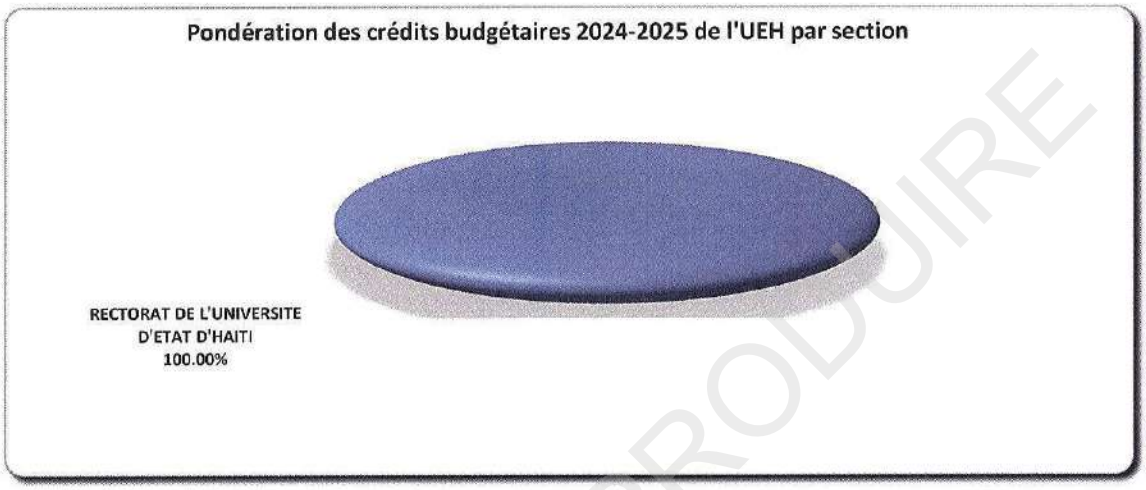


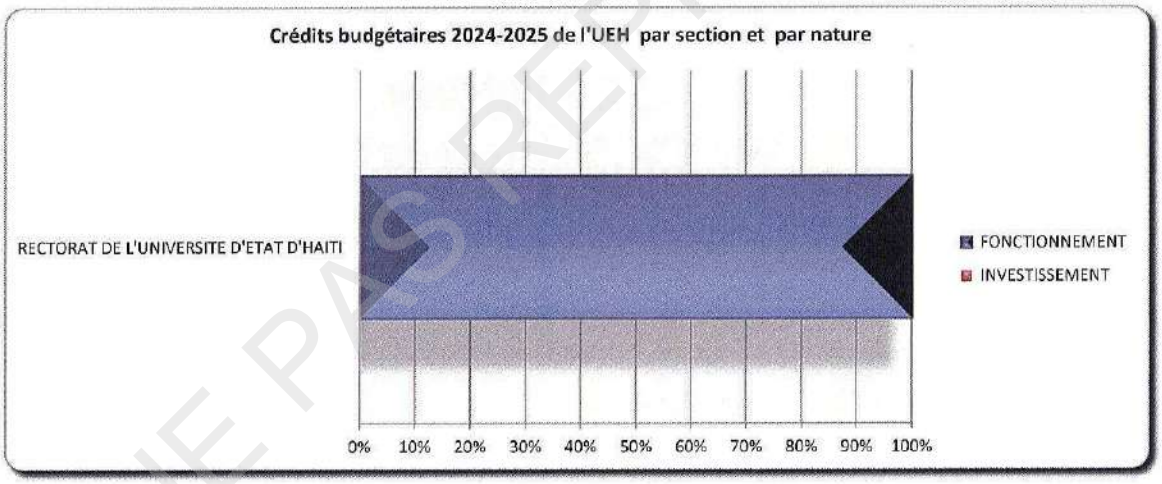
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4311 UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4311-1-11-	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2,286,808,832	-	2,286,808,832
	TOTAL	**2,286,808,832**	**-**	**2,286,808,832**





A NE PAS REPRODUIRE

ACADEMIE
DU CREOLE HAITIEN

A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4411.- ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN

a) Estati, misyon ak travay akademi an

Akademi kreyòl Ayisyen an se yon enstitisyon Leta. Li kreye jan Konstitisyon 1987 amande a mande l nan atik 213 ak 214-i. Li endepandan e li kouvri tout peyi a. Li gen karaktè administratif, kiltirèl ak syantifik.

Akademi Kreyòl Ayisyen an genyen misyon pou li:

a) Fè tout sa ki nesesè pou ankouraje pwodiksyon nan lang kreyòl ;

b) Ankouraje eksperyans pèp la ap fè nan dekouvèt, nan kreyasyon, nan pwodiksyon l ap fè an kreyòl, kit se pwodiksyon oral, kit se pwodiksyon ekri;

c) Fè tout sa ki nesesè pou fè kreyòl la gen bonjan reyònman ak prestij nan je popilasyon ayisyen an ak nan je lòt popilasyon yo ;

d) Travay epi siveye pou gen relasyon ki byen balanse nan jan enstitisyon yo ap sèvi ak lang yo nan- osyete a;

e) Travay pou enstitisyonleta yo aplike Konstitisyon an nan piblikâsyon tout dokiman ofisyèl yo nan lang kreyàl:

f) Fè pwopozisyon sou fason moun kapab sèvi ak lang kreyòl la nan kominikasyon piblik nan peyi a;

g) Ankouraje travay sou devlopman zouti tankou gramè, diksyonè, leksik nan tout domèn ;

h) Ankouraje travay sou pwogram fòmasyon teknik pou tout sektè ki bezwen fòmasyon avanse nan lang kreyòl;

i) Fè envantè tout moun k ap travay sou lang kreyòl ak espesyalis nan tout domèn kap pwodui nan lang kreyòl;

j) Fè envantè pwodiksyon k ap fèt nan lang kreyòl ak pwodiksyon sou lang kreyòl anndan peyi a kou deyò;

k) Ankouraje epi pwopoze bonjan travay rechèch sou lang kreyòl la;

1) Travay pou enstitisyon rejyonal yo sèvi ak lang kreyòl la pou entegrasyon popilasyon kreyolofòn yo.

b) Oganizasyon akademi kreyòl ayisyen an

Akadèmi kreyòl Ayisyen an ap fonksyone ak kat (4) ògàn:

a) Yon Konsèy Akademisyen;

b) Yon Konsèy Administrasyon;

c) Yon Konsèy Konsiltatif;

d) Yon Sekretarya Egzekitif.

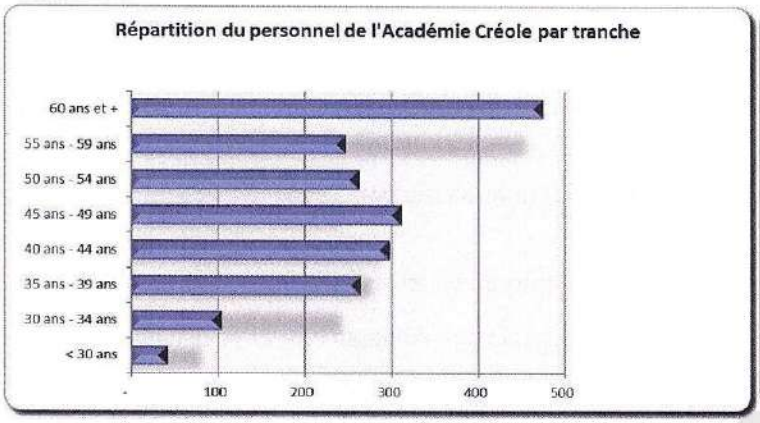
NE PAS REPRODUIRE

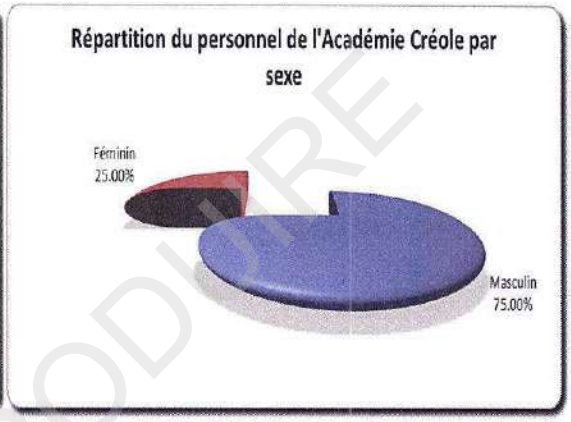
BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

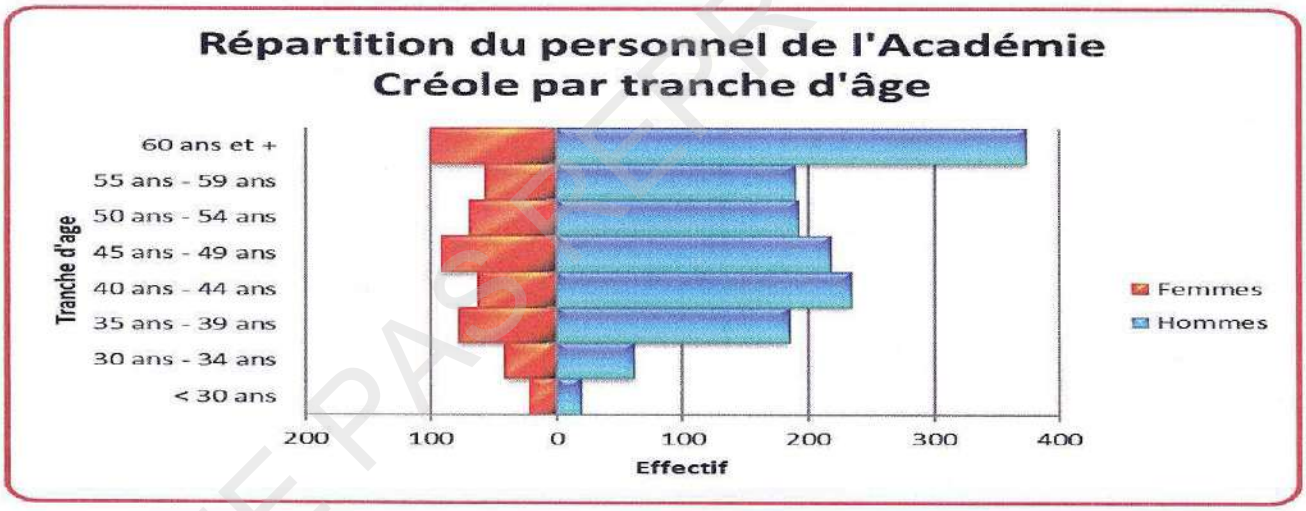
d) Sitiyasyon ajan piblik pèmanan nan mwa dawout 2024

- Efektif ak Mas Salè

Personnel Régulier (PR)						
	Effectif			Age Moyen	Masse Salariale	Salaire moyen
	Hommes	Femmes	Total			
Services internes	18	6	24	23	1,118,350	46,598





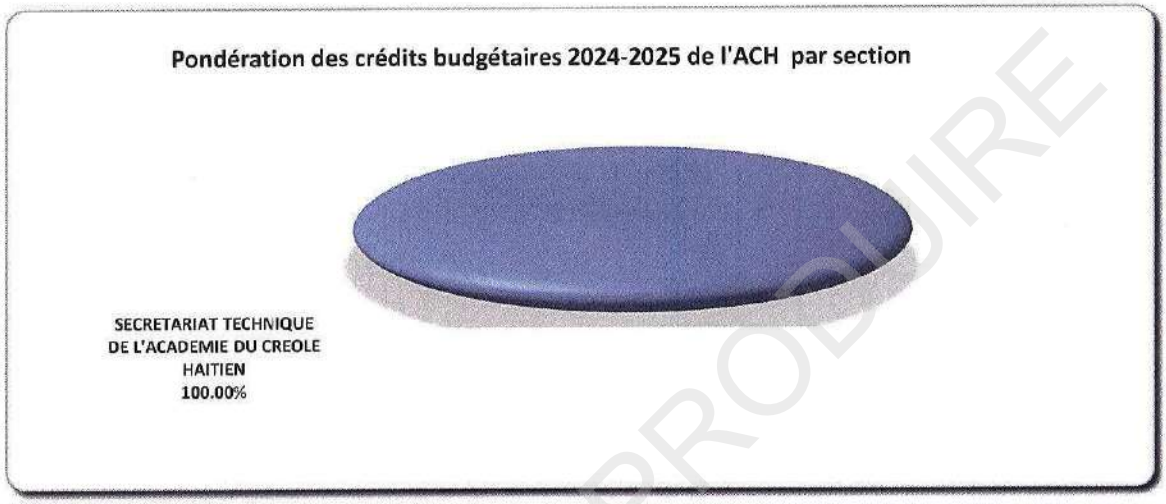


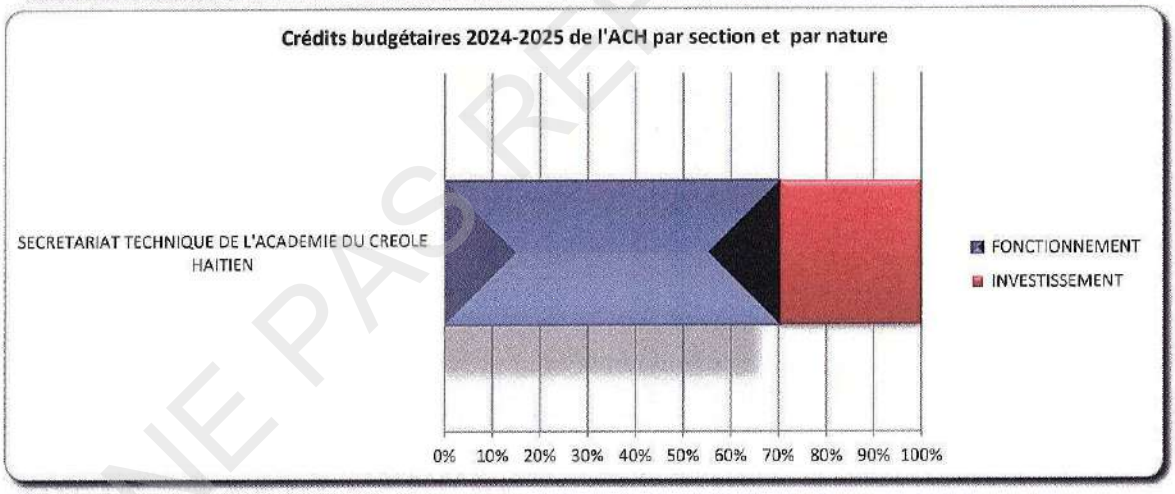
A NE PAS REPRODUIRE

BUDGET GÉNÉRAL DE L'EXERCICE FISCAL 2024-2025

4411 ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN

	SECTION	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
4411-1-11-	SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	85,421,115	36,280,308	121,701,422
	TOTAL	**85,421,115**	**36,280,308**	**121,701,422**





A NE PAS REPRODUIRE

AVIS RELATIF AU TARIF DE L'ABONNEMENT ANNUEL 2025

La Direction Générale des Presses Nationales d'Haïti avise ses aimables clients qu'en raison de l'augmentation substantielle des prix des matières premières et d'autres intrants importés, elle se trouve dans l'obligation d'ajuster le tarif de l'abonnement annuel du Journal Officiel de la République.

NUMÉRO ORDINAIRE

LES NUMÉROS SPÉCIAUX N'EN FONT PAS PARTIE

Le Moniteur

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE

INSTITUTION : ..... RESPONSABLE : .....

PARTICULIER (NOM - PRÉNOM) : .....

ADRESSE : .....

PHONE : ..... EMAIL : .....

ANNÉE : ..... *N.B. PRIÈRE D'ÉCRIRE EN LETRES MAJUSCULES*

Coupon à retourner : Presses Nationales d'Haïti, siège du Journal officiel de la République
231 - 233, rue du Centre, Port-au-Prince, HT6110 • 61, rue Goulard, Pétion-Ville, HT6141
B.P.: 1746 • Tél.: (509) 4051-5242 / 4051-5244 / 4051-5249 / 2941-7909
www.pressesnationalesdhaiti.ht • E-mail : dc.pressesnationalesdhaiti@gmail.com

ABONNEMENT ANNUEL **35,000 GDES**+10 % TCA

QTÉ ____ MONTANT TOTAL ____

NUMÉRO SPÉCIAL

HORMIS LES NUMÉROS SPÉCIAUX DE PLUS DE SOIXANTE (60) PAGES

Le Moniteur

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE

INSTITUTION : ..... RESPONSABLE : .....

PARTICULIER (NOM - PRÉNOM) : .....

ADRESSE : .....

PHONE : ..... EMAIL : .....

ANNÉE : ..... *N.B. PRIÈRE D'ÉCRIRE EN LETRES MAJUSCULES*

Coupon à retourner : Presses Nationales d'Haïti, siège du Journal officiel de la République
231 - 233, rue du Centre, Port-au-Prince, HT6110 • 61, rue Goulard, Pétion-Ville, HT6141
B.P.: 1746 • Tél.: (509) 4051-5242 / 4051-5244 / 4051-5249 / 2941-7909
www.pressesnationalesdhaiti.ht • E-mail : dc.pressesnationalesdhaiti@gmail.com

ABONNEMENT ANNUEL **35,000 GDES**+10 % TCA

QTÉ ____ MONTANT TOTAL ____

Comptant déjà sur votre collaboration habituelle, la Direction Générale des Presses Nationales d'Haïti vous prie de bien vouloir agréer ses salutations distinguées.

Ronald Saint Jean
Directeur Général

A NE PAS REPRODUIRE

Achevé d'imprimer par Presses Nationales d'Haïti - Port-au-Prince
ISSN : 1683-2930 • Dépôt légal : 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti
©Tous droits réservés 2024